



## Duisenberg quittera la BCE en 2003

LE PRÉSIDENT de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, a annoncé jeudi 7 février qu'il allait quitter ses fonctions le 9 juillet 2003, le jour de ses 68 ans. Nommé en juin 1998, M. Duisenberg avait toujours déclaré qu'il n'irait pas au bout de son mandat de huit ans, tout en refusant de dire à quel moment précis il comptait abandonner son poste. Sa succession à la tête de la BCE reste ouverte.

Lire page 5

## Croissance : plus que 1,5 %

Laurent Fabius a révisé à la baisse ses prévisions pour 2002. Le produit intérieur brut français ne progressera que de 1,5 % cette année, soit un point de moins que prévu dans le budget.

LAURENT FABIUS a révisé à la baisse les prévisions de croissance en France pour 2002. Le ministre de l'économie et des finances a arrêté son choix sur une estimation de 1,5 % de progression moyenne du produit intérieur brut, soit un point de moins que l'hypothèse de croissance (2,5 %) sur laquelle a été élaboré le budget de 2002. La France se met ainsi au niveau de ses partenaires européens qui, à commencer par l'Allemagne et l'Italie, ont réduit leurs ambitions.

Le gouvernement présente cette révision comme une « opération de vérité et de clarification ». Elle répond à un souci de réalisme et, dit-on dans les milieux gouvernementaux, à la volonté de Lionel Jospin de ne pas mentir aux Français sur la situation économique du pays, à deux mois et demi du premier tour de l'élection présidentielle.

Les estimations du ministre des finances sont proches de celles, formulées en décembre, de la Commission européenne (1,5 %), du



FMI (1,3 %) et de l'OCDE (1,6 %). Selon le nouveau scénario du gouvernement, la reprise serait faible au premier semestre 2002 et plus soutenue au second semestre. A la fin de l'année, la croissance française renouerait avec un rythme proche de 3 %, ce qui permettrait de maintenir l'objectif gouvernemental d'un retour à l'équilibre des finances publiques en 2004, même si les déficits se creusent cette année. Depuis début janvier, des signes de reprise apparaissent dans l'industrie. La plupart des experts s'accordent sur ce phénomène et estiment que la France est sortie du choc produit par les attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Des incertitudes demeurent cependant sur la reprise américaine, dont certains se demandent si elle sera de longue durée, et d'autres conjoncturistes évoquent les risques inflationnistes liés au passage à l'euro.

Lire page 6

SUPPLÉMENTS

Le Monde  
**DES LIVRES**  
Femmes entre mémoire et avenir

Le Monde  
**DES LIVRES DE POCHÉ**

ALGÉRIE  
Tueries, émeutes p. 2 et 14

PROCHE-ORIENT  
Sharon à Washington p. 4

ENRON  
Le récit du scandale p. 18

JOSÉ BOVÉ  
Ira-t-il en prison ? p. 9

International.....	2	Communication.....	20
Union européenne.....	5	Marchés.....	21
France.....	6	Aujourd'hui.....	23
Société.....	8	Météorologie-Jeux.....	27
Régions.....	12	Carnet.....	28
Horizons.....	13	Abonnements.....	28
Kiosque.....	15	Culture.....	29
Entreprises.....	17	Radio-Télévision.....	33

## Ce que prêchent les imams en France

QUE disent les imams, le vendredi, à l'heure du prêche, dans les mosquées françaises ? Une enquête inédite révèle le contenu, moralisateur mais non belliqueux, de ces sermons qui constituent un temps fort de la vie musulmane.

Les prédicateurs n'appellent pas à la guerre sainte mais leurs propos, qui développent largement le thème de la culpabilité des hommes dans les malheurs du monde, restent largement déconnectés des réalités



de la société française. Encore la tonalité diffère-t-elle en fonction de l'âge et du type de formation reçu par l'orateur, indique l'enquête, réalisée entre septembre 1999 et juin 2001 dans vingt-trois mosquées pour l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (Ihesi), institut de recherche du ministère de l'intérieur. Les jeunes imams insistent davantage sur la citoyenneté et l'intégration. Le Monde publie des extraits de quatre sermons.

Sur le terrain, les imams de nationalité étrangère dominent nettement : 40 % d'entre eux sont marocains et 24 % algériens, mais seulement 9 % français. Des stagiaires du centre de formation d'imams situé dans la Nièvre, à Saint-Léger-de-Fougeret, financé par les pays du Golfe, témoignent de leur engagement au service d'un « islam ouvert ».

Lire page 8

## SPORTS

### A Salt Lake City, des JO d'hiver sous haute surveillance



AU CŒUR des montagnes Rocheuses, Salt Lake City, capitale de l'Utah, accueille, du 8 au 24 février, les XIX<sup>e</sup> Jeux olympiques d'hiver. Ces Jeux, où se mêleront ferveur patriotique et préoccupations sécuritaires, seront les plus coûteux de l'histoire des compétitions hivernales. Le président Bush assistera à la cérémonie d'ouverture. Tout ce qu'il faut savoir sur le déroulement des épreuves et les chances françaises. Le Monde y consacrera deux pages chaque jour. Lire pages 23 à 26

DAVID GRAY/REUTERS

## En Afghanistan, prisonniers pakistanais à vendre pour 100 000 roupies

DAMGHAR (nord-ouest du Pakistan)  
de notre envoyé spécial

A Peshawar, capitale de la province la plus féodale du Pakistan, à la frontière qui longe le territoire afghan, Haji Waliullah Ghulam décide de parler. « J'ai ici le détail des petits chefs de guerre de l'Alliance du Nord qui font commerce de leurs prisonniers : le commandant Mummi, de la région de Kunduz, a douze hommes à vendre. Le commandant Arbab Jumma, dans le Baghlan, en a également douze, Maktadi en propose huit à 2 000 dollars par tête, le commandant Sharik en a treize, Zaman Khan en aurait au moins deux cents... » La liste est longue. Marchand de pierres précieuses et accessoirement directeur d'une ONG qu'il a fondée pour aider ses compatriotes afghans en perdition, Haji Waliullah jure sur sa barbe noire qu'il a transmis les noms de tous ces négriers à Kaboul, à l'équipe de Hamid Karzai. « Jusqu'ici sans effet », dit-il. Ainsi va la vie dans les contreforts de l'Hindu Kush. Ailleurs, jadis, seuls les princes, défaits et captifs, devaient verser rançon à leurs vainqueurs. En Asie centrale, où l'enlèvement contre espèces est routine - plusieurs mil-

liers chaque année au seul Pakistan -, même les gueux doivent payer.

Shahi Rahman, humble paysan pachoune, bon musulman aux ordres d'Allah, a été capturé en Afghanistan et revendu à sa famille par un fief commandant de l'Alliance du Nord. Heureusement, le beau-frère de Shahi Rahman avait quelques sous. « Il va me falloir des années de travail pour lui rembourser ses 100 000 roupies - un peu moins de 2 300 euros, environ 18 mois de revenus d'un paysan moyen au Pakistan - mais, qu'Allah en soit remercié, je suis vivant. »

Petit, râblé, dents blanches et sourire ravageur sous l'épaisse moustache noire, Shahi Rahman n'est pas un mauvais bougre. A 20 ou 22 ans - il ne sait pas très bien -, il est déjà marié et père d'un bébé de 6 mois. Pourtant, lorsque le maulana Soufi Mohammad, puissant prédicateur local, plus obscurantiste encore que son ami le mollah Omar, lança l'appel au djihad, le cœur pieux de Shahi ne fit qu'un tour. « Nos frères afghans étaient attaqués par les infidèles. Nous n'étions plus musulmans si nous n'allions pas les aider », disait le maulana. Entre octobre

et novembre 2001, plusieurs milliers de petits Shahi entendirent l'appel du mollah et se précipitèrent sous les bombes. Déployés par les talibans sur le meurtrier « front » nord, beaucoup n'en sont jamais revenus. Quelques dizaines ont payé la rançon. Entre 300 et 400 autres se sont fait cueillir à leur retour et crouspissent depuis dans les geôles du Pakistan.

Shahi et les huit autres hommes qui manquent à l'appel de son village n'ont pas tiré un coup de feu. « On nous a conduits à Mazar-e-Charif 24 heures avant la prise de la ville par l'Alliance du Nord. Nous étions 700 ou 800, cantonnés dans une ancienne filature. Les deux tiers ont été tués. Il y avait des cadavres partout... ». Shahi Rahman a passé quarante jours, avec quarante autres prisonniers pakistanais, enfermé dans un conteneur d'acier, près de Mazar. « Certains, sans soins, y sont morts de leurs blessures. » Finalement, l'intermédiaire à Peshawar du commandant Amir Zulfikar, le ravisseur, a reçu sa rançon. Shahi reste un « bon musulman ». Mais il jure que les mollahs ne l'y reprendront plus.

Patrice Claude

## PORTRAIT

### Dominique A. chanteur forain



« J'AIME bien cette idée de forain. Dans ce métier, il faut être solide », dit le chanteur nantais qui, entre rock et music-hall, vient de commencer une tournée avec trois musiciens. Lire page 32

## POINT DE VUE

### EDF : vers le démantèlement ?

par Henri Guaino

COMME CELLE, différée, de la SNCF, la réorganisation interne d'EDF est porteuse de conséquences lourdes, qu'on s'efforce de dissimuler derrière de pseudo-impératifs d'efficacité concurrentielle. C'est pourquoi elle devrait être l'occasion non d'un nouvel affrontement caricatural entre anciens et modernes, mais d'une réflexion approfondie sur l'avenir du service public.

Les directives européennes délimitent un cadre qui s'impose désormais à toutes les majorités politiques. Leur application entraîne pour l'électricité et le gaz l'ouverture à la concurrence et la séparation des infrastructures de transport. Il ne sert plus à rien, à ce stade, de disserter sur l'absurdité économique et

technique de cette séparation, puisque le droit communautaire nous interdit tout retour en arrière, au moins jusqu'à ce que d'énormes difficultés viennent un jour ébranler les dogmes de la pensée unique européenne. Mieux vaut donc au plus vite tirer les conséquences des directives pour ne pas gaspiller l'extraordinaire réussite économique et technique que constitue EDF-GDF.

Comme on l'a constaté dans la mésaventure italienne d'EDF, la question de la propriété du capital se trouve de fait posée : c'est l'implacable logique des directives. Il ne faut pas tricher : le service public ne sera pas préservé parce que l'Etat gardera la majorité du capital en se contentant d'une privatisation partielle.

Dès lors que le capital sera ouvert, la logique du marché s'appliquera pleinement : l'Etat, propriétaire ou pas, ne pourra se permettre ni économiquement ni juridiquement de léser les autres actionnaires. Une telle majorité sera, de toutes les façons, vouée à fondre, non seulement sous la pression des impératifs budgétaires, mais aussi parce que l'Etat se verra fatalement limité par Bruxelles dans sa capacité de souscrire à des augmentations de capital.

Lire la suite page 16

HENRI GUAINO EST ANCIEN COMMISSAIRE AU PLAN, ANCIEN ADMINISTRATEUR D'EDF.

## ANNIE ERNAUX



### L'occupation

« J'avais quitté W. Quelques mois après, il m'a annoncé qu'il allait vivre avec une femme, dont il a refusé de me dire le nom. À partir de ce moment, je suis tombée dans la jalousie. L'image et l'existence de l'autre femme n'ont cessé de m'obséder, comme si elle était entrée en moi. C'est cette occupation que je décris. »



M 00147 - 208 - F - 1,20 €



# INTERNATIONAL

## MAGHREB

Après ce qui avait été ressenti comme une accalmie à la fin de l'année 2001, **LES TUERIES** se sont multipliées ces derniers jours en Algérie. Un bilan non officiel chiffre à 150 le nombre de victimes d'actions terro-

ristes. Des « repentis » auraient repris le maquis et se seraient mis sous la bannière du Groupe salafiste pour la prédication et le combat. **LE POUVOIR** hésite entre la manière forte et de timides ouvertures. Le pre-

mier ministre a confirmé la tenue d'**ÉLECTIONS** législatives dans quatre mois et exclut une intervention de l'armée en Kabylie, où les **MANIFESTATIONS** se poursuivent. La dégradation extrême de la situation so-

ciale encourage un climat de jacqueries dans l'ensemble du pays. Les **SYNDICATS** multiplient les revendications salariales alors qu'une grève dans l'éducation est programmée. (Lire notre éditorial page 14.)

## Les tueries reprennent en Algérie dans un climat d'émeutes sociales

Les actions terroristes se sont multipliées, un bilan non officiel faisant état de 150 morts depuis le début de l'année. Le principe de la tenue d'élections législatives dans quatre mois est maintenu, mais les autorités hésitent face à une situation sociale qui se dégrade à vitesse accélérée

### ALGER

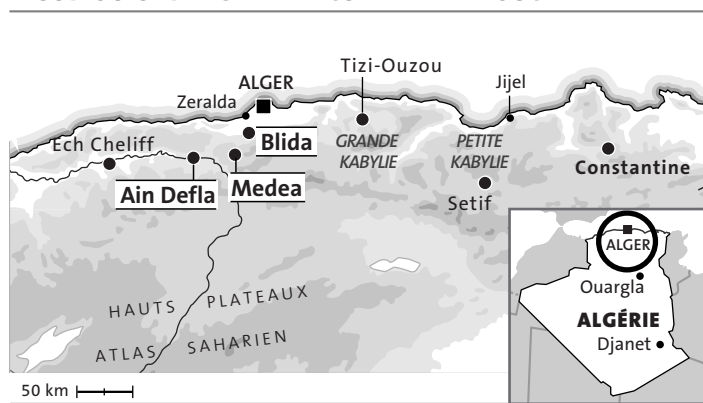
correspondance

A quatre mois des élections législatives, prévues pour fin mai ou début juin, les groupes armés viennent de faire à leur manière leur entrée en campagne. Les actes de terrorisme et les massacres ont repris avec une violence redoublée ces derniers jours en Algérie dans le « triangle de la mort » (Blida, Ain Defla, Médéa) mais aussi dans d'autres régions du pays. Mardi soir, l'explosion de mines à Chelha dans le secteur de Jijel, à 300 kilomètres à l'est de la capitale, a fait un mort et plusieurs blessés. La veille, deux tueries s'étaient déroulées à quelques kilomètres d'Ain Defla, faisant 22 morts et 3 blessés. De nombreuses actions terroristes ont été signalées ces dernières semaines un peu partout, y compris dans la capitale. Un bilan non officiel fait état de quelque 150 morts depuis le début de l'année.

Des « repentis » ayant déposé les armes dans le cadre de la concorde civile ont repris le maquis et se seraient mis sous la bannière de Hassan Hattab, chef du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), présenté par les autorités algériennes comme lié à l'organisation d'Al-Qaïda.

Comment réagir face à cette

### LE SUD-OUEST D'ALGER PARTICULIÈREMENT TOUCHÉ



situation sécuritaire qui se dégrade dangereusement, alors que le climat social est lui aussi au pourrissement ? Visiblement, le pouvoir hésite entre la manière forte et la conciliation, tandis que les jacqueries se multiplient dans le pays et que la Kabylie reste en état de dissidence. Pourtant, les élections auront lieu en leur temps, le chef du gouvernement, Ali Benflis, a été catégorique sur ce point dans un entretien publié mercredi par l'agence officielle Algérie Presse Service (APS).

M. Benflis a cependant exclu une intervention musclée de l'ar-

mée en Kabylie, comme beaucoup s'y attendaient depuis un discours du président Bouteflika, le 21 janvier, annonçant qu'il ne tolérerait plus les émeutes et la dégradation des biens publics. Ali Benflis a déclaré que les autorités n'avaient jamais eu l'intention de « requérir l'autorité militaire » et que son gouvernement était sur la « voie de l'apaisement et du dialogue ». Le chef du gouvernement devait recevoir, jeudi 7 février, les délégués dialoguistes de Kabylie, mais l'influence de ces derniers sur le terrain paraît à peu près nulle.

L'absence de confiance est telle

dans le pays que les émeutes, presque banales en Kabylie, se répandent à un rythme inquiétant du nord au sud et d'est en ouest. Les jacqueries sont en passe de devenir un moyen privilégié de « dialogue » des citoyens avec l'Etat. Même les retraités de l'armée sont touchés par ce phénomène, particulièrement inquiétant pour le pouvoir. C'est ainsi que fin janvier, fait inédit, les habitants d'une cité militaire à Zeralda, à l'ouest d'Alger, se sont battus à coups de pierres et de cocktails Molotov avec des brigades antiémeutes venues appliquer des mesures d'expulsion.

Toutes les raisons sont bonnes pour donner le coup d'envoi de violences et s'en prendre aux biens publics : l'eau qui ne coule pas dans les robinets, des nourrissons qui meurent dans une clinique après une vaccination, des maires qui ne se soucient pas de leurs administrés et, surtout, l'absence d'emplois et de logements. Parfois, le prétexte est presque incompréhensible. Le 15 janvier, à la cité universitaire de Constantine, l'électrocuté accidentelle d'un étudiant qui manipulait une résistance a libéré sur le campus une rage destructrice.

Le 12 janvier, c'est au fin fond du Sahara qu'a eu lieu une jacque-

rie. A Djanet, des jeunes de la ville ont brisé le mythe du « Sud tranquille » entretenu par les autorités. Ils ont commencé par demander la destitution du maire, puis mené une attaque en règle contre le siège de la mairie. Les affrontements avec les forces de l'ordre ont duré plusieurs jours. L'extension du « langage de l'émeute » à Djanet et à Ouargla, dans ce Sahara que le président Bouteflika n'hé-

### Des « repentis » ayant déposé les armes dans le cadre de la concorde civile ont repris le maquis

sitait pas, il y a quelques mois, à louer pour sa « patience et sa sagesse » (par opposition au nord du pays, turbulent et contestataire) est un nouveau signe inquiétant pour le pouvoir.

En parallèle, les syndicats ajoutent leur propre pression, maintenant que la tenue des élections législatives dans quatre mois est confirmée. Des fuites ayant annon-

cé d'importantes réductions d'emplois au sein de la fonction publique – un million de fonctionnaires – suscitent un tollé, tandis que les revendications salariales se multiplient. Le secteur de l'éducation est en pointe et une grève nationale de trois jours est annoncée pour le 17 février.

Les autorités, qui avaient fait savoir qu'elles refusaient toute augmentation de salaires, semblent du coup reculer. Mais le licenciement annoncé de milliers de vacataires (qui avaient suppléé à une vague sans précédent de démissions dans l'enseignement au milieu des années 1990) met les syndicats sur les nerfs. Quelque deux mille de ces vacataires ont organisé, dimanche et lundi, un sit-in devant le siège du gouvernement, lequel a officiellement annoncé leur réintégration.

De leur côté, les patrons du secteur privé ne manquent pas de fustiger l'empressement des autorités à accepter le démantèlement tarifaire avec l'Union européenne. Ces accords sont, selon eux, désastreux pour le maigre potentiel de production nationale. Le pays est structurellement au bord de l'émeute et le pouvoir semble n'avoir guère de réponses à apporter.

### « La compétition macabre est lancée »

La nouvelle et brusque flambée de violence qui a fait plus d'une quarantaine de morts en cinq jours en Algérie va se poursuivre, présumant les journaux d'Alger. « *L'escalade n'est qu'à son début, car le terrain [est] favorable à la surenchère* », analyse le sociologue Saïd Bouamama dans un entretien au quotidien *Le Matin*. Mohamed Issami, auteur du livre *Le FIS [Front islamique du salut] au cœur de l'enfer*, note, dans le même journal, que « *la compétition macabre est bel et bien lancée* » et que, « *de toute évidence, les jours à venir seront parmi les plus noirs* ».

Le *Quotidien d'Oran* présume, de son côté, qu'« *à l'approche d'échéances électorales considérées comme stratégiquement importantes les groupes armés manifestent leur volonté familière de s'imposer (...)* comme le modérateur sanglant du champ politique ».

Pour sa part, *L'Expression* estime que « *cette flambée de violence est destinée à répandre des messages principalement politiques* » : faire fléchir le pouvoir, amener le président à faire preuve de souplesse envers les leaders politiques du Front islamique du salut (dissous), ranimer la flamme du djihad en Algérie et profiter de la crise kabyle pour raviver d'autres foyers de tension. — (AFP.)

## Alger limoge le commissaire général de l'Année de l'Algérie en France

### ALGER

correspondance

Un petit communiqué des services du gouvernement est venu confirmer, mercredi à Alger, le limogeage annoncé depuis plusieurs jours du commissaire général chargé de l'organisation de l'Année de l'Algérie en France, l'ancien colonel de l'armée algérienne Hocine Snoussi. Celui-ci est remplacé par l'actuel président de la Fédération algérienne de football, Mohammed Raouaoua, ex-directeur de la télévision d'Etat ainsi que de la société publique d'édition et de publicité (ANEP). L'organisation d'une Année de l'Algérie en France avait été décidée en juin 2000, lors de la visite d'Etat à Paris du président Bouteflika, et doit se dérouler en 2003.

La désignation, il y a un an, du colonel Hocine Snoussi pour organiser cette manifestation avait causé une certaine surprise

en Algérie. Ce proche de l'ancien président Chadli Bendjedid avait été placé dans les années 1980 à la tête de l'Office Ryadh Al-Feth (OREF), un centre commercial banal à Alger mais qui se piquait à l'époque de faire dans la culture.

### LES INTELLECTUELS ÉCARTÉS

Non seulement le colonel Snoussi restait le symbole de la « *décennie noire* » des années Chadli, régulièrement pourfendue par le président Bouteflika, mais la construction et la gestion de Ryadh Al-Feth étaient toujours dans les mémoires. Les jeunes des quartiers populaires joutant le centre lui ont d'ailleurs donné le nom de « *Houbel* », un dieu païen de la période antéislamique, qui lui est resté.

Avant de tomber à nouveau en disgrâce, le colonel Hocine Snoussi s'était attiré de violentes critiques, ces derniers mois, de la

part des intellectuels arabophones. Ces derniers étaient furieux d'avoir été totalement écartés des préparatifs et de l'organisation de l'Année de l'Algérie en France.

L'écrivain arabophone Tahar Ouettar, notamment, avait contesté le principe même de l'année de cette manifestation et était allé jusqu'à accuser l'équipe du colonel Snoussi d'être des « *espions français* ». Même le journal *El-Khabar*, peu suspect de sympathie islamiste ou conservatrice, s'en était pris aux organisateurs de la manifestation, coupables à ses yeux de dépenser « *des milliards pour nous faire connaître à un pays qui connaît tout de nous* ».

Ce ne sont pourtant pas les intellectuels arabophones qui sont la cause de limogeage du colonel Snoussi. Bien qu'aucune raison officielle n'ait été donnée pour son remplacement, il lui était reproché, semble-t-il, d'en faire trop à sa guise et sans compter.

Ces derniers jours, la presse annonçait déjà son limogeage pour « *mauvaise gestion* », tandis que le journal en ligne *Algeria-interface* évoquait sa « *disgrâce* » auprès du président Bouteflika et affirmait que celui qui avait inspiré son retour aux affaires, le général Larbi Belkheir, directeur du cabinet présidentiel, avait même déclaré « *ne plus se sentir concerné par son sort* ».

### INDIGNATION

Parmi les multiples accusations visant le colonel Snoussi, la seule avérée concerne la désignation, dans le cadre de cette Année de l'Algérie, de son neveu, Sid Ahmed Gnaoui, à la tête du département musique. Le fait que ce parent soit actionnaire dans une société d'audiovisuel installée à Paris n'a pas manqué de susciter l'indignation de ceux qui espéraient profiter, eux aussi, de cette manifestation.

### Abderrahmane Rostomi Hadj Nacer, ancien gouverneur de la Banque centrale

## « Un système de destruction des valeurs se reproduit à l'infini »

**ÉCONOMISTE** de formation, proche du premier ministre réformateur Mouloud Hamrouche, Abderrahmane Hadj Nacer, 50 ans, a été gouverneur de la Banque centrale d'Algérie de 1989 à 1992. Cette année-là, le président Boudiaf est assassiné, Belaïd Abdesslam prend la tête du gouvernement algérien et met fin à l'indépendance de la Banque centrale. Comprenez que l'heure n'est plus aux réformes en Algérie, Hadj Nacer quitte Alger pour la France où, après quelques années passées à la banque Lazare, il crée la première banque d'affaires spécialisée sur le monde arabe, GP Banque. Il vit aujourd'hui entre Paris et Tunis.

**Vous avez été gouverneur de la Banque centrale d'Algérie pendant trois ans. Au cours de la dernière décennie, l'Algérie est passée d'une économie socialiste à une économie libérale. Quel bilan faites-vous de ce changement ?**

Ce qui manque pour pouvoir dresser un tel bilan, c'est une administration économique, or celle-ci n'existe plus en Algérie. Au lieu de se contenter de changer le mot « plan », dans les années 1993-1994, quand on l'a trouvé inadapté, on a supprimé l'instrument lui-même. On s'est donc privé d'une expertise indispensable, qui permettait de se projeter dans l'avenir sur le plan économique.

Ce qui manque aujourd'hui en Algérie, c'est la réflexion, la cohé-



MOHAMED LARKECHE

rence et la compétence. Résultat : nous avons beaucoup d'argent, mais aussi beaucoup de chômeurs. Si on prend l'exemple du bâtiment, on constate qu'on a lancé toutes ces dernières années de nombreux programmes en matière de logements, barrages, routes, etc. Mais qui en a profité ? Pour l'essentiel, des entreprises étrangères ! En l'absence de cadre régulateur et sous prétexte d'efficacité économique, celles-ci ont en effet tout importé, matières premières et main-d'œuvre. Il n'y a eu aucun effet multiplicateur dans le pays.

Dans un autre secteur majeur, celui de l'eau, on risque une crise dramatique vers la fin du mois de février, s'il n'a pas plu d'ici là. On risque de mourir de soif à Alger, et pourtant, le barrage de Taksebt, à 130 kilomètres de là, en Kabylie, est rempli d'eau. Le problème c'est qu'il n'y a pas de canalisations pour acheminer et exploiter cette eau !

Pourquoi ? Parce que depuis quatre ans, on n'a toujours pas tranché quant à la méthode d'attribution des marchés ! L'absence d'administration économique, le manque d'experts, l'incompétence, et la gestion de la rente dans le court terme, tout cela conjugué fait qu'un système de destruction des valeurs se reproduit à l'infini en Algérie. Il nous aurait fallu un Etat d'autant plus fort que nous avançons sur la voie du libéralisme, or c'est le contraire qui s'est produit.

**Des fortunes colossales sont apparues ces dernières années en Algérie, alors que la majorité de la population, elle, sombrerait dans la misère. Comment analysez-vous ce phénomène ?**

Il s'agit d'un phénomène de transition et ce n'est pas le problème majeur. Ce qui est beaucoup plus gênant, c'est que l'absence de système de régulation ne permet pas l'apparition de « bons riches », multiplicateurs d'emplois et générateurs d'une classe moyenne, essentielle à la stabilité d'un pays. Mais, en Algérie, le système politique est tel qu'il ne supporte pas la moindre organisation de la société en dehors de lui. Le patronat lui-même n'arrive pas à prendre conscience qu'il lui faut s'institutionnaliser, acquérir une expertise et participer à la remise en perspective de l'économie du pays.

**Le secteur des hydrocarbures n'a jamais autant rapporté de devises à l'Algérie. Où passe donc tout cet argent ?**

L'appareil productif étant cassé en Algérie, l'essentiel de la manne pétrolière sert à nous approvisionner à l'étranger, sans que nous fassions d'effort, à l'intérieur, pour assainir et accroître notre production. Nous importons tout, l'économie algérienne est devenue une économie passive. En dehors des services et de la distribution au sens primaire du terme, nous ne produisons plus rien, et cela promet d'empirer encore.

### « Il faut avant tout une justice qui fonctionne et l'établissement d'un Etat de droit »

Prenez l'exemple de l'usine de camions de Rouiba, près d'Alger, d'une bonne capacité de production. Etant donné qu'aucun effort n'a été entrepris pour améliorer les choses et anticiper, notamment, les conséquences des accords récemment conclus avec l'Union européenne, il sera bientôt moins cher de s'approvisionner en véhicules industriels à l'étranger plutôt qu'à l'usine locale. Et cela est valable dans tous les secteurs en Algérie.

**Qu'est-ce qui bloque pour que le pays sorte de l'impasse ?**

Chacune des catégories qui constitue l'Algérie d'aujourd'hui revendique sa part du gâteau. Mais les unes et les autres n'ont toujours pas abordé franchement cette question du partage, voilà ce qui bloque. Tant que ces « ayants droit » n'auront pas résolu ce problème, le système politique sera paralysé.

**Il s'agit donc, ni plus ni moins, d'un problème de « bakchich » ?**

Le bakchich, en fin de compte, ce n'est qu'un impôt. S'il finit par engendrer des richesses qui, à leur tour, produisent, créent des emplois, etc., cela équivaut à une redistribution de revenus. Si, par contre, c'est de l'épargne qui sert à l'investissement à l'étranger, c'est du parasitage. Or c'est ce qui se produit avec l'Algérie. Elle dispose de 20 milliards de dollars de réserves [près de 23 milliards d'euros], mais ce n'est pas un signe de bonne santé. Ces sommes sont entreposées dans des banques étrangères et ne servent pas à l'investissement en Algérie, mais au monde extérieur.

**Que prénez-vous, pour votre part, pour une sortie de crise ?**

Il faut avant tout rétablir la confiance, et cela passe par une justice qui fonctionne et l'établissement d'un Etat de droit. Alors, tout le reste ne sera plus qu'un problème technique !

Propos recueillis par Florence Beaugé

**MÉDAILLE D'OR 2001**  
concours NF ameublement  
**DETAILLANT - GROSSISTE**  
**VEND AUX PARTICULIERS**  
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

**MIEUX QUE DES SOLDÉS**

**MATELAS • SOMMIERS**  
Vente par téléphone possible  
fixes ou relevables - toutes dimensions.  
**SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI**  
**SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX**  
Garantie 5 et 10 ans  
Et une gamme spéciale de literie pour dos sensibles.

**CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC**  
Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas

**MOBECO**  
247, rue de Belleville - Paris 19<sup>ème</sup>  
50, avenue d'Italie - Paris 13<sup>ème</sup>  
**01.42.08.71.00 - 7/1/7**  
5500 m2 d'exposition  
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE



## Hubert Védrine dénonce le « simplisme » et l'unilatéralisme « utilitaire » des Américains

Sur France Inter, le ministre des affaires étrangères déplore que tout soit ramené « à la seule lutte contre le terrorisme ». Son homologue, Colin Powell, lui a répondu sans ménagement

LES FORTES phrases du président américain George Bush dans son discours solennel du mardi 29 janvier à Washington ont relancé la grogne européenne contre l'unilatéralisme américain, débat qui avait été mis entre parenthèses après les attentats du 11 septembre.

Après Josep Piqué, le ministre des affaires étrangères espagnol, qui, au nom de l'Union européenne a affirmé mardi que Bruxelles continuerait sa politique de négociations avec l'Iran, malgré les accusations américaines contre Téhéran, c'est Hubert Védrine qui a exprimé mercredi l'irritation française devant le « simplisme » de la vision américaine des réalités internationales.

Invité de l'émission Question directe de France Inter, le ministre français a estimé que le choc du 11 septembre, loin d'avoir changé l'approche américaine, avait au contraire confirmé les Etats-Unis dans une pratique à laquelle il a donné un nom - l'unilatéralisme « utilitaire » - et une définition : une approche « unilatérale, sans consulter les autres, à partir de leur

interprétation, de leurs intérêts. De façon, par ailleurs, utilitaire puisqu'ils peuvent avoir besoin de tel ou tel autre à un moment donné ; en refusant de s'engager dans tout accord international ou négociation multilatérale qui pourrait empiéter sur leur décision, sur leur souveraineté et sur leur liberté d'action ».



« Si nous ne sommes pas d'accord avec la politique américaine, nous devons le dire »  
HUBERT VÉDRINE

Mais autant sur le Proche-Orient que sur la mondialisation, le fossé ne cesse de se creuser dans les relations transatlantiques, estime M. Védrine. « Nous sommes menacés aujourd'hui d'un nouveau simplisme qui est de ramener tous les problèmes du monde à la seule lutte contre le terrorisme. Ce n'est pas sérieux », a-t-il dit. « On ne peut pas accepter cette idée ». L'Europe ne devrait pas craindre de s'exprimer. « Si nous ne sommes pas d'accord avec la politique américaine,

nous devons le dire. Nous pouvons le dire et nous devons le dire. »

Interrogé sur l'augmentation du budget de la défense annoncée lundi par George Bush, la plus forte hausse depuis Ronald Reagan, M. Védrine a porté le diagnostic suivant : « Personne ne peut empêcher les Américains d'augmenter de façon phénoménale leur budget de la défense. Les républicains l'ont souvent fait, cela correspond à des intérêts immenses. Il y a énormément d'entreprises, d'investisseurs, de centres de recherches qui trouvent leur intérêt dans cette impulsion très keynésienne. C'est aussi une façon de lutter contre la récession ».

Quelques heures plus tard, Colin Powell a répondu à l'irritation européenne. Expliquant le budget de son ministère à la Chambre des représentants à Washington, il a dit, sans citer M. Védrine : « Cette suggestion, que vous entendez parfois, dans les cercles intellectuels, que les Etats-Unis agissent de manière unilatérale et sans consulter nos partenaires européens, elle ne pourrait tout simplement pas être plus éloignée de la vérité. Regardez

mon agenda ; vous verrez combien je consulte, à commencer par ce matin, très tôt le ministre des affaires étrangères du Portugal ».

En même temps, M. Powell a donné sa propre définition du multilatéralisme : « Nous croyons au multilatéralisme. Mais quand il s'agit d'une question de principe, et quand la communauté multilatérale n'est pas d'accord avec nous, nous ne nous réfréons pas de faire ce que nous estimons juste, ce qui est dans notre intérêt, même si certains de nos amis ne sont pas d'accord. »

En déplacement à New York, le président Bush a lui aussi rejeté les critiques. « L'histoire nous a donné une chance de défendre la liberté et de combattre la tyrannie et c'est exactement ce que ce pays fera », a-t-il dit devant plusieurs centaines de policiers et de pompiers. « Certains dans le monde s'en lasseront peut-être. Certains se fatigueront peut-être de nos efforts pour la liberté. Mais cela ne sera pas mon cas ni celui de notre gouvernement ni de notre pays. »

Corine Lesnes

## A Herat, M. Karzaï cherche le soutien de l'« émir de l'Ouest »

Dans cette ville proche de l'Iran, le président afghan reçoit un chaleureux accueil populaire

HERAT

de notre envoyé spécial

Il est là, face à la foule, sous les minarets couleurs turquoise et bleu de la grande mosquée du ven-

REPORTAGE

### Rebelle de toujours, Ismail Khan n'admet qu'à contrecœur l'autorité de Kaboul

dredi qui étincellent sous le soleil d'hiver : Hamid Karzaï, président de l'Autorité intérimaire de l'Afghanistan, va s'adresser au peuple d'Herat en ce début d'après-midi du mercredi 6 février. Sa visite était attendue depuis des jours et les Heratis l'acclament en ponctuant son discours d'« Allahou Akhbar » (Dieu est le plus grand) de rigueur. Quelques minutes plus tôt, sur l'une des grandes artères de la plus belle ville du pays, le nouveau chef de l'Etat a été applaudi par une autre foule, plus turbulente encore. Même des femmes en tchadri bleu ont osé s'avancer, serrées les unes contre les autres, vers le véhicule du président.

A l'intérieur de la mosquée, centre religieux et historique d'Herat, les soldats casqués à la soviétique tentent de maintenir l'ordre. La foule est un turban mouvant qui s'assoit en cadence, se redresse, lève les bras en l'air. La plupart sont des Pachtones venus à la rencontre de l'un des leurs, celui en qui ils voient, entre autres, la garantie de leur sécurité dans cette cité majoritairement tadjike : M. Karzaï est un Popolzaï, tribu pachtone du Sud

afghan. Vêtu de son éternelle *chapan* ouzbèke jetée sur les épaules et coiffé d'un bonnet d'astrakan, le président prononce un discours simple, destiné à aller droit au cœur des Afghans : « Je suis heureux d'être avec vous aujourd'hui (...). L'Afghanistan est désormais libre et n'a plus à subir les ingérences des pays étrangers (...). Je peux vous assurer que nous travaillons dur pour faire marcher ce nouveau gouvernement. Etes-vous avec nous ? » Délire dans l'assistance, mains levées, « Dieu est le plus grand », etc.

A la droite d'Hamid Karzaï se tient Ismail Khan, l'« émir de l'Ouest », gouverneur d'Herat et vieux résistant moudjahidin, figure emblématique pour la région de la résistance afghane à l'occupation soviétique. Turban blanc, barbe grise, ce Tadjik qui avait occupé le même poste après la chute des communistes, en 1992, avant d'en être délogé trois ans plus tard par les talibans, fait apparemment acte d'allégeance au nouveau pouvoir de Kaboul : « Les hommes d'hier étaient des gens de guerre et de vio-



lence, ceux d'aujourd'hui sont des gens de paix dont le souci est de ramener la sécurité. Nous aidons et soutenons le gouvernement ! »

UN ALLIÉ DIFFICILE

L'objet de la visite d'Hamid Karzaï était précisément de s'assurer du concours d'un rebelle de toujours, un cacique ambitieux qui semble ne reconnaître que du bout des lèvres l'autorité de la capitale. Au départ des talibans, il est reve-

nu, comblant sans coup férir le vide du pouvoir. Le soutien de l'émir, dont l'influence s'étend également aux provinces voisines, est donc crucial pour le dirigeant d'un pays à la stabilité encore fragile. Mais l'homme est un allié difficile, voire peu fiable. « Il prétend soutenir le gouvernement, mais, en sous-main, il n'en fera qu'à sa tête, observe un professeur. Le gouverneur entend placer ses hommes et ses amis aux postes-clés en muselant la liberté des Heratis. »

Ismail Khan peut aussi compter sur un soutien non négligeable : celui de l'Iran. La frontière de la République islamique se situe à une soixantaine de kilomètres d'Herat et, ici, l'on a tendance à regarder plus vers Machhad, la grande ville iranienne de l'Est, que vers Kaboul. Le retour sur la scène afghane de la politique tortueuse des ayatollahs, dont l'Afghanistan est considéré comme un enjeu d'importance dans la lutte que se livrent modérés et radicaux à Téhéran, a ainsi de quoi inquiéter Kaboul.

En outre, Ismail Khan ne fait pas l'unanimité, surtout chez les Pachtones, qui voient une menace pour leur communauté en ce Tadjik inflexible - « pas fondamentaliste, mais pas démocrate non plus », note un intellectuel. On dit que des règlements de compte anti-pachtones ont eu lieu après le retour d'Ismail Khan et de ses moudjahidins. « Ismail Khan est au pouvoir pour deux raisons, continue le même intellectuel, qui, comme les autres Afghans rencontrés, demande à ne pas être nommé cité : Parce qu'il est fort et qu'il n'y avait personne d'autre de son calibre ! »

Bruno Philip

### 18 Afghans tués par erreur par les Américains

En relâchant, mercredi 6 février, 27 Afghans arrêtés par erreur lors d'une opération militaire américaine au nord de Kandahar (Afghanistan), les Etats-Unis ont admis une méprise lors de ce raid au cours duquel 18 Afghans avaient été tués. « Ils n'étaient ni membres d'Al-Qaida ni talibans, et ils ont été remis au gouvernement provisoire », a fait savoir le Pentagone.

Le 24 janvier, Washington s'était félicité d'avoir mis hors d'état de nuire un groupe de talibans et de membres d'Al-Qaida, dans le village de Hazar Kadam, et d'y avoir détruit un entrepôt d'armes. Puis des journalistes avaient établi que les victimes étaient des villageois gardant un dépôt d'armes autorisé par le gouvernement afghan.

Mercredi, le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, a cependant déclaré qu'il y aurait « un pas de trop » à conclure qu'aucune des victimes n'était talibane ou membre d'Al-Qaida. Les Etats-Unis ont ouvert une enquête officielle. Par ailleurs, l'envoi de prisonniers vers la base de Guantanamo (Cuba) a repris avec le décollage, jeudi à Kandahar, d'un avion emportant un nombre indéterminé de prisonniers. - (AFP, Reuters.)

## L'ONU envisage d'étendre le mandat de la force internationale de sécurité

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Tout en soulignant que « le processus de paix n'était pas menacé » en Afghanistan, le représentant spécial de l'ONU, Lakhdar Brahimi, a demandé, mercredi 6 février, au Conseil de sécurité d'envisager de manière « urgente » une extension des missions de la force multinationale (ISAF) à l'ensemble du pays. « Il y a des problèmes, des difficultés et des inquiétudes », a-t-il dit à l'appui de sa demande.

La présence de troupes de l'ISAF à Kaboul a permis d'améliorer la sécurité, a-t-il expliqué. Et cela a conduit à une « multiplication des demandes par les Afghans, des membres de l'administration provisoire et même des seigneurs de la guerre » d'étendre le mandat de l'ISAF à l'ensemble du pays. « Nous espérons que cette demande sera considérée de manière urgente et favora-

ble par le Conseil de sécurité. » M. Brahimi a été soutenu par le secrétaire général Kofi Annan qui, de retour de Kaboul, a décrit la situation sécuritaire en Afghanistan comme étant « précaire ». « Sans la sécurité, averti M. Annan, la reconstruction ne sera pas possible. »

« UNE AFFAIRE URGENTE »

Interrogé par la presse, Lakhdar Brahimi n'a pas chiffré les troupes supplémentaires nécessaires. « Je ne suis pas spécialiste », a-t-il dit, renvoyant la question aux experts militaires. Dirigés par les Britanniques, les effectifs de l'ISAF devraient atteindre 4 500 hommes d'ici à la fin du mois. Son mandat est aujourd'hui strictement limité à la sécurité de Kaboul et de ses environs. L'extension de la taille et du mandat de l'ISAF avait déjà été demandée par le chef du gouverne-

ment intérimaire afghan, Hamid Karzaï, la semaine dernière.

M. Brahimi s'est déclaré « sûr que la réponse du Conseil de sécurité à cette demande sera positive », envoyant ainsi la balle dans le camp des pays membres du Conseil de sécurité, en particulier ceux d'entre eux, comme la Grande-Bretagne et la France, qui participent à l'ISAF.

« Nous sommes conscients que l'extension de la force est une affaire urgente, explique un ambassadeur occidental. Cette question devrait être tranchée dans les quinze jours. » Ce diplomate, comme d'autres à l'ONU, explique cependant que malgré la forte pression des Afghans, « et maintenant de l'ONU », les pré-occupations des pays occidentaux engagés dans l'ISAF restent entières : « Nous sommes attentifs à ne pas [nous] laisser entraîner dans une direction qui risque d'être dangereuse, il faut réfléchir au mandat de cet-

te force, combien d'hommes et dans combien de villes ? »

Les positions varient selon les interlocuteurs. La France aurait avancé la possibilité de la création d'une « force de réaction rapide » capable d'intervenir « là où il y aurait des problèmes de sécurité ». Sceptiques, les Russes estiment que la manière « sage et raisonnable » d'aborder le dossier serait d'ouvrir des négociations entre le gouvernement provisoire et les seigneurs de la guerre. Une force de réaction rapide se trouverait tôt ou tard dans des situations de combat. « Serait-elle prête à se battre ? », s'interroge un Russe.

Le Conseil de sécurité a demandé une expertise militaire. Les chiffres avancés pour cette force élargie varient toujours entre 10 000 et 60 000 soldats.

Afsané Bassir Pour

## Les permis pétroliers au large du Sahara occidental critiqués

NEW YORK. Les deux compagnies pétrolières internationales - Total Fina Elf et l'américain Kerr-McGee - qui, en octobre, ont obtenu du Maroc des permis d'exploration-production au large des côtes du Sahara occidental vont y regarder à deux fois avant de se lancer dans des travaux de prospection. A la demande du Conseil de sécurité, lui-même sollicité par le Front Polisario, le conseiller juridique de l'ONU, Hans Corell, a en effet estimé en début de semaine que si les permis octroyés ne sont pas « illégaux en soi », des travaux d'exploration-production qui ne se feraient pas dans « l'intérêt » ou selon les « vœux » du peuple du Sahara occidental « violeraient les principes de la loi internationale » en la matière. Ce jugement mitigé rend peu probable, de l'avis des milieux pétroliers, la mise en œuvre de travaux d'exportation-production dans la mesure où il est quasiment impossible de prouver que les populations locales, dont l'évaluation pose des problèmes politiques, bénéficieraient des retombées en cas de découverte.

## Affaire Pearl : une question de « jours », selon le Pakistan

ISLAMABAD. Le ministre de l'intérieur de la province du Sindh, Mukhtar Sheikh, a affirmé, jeudi 7 février, être en mesure de « retrouver bientôt, peut-être dans quelques jours, mais ce pourrait être plus tôt » le journaliste américain, Daniel Pearl, disparu depuis le 23 janvier au Pakistan. « L'affaire est entrée dans une phase cruciale. A ce stade nous ne pouvons vous donner de détails, sauf vous dire que nous progressons », a assuré un des enquêteurs. Malgré ces déclarations optimistes, les autorités sont toujours à la recherche des quatre suspects principaux, trois hommes soupçonnés d'avoir enlevé Daniel Pearl et le Sheikh Omar, chef du groupe islamiste interdit Jaish-e-Mohammad, présenté, mercredi, comme le commanditaire présumé de l'enlèvement. Le Jaish-e-Mohammad a cependant nié être impliqué. « Nous n'avons pas de lien avec l'enlèvement du reporter américain ou avec les gens arrêtés par la police dans le cadre de cette affaire », a affirmé un porte-parole du mouvement. - (AFP.)

## Belgique : le patron de l'Agence alimentaire démissionne

BRUXELLES. Luc Beernaert, administrateur-délégué de l'Agence fédérale belge pour la sécurité alimentaire a démissionné, mercredi 6 février. Suspendu la veille par la ministre de la santé publique, Magda Aelvoet, M. Beernaert a préféré renoncer à ses fonctions suite à la révélation d'un nouveau scandale. Vingt-six échantillons d'aliments pour animaux prélevés dans une entreprise de Flandre n'avaient pas été analysés par l'Agence après les révélations d'une récente contamination de poulets par des PCB, des composés toxiques interdits. Certains de ses échantillons se sont révélés positifs. En 1999, des dizaines de milliers de poulets élevés en Flandre avaient été massivement contaminés. Révélée tardivement, l'affaire avait entraîné un changement de majorité politique. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ TOKYO : le premier ministre japonais, Junichiro Koizumi, a réclamé à nouveau à Moscou la restitution des îles Kouriles, au nord de l'archipel nippon, mais a reconnu que les négociations sur ce dossier, qui empoisonne les relations bilatérales, demanderaient du temps. « Il n'y a pas de changement dans notre position selon laquelle la Russie doit dire clairement que les quatre îles appartiennent au Japon », a déclaré M. Koizumi, lors d'un rassemblement organisé pour demander le « retour des Territoires du Nord ». - (AFP.)

■ MACÉDOINE : le secrétaire général de l'OTAN, Lord Robertson prévoit de se rendre à Skopje, jeudi 7 février, pour évoquer le prolongement à partir du 1<sup>er</sup> avril, sous les auspices de l'Alliance atlantique, de l'opération de maintien de la paix « Amber Fox » (Renard roux) en Macédoine « pour une période encore non précisée ». L'Alliance atlantique « est prête » à assurer ce mandat, a ajouté M. Robertson. « Amber Fox » a été déployée en Macédoine en août 2001 pour séparer les forces gouvernementales macédoennes des éléments armés de la minorité albanaise. - (AFP.)

# La véridique histoire de José Bové



www.seuil.com

Seuil



## « L'Union européenne sous-estime sa capacité à influencer la politique américaine », selon Nabil Chaath

Ariel Sharon s'entretient, jeudi 7 février, avec le président George W. Bush à Washington. Il s'agit de la quatrième rencontre entre les deux hommes

**AU MOMENT OÙ L'AUTORITÉ** palestinienne multiplie les contacts en vue de privilégier une solution politique du conflit avec Israël, trois Israéliens – une femme et sa fille de 11 ans ainsi qu'un soldat – ont été tués, mercredi soir 6 février, par un Palestinien, dans la colonie de peuplement juive de Hamra, en Cisjordanie, d'après un communiqué de l'armée israélienne. L'auteur de l'attaque a lui-même été tué lors de l'intervention d'une unité de Tsahal. L'attaque a eu lieu au moment où le premier ministre israélien, Ariel Sharon arrivait à Washington où il doit s'entretenir avec le président George W. Bush.

Quelques heures plus tôt, à Paris où il venait d'être reçu par le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, le ministre palestinien de la coopération internationale, Nabil Chaath, exprimait l'espoir que rien ne viendrait perturber les efforts visant à remettre le processus de négociations politiques sur les rails. M. Chaath s'était rendu auparavant à Londres et Berlin. Il était attendu jeudi à Bruxelles puis à Madrid, à la veille d'une réunion à Caceres, en Espagne, des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne. L'objectif de sa tournée est d'encourager les Européens à peser de leur poids pour une solution politique du conflit israélo-palestinien.

Il affirme que l'Autorité palestinienne soutient la « vision stratégique » contenue dans un ensemble d'« idées françaises » relatives à un tel règlement. L'intérêt de cette « vision » tient selon lui à trois raisons : elle « ramène le problème à sa dimension originelle, c'est-à-dire politique », alors que depuis des mois « il n'est question que de vains projets sécuritaires » ; elle réintroduit un « rôle international » dans le processus de paix et prévoit enfin des élections « qui confirmeraient le soutien démocratiquement exprimé du peuple palestinien au président Arafat et la détermination de ce même peuple à continuer le processus de paix avec le peuple israélien ».

### DEUX PROPOSITIONS

Rendues publiques fin janvier les « idées françaises » s'articulent autour de deux propositions qui sont « d'une étroite complémentarité » : la reconnaissance d'un Etat palestinien, compte non tenu de la situation sur le terrain et avant même les négociations israélo-palestiniennes sur le statut définitif de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est, et l'organisation d'élections en Palestine, « centrées sur le thème de la paix ».

Pour ce qui est des « détails » les « idées » françaises requièrent, selon M. Chaath, des éclaircissements et des garanties en particulier quant aux « modalités des élec-

tions, à la participation des Palestiniens de Jérusalem-Est au scrutin, aux frontières de l'Etat palestinien qui devront être celles du 4 juin 1967 », c'est-à-dire la veille de la guerre dite des six jours, qui a abouti à l'occupation de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de Gaza. Il insiste également sur « la nécessaire présence d'observateurs internationaux » et la tout aussi nécessaire « disponibilité américaine à imposer à Israël cette présence ». Quels que soient les amendements que d'autres Etats européens suggèrent – l'Allemagne préférant un « référendum » à des élections, l'Italie suggérant une conférence internationale – M. Chaath souhaite que les Quinze aboutissent à des conclu-

sions communes et en convainquant l'administration américaine.

### INFLUENCE DES QUINZE

L'Union européenne « sous-estime sa capacité à influencer la politique américaine ». Il en veut pour preuve le fait qu'en novembre 2001 les Quinze ont réussi à « persuader l'administration américaine d'opter pour une solution politique du conflit israélo-palestinien qui inclut la reconnaissance d'un Etat palestinien et la fin de l'occupation israélienne ». D'où, rappelle-t-il, le discours du président George W. Bush devant l'Assemblée générale de l'ONU et l'intervention du secrétaire d'Etat américain, Colin Powell à l'université Louisville, au Kentucky, ainsi que

### Yasser Arafat évoque sa succession

Le président palestinien Yasser Arafat a évoqué, pour la première fois, la question de sa succession, s'il venait à disparaître, dans un entretien publié mercredi 6 février par le quotidien émirati *Al Ittihad* et l'hebdomadaire égyptien *Al Moussawar*. « Selon la loi, c'est le chef du pouvoir législatif qui dirigera l'Autorité palestinienne pour une période de soixante jours jusqu'à la tenue d'élections », a-t-il déclaré.

L'actuel président du Conseil législatif est Ahmad Qorei, alias Abou Alaa. « A l'OLP, c'est le secrétaire général du comité exécutif (Mahmoud Abbas, alias Abou Mazen) qui assumera la responsabilité jusqu'à la désignation d'un nouveau président », a-t-il ajouté. Il a accusé Israël de faire circuler les noms des chefs de la sécurité préventive palestinienne, les colonels Jibril Rajoub et Mohammed Dahan comme de possibles successeurs, pour le pousser à s'en « débarrasser ». « Ils veulent nous brouiller, mais ils [Rajoub et Dahan] me sont chers », a-t-il dit. – (AFP.)



## Le drapeau américain dans les flammes

**DE JEUNES** Palestiniens brûlent la bannière étoilée à Bethléem en signe de protestation contre le soutien inconditionnel accordé par Washington à la politique du gouvernement israélien. Pour la quatrième fois depuis son élection il y a tout juste un an, Ariel Sha-

ron rencontre, jeudi 7 février, le président George W. Bush à Washington. Ces entretiens surviennent alors qu'un grave incident s'est produit dans la colonie d'Hamra, en Cisjordanie au cours duquel trois Israéliens ont péri ainsi que l'auteur de l'attaque.

## En proie à d'énormes difficultés économiques, l'Égypte obtient une forte assistance financière

Le secteur du tourisme est frappé de plein fouet

### LE CAIRE

de notre correspondant

Une quarantaine d'organisations internationales et de pays donateurs se sont engagés, mercredi 6 février, dans la station balnéaire de Charm el-Cheikh, en mer Rouge, à accorder à l'Égypte 10,3 milliards de dollars de prêts à des taux préférentiels ainsi que des dons sur une période de trois ans (de 2002 à 2004). 2,1 milliards de dollars d'aide exceptionnelle devraient être fournis dans l'année en cours pour permettre de résorber le déficit de sa balance commerciale.

A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles ! La réunion de Charm el-Cheikh a en effet été décidée pour faire face aux retombées des attentats du 11 septembre sur une économie égyptienne déjà mal en point. Le spectre de la récession se profilait déjà auparavant avec un net ralentissement de la croissance (3,3 % pour l'année 2000-2001, selon un rapport de la Banque mondiale) et une pression accrue sur la livre égyptienne. Même le tourisme, locomotive de l'économie (4,3 milliards de dollars en 2000-2001), donnait des signes d'essoufflement avec la montée de la violence au Proche-Orient. Les attentats de New York et Washington sont venus aggraver des problèmes que le gouvernement égyptien ne parvenait déjà pas à surmonter.

Selon Le Caire, le 11 septembre engendrera des pertes de 3 milliards de dollars à la fin de l'année fiscale 2001-2002. Ces pertes concernent surtout le secteur du tourisme frappé de plein fouet. Les hôtels de la vallée du Nil et surtout de la mer Rouge ont été désertés. La crise a aussi de graves répercussions sociales puisque près de 400 000 employés du secteur touristique (sur 1,2 million) ont été licenciés ou sont au chômage technique tandis que les plus chanceux ont maintenu leurs emplois au prix d'une baisse de revenus de plus de 50 %. Ces chômeurs sont venus grossir les rangs des centaines de milliers de ceux qui avaient déjà perdu leur travail du fait du ralentissement économique. « Une bombe à retardement prête à exploser à tout moment », selon un expert.

D'autre part, la baisse des rentrées de devises étrangères provenant de l'industrie touristique et des virements des expatriés égyptiens dans le Golfe, affectés par la baisse des prix du pétrole, a obligé le gouvernement à dévaluer pour la seconde fois en un an. La livre a ainsi perdu un tiers de sa valeur contre le dollar et les prix de très nombreux produits ont augmenté. Seuls les 600 millions de dollars « de subventions au pain » permet-

tent encore aux classes les plus défavorisées de s'en sortir. Résultat, le ministre du plan, Osman Mohamad Osman, a revu à la baisse l'indice de croissance pour 2002-2003 qui sera de 4,5 %. La Banque mondiale prévoit pour sa part 2 %. Ce qui est insuffisant pour absorber la croissance démographique.

Autant de sonnettes d'alarme qui ont poussé les pays donateurs occidentaux, Etats-Unis en tête, à voler à la rescousse du régime

## Les hôtels de la vallée du Nil et surtout de la mer Rouge ont été désertés

égyptien d'autant que ce dernier avait pleinement soutenu les actions américaines en Afghanistan et rempli son rôle de modérateur du monde arabe. Pour améliorer ses chances auprès des donateurs, l'Égypte a repris son rôle de médiateur entre Israéliens et Palestiniens. Plusieurs responsables israéliens, dont le ministre de la défense Benjamin Ben Eliezer, ont été récemment reçus au Caire. En signe de bonne volonté, les lettres de créance de l'ambassadeur israélien qui attendait depuis plusieurs mois ont été acceptées. Parallèlement le rais a dépêché son homme de confiance, le général Omar Soliman, chef des services de renseignement à Ramallah, en Cisjordanie. M. Mubarak a aussi appelé l'Autorité palestinienne « à s'efforcer autant que possible à faire cesser la violence ».

Autant de gestes qui ont été appréciés par Washington dont l'influence auprès du Fonds monétaire international (FMI) est considérable. Or le FMI doit donner sa bénédiction à la série de mesures proposées par le gouvernement égyptien « pour restaurer un climat de croissance » avant que l'Égypte n'obtienne les 2,1 milliards d'aide d'urgence pour 2002. Un accord virtuellement acquis même si la délégation américaine à Charm el-Cheikh n'a pas manqué de critiquer « l'immobilisme » du gouvernement face à la dégradation de l'économie, notamment son manque de flexibilité au niveau du taux de change et son peu d'enthousiasme à épauler le secteur privé. Ces critiques semblent avoir trouvé un écho au Caire puisque le gouvernement égyptien projette une série de réformes politiques et financières.

Alexandre Buccianti

## Madagascar : le scénario-catastrophe du FMI

Grève générale et manifestations mettraient à genoux l'économie du pays

### ANTANANARIVO

de notre envoyé spécial

Dix jours de grève générale et l'économie de Madagascar serait à genoux. Les représentants du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale se sont montrés très alarmistes, mercredi 6 février à Antananarivo, au cours d'une conférence de presse qu'ils ont voulue aussi solennelle que possible.

La paralysie qui frappe surtout la région de la capitale aurait coûté 8 à 10 millions de dollars par jour à l'économie du pays lors de la première semaine de grève. En cinq jours, c'est l'équivalent de la réduction de la dette pour toute l'année (environ 56 millions de dollars) qui se serait ainsi envolé. « Il est fort probable que les pertes aient atteint 12 à 14 millions de dollars par jour cette semaine », a ajouté Gregory Dahl, le représentant du FMI.

A l'évidence, les services de cette institution n'ont pas chômé, eux, pour réunir en un temps record les éléments d'un tableau très sombre : d'une croissance de 6,7 % en 2001, « l'économie risque de tomber dans la récession ». Selon leurs évaluations, « chaque jour des milliers d'emplois sont per-

due », notamment dans les entreprises de la zone franche où « le total des commandes a baissé de 20 % ».

Une entreprise aurait déjà décidé de mettre la clé sous la porte, huit autres menacent aussi de se délocaliser « si la situation continue ». M. Dahl a estimé « à près de 50 000 le nombre d'emplois qui risquent d'être supprimés » par ces entreprises « franches » qui sont depuis dix ans « le moteur de la croissance économique » à Madagascar.

### INGÉRENCE

Le scénario-catastrophe n'oublie aucun secteur : le tourisme bien sûr et les transports. Air Madagascar, dont les avions sont cloués au sol, aurait perdu 600 000 dollars et serait « en situation financière précaire ». Même la récolte de l'aquaculture serait menacée « car la nourriture pour les crevettes est importée ».

De plus, les effets d'une crise prolongée seraient difficiles à résorber, selon la Banque mondiale. « Il faudra du temps pour retrouver la confiance des clients et des investisseurs internationaux », a insisté son représentant, Hafez Ghanem. Or, l'an dernier, un quart des

investissements effectués à Madagascar provenaient de l'étranger ».

En condamnant ainsi l'impact de la grève déclenchée par l'opposant Marc Ravalomanana pour protester contre la fraude électorale au premier tour de l'élection présidentielle, le FMI et la Banque mondiale font irruption sur une scène politique explosive. A moins de trois jours de l'ouverture de la campagne pour le deuxième tour, auquel M. Ravalomanana refuse toujours de participer, n'est-ce pas une manière d'ingérence ? M. Ghanem s'en est défendu : « Ce n'est qu'une analyse économique pour mieux informer les Malgaches de la situation, notre espoir est qu'ils trouvent eux-mêmes la solution. »

Le même jour, alors que les partisans de M. Ravalomanana se sont à nouveau rassemblés par centaines de milliers au centre de la capitale, les 130 chefs d'entreprise de la zone franche ont publié un communiqué dans la presse pour « confirmer leur impossibilité de payer les heures perdues » et pour annoncer que « faute d'importation de matières premières », ils seront « contraints de se déclarer en chômage technique ».

Jean-Jacques Bozonnet

## « Papabile », le cardinal Martini décide de se retirer

**ARCHEVÊQUE DE MILAN**, le plus grand diocèse catholique du monde (4 millions de fidèles), depuis 1979 et éternel « favori » (selon les médias) à la succession de Jean Paul II, le cardinal Carlo-Maria Martini a révélé, mercredi 6 février, qu'il souffrait d'une forme de la maladie de Parkinson (également celle du pape). Le 15 février prochain, jour de ses 75 ans, atteint par la limite d'âge, il devra remettre sa démission. Si Jean Paul II n'est pas obligé de l'accepter (il garde en fonctions le cardinal Lustiger à Paris), Mgr Martini a, quant à lui, exprimé le souhait de quitter son poste et de s'installer à Jérusalem ou dans une résidence de jésuites (il est membre de la Compagnie de Jésus) proche de Rome.

Si, théoriquement, rien n'interdit qu'il soit élu pape lors d'un prochain conclave, son âge, la révélation de sa maladie et son désir de quitter Milan compromettent les espoirs de réforme que les milieux catholiques progressistes mettaient en lui. Carlo-Maria Martini est d'abord un personnage phare de la scène publique italienne, régulièrement sollicité par les médias et les partis. Chacune de ses lettres pastorales est un événement, et il a joué un rôle capital dans l'ouverture du catholicisme italien – longtemps identifié à la seule Démocratie chrétienne – à un pluralisme d'options partisans et électoraux.

Dans l'Eglise, cet ancien recteur de l'Université grégorienne de Rome a depuis longtemps acquis une dimension internationale. Il parle onze langues et a écrit une cinquantaine d'ouvrages, notamment des commentaires des Ecritures, des livres de spiritualité ou de sociologie. Sur les questions de discipline interne, on a souvent fait un libéral, tranchant avec le conservatisme doctrinal de Jean Paul II.

Il avait fait sensation le 7 octobre 1999 à Rome,

en exprimant, lors d'un synode d'évêques européens, le souhait d'« une confrontation universelle entre tous les évêques » – le mot concile n'est pas employé, mais personne ne s'y est trompé – pour « défaire certains nœuds disciplinaires et doctrinaux qui réappaissent régulièrement comme des points chauds » dans l'Eglise. Il avait cité, en particulier, la place de la femme, la crise des vocations sacerdotales, la redistribution des responsabilités ministérielles entre prêtres et laïcs, la discipline du mariage, notamment la question des divorcés remariés toujours interdits d'accès aux sacrements.

Carlo-Maria Martini ne partage pas la vision angoissée de la modernité qu'on prête à Jean Paul II. Il voit même dans la sécularisation et la laïcisation de la société un défi pour l'Eglise. La dimension interconfessionnelle est forte chez lui, comme le montrent ses initiatives de dialogue à Milan et ses missions œcuméniques auprès des Eglises orthodoxes et protestantes. On lui prête un amour immodéré pour les juifs, qu'il traduit souvent par un désir d'être enterré à Jérusalem.

Tout cela en fait un personnage d'envergure qui n'en garde pas moins de solides adversaires. L'Opus Dei, Communion et libération, et les autres cercles, italiens et étrangers, qui poussent à une réaffirmation autoritaire du catholicisme, ont longtemps considéré avec crainte ses chances de succéder à Jean Paul II. S'il n'est plus aujourd'hui un « papabile » incontestable, le cardinal Martini restera l'un des grands électeurs d'un conclave qui risque de se faire pour ou contre sa ligne modérément progressiste, pour ou contre cette réforme institutionnelle de la papauté et du gouvernement de l'Eglise qu'il appelle de ses vœux.

Henri Tincq



## Wim Duisenberg annonce son départ de la présidence de la Banque centrale européenne en juillet 2003

Mettant fin à un long suspense, le Néerlandais, nommé à la tête de l'institution le 1<sup>er</sup> juin 1998, se retirera dans dix-huit mois. La question de son successeur reste ouverte

**LE PRÉSIDENT** de la Banque centrale européenne, Wim Duisenberg, a mis fin au suspens concernant la date de son retrait en faisant annoncer par ses bureaux à Francfort qu'il quitterait son poste le 9 juillet 2003, jour anniversaire de ses 68 ans. Alors que lui-même se trouvait à Maastricht pour la réunion du conseil des gouverneurs de son institution, un communiqué publié jeudi matin 7 février au siège de la BCE a indiqué que M. Duisenberg avait informé la veille José María Aznar, le président en exercice du Conseil européen, le ministre espagnol des finances, Rodrigo Rato, président du conseil Ecofin, ainsi que les autres dirigeants de la BCE, de sa décision.

Dans ce texte, M. Duisenberg souligne que « sa décision doit être comprise dans le contexte de sa déclaration prononcée lors du Conseil européen du 2 et 3 mai 1998, (selon laquelle) étant donné son âge, il ne souhaite pas effectuer toute la durée de son mandat de huit ans ». C'est lors de ce sommet, qui avait eu lieu à Bruxelles, que les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze avaient confirmé le lancement au 1<sup>er</sup> janvier 1999 de l'euro dans onze pays de l'Union - ils sont aujourd'hui douze.

Un bras de fer avait opposé au cours du sommet les Français et les Allemands sur le choix du premier gouverneur de la BCE, qui devait prendre ses fonctions quelques semaines plus tard lors de la mise en place officielle de la Banque centrale, le 1<sup>er</sup> juin 1998. Les Français affirmaient qu'un engagement secret entre l'ancien chancelier Kohl et le président Mitterrand, lors de la décision de mettre le siège de la banque centrale à Francfort, prévoyait que le premier président de l'institution serait un Français.



Wim Duisenberg quittera la direction de la BCE l'an prochain. Sa nomination en 1998 avait donné lieu à un Conseil européen houleux. Un compromis contesté voulait que M. Duisenberg n'effectue pas la totalité de son mandat de huit années.

Ce francophile, qui passe régulièrement ses vacances en France, s'était aussi attiré les foudres de Paris parce qu'on le considérait comme trop proche des thèses monétaires défendues par l'ancien ministre des finances allemand, Theo Waigel, et son compère de l'époque, l'ancien président de la Bundesbank Hans Tietmeyer, qui ont imposé les règles strictes du pacte de stabilité monétaire de la zone euro.

Né en juillet 1935 aux Pays-Bas, Wim Duisenberg, membre du parti travailliste néerlandais, avait été

ministre des finances de son pays de 1973 à 1977. Nommé en 1982 à la tête de la banque centrale des Pays Bas, il avait joué un rôle central dans le redressement de l'économie néerlandaise, couplant le florin avec le deutsche Mark.

Le président Chirac a défendu à Bruxelles pendant des heures la candidature de Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la banque de France. Mais la majorité des Quinze lui avait préféré le gouverneur de la banque centrale des Pays Bas. Sous la présidence de Tony Blair, un compromis laborieux avait été arraché

### Jean-Claude Trichet et le Crédit lyonnais

Depuis la validation, par la Cour de cassation, le 31 janvier, de l'enquête sur les soupçons de faux bilans des comptes du Crédit lyonnais en 1992 et 1993, le sort judiciaire de Jean-Claude Trichet, actuel gouverneur de la Banque de France, mis en examen le 28 avril 2000 pour publication de comptes sociaux inexacts dans ce dossier (il était alors directeur du Trésor), est entre les mains du parquet et du juge chargé de l'enquête. Le procureur de Paris a indiqué que le parquet prendrait ses réquisitions en mars. Il peut requérir un non-lieu pour M. Trichet ou demander son renvoi devant le tribunal.

Le dernier mot revient au juge d'instruction, Philippe Courroye, qui peut ne pas tenir compte de l'avis du parquet. Il doit, en effet, dès réception des réquisitions du parquet, rendre, dans les semaines qui suivent, son ordonnance de renvoi dans laquelle il indiquera qui, selon lui, doit être jugé par le tribunal. Jean-Yves Haberer, ancien président du Lyonnais, et Jacques de Larosière ont également été mis en examen dans cette affaire.

aux Français et aux Allemands sur le fait que M. Duisenberg se retirerait « à sa convenance » avant la fin de son mandat officiel de huit ans pour céder la place à M. Trichet.

Le premier président de la Banque centrale est une forte personnalité, qui a souvent été contesté, aussi bien pour ses gaffes, que parce qu'il a tenu à faire la preuve contre vents et marées de l'indépendance de son institution. Celui qui s'est autopromu M. Euro aura engrangé une expérience parfois difficile. Mis en cause, il a toujours bénéficié du soutien de ses collègues du conseil des gouverneurs, de M. Trichet en particulier. M. Duisenberg, qui n'a pas la réputation d'être un travailleur acharné, est apprécié en interne pour son sens du consensus et son art de la coordination.

Le Néerlandais quittera donc son poste dans dix-huit mois. Les spéculations sur son départ avaient été relancé récemment en raison du départ prévu de Christian Noyer, le représentant français au sein du directoire de cinq membres de la BCE, le 31 mai prochain. Ce départ pose la question de la représentation future de la France au sein de la BCE. Le ministre allemand des finances, Hans Eichel, avait il y a deux semaines indiqué à Berlin, aux côtés de Laurent Fabius, qu'il ne pouvait pas imaginer qu'il n'y ait pas de Français.

M. Duisenberg a toujours indiqué qu'il se sentait libre de choisir le moment de son départ. En fin d'année dernière, il avait précisé ses intentions suggérant qu'il n'abandonnerait pas son siège en 2002. Certains estimaient que cette incertitude nuisait à l'autorité de la BCE. Sa décision relance la question de son successeur.

Henri de Bresson et Philippe Ricard

## Critiquée, la BCE peine à instaurer un dialogue avec les gouvernements

### BRUXELLES

de notre bureau européen

C'était au lendemain des attentats du 11 septembre, au Parlement européen. La rencontre entre Wim Duisenberg, qui s'exprimait pour la première fois depuis les attentats, et les députés a bien vite tourné au dialogue de sourd. Dans l'émotion, un député demandait au président de la Banque centrale européenne (BCE) s'il n'était pas temps de « frapper un grand coup ».

M. Duisenberg, lui, ne cessait de répéter que son objectif était la stabilité des prix, qu'il n'y avait pas « de récession en vue » et qu'« un mouvement rapide [sur les taux] serait plutôt de nature à propager une réaction de panique que de favoriser la stabilité ». Lors de sa réunion suivante, la banque n'a pas baissé ses taux. La BCE a fait son travail, injectant massivement des liquidités pour éviter une panne dans le système. Elle a fini par baisser ses taux. Mais tout cela s'est fait difficilement, comme si elle agissait à contrecœur.

Institution jeune, la BCE a pour souci principal depuis trois ans d'asseoir sa crédibilité. Son objectif, la stabilité des prix, est celui que lui assignent les traités. Mais elle veut aussi montrer qu'elle ne cède pas aux gouvernements. Résultat, la BCE a souvent donné le sentiment de se battre contre un fantôme, l'inflation, et

tardé, ces derniers mois, à baisser ses taux. De ce fait, elle est contestée, à gauche surtout, dans certains pays comme la France où la hausse des prix est quasi inexistante. Contrairement à l'Allemagne, l'inflation n'y est jamais apparue comme le mal absolu.

### SOUPLESSE ET GESTION DOCTRINAIRE

La personnalité de M. Duisenberg, président en sursis depuis le psychodrame de sa nomination, qui lit ses papiers et a multiplié les gaffes depuis son arrivée à la tête de l'institution de Francfort, n'a pas arrangé les choses. Au fil des ans, la gauche européenne a fini par opposer la souplesse de la Réserve fédérale américaine, jugée responsable de l'extraordinaire croissance outre-atlantique, à la gestion doctrinaire de la BCE.

Dans de nombreux ministères des finances, notamment à Bercy, on insiste sur la nécessité d'avoir des taux d'intérêt bas et des déficits budgétaires maîtrisés, qui seraient la clé de la croissance. Mais avec le ralentissement économique, la BCE est moins mise en cause : la faible croissance de l'Europe ne serait pas à chercher dans le couple taux-déficit, mais dans le manque de réformes structurelles et de libéralisation, comme le pense le premier ministre espagnol José María Aznar ou encore l'économiste en chef de la BCE, Otmar Issing.

Pour éviter à la BCE de se frotter trop tôt aux

gouvernements, la Bundesbank avait baissé ses taux fin 1998, juste avant que la BCE ne prenne le relais. En agissant ainsi, elle lui donnait un peu de répit. La banque a connu ses premières difficultés avec la baisse de l'euro et la hausse des prix pétroliers, qui a importé de l'inflation en Europe. La BCE a alors remonté ses taux, ce qui a parfois été contesté : les taux élevés allaient difficilement contrer la hausse des prix importés.

Surtout, les yeux rivés sur l'inflation, la BCE n'a pas vu venir le ralentissement économique. Jusqu'en août 2001, l'économiste en chef de la banque, l'allemand Otmar Issing a, de son propre aveu, sous-estimé l'ampleur du ralentissement économique et n'a pas agi sur les taux.

Plus gênant sans doute, la BCE et les gouvernements se font peu confiance. Pendant des semaines, la BCE - et la Commission de Bruxelles - ont estimé que si les pays européens, comme la France, l'Allemagne et l'Italie, s'inquiétaient du ralentissement de la croissance, c'est parce que, moins vertueux que les autres, ils voulaient relâcher leur discipline budgétaire. Reproche sans doute fondé, mais qui valait pour le passé. L'affaire a surtout révélé un dialogue très faible, beaucoup plus tendu que celui qu'entretenaient dans les faits la Bundesbank et le gouvernement allemand, sans parler de l'Amérique.

Arnaud Leparmentier

## Le Parlement européen sous le charme de VGE

### STRASBOURG

de notre bureau européen

Valéry Giscard d'Estaing, président de la Convention sur la refondation de l'Union européenne, a passé avec succès son examen de passage devant le Parlement européen. Reçu mercredi 6 février à Strasbourg par le nouveau président de l'Assemblée, l'Irlandais Pat Cox, et les présidents des groupes parlementaires, il les a rassurés sur le rôle qu'il entend leur voir jouer, les convainquant qu'il avait une grande ambition et qu'il avait besoin d'eux pour réussir.

M. Giscard d'Estaing était attendu de pied ferme à Strasbourg. Les discussions sur le budget de la Convention et ses propres défraiements avaient fait mauvais effet. L'inquiétude du Parlement avait en outre été alimentée par une rumeur sur l'existence d'un projet de règlement intérieur confinant un rôle mineur à la Plénière des 105 membres de la Convention.

Les eurodéputés sont sortis de la réunion sous le charme. « Il s'est conventionnalisé », s'est exclamé Daniel Cohn-Bendit, président du groupe des Verts, avant d'assurer que « le président Giscard est devenu le président de la Convention ». Son collègue français Francis Wurtz (PCF), président de la GUE (communiste), a admis que les propos de M. Giscard d'Estaing avaient été « satisfaisants », dans la mesure où ils

ont confirmé que « la Convention, et non seulement le président, aurait un rôle majeur à jouer ».

L'ancien chef de l'Etat a « bluffé » les députés en leur disant que la Convention aurait une importance historique égale à celle de la Convention de Philadelphie, qui a jeté les fondations de la Constitution américaine. « La Convention sera composée de 105 citoyens européens », a-t-il affirmé, mettant ainsi sur un pied d'égalité députés et représentants des gouvernements.

M. Giscard d'Estaing a indiqué que la Convention se réunirait en formation plénière deux fois par mois, pendant un an. Ses membres seront assis par ordre alphabétique. Ils approuveront eux-mêmes leur règlement interne. La session inaugurale, le 28 février, aura lieu dans les locaux du Parlement à Bruxelles.

M. Cox a déclaré qu'il avait obtenu de M. Giscard d'Estaing qu'il vienne informer le Parlement aussi souvent que le Conseil européen de l'avancement des travaux. M. Cohn-Bendit s'est montré optimiste : « Giscard a bien compris que son nom restera dans l'Histoire si la Convention marche ! », commentait-il, en affirmant qu'il avait « raison de penser qu'être président de la Convention, c'est plus important qu'être président de la République ».

Rafaële Rivais

### Jean-Luc Coatalem

## Je suis dans les mers du Sud Sur les traces de Paul Gauguin

«Cet écrivain voyageur est possédé par Paul Gauguin.»

Philippe Dagen - Le Monde

«Lisez-le de toute urgence, c'est l'appel du grand large !»

François Busnel - Dernières Nouvelles d'Alsace

«Écriture puissante, luxuriante, physique : Coatalem trempe sa plume dans le cerveau du génie.»

Bertrand de Saint-Vincent - Figaro-Magazine

«Coatalem marque à la culotte un spectre à travers une enquête qui roule sur des milliers de kilomètres et rythmée comme un cent mètres.»

Yves Stavridès - L'Express

«Un livre grave et ludique, vivant et lucide, qui s'attache au "désir d'inconnu" qui vient étreindre chaque homme.»

Stéphane Guilbourg - Ulysse

«Pas à pas, sous hypnose, l'auteur rejoint Paul Gauguin, avec ce livre sublime.»

Marie-Caroline Aubert - Marie-Claire

«Passionné, Coatalem est donc passionnant, sacrément passionnant.»

Le Vif - L'Express

«Précision du détail, prose sinueuse et musicale, avec cet exercice d'admiration, Coatalem signe son meilleur livre.»

Eric Neuhoff - Madame Figaro

«Ce livre à l'écriture nerveuse, musclée, à la rythmique sans faiblesse, apporte les effluves du grand large. Gauguin s'y dresse, monstrueux, et pathétique, tonitruant, hanté, contradictoire.»

Evelyne Bloch-Dano - Magazine Littéraire

«A pied, à cheval, en voiture, Coatalem ne lâche pas le peintre. A un siècle d'intervalle, leurs pas s'enchevêtrent. Trois cents pages haletantes.»

Gérard Pussey - Elle

«En authentique écrivain-voyageur, reprenant le dossier Gauguin à zéro, Coatalem fait mieux que ressusciter ce voyage.»

Claude Arnaud - Le Point

«Un livre superbe !»

Frédéric Mitterrand - Europe 1



### ÉCHOS

■ **ITALIE** : Tony Blair se rendra le 15 février à Rome rencontrer Silvio Berlusconi. Selon la presse italienne, le président du Conseil italien souhaite, en vue du sommet de Barcelone, signer avec le premier ministre britannique une déclaration commune sur la dérégulation économique. Soupçonné de tiédeur européenne, M. Berlusconi veut apparaître comme la cheville, au sein de l'Union, d'un front libéral constitué autour du président du gouvernement espagnol José María Aznar.

■ **TURQUIE** : l'Assemblée nationale turque a adopté, mercredi 6 février, une série de réformes visant à rapprocher la Turquie des normes démocratiques exigées en vue de son éventuelle adhésion à l'Union européenne (UE). Toutefois, les articles 312 et 159 du code pénal, qui prévoient des peines de prison pour des paroles ou des écrits, n'ont pas été abolis. La semaine dernière, la représentante de l'UE en Turquie, Karen Fogg, s'était inquiétée du rythme chaotique des réformes.



# FRANCE

## CONJONCTURE

Laurent Fabius a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2002, les portant de 2,5 % à 1,5 %. Avec ce chiffre, **LE GOUVERNEMENT S'ALIGNE** sur ceux qu'avancent l'ensemble des économistes fran-

çais. A deux mois et demi de la présidentielle, Lionel Jospin a donc choisi d'afficher une « opération de vérité et de clarification », abandonnant le « **PATRIOTISME ÉCONOMIQUE** » qu'il promouvait depuis les

attentats du 11 septembre pour éviter une crise de confiance. Pour autant, le gouvernement table sur **UNE REPRISE FERME** de l'économie en 2002 qui devrait se traduire par un retour de la croissance à

un rythme de 3 % à la fin 2002. Ce net ralentissement se traduira par une **AGGRAVATION DES DÉFICITS** publics. Jean-François Coppé, secrétaire général adjoint du RPR, dénonce un « **MENSONGE D'ÉTAT** ».

## Laurent Fabius révisé la croissance à 1,5 % pour 2002

Le gouvernement, qui prévoyait 2,5 % de progression du PIB cette année, a encore revu ses prévisions à la baisse. A deux mois et demi de l'élection présidentielle, le premier ministre choisit d'afficher une « opération de vérité et de clarification ». Les déficits publics vont se creuser

« **OPÉRATION de vérité et de clarification** » : c'est ainsi que les sources gouvernementales qualifiaient, jeudi 7 février, la nouvelle prévision de croissance pour 2002 que devait annoncer Laurent Fabius, à l'occasion de la réunion de la Commission économique de la nation, qui rassemble, autour du ministre de l'économie et des finances, des économistes, des syndicalistes et des chefs d'entreprises. M. Fabius a en effet arrêté son choix sur une estimation de 1,5 % de progression moyenne du produit intérieur brut (PIB) et sur une fourchette de 1,3 % à 1,7 % - soit un point de moins que l'hypothèse de croissance de 2,5 %, sur laquelle a été élaboré le budget 2002.

Aligné sur le consensus des économistes des différents instituts de conjoncture et des banques privées, ce chiffre est censé marquer la volonté de Lionel Jospin de ne pas mentir aux Français sur la situation économique du pays. A deux mois et demi de l'élection présidentielle, le « **patriotisme économique** » invoqué à la fin de l'été par le premier ministre et futur candidat cède la place au réalisme affiché.

Après les attentats du 11 septembre, le gouvernement avait maintenu sa prévision de 2,5 % de croissance pour 2002 contre 2,1 % en 2001 ; il s'était attiré les critiques de l'opposition, qui jugeait ce chiffre « **irréaliste** », mais aussi celles des économistes, souvent plus pessimistes que le gouvernement. M. Jospin s'était néanmoins accroché aux chiffres arrêtés par Bercy durant l'été. Il introduisait alors le concept de « **patriotisme économique** », destiné à en appeler au volontarisme des Français pour consommer et aux chefs d'entreprises pour investir. Objectif : écarter toute impression de moro-

sité qui risquerait de freiner la consommation, entraînant ainsi l'arrêt de la croissance et faisant naître la menace d'une récession.

En maintenant ses prévisions, le gouvernement souhaitait aussi témoigner d'un certain volontarisme en matière de finances publiques par rapport à la Commission européenne. A l'heure où M. Fabius voulait transmettre à Bruxelles un programme pluri-annuel de finances publiques assurant un retour à l'équilibre des comptes de l'Etat, de la Sécurité sociale et des collectivités locales, une révision à la baisse de la croissance aurait signifié un dérapage plus fort que prévu des déficits publics. Le ministre de l'économie, qui avait déjà dû se résigner à une aggravation du déficit budgétaire en 2001, voulait l'éviter. D'autant qu'il ne voulait pas donner l'impression à la gauche, et notamment au Parti communiste, que le gouvernement lâchait la bride et que toutes les revendications deviendraient acceptables.

Pourtant, le 16 octobre à l'Assemblée nationale, lorsqu'il présente, « **un plan de consolidation de la croissance** » - qui exclut le mot « relance » -, M. Fabius évoque la possibilité d'une croissance égale non plus à 2,5 %, mais à 2,25 %, c'est-à-dire le bas de la fourchette de prévisions de Bercy. Pour autant, le ministre se dit encore « **confiant** », même s'il admet être « **vigilant** ». Sur France 2, le 5 décembre, M. Jospin affirme qu'il n'y a « **pas de retour à la crise** » et annonce : « **Le processus de retour à une croissance pour la France d'environ 3 % doit s'amorcer dans le courant de l'année 2002.** »

Il faut attendre le 28 décembre pour que M. Fabius, sur France Inter, admette que « **l'hiver est économiquement rude** » et envisage



Laurent Fabius, ministre de l'économie et des finances, mercredi 6 février à l'Assemblée nationale, lors de la séance hebdomadaire de questions au gouvernement.

de réviser ses prévisions. Ce jour-là, l'hôte de Bercy parle d'une révision possible « **dans un sens ou dans l'autre** ». Personne n'est dupe : les chiffres gouvernementaux sont alors plus optimistes que ceux de tous les experts économiques. Ils ne peuvent donc qu'être revus à la baisse. A titre de comparaison, le Commission table alors sur 1,5 % de croissance en France en 2002, alors que le FMI mise sur 1,3 % et l'OCDE sur

1,6 %. La France sera finalement le dernier des grands pays européens à réviser ses chiffres, jeudi. L'Allemagne a commencé à le faire dès le mois d'octobre. L'Italie a suivi en décembre.

Le nouveau scénario économique du gouvernement correspond à celui de l'ensemble des économistes. Il prévoit en effet une reprise molle au premier semestre 2002, après une fin d'année 2001 mauvaise, et une reprise plus

soutenue dans la deuxième partie de l'année, avec une croissance qui renouerait avec des rythmes proches de 3 %.

A la fin 2002, la croissance française rejoindrait un rythme annuel de croissance de 3 %. Les chiffres du dernier trimestre 2001 ne sont pas encore connus - il faudra attendre le 22 février pour cela - mais tout laisse penser qu'ils pourraient être franchement mauvais. L'Insee tablait sur une croissance zéro. Bon nombre d'observateurs pensent aujourd'hui que l'activité pourrait s'être réduite sur les trois derniers mois de l'année.

A l'inverse, depuis janvier, des signes de reprise apparaissent dans l'industrie. Et personne ne le conteste. « **On est sorti de l'effet 11 septembre. L'industrie va repartir toute seule, en reconstituant ses stocks. La reprise des investissements suivra au deuxième semestre** », estime Nicolas Sobczak, économiste chez Goldman Sachs, qui parie sur une croissance de 0,9 % en 2002. « **La reprise est là** », confirme Christel Rendu de Lint, chez Morgan Stanley, qui table sur 1,4 % en 2002. Certains, comme Rexecode, sont plus pessimistes concernant la rapidité de la reprise des investissements : « **Le compte des sociétés françaises s'est détérioré en 2001, ce qui reportera le rebond de l'investissement productif** », estime cet institut proche du patronat français, qui mise, lui, sur le chiffre de 1,2 %.

Restent néanmoins des incertitudes. A propos de la reprise américaine d'abord, dont certains se demandent si elle durera, compte tenu des déséquilibres structurels de l'économie nord-américaine. La remontée du chômage pourrait aussi être néfaste pour la consommation tout comme le risque inflationniste. « **Il y a eu une bouffée d'inflation en janvier, avec le passa-**

ge à l'euro et surtout avec l'augmentation des prix alimentaires liée aux mauvaises conditions climatiques. On sait que la consommation des Français est extrêmement sensible aux prix. Si cela devait durer, ce serait mauvais », développe M. Sobczak.

Si tous anticipent un retour à un rythme de croissance annuel proche de 3 % à la fin 2002, certains craignent que celui-ci soit légèrement bridé, en 2003, par des politiques budgétaires plus restrictives en Europe. Il s'agira en effet de corriger les dégradations des comptes publics qui seront enre-

### Restent des incertitudes. A propos de la reprise américaine d'abord, dont certains se demandent si elle durera

gistrées fin 2002 avec le ralentissement de la croissance.

M. Fabius devait communiquer, jeudi, sur le retour à une croissance en rythme annuel proche de 3 % à la fin 2002 qui permettrait de maintenir l'objectif de retour à l'équilibre des finances publiques en 2004 quand bien même les déficits se creuseraient en 2002. Le budget 2002 tablait sur un déficit public qui représenterait 1,4 % du PIB à la fin de l'année. Avec les nouvelles prévisions de Bercy, celui-ci devrait plutôt être compris entre 1,8 % et 2 % du PIB.

Virginie Malingre

### LA FRANCE A CRU PLUS VITE QUE SES PARTENAIRES

Pays	En pourcentage				
	Croissance du PIB				
	1998	1999	2000	2001*	2002*
France	3,5	3,0	3,2	2,1	1,5
Roy.-Uni	2,6	2,3	3,0	2,2	2,0
Allemagne	2,1	1,6	3,0	0,7	0,7
Italie	1,8	1,6	2,9	1,9	1,2

Source : ministère de l'économie et des finances \* prévisions, pour 2002 : données par les pays

Jean-François Copé, secrétaire général adjoint du RPR

### « Après la cagnotte, c'est le deuxième mensonge d'Etat »

**Le ministère des finances vient de réviser le taux de croissance à la baisse. Responsable du projet au RPR, qu'en pensez-vous ?**

Après la cagnotte dissimulée en 1999, c'est le deuxième mensonge d'Etat commis par le gouvernement sur la politique économique. Le bilan est lamentable, et il est signé Jospin. Laurent Fabius est tout sauf un naïf : il savait depuis plusieurs mois que la croissance serait de l'ordre de 1,5 % cette année, et non de 2,5 %, comme il a essayé de le faire croire depuis l'automne. Il a sciemment faussé les hypothèses.

**Mais le gouvernement n'est-il pas dans son rôle, qui est aussi de ne pas affoler les acteurs économiques ?**

Cet argument est irrecevable. Personne ne pense un seul instant qu'il a fait cela au nom de je ne sais quel « patriotisme économique ». Il avait besoin de surestimer la progression du PIB pour surévaluer les recettes fiscales et dissimiler à Bruxelles et au Parlement un déficit budgétaire sera record cette année. Un point de croissance en moins, c'est une perte de recettes fiscales

de 6,6 milliards d'euros. Ce n'est pas un déficit de 30 milliards d'euros, mais de plus de 38 milliards d'euros que nous aurons en fin d'année.

**Plusieurs indicateurs, aux Etats-Unis et en France, montrent pourtant une reprise de l'activité...**

Je ne veux pas être un oiseau de malheur, et je souhaite une telle reprise, bien sûr. Mais il faut être extrêmement prudent. Aux Etats-



« Il faudra mener une opération "vérité des comptes", ce que nous ferons si nous revenons au pouvoir » JEAN-FRANÇOIS COPÉ

Unis, l'activité est tenue par la consommation, non par l'investissement des entreprises. Le contexte ne se prête pas à un optimisme débridé. Aucun élément ne dit de façon probante que la crise est finie.

**Faut-il une politique de relance de l'activité ?**

Il faudra d'abord mener une opération « vérité des comptes », et c'est ce que nous ferons si nous reve-

nons au pouvoir. Nous devons avoir le détail très précis des chèques en bois tirés par Lionel Jospin, qu'il s'agisse des 35 heures, de l'allocation aux personnes âgées dépendantes ou de la couverture maladie universelle. Sans oublier les retraites, pour lesquelles la gauche n'a rien fait.

**Que préconisez-vous ?**

La seule manière de préserver l'économie française dans le contexte international incertain que nous connaissons, c'est de stimuler la consommation et l'investissement des entreprises. Nous rendrons du pouvoir d'achat aux ménages. C'est pourquoi nous devons engager, au plus tard dans le budget 2003, une baisse de la pression fiscale. Parallèlement, nous ferons en sorte de mettre nos entreprises au meilleur niveau de compétitivité européenne. Car les contraintes innombrables imposées à l'économie depuis 1997 (35 heures...) font mourir nos entreprises et nos emplois à petit feu.

**Mais dans quelles dépenses publiques taillerez-vous ?**

L'idée selon laquelle on doit accentuer les dépenses publiques est

l'infini, comme l'a fait M. Jospin, est une folie. Leur maîtrise doit être une priorité, comme c'est le cas dans les pays européens qui réussissent aujourd'hui. Cela passe par une profonde réforme de l'Etat. Assez de raisonner en terme d'obligations de moyens ! Seule l'obligation de résultat compte. Des missions comme la sécurité et la justice doivent concentrer d'importants crédits, tant le dénuement est grand, surtout en matériel. Quel dommage que l'argent de la croissance n'ait pas servi à cela ! En revanche, d'autres grandes administrations doivent renforcer leur efficacité. Dans les dix ans à venir, il y aura 800 000 départs en retraite dans la fonction publique. Autant dire qu'il y a, dans des ministères comme ceux de l'éducation nationale ou des finances, par exemple, des opportunités pour redéployer des personnels. Tous ces départs ne nécessitent pas des remplacements poste pour poste, mais plutôt une réorganisation entre Paris et le terrain.

Propos recueillis par Jean-Michel Bezat

### Le ministre, les économistes et les baisses d'impôts

**LAURENT FABIOUS** boude. Le ministre de l'économie n'apprécie pas le travail du Conseil d'analyse économique (CAE), collègue d'économistes indépendants rattaché à Matignon. Et ne s'en cache pas. C'est pour cette raison qu'il a refusé d'assister, le 13 décembre 2001, à la présentation d'un rapport du CAE, intitulé « Démographie et économie » et coécrit par Michel Aglietta, Didier Blanchet et François Héran. Non pas que le ministre ait une aversion particulière pour le sujet en question. Mais plutôt qu'« **il voulait marquer le coup** », estime un membre du CAE. Depuis, il n'a d'ailleurs pas réussi à se libérer pour une autre date...

Le ministre n'a pas digéré que le CAE, pour-

tant censé travailler en toute indépendance du gouvernement, ait accepté de publier un rapport de Thomas Piketty, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), qui met en cause la politique d'allègements fiscaux prônée par M. Fabius (Le Monde du 16 juin 2001).

#### GUERRE DE PATERNITÉ

M. Piketty, après avoir épluché les revenus et les patrimoines des Français depuis un siècle, en vient en effet à la conclusion qu'une baisse importante de l'impôt sur le revenu, principal impôt progressif en France, ferait courir à la France le risque de redevenir la « **société des rentiers** » qu'elle était il y a un

siècle. L'économiste considère donc que M. Fabius a eu tort d'engager la baisse de l'impôt sur le revenu, et notamment de son taux supérieur. Le rapport de M. Piketty « **n'est pas la partie du travail réalisé par le CAE qui est scientifiquement la plus fondée** », avait alors jugé M. Fabius. Il n'a sûrement pas apprécié non plus que Jean Pisani-Ferry, président du CAE, soutienne M. Piketty et manifeste de l'intérêt pour son travail. D'autant plus que M. Pisani était le conseiller économique de Dominique Strauss-Kahn à Bercy, avec lequel M. Fabius se livre à une petite guerre de paternité de la « **gauche moderne** ».

V. Ma.

#### Entretiens Friedland

27, avenue de Friedland - 75008 Paris

Lundi 11 février 2002 à 17 h 15

### Enseigner demain : des enseignants qui innovent pour un métier qui change

Avec

Jarl Bengtsson,

Directeur du CERI à l'OCDE

Jean-Pierre Boisvion,

Délégué Général, Institut de l'Entreprise

Elie Cohen,

Professeur, Université de Paris IX Dauphine

Claude Goasguen,

Ancien Ministre, Député de Paris

François Vachey,

Vice-Président de l'Oréal,

Directeur Général des Relations Humaines

Conclusion par

Claude Allègre,

Ancien Ministre de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie

Inscriptions : Clotilde de Lavigne

Tél. : 01 55 65 75 76 - Fax : 01 55 65 73 44



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS  
PARIS HAUTS DE SEINE SEINE-SAINT-DENIS VAL DE MARNE



## Equipe, déplacements, communication : tout est (presque) prêt pour le candidat Jospin

Quatre conseillers de Matignon s'apprêtent à rejoindre le local de campagne. Le livre du premier ministre paraîtra le 7 mars. Il engagera à la Réunion sa série de voyages

**QUE FAIRE** en février ? Après janvier, le mois des idées, qui a vu s'affronter les deux « modernes » du Parti socialiste, Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius, et avant mars, qui sera le mois de la compétition ouverte et déclarée, la question se pose. Comment faire patienter la future équipe de campagne jusqu'à la déclaration de candidature officielle, sans que l'entourage ne se laisse gagner par l'euphorie que lui procurent, depuis quelques jours, de bons sondages ? « On ne précipite rien, on allonge simplement la foulée », résume un proche du candidat. « Heureusement, le mois est court. Il y a les vacances scolaires... »

► **Des conseillers emménagent rue Saint-Martin.** C'est au lendemain de la déclaration officielle de Lionel Jospin que le siège accueillera l'équipe de campagne – autour de cinquante personnes, plus les bénévoles. Une poignée de communicants d'Euro-RSCG, autour de Stéphane Fouks, et une équipe du PS – sans François Hollande – s'y installeront. Quatre conseillers devraient quitter Matignon pour la rive droite : Yves Colmou, Nathalie Mercier, Aquilino Morelle et Pierre Guelman. Il y a quelques semaines, Olivier Schrameck les a prévenus : en quittant la Rue de Varenne, ils perdront aussi leurs émoluments.

Jean Glavany, le futur directeur de campagne, ne devrait pas quitter son ministère avant le Salon de l'agriculture, qui s'ouvrira le 23 février. C'est aux alentours de cette date que sera officialisé son remplacement par François Patriat, secrétaire d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat. Problème : les équipes de campagne se superposent, les impatiences

montent et ceux qui se croient oubliés guettent la sonnerie du téléphone. « On perd du temps à gérer les ego », résume un responsable socialiste. Mercredi 6 février, François Rebsamen, chargé des déplacements de la campagne, a pressé M. Glavany de changer plus tôt de casquette. Ce dernier réunira l'équipe qu'il est en train de constituer sur le plateau de son « Grand jury RTL-Le Monde-LCI », le 24 février. D'autres responsabili-

### Pas d'étape en Corse

« La Corse, j'ai beaucoup donné, non ? » Le premier ministre ne brûle pas d'envie de se rendre en Corse – ni d'en parler – avant l'élection présidentielle, et devrait laisser quelques ténors socialistes faire le voyage. « La Réunion, c'est une île aussi », confirme un proche, en évoquant le déplacement du candidat dans ce département d'outre-mer, en mars. Sollicité pour un entretien par le mensuel *Corsica*, Lionel Jospin a d'ailleurs refusé de s'exprimer, laissant la « une » du magazine daté du 7 février à Jean-Pierre Chevènement. L'ancien ministre de l'intérieur y félicite les députés corses d'avoir refusé de voter une loi qu'il décrit comme « un bricolage institutionnel indigne », à l'exception du programme exceptionnel d'investissement (PEI), dont il revendique « l'origine ». M. Chevènement, qui a prévu d'effectuer un déplacement dans l'île, demande aux Corses d'« affirmer clairement par la voie des urnes » que ni Jacques Chirac ni Lionel Jospin ne sont « fiables pour arracher l'île à la violence et promouvoir une décentralisation responsable ».

tés devraient être bientôt distribués : Pierre Moscovici serait ainsi chargé des propositions du candidat et des ripostes à la droite.

► **Annnonce de candidature et déplacements.** La date de l'entrée officielle en campagne de M. Jospin n'est toujours pas décidée. Il faut, en effet, laisser au futur candidat une petite marge de manœuvre pour faire face aux aléas de l'actualité. Mardi 19 et mercredi 20 février, il répondra aux dernières questions au gouvernement, avant de s'adresser aux parlementaires socialistes pour clore la législature. Vendredi 22 et samedi

23, il sera, avec Tony Blair, au sommet des modernisateurs qui se tiendra à Stockholm... à la veille du lancement de la campagne de l'Union en mouvement, à Toulouse.

Plusieurs scénarios restent évoqués. Jacques Séguéla, le patron d'Euro-RSCG, estime que le candidat doit absolument se déclarer un week-end, dans la presse quotidienne régionale puis sur une télévision nationale, quitte, pour le PS, à organiser son congrès de rati-

7 mars, jour de son premier meeting de campagne, à Lille. Son prix ? « Autour de 15 euros. » Stock n'a pu avancer sa parution d'une semaine, comme le souhaitait Matignon. Jacques Séguéla a tenté de rencontrer Alain Duhamel pour discuter du titre de l'ouvrage, qu'il voulait, comme François Hollande, claquant comme un slogan (*Le Monde* du 28 janvier). Sans succès. L'agence de publicité n'aura eu gain de cause que sur le choix de la photo. Le titre choisi par M. Jospin, *Le dire et le faire*, a lui aussi vécu.

Mercredi soir 6 février, Monique Nemer, l'éditrice, a tranché sur le titre définitif, mais il reste le secret le mieux gardé de la Jospinie... Tout le monde, pour autant, n'achètera pas le livre de M. Jospin. Aussi, pour vulgariser le programme du candidat, le PS penche pour une brochure, comme celle diffusée en 1997, avant les élections législatives, plutôt qu'une *Lettre aux Français*, façon François Mitterrand, en 1988. Pour plusieurs responsables socialistes, ce fascicule pourrait prendre la forme d'un « contrat » : M. Hollande répète d'ailleurs depuis quelques jours qu'il faut proposer « un nouveau contrat social » aux Français.

L'équipe d'Euro-RSCG n'est pas très chaude. Le mot, en effet, est... déjà pris, et plutôt mal porté. Cinq jours avant les élections législatives italiennes du 13 mai 2001, le futur président du conseil, Silvio Berlusconi, avait en effet apposé sa signature, devant notaire et caméras, en bas d'un « contrat avec les Italiens ». Encore un différend entre « communicants » et politiques...

► **Livre et brochure.** Le livre du premier ministre paraîtra le

7 mars, jour de son premier meeting de campagne, à Lille. Son prix ? « Autour de 15 euros. » Stock n'a pu avancer sa parution d'une semaine, comme le souhaitait Matignon. Jacques Séguéla a tenté de rencontrer Alain Duhamel pour discuter du titre de l'ouvrage, qu'il voulait, comme François Hollande, claquant comme un slogan (*Le Monde* du 28 janvier). Sans succès. L'agence de publicité n'aura eu gain de cause que sur le choix de la photo. Le titre choisi par M. Jospin, *Le dire et le faire*, a lui aussi vécu.

Mercredi soir 6 février, Monique Nemer, l'éditrice, a tranché sur le titre définitif, mais il reste le secret le mieux gardé de la Jospinie... Tout le monde, pour autant, n'achètera pas le livre de M. Jospin. Aussi, pour vulgariser le programme du candidat, le PS penche pour une brochure, comme celle diffusée en 1997, avant les élections législatives, plutôt qu'une *Lettre aux Français*, façon François Mitterrand, en 1988. Pour plusieurs responsables socialistes, ce fascicule pourrait prendre la forme d'un « contrat » : M. Hollande répète d'ailleurs depuis quelques jours qu'il faut proposer « un nouveau contrat social » aux Français.

L'équipe d'Euro-RSCG n'est pas très chaude. Le mot, en effet, est... déjà pris, et plutôt mal porté. Cinq jours avant les élections législatives italiennes du 13 mai 2001, le futur président du conseil, Silvio Berlusconi, avait en effet apposé sa signature, devant notaire et caméras, en bas d'un « contrat avec les Italiens ». Encore un différend entre « communicants » et politiques...

Ariane Chemin et Clarisse Fabre

## M. Devedjian : « Si la droite veut voter Chevènement, c'est qu'elle a perdu la raison »

Inquiétude face à la percée du maire de Belfort

**MERCREDI** 6 février, 11 h 30, au siège de l'UDF : imperturbable, François Bayrou veut croire en sa bonne étoile. En marge d'une conférence de presse consacrée à la mondialisation, le président de l'UDF, qui ne reste crédité que de 4 à 5 % d'intentions de vote, assure que « les sondages ne décrivent pas l'état de l'opinion ». « La campagne va nous réserver de grandes surprises », prédit-il. Le candidat centriste en appelle, une nouvelle fois, à la « loyauté » de ses amis.

Pourtant, une heure plus tard, M. Bayrou enregistre, à la lecture du *Monde*, la défection du président délégué de l'UDF, Hervé de Charette. « Je ne participerai pas à la campagne de François Bayrou », indiquait M. de Charette, en regrettant de « voir l'UDF marginalisée ». Ce ne sont pas tant ces propos qui ont retenu l'attention, que l'évocation, par M. de Charette, de la « menace d'un duel Chevènement-Jospin au second tour » de l'élection présidentielle. Dans les couloirs du Palais-Bourbon, mercredi après-midi, chacun, à droite, déni-

grait la « volonté d'exister » de M. de Charette. « En football, on appelle ça mettre un but contre son camp », soulignait Claude Goasguen, porte-parole – chiraquien – de Démocratie libérale.

Pour autant, force est de constater que le tir était bien ajusté, puisqu'il exprimait une inquiétude largement partagée à droite face à la progression de M. Chevènement. Interrogé sur France Inter, jeudi matin, Patrick Devedjian, a jugé que « si la droite veut voter pour M. Chevènement, c'est qu'elle a perdu toute raison. Si on l'avait écouté, on aurait continué les nationalisations, on n'aurait pas l'euro, et Saddam Hussein serait maître du golfe Persique ». Pour le député (UDF) des Deux-Sèvres Dominique Paillé, la progression de M. Chevènement est due au fait que « le créneau gauloise a été abandonné, y compris par le chef de l'Etat, qui occupe le centre ». « Il faut que Jacques Chirac rentre en campagne pour occuper ce terrain », insiste-t-il.

Jean-Baptiste de Montvalon

## Avec des députés, M. Chirac a abordé l'affaire Schuller

**RECEVANT** à l'Elysée, comme il le fait désormais chaque semaine, une douzaine de parlementaires à déjeuner, Jacques Chirac a évoqué le retour de Didier Schuller. « Je suis le président de tous les Français, a-t-il expliqué, je ne m'abaisserai donc pas à répondre à ce niveau-là. Mais rien ne vous empêche, vous, de dénoncer la façon dont la gauche exploite ces affaires nauséabondes. » Jeudi 7 février, six élus de la droite, parmi lesquels Jean-François Copé et Renaud Dutreil, ont dénoncé le « formidable parasitage de la campagne par l'affaire Schuller ».

### DÉPÊCHES

► **AFFAIRE DES HLM : la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris rendra le 15 mai sa décision** sur les requêtes en annulation de procédure déposées par plusieurs personnes poursuivies dans l'enquête sur les HLM des Hauts-de-Seine. Lors de l'audience qui s'est tenue mercredi 6 février, le lendemain de l'incarcération de l'ancien conseiller général (RPR) Didier Schuller, l'avocat général a requis le rejet des demandes de nullité.

► **SONDAGE : l'érosion de la position de Jacques Chirac est confirmée** par un sondage de la Sofres, réalisé les 1<sup>er</sup> et 2 février auprès d'un échantillon de 1 000 électeurs, pour LCI et Politique opinion. Le chef de l'Etat est crédité de 24 % des intentions de vote au premier tour de la présidentielle, soit une baisse de 3 points. Lionel Jospin recueillera 22,5 % (+ 0,5 point). Jean-Pierre Chevènement et Jean-Marie Le Pen progressent l'un et l'autre de 2 points, à 11 %.

► **DROIT DES MALADES : le Sénat a adopté, dans la nuit de mercredi 6 à jeudi 7 février, le projet de loi** sur les droits des malades, au terme d'un débat dominé par l'« arrêt Perruche ». Ce projet de loi, largement amendé par les sénateurs, a été voté par la majorité sénatoriale de droite (RPR-UDF-DL). PS et PCF se sont abstenus.

### ÉCHOS DE CAMPAGNE

► **Jean-Marc Fedida** (avocat de Didier Schuller), en réponse à Patrick Devedjian, conseiller politique du RPR, qui l'avait accusé d'avoir sa carte au Parti socialiste : « Mon confrère Devedjian, qui est aussi avocat, devrait se souvenir qu'on ne peut pas prendre à partie un acteur judiciaire. La seule carte dont je sois titulaire, c'est la carte de l'association piscicole de Rambouillet, une association de pêcheurs. (...) Et je vous assure qu'il n'y a aucune manipulation entre les brochets de Rambouillet et le retour de Didier Schuller. (...) Les requins ne sont pas en eau douce ». (RTL, le 7 février)

► **Charles Millon** (Droite libérale chrétienne) : « Chevènement, ce sont des valeurs qui sentent la naphthaline. C'est la personne qui nous donne un petit frisson parce qu'elle nous rappelle ce que faisaient nos grands-mères quand elles faisaient des confitures. » (BFM, le 7 février)

## Dominique Strauss-Kahn cible Jacques Chirac

L'ancien ministre de l'économie accuse le chef de l'Etat d'avoir « affaibli la fonction présidentielle »

**DANS** cet « entre-deux » qu'il faut occuper jusqu'à l'entrée en campagne de Lionel Jospin, les jospino-rocardiens de Socialisme et Démocratie, le courant animé par Dominique Strauss-Kahn, Alain Richard et Pierre Moscovici, ont décidé de frapper fort contre Jacques Chirac. Avant que les deux principaux candidats ne se déclarent et que, selon la formule de Jean-Christophe Cambadélis, qui espère voir alors la « bulle Chevènement » se dégonfler, « le paysage politique retombe sur ses pieds », le but est de ruiner la crédibilité du chef de l'Etat. « Jacques Chirac a clairement affaibli la fonction présidentielle », a lancé M. Strauss-Kahn, mercredi 6 février, lors d'un séminaire de son courant sur les « vrais clivages gauche-droite ».

Pour la première fois, l'ancien ministre de l'économie s'est livré à une virulente charge contre M. Chirac, tout en prévenant son auditoire que son réquisitoire serait mesuré, car « le moment n'est pas encore venu de tout dire en détail ». Deux « attributs gaulliens », la dissolution et le référendum, « sortent salement égratignés » du septennat qui s'achève, a-t-il affirmé. Accusé d'avoir « empêché des évolutions », comme sur l'indépendance de la justice, « sujet qui m'intéresse depuis peu », ou d'avoir fluctué

dans ses opinions, du référendum au quinquennat en passant par le cumul des mandats, M. Chirac s'est vu reprocher par M. Strauss-Kahn de ne pas avoir de véritable vision sur les institutions : « Loin de rester la clé de voûte des institutions, c'est un sujet sur lequel il a pris la clé des champs », a jugé « DSK ».

### PANNE DE PROJET

Prenant le contre-pied de Michèle Alliot-Marie, qui avait estimé que M. Chirac avait bien représenté la France à l'étranger, le député du Val-d'Oise a asséné un catégorique : « Moi, je le nie. » « Aucune initiative importante en matière internationale et européenne n'est venue de l'Elysée », a assuré M. Strauss-Kahn, en relevant que c'était une première dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République. « DSK » a pointé la « panne du projet européen » et ses « absences de vision » sur la Côte d'Ivoire ou le Proche-Orient, pour en déduire que « le candidat Chirac n'a pas bien représenté la France à l'étranger ». « Ce qui a été fait, notamment sur l'Europe, l'a été sous la pression du gouvernement », a-t-il ajouté. « Il a des qualités mais il a plus de qualités pour conquérir le pouvoir que pour l'exercer », a conclu M. Strauss-Kahn.

Cohabitation oblige, les ministres présents sont restés mesurés. M. Richard s'est borné à critiquer les propos sur l'insécurité du « candidat principal de la droite ». M. Moscovici a ironisé sur un président de la République qui envoie des représentants à Porto Alegre et tient des discours « humanistes », mais qui, « dans les faits », combat ce qui permettrait de « civiliser la mondialisation ». Michel Sapin a reproché à la droite de vouloir « tromper les Français ». « Derrière des programmes paravents, brevets de respectabilité, a affirmé le ministre de la fonction publique, elle dissimule mal ses vraies ambitions : réduire l'Etat à sa portion congrue, pour faire place libre au marché. » « Chirac a dépeuplé la fonction présidentielle de ses pouvoirs et de son rang, a lancé Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Il a fait de l'Elysée un palais d'ombres. » M. Cambadélis a relevé pas moins de « sept contradictions » chez M. Chirac, tout en prévenant ses amis que sa « panne » était « passagère ». Quand il entrera en campagne, a-t-il pronostiqué, il rejoindra « la base de la droite dans une charge démagogique et sans concessions ».

Michel Noblecourt

Dépensier comme un gestionnaire !



# SOCIÉTÉ

## RELIGIONS

Une enquête inédite menée entre septembre 1999 et juin 2001 dans 23 mosquées de France sur le contenu de 48 sermons du vendredi (*khotba*) permet de mieux cerner la réalité de l'islam français. Les premiè-

res conclusions de ce travail commandé par l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) indiquent que les mosquées françaises, à de rares exceptions près, ne constituent pas des tribunes pour les

appels au djihad (guerre sainte) : **PLUS MORALISATEURS** que politiques, les sermons sont orientés vers les fins dernières et la peur de l'enfer. Une grande majorité des **IMAMS PRÉDICATEURS** est originaire

du Maroc. Le principal centre de formation d'imams en France, dans un village de la Nièvre, accueille 160 étudiants des deux sexes et prône un islam « authentique et adapté aux réalités de la société française ».

## Les imams de France prêchent un islam moralisateur et non belliqueux

Une enquête menée entre 1999 et 2001 pour le ministre de l'intérieur dans 23 mosquées révèle le contenu des sermons du vendredi. Alors que les jeunes prédicateurs vantent la citoyenneté, les plus âgés insistent sur la crainte de Dieu et expliquent les malheurs du monde par les péchés des hommes

C'EST une étude exceptionnelle, et qui prend à rebrousse-poil bien des préjugés. Pour la première fois, une équipe de chercheurs s'est penchée sur le contenu de 48 sermons du vendredi (ou *khotba*) prononcés entre septembre 1999 et juin 2001, dans 23 mosquées de France, de taille et d'affiliation religieuse différentes. Ce travail, commandé par l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (Ihesi), institut de recherche du ministère de l'intérieur, s'inscrit dans une démarche à la fois scientifique et pédagogique, visant à mieux connaître la réalité de l'islam français. L'étude est encore en cours de rédaction. Mais *Le Monde*, avec l'accord de l'Ihesi, a pu avoir accès au contenu des *khotba*, ainsi qu'aux premières conclusions du rapport intermédiaire.

Une première conclusion ressort de ce travail : on ne prêche pas le djihad dans les mosquées françaises. A quelques rares exceptions près, les sermons ne portent pas

sur des thèmes politiques. Leur contenu est surtout moralisateur, orienté vers les fins dernières et jouant sur la peur de l'enfer. L'imam est libre de choisir le thème de son prône. Souvent, il se raccroche à un événement ou une cir-

### Souvent, l'imam se raccroche à un événement pour introduire une exhortation morale

constance pour introduire une exhortation morale. C'est ainsi qu'un prédicateur prend prétexte des départs en vacances pour évoquer « le grand voyage » vers l'au-delà. Un autre, qui s'adresse à des jeunes, parle des examens de fin d'année avant d'évoquer « le

grand examen », c'est-à-dire le Jugement dernier. Comme le précise le rapport intermédiaire, « l'un des traits saillants des prêches exploités est que les imams appuient sur le levier moral, en s'adressant aux musulmans dans des termes qui les invitent à l'observance stricte d'une conduite exemplaire ».

L'art oratoire joue un très grand rôle : « L'expression orale et sa force émotionnelle demeurent l'enjeu de la *khotba* », explique le rapport. L'imam fait montre de ses connaissances religieuses en citant des versets du Coran et des hadiths (paroles attribuées à Mahomet) à l'appui de sa démonstration. Il déploie toute une force de conviction grâce à des procédés rhétoriques. C'est ainsi que l'un des prédicateurs enregistrés met en scène le dialogue du défunt prédicateur avec Dieu : « Ne t'ai-je pas honoré ? dit Allah à ce musulman tiède qui comparait devant lui. Ne t'ai-je pas donné une épouse ? Ne t'ai-je pas laissé jouir des biens de ce monde ?

— Oui, Seigneur, reconnaît celui-ci.

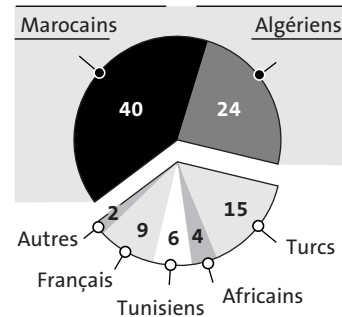
— Alors, de même que tu m'as oublié, je t'oublie ! », tranche Dieu.

« Ces descriptions apocalyptiques sont surtout utilisées par les vieux imams, par les immigrés de la première génération et les membres du Tabligh », constate l'un des auteurs de l'enquête. « Ils mettront en avant les catastrophes naturelles comme la conséquence des péchés des hommes. Au contraire, les jeunes imams, formés en France, sont beaucoup plus en phase avec l'expérience sociale des fidèles dans le contexte d'un pays non musulman. Ils insisteront sur la participation à la vie de la cité, sur la nécessité de voter aux élections par exemple. D'une manière générale, tous les imams mettent l'accent sur la moralisation des musulmans dans la société française. »

Cependant, le rapport intermédiaire apporte quelques nuances à ce constat : « Les imams considèrent que les normes républicaines et

### 1/10 de Français

Répartition des imams par nationalité, en %



La France compte environ 1 000 imams pour 1 500 lieux de culte.

Le recensement effectué pour le ministère de l'intérieur porte sur 882 imams.

Source : ministère de l'intérieur

les valeurs laïques sont imposables parce qu'elles sont majoritaires. Ils ne semblent pas privilégier la thèse de leur universalité, qui ferait de ces

valeurs et de ces normes une maison commune à tous les citoyens. » L'un des chercheurs associés à l'enquête souhaiterait qu'un travail plus large soit mené par la suite, afin de prendre en compte « les autres tribunes » existant autour de la mosquée : conférences, revues, cassettes et ouvrages divers.

Les deux enquêteurs, qui se sont rendus dans les mosquées avec un magnétophone, ont enregistré chaque *khotba* avec l'accord préalable de l'imam : les responsables de l'enquête ont voulu agir dans la transparence, en soulignant la dimension scientifique de leur démarche. L'étude est supervisée par Moustapha Diop, professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), et rédigée par Mohsen Ismail, islamologue, et Abderrahime Hafidi, sociologue. La plupart des sermons enregistrés étaient prononcés en arabe, littéraire ou dialectal, quelques-uns en soninké dans les mosquées fréquentées par des Africains. Les *khotba* en français restent très minoritaires. Elles sont surtout le fait de jeunes imams formés en France ou d'une élite d'étudiants étrangers, venus du Maroc et d'Algérie. Souvent, le prêche en arabe est suivi d'une courte traduction ou d'un résumé en français.

Le rapport intermédiaire relève qu'« une grande majorité des imams khatib, toutes mosquées confondues, et quelle que soit la région considérée, est originaire du Maroc ». Ce fait est confirmé par un recensement effectué en 2001 par le ministère de l'intérieur : 40 % des prédicateurs sont marocains. La France ne compte que 9 % d'imams de nationalité française (4 % dans un précédent recensement de 1994). Dans les faits, beaucoup de ces imams sont des Marocains ayant acquis la nationalité française, explique-t-on au ministère de l'intérieur. Les « imams beurs », nés et formés en France, ne constituent encore qu'une infime minorité.

Xavier Ternisien

## « Frère honorable, tu vis dans une société qui t'est étrangère par ses valeurs, sa morale... »

La *khotba* est le sermon prononcé dans les mosquées, juste avant la grande prière du vendredi. Elle est dite par un imam, appelé l'imam *khatib* (prédicateur). Voici quatre extraits de *khotba* dans quatre mosquées de taille et de sensibilité différentes.

### ► Salle de prière d'un foyer de travailleurs Aftam, à Limay (Yvelines).

« Honorables amis, comme vous le voyez, il y a eu ces jours-ci des catastrophes naturelles, des tornades, des tempêtes, des inondations, etc. Tout cela à cause des péchés des humains. Avant l'arrivée du Prophète, prière et salut d'Allah sur lui, lorsque les gens désobéissaient à leur Prophète, Allah leur envoyait des tornades, et ils disparaissaient tous. Il y a ceux qui ont été engloutis par la terre, ceux qui ont coulé, d'autres ont été touchés par des tremblements de terre. Mais le Messager, prière et salut d'Allah sur lui, a été envoyé aux croyants et incroyants. Il est venu pour assurer l'harmonie entre l'humanité et cet univers. Car celui-ci, depuis sa création par Allah, loué et exalté, a adoré Allah avant les êtres humains. »

### ► Mosquée Tariq Ibn Ziyad aux Mureaux (Yvelines), imam de tendance salafite.

« L'islam, grâce à l'unicité divine et à la voie prophétique, a établi un système mondial unique. Il n'y a pas eu et il n'y aura pas de système qui lui sera égal. Car ce système idéal a rendu tant de services à l'humanité, et ce dans tous les domaines. Assurément, l'Etat musulman à travers les siècles est resté le flambeau et le jalon qui guide les hommes grâce à la fraternité dont l'islam a établi les fondements sur des bases solides. Sa renaissance assurera à notre époque une victoire assurée. [...] Les musulmans, par le pouvoir de l'islam, s'épaulent, s'entraident, se soutiennent et s'allient. Chacun d'eux se préoccupe de la dignité de l'autre et s'affecte de toute agression ou injustice qui aliène les droits des autres. [...] Les musulmans, parce qu'ils sont frères, se refusent d'être injustes les uns envers les autres, même par le moindre mal ou offense. Le frère n'a pas à importer son frère, comme le dit le verset suivant : « Les croyants sont des frères. »

### ► Centre Tawhid à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Imam formé en France.

« Frère honorable, tu vis dans une société qui t'est étrangère par ses valeurs, ses coutumes, sa morale et même par sa façon de penser et sa vision de la vie. Alors que tu es seul parmi eux, il y a en toi tout ce que ressent un étranger : état de faiblesse, d'incapacité et de besoin. Sauf qu'il y a, parmi les bienfaits d'Allah, le fait qu'il t'a donné par sa grâce des frères en religion avec qui tu lies des relations de fraternité et d'amitié par le lien de la religion. Tu dois rechercher leur compagnie et t'attacher à leur assemblée. Car la Main d'Allah est avec la communauté.

Honorable frère, est-ce qu'on a tout fait pour nous approcher des cœurs de nos frères, pour y planter les graines de l'amitié ? Est-ce qu'on a sauvegardé des relations paisibles et demandé de leurs nouvelles ? Est-ce qu'on a rendu visite aux malades, aidé les nécessiteux ? »

### ► Mosquée de la gare, à Strasbourg. Imam formé à Saint-Léger-de-Fougeret.

« Nous allons insister sur la responsabi-

lité des musulmans en Occident. Premièrement, le musulman doit commencer par soi-même. Il a fixé une règle qui dit : « Corrige-toi toi-même et, par la suite, essaie de corriger les autres ». [...] Le deuxième devoir est le devoir envers les gens qui nous sont les plus proches, à savoir : l'époux, l'épouse, les enfants, la famille en général. [...] Le troisième devoir est un devoir envers les musulmans du monde entier. [...] Le quatrième devoir est le devoir envers la communauté musulmane qui vit en Occident, et pour nous, c'est la communauté qui vit en France. [...] J'arrive au cinquième devoir qui est le devoir envers la société. Il faut que les musulmans vivent en tant que citoyens, avec tous les droits et les devoirs, et qu'ils sachent que c'est l'islam qui leur demande d'être fidèles à la société dans laquelle ils se trouvent, vivent et partagent des valeurs qui sont des valeurs humanistes. L'islam fraternel appelle cela la fraternité humaine. Le Prophète, prière et salut d'Allah sur lui, a dit : « J'atteste, je témoigne que tous les humains sont frères. »

## Le centre de formation de Bouteloin veut enseigner une religion « authentique et adaptée »

Cent soixante étudiants des deux sexes sont accueillis au sein de cet institut créé il y a dix ans dans un village de la Nièvre

### SAINT-LÉGER-DE-FOUGERET (Nièvre)

de notre envoyé spécial  
De leur propre aveu, les paysans des environs n'y prêtent « même

### ■ REPORTAGE

## Leïla, 22 ans : « Ici, je m'épanouis. En sortant, j'enseignerai le Coran aux enfants »

plus attention ». A les entendre, « chacun vit sa vie », et c'est « très bien ainsi ». La présence d'un centre de formation d'imams à Saint-Léger-de-Fougeret (360 habitants) ne pose aucun problème de cohabitation avec la population. Voilà maintenant une dizaine d'années que les « barbous », comme certains les appellent encore dans le Morvan, vivent à l'écart du village, dans un domaine sans grilles ni vigiles. Après les attentats du 11 septembre, la rumeur de leur départ précipité avait couru, mais il n'en a rien été : le domaine de Bouteloin, à 6 kilomètres de Château-Chinon (Nièvre), continue d'accueillir 160 étudiants des deux sexes, âgés pour la plupart de 17 à 30 ans, venus de toute la France (Lille, Nantes, Lyon...), mais aussi d'Allemagne, de Belgique ou de Grande-Bretagne.

Bien que l'appellation « Institut européen des sciences humaines » ne dise rien de la vocation religieuse de l'endroit, Zuhair Mahmoud, le directeur d'origine irakienne, ne

cache pas son objectif : « Former des imams qualifiés et des enseignants de la religion musulmane ». Selon lui, l'institut prône « un islam authentique, adapté aux réalités de la société française, c'est-à-dire respectueux des règles de ce pays ».

Le parc et les installations (locaux administratifs, réfectoire, dortoirs, bibliothèque, salles de cours...) appartiennent en fait à l'Union des organisations islamiques de France (UOIF). Cette fédération d'associations, réputée influente auprès des jeunes beurs, fait souvent l'objet de critiques. Les salafistes – des radicaux dont le prosélytisme agite les banlieues – l'accusent de laxisme. A l'inverse, bien des musulmans « républicains » lui reprochent de diffuser

des thèses fondamentalistes sous couvert d'intégration.

L'UOIF est proche des Frères musulmans, une organisation rigoriste et militante fondée en Egypte en 1928. Le cheikh Al-Qardaoui, considéré comme un guide des Frères musulmans, est d'ailleurs membre du « conseil scientifique » de Bouteloin. « Nous n'avons pas de liens structurels avec les Frères musulmans. Juste une communauté de pensée sur certains aspects religieux », précise cependant M. Mahmoud.

### « L'ESSENCE DE LA VIE »

Dès 1992, l'ouverture du domaine avait suscité des polémiques. Par la suite, la police avait établi que certaines personnes liées aux groupes islamistes de Saône-et-

Loire et du Nord avaient fréquenté l'institut. Ces événements ne l'ont pas empêché de se développer, en partie grâce à des dons en provenance d'Arabie saoudite, du Koweït et de pays du Golfe. Depuis 1992, seulement trente imams, dont une dizaine de femmes – des « éducatrices », dit-on ici –, en sont sortis, au terme d'une formation complète (six ans) facturée 2000 euros par an. Quelques centaines d'autres étudiants se sont contentés de cycles plus courts (deux ans), axés sur la pratique de l'arabe. Certains sont aujourd'hui éducateurs dans les associations de l'UOIF.

L'encadrement affirme « repérer assez vite » – souvent dès l'entretien d'admission – les jeunes en quête de « violence ». Priorité est donc donnée, d'après la direction, aux candidats « sérieux », désireux de suivre une formation théologique. « Ce lieu est magnifique, il donne à méditer, assure ainsi Leïla, une Marocaine de 22 ans, venue des environs d'Avignon. Ici, je m'épanouis. En sortant, j'enseignerai le Coran aux enfants. Contrairement à ce que l'on dit, l'islam accorde une immense place à la femme. »

D'autres étudiants apprécient la rupture avec leur milieu d'origine. C'est le cas de Fahrettin, un jeune homme qui confesse avoir fait « quelques conneries » : « Je remercie Dieu de m'avoir montré cette voie, j'ai renoncé aux choses futiles pour essayer de comprendre l'essence de la vie ». Le discours est tout aussi positif chez les étrangers. Adil, un informaticien pakistanaï de 31 ans, a quitté Londres

pour venir étudier l'arabe et l'islam : « En Angleterre, la relation entre les musulmans et les autres communautés pose de graves problèmes. Plus tard, je veux être capable d'expliquer l'islam aux gens. Bouteloin est un bon endroit pour me préparer. »

Les attentats du 11 septembre, dénoncés par l'UOIF, ont malgré tout réveillé les soupçons d'extré-

reprocher, insiste le responsable des études, Pierre-Joseph Jean-Jacques. On continue de faire les choses sincèrement, sans rien cacher. Vous savez, si on n'éduque pas les jeunes, ils peuvent se retrouver face à des gourous. Dieu nous y aidera. »

L'institut, qui propose aussi des cours par correspondance à 200 étudiants, poursuit donc son

### Le seul établissement de ce type en France

L'Institut européen des sciences humaines de Saint-Léger-de-Fougeret (Nièvre) est le principal centre de formation d'imams en France, et pratiquement le seul, comme le souligne le sociologue Frank Frégosi (*La Formation des cadres religieux musulmans en France*, L'Harmattan). Il existe un Institut d'études islamiques de Paris, créé en octobre 1993 par un enseignant, Didier Ali Bourg. Installé à Saint-Denis, ce centre reçoit près de 150 élèves en cours du soir et du week-end, mais n'a pas la prétention de former des imams. La Mosquée de Paris a ouvert, en 1993, un Institut supérieur de théologie, qui fonctionne au ralenti. Un projet de création d'une faculté de théologie musulmane à Strasbourg a été lancé, en 1996, par le professeur Etienne Trocmé. Cette structure pourrait être intégrée à une université publique, grâce au statut des cultes propre à l'Alsace-Moselle.

misme. Des islamistes dont les noms ont été cités depuis ces événements sont-ils passés, même brièvement, par Bouteloin ? La direction assure que non. A ce jour, rien ne permet effectivement d'incriminer l'institut de quelque manière que ce soit. Seul problème, aux yeux des autorités françaises : la direction a refusé de transmettre les noms des étudiants étrangers, généralement plus âgés, peut-être aussi plus radicaux, que les francophones.

« Depuis les attentats, nous devons expliquer davantage ce que nous faisons », constate M. Mahmoud. « Nous n'avons rien à nous

développement. Il dispose depuis janvier 2000 d'une antenne en région parisienne. A Saint-Denis, les 2 500 m<sup>2</sup> d'une usine des quais de Seine ont été aménagés en salles de cours. Comme à Bouteloin, le but est de former des imams et des « éducatrices », mais en étant plus proche des réalités urbaines. Là aussi, l'encadrement se défend de toute forme d'extrémisme. « Nous sommes pour un islam ouvert, explique le directeur, Ahmed Djabballah. Les gens qui ne partagent pas cette vision le savent et ne viennent pas chez nous. »

Philippe Broussard

**OSP** vente aux enchères publiques  
47, rue Louis Blanc – 92984 La Défense Cedex  
Tél. 01 49 04 01 85 – Fax. 01 49 04 01 80

**75** Vente Pal. Just. Paris, **Jeudi 28 Février 2002 à 14h30** - En 3 lots  
**1<sup>er</sup> lot : IMMEUBLE à PARIS 20<sup>ème</sup>**  
**20, Rue Planchat** - élevé sur caves d'un rez-de-chaussée, de deux étages et combles - sur un terrain de 140 m<sup>2</sup> environ  
**2<sup>ème</sup> lot : APPARTEMENT à PARIS 17<sup>ème</sup>**  
**4-10, Avenue de la Grande Armée - 32, Rue de Tilsitt** à usage de bureaux composé de 3 pièces principales et cave  
**3<sup>ème</sup> lot : PARKING à PARIS 16<sup>ème</sup>**  
**5-7, Rue Chalgrin**  
**Mises à Prix : 1<sup>er</sup> lot : 243.918,42 €**  
**2<sup>ème</sup> lot : 137.204,11 € - 3<sup>ème</sup> lot : 18.293,88 €**  
S'adresser à Maître Michel GODEST, Avocat à Paris 8<sup>ème</sup>,  
23, Rue d'Anjou - Tél : 01.42.65.77.77 - Internet : www.licitor.com  
Visites : Le 14 Février 2002 de 14h à 16h pour le 1<sup>er</sup> lot  
et le 12 Février 2002 de 14h à 15h pour le 2<sup>e</sup> lot



## Disparues de l'Yonne : débats sur la prescription

La Cour de cassation rendra, le 20 février, sa décision dans l'enquête sur Emile Louis

ÉMILE LOUIS sera fixé sur son sort à la fin du mois : la chambre criminelle de la Cour de cassation, s'est penchée, mercredi 6 février, avec délices sur l'épineux problème de la prescription dans l'affaire des disparues de l'Yonne. Le chauffeur de bus est en effet un mystère juridique à lui tout seul : il n'a pas fait trop de difficultés pour avouer, le 13 décembre 2000, le meurtre de sept jeunes femmes disparues, avant de se rétracter devant le juge lors de son premier interrogatoire. Emile Louis n'a été mis en examen que pour « enlèvement et séquestration », parce que les meurtres, vraisemblablement commis de 1977 à 1979, sont prescrits au bout de dix ans.

La cour d'appel avait estimé, le 2 juillet 2000, que les enlèvements, infractions « instantanées », étaient prescrits, mais pas la séquestration, infraction « continue », qui tiendrait jusqu'à la découverte de tous les corps des victimes, alors que deux d'entre eux seulement ont été exhumés. La défense d'Emile Louis avait fait observer avec un rude bon sens que le chauffeur de bus avait été incarcéré de décembre 1981 à 1984 et de novembre 1989 à 1992, et que l'information n'avait pas permis de comprendre qui continuait à séquestrer les jeunes filles pendant que leur client était en prison.

### « UNE DEMANDE ÉVASIVE »

Louis Di Guardia, avocat général près la Cour de cassation, a proposé, mercredi, de mettre un peu d'ordre dans le débat et estime, pour sa part, que l'affaire n'est pas du tout prescrite. Le parquet d'Auxerre a reçu, le 26 juin 1984, un procès verbal alarmant du gendarme Christian Jambert sur l'implication d'Emile Louis, que les magistrats classent d'ailleurs sans

autre formalité dans un placard, mais qui interrompt incontestablement la prescription. Et remet le compteur à zéro, jusqu'en 1994. Pour l'avocat général, il est difficile de distinguer l'enlèvement et la séquestration, comme l'a fait la cour d'appel, alors que ce sont des « infractions connexes », poursuivies par le même article du code pénal : s'il y a séquestration, il y a eu enlèvement, donc Emile Louis peut être poursuivi des deux chefs.

Reste à savoir si le courrier, envoyé par le parquet d'Auxerre, le 3 mai 1993, à l'aide sociale à l'enfance est ou non « un acte d'enquête », qui interrompt juste à temps la prescription. « J'aurais besoin de savoir précisément ce que sont devenues des jeunes filles qui, sauf erreur, ont été suivies par vos services », avait écrit le substitut Bertrand Daillie. Pour M<sup>re</sup> Philippe Blondel, l'avocat d'Emile Louis, « c'est une simple demande de renseignement à une administration, complètement évasive », au point que les services sociaux ont mis deux ans à répondre qu'ils n'en savaient rien sans que le parquet s'en émeuve.

Louis Di Guardia estime au contraire, avec la cour d'appel, que le fait que ce « soit transmis » est déjà un acte d'enquête : quand Pierre Monnoir, président de l'Association de défense des handicapés de l'Yonne, est venu, en 1993, alerter le parquet du scandale des disparitions, le substitut du procureur « ne pouvait pas faire autre chose que de s'adresser à l'autorité compétente », estime le haut magistrat. « Il exerce alors les pouvoirs qu'il détient des enquêtes préliminaires » et la prescription est ainsi bien interrompue. La Cour de cassation rendra sa décision le 20 février.

Franck Johannès

## La Cour de cassation confirme la condamnation de José Bové à trois mois de prison ferme

Le syndicaliste paysan espère que la procédure ne « traînera » pas pendant la campagne électorale

– trois semaines – a été exécutée en détention provisoire.

La procédure judiciaire laisse toutefois un peu de répit à M. Bové. Le rejet du pourvoi doit désormais être notifié au parquet général de Montpellier, auquel il appartiendra de saisir le juge d'application des peines de Millau, qui fera exécuter la décision. Cette procédure pourrait prendre plusieurs semaines ou plusieurs mois. « J'espère que le parquet sera diligent. Faire traîner la procédure pendant toute la campagne électorale éviterait aux politiques de se prononcer sur ce dossier », a commenté José Bové, qui refuse de demander

un aménagement de sa peine. « J'assume pleinement mes actes et je me prépare à la prison. Je ne quitterai pas le territoire en février », a-t-il déclaré. « A partir du 23 février, je serai sur le stand de la Confédération paysanne au Salon de l'agriculture pour accueillir les politiques. J'espère que ce qui s'est passé à Porto Alegre ne restera pas lettre morte », a poursuivi le syndicaliste paysan.

### UNE « PROVOCATION »

Selon son avocat, M<sup>re</sup> François Roux, la Cour de cassation « avait les moyens juridiques de casser le jugement, en reconnaissant que les

dix prévenus ont agi en état de nécessité, voire de légitime révolte ». Le démontage du restaurant avait été organisé par la Confédération paysanne afin de protester contre les sanctions douanières imposées par les Etats-Unis dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à la suite de l'interdiction du bœuf aux hormones en Europe, en 1999. Soixante produits européens sont taxés à 100 % lors de leur entrée sur le territoire américain. Parmi eux, le roquefort. Cette mesure aurait coûté quelque 4,7 millions d'euros depuis deux ans, selon les calculs des producteurs de roquefort. « Pris en otage », ils n'avaient « aucun moyen de se faire entendre », affirme M<sup>re</sup> Roux. Le démontage du McDonald's n'était donc qu'une « action symbolique ». L'avocat devrait saisir la Cour européenne des droits de l'homme.

La décision de la Cour de cassation suscite l'indignation à gauche. La Confédération paysanne appelle à une « mobilisation générale » contre cette « provocation ». Le premier secrétaire du PS, François Hollande, estime que la place de José Bové « n'est pas en prison ». « On ne peut pas excuser la violence, mais on ne peut pas accepter deux poids deux mesures », a-t-il déclaré mercredi. Le socialiste Julien Dray condamne « la manifestation d'une justice d'un autre âge ». M. Bové est assuré de la « totale solidarité » de Dominique Voynet et des Verts. Noël Mamère dénonce une « justice à deux vitesses ». De manière plus inattendue, la FNSEA, estime, malgré les désaccords sur les idées, qu'« un syndicaliste en prison, ce n'est jamais bon ».

Claudia Courtois

Gaëlle Dupont

## Polémique à Bordeaux après l'attribution d'une église désaffectée à une association catholique traditionaliste

BORDEAUX (Gironde)  
de notre correspondant

Quelle décision aurait pris Michel de Montaigne – qui fut élu maire de Bordeaux en 1582 – pour assurer l'avenir de l'église Saint-Eloi, qu'il fréquentait comme de nombreux bourgeois et jurats ? Cinq siècles plus tard, cette église, classée monument historique et propriété de la ville, est dans un triste état. L'édifice du XII<sup>e</sup> siècle, situé dans le centre historique, n'est plus voué au culte catholique depuis 1981, « pour des questions de sécurité », explique l'évêché.

Il y a quelques mois, plusieurs personnes, notamment des catholiques traditionalistes, ont proposé au maire (RPR) de Bordeaux, Alain Juppé, de rénover les lieux, sans subvention municipale. Une aubaine pour le maire. Un projet de convention a alors été soumis au préfet de Gironde, qui, dans un courrier du 10 décembre 2001, a autorisé l'association Eglise Saint-Eloi, créée pour l'occasion, à être « maître d'ouvrage des travaux de restauration ». La convention mettrait gratuitement l'édifice à disposition de cette association. De son côté, l'association s'est engagée à proposer au moins deux manifestations culturelles par an, après rénovation des lieux, dont le montant est estimé à 1,5 million d'euros.

Cette convention, adoptée par le conseil municipal du 28 janvier, n'aurait posé aucun problème si l'association n'était réputée proche de la Fraternité Saint-Pie X, courant non reconnu par l'Eglise catholique, aux prises de positions

réactionnaires. « Nous sommes une association laïque », se défend Jean-François Pierron, son président : « Il n'y a qu'un membre du comité d'honneur sur huit proche de la Fraternité Saint-Pie X », assure-t-il, sans cacher que « l'office grégorien », en latin, serait célébré.

### « PROPAGANDE FONDAMENTALISTE »

Tandis que Pierre Hurmic, chef de file des Verts au conseil municipal, se demande si le rôle des élus consiste à « faciliter cette propagande religieuse, fondamentaliste et antirépublicaine à l'intérieur de la ville », le maire (RPR) Alain Juppé ne comprend pas « pourquoi la Ville ferait obstacle à l'expression de ce culte porté par la Fraternité Saint-Pie X dès lors qu'il n'est pas déclaré contraire à la loi par les autorités compétentes ». « Nous avons une ancienne église [transformée en cinéma et devenue] centre d'animation gauchiste extrêmement actif, poursuit l'édile. Eh bien, à supposer que cette activité à Saint-Eloi puisse être qualifiée d'extrême droite, cela fera un équilibre démocratique. »

A l'archevêché de Bordeaux, le Père Jean-Claude Hertzog, vicaire général, s'interroge, lui, sur la légalité de la convention : « Nous sommes toujours prestataires de l'église », souligne-t-il, n'excluant pas un recours au tribunal administratif, « pour faire respecter le droit ».



Bouygues Telecom

Soyez généreux !

0 € pour toutes les communications entre vos collaborateurs

### INTERNE ILLIMITÉ ENTREPRISE

La 1<sup>re</sup> offre avec appels gratuits entre tous les téléphones fixes et mobiles de votre entreprise partout en France.

Bouygues Telecom invente Interne Illimité Entreprise : vous pouvez enfin être vraiment généreux, maintenant que les communications internes entre vos collaborateurs sont gratuites, partout en France. Libre à eux d'appeler tout le temps de mobiles à mobiles Bouygues Telecom et même de mobiles à fixes ou de fixes à mobiles avec l'option Mobilfixe (jusqu'à 30 h gratuites/mois par abonnement Interne Illimité). Vous allez vraiment maîtriser vos dépenses, avec un abonnement par mobile qui ne vous coûte que 35 € HT/mois pour un engagement de 12 mois. De plus, vous profitez d'un tarif extrêmement avantageux pour tous les appels externes de 0,12 € HT/min depuis un mobile (hors numéros courts et numéros spéciaux). Vous allez pouvoir réduire vos factures et vous simplifier la vie... enfin.

Appels internes mobiles et fixes depuis et vers la France métropolitaine dans la zone de couverture. Informations sur le site [www.b2bouygtel.com](http://www.b2bouygtel.com)

N° Vert 0 800 300 100

Appel gratuit

QUAND ON CHOISIT BOUYGUES TELECOM, ON SAIT POURQUOI.



## En France, plus de 4 millions de personnes demeurent sous le seuil de pauvreté

Dans son rapport 2001-2002, l'Observatoire national de la pauvreté souligne que la reprise économique amorcée en 1997 n'a pas permis de réduire le nombre de foyers disposant de très faibles ressources

**QUELLES SONT** les causes de la pauvreté ? Diminue-t-elle lorsque la conjoncture économique s'améliore ? Pourquoi touche-t-elle plus durement certaines régions ? Dans son rapport 2001-2002, rendu public jeudi 7 février, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale apporte de nouveaux éclairages sur ce phénomène protéiforme.

Premier constat : la reprise économique amorcée en 1997 n'a pas fait évoluer le taux de « *pauvreté monétaire* ». Il y a cinq ans, 7 % des ménages, représentant environ 4,2 millions de personnes, disposaient de ressources inférieures au seuil de pauvreté (538 euros pour une personne seule en 1997). Cette proportion n'a pas varié depuis.

En revanche, les conditions de vie des familles pauvres semblent s'être très légèrement améliorées. La part des ménages soumis à des « *restrictions de consommation* » est passée de 13 % en 1997 à moins de 10 % en 2001. Les « *retards de paiement* » sont également à la baisse. Mais il y a presque autant de ménages en butte à des problèmes de logement et ceux qui connaissent des « *contraintes budgétaires* » (difficultés pour couvrir ses dépenses, endettement, etc.) ont légèrement augmenté.

Les évolutions les plus encourageantes se situent au niveau des bénéficiaires des minima sociaux : ils étaient moins nombreux en l'an 2000 (- 3 %). La diminution est nette pour les personnes qui perçoivent le revenu minimum d'insertion (RMI) et l'allocation de solidarité spécifique (ASS), versée aux chômeurs en fin de droits. Pourquoi ? Parce que ces deux prestations sont « *plus particulièrement concernées par la baisse du chômage de longue durée et par celle du chômage non indemnisé pour lequel le RMI jouait un rôle de filet* », rappelle l'Observatoire. Autrement dit, l'amélioration du marché du travail a permis à des milliers de personnes de ne plus dépendre du RMI ou de l'ASS.

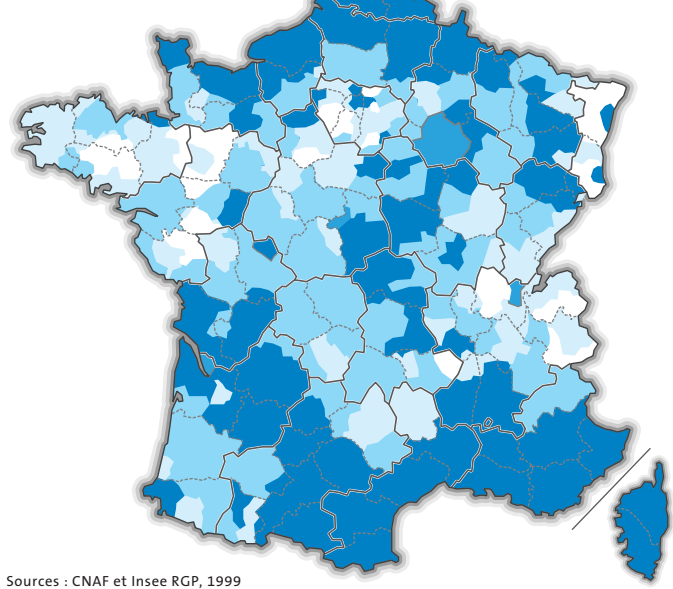
### LES GRANDES VILLES FRAPPÉES

Cela ne veut pas dire pour autant qu'il existe des corrélations simples, mécaniques, entre la pauvreté, l'activité économique et l'emploi. « *Si le chômage est une cause importante de pauvreté, il n'en est pas la seule* », souligne le rapport. Ainsi, la perte d'un emploi représente l'un des « *déterminants de l'entrée en pauvreté* » pour

### UNE RÉPARTITION INÉGALE DE LA PAUVRETÉ

Part de la population à bas revenus en juin 2000 parmi la population de moins de 65 ans, en %

4,1-8	8-10
10-12	12-15
15-24,7	



Sources : CNAF et Insee RGP, 1999

moins de la moitié des intéressés. D'autre part, le fait de travailler « *ne protège pas toujours de la pauvreté* », car les activités faiblement rémunérées se sont développées au cours des dernières années avec la montée des CDD (contrats à durée déterminée), de l'intérim et du temps partiel subi. « *La baisse du chômage ne constitue donc pas toujours un moyen de sortir de la pauvreté, soit parce qu'il s'agit d'un ménage inactif, soit parce que les actifs du ménage occupent déjà un emploi* », conclut le rapport. La remontée du chômage et le ralentissement de la croissance en 2001 auront-ils un impact sur les plus démunis ? Oui, répond l'Observatoire : la diminution du nombre de RMistes s'est déjà arrêtée.

Cette possible aggravation de la situation sera inégalement ressentie à travers l'Hexagone. Car, comme le montre le rapport, la pauvreté n'est pas répartie de façon homogène. La proportion de ménages en dessous du seuil de pauvreté varie de 1 à 7, d'une région à une autre. Elle est très forte « *dans un croissant nord* » allant de la Seine-Maritime aux Ardennes, « *dans un croissant sud* » qui va des Pyrénées-Orientales au jus-

et sur une diagonale reliant « *la Charente aux Ardennes* ». Ainsi, la pauvreté dessine « *une sorte de grand Z sur la carte de France* ».

Ses manifestations sont multiples. Elle peut concerner des individus « *éloignés de l'emploi* » depuis longtemps. La part des chômeurs de longue durée oscille entre 1 % et 10 % de la population active, d'un point à un autre du territoire. Certaines zones du Midi, du Nord-Pas-de-Calais et de Haute-Normandie affichent les ratios les plus élevés. Les très grandes villes sont souvent frappées (6 % à Lille, 9,4 % à Marseille), en dehors de la région parisienne et

## Les étrangers, particulièrement touchés par la misère

LES ÉTRANGERS forment un groupe particulièrement « *vulnérable* ». Dans son rapport 2001-2002, l'Observatoire national de la pauvreté rappelle qu'une famille maghrébine sur quatre se situait au-dessous du seuil de pauvreté en 1997, d'après l'enquête « *revenus fiscaux* » de l'Insee. Les statistiques de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) sont plus éloquentes encore : selon son étude « *bas revenus* » de juin 2000, près de la moitié des personnes qui touchent des prestations d'une CAF et qui sont ressortissantes d'un pays extérieur à l'Union européenne ont des ressources inférieures au seuil de pauvreté.

La situation s'est aggravée en trois décennies. Dans la région parisienne, les ménages étrangers sont de plus en plus nombreux à être pauvres : 32 % en 1996, contre 18 % en 1978, selon une étude de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France. Le ratio est encore plus fort pour les familles extra-communautaires : 43 %.

Ces populations se heurtent à des « *obstacles spécifiques* » pour obtenir « *l'ouverture ou le renouvellement de leurs droits sociaux* », souligne le rapport. En principe, pour percevoir des prestations, elles doivent être titulaires d'un titre de séjour d'une durée supérieure à trois mois. « *Or, indique l'Observatoire, bon nombre d'étrangers, et en particulier les demandeurs d'asile, ne disposent que d'une autorisation provisoire de séjour inférieure ou égale à trois mois.* » En outre, les titres de séjour sont, dans certains cas, délivrés ou renouvelés après de très longs délais – un an parfois –, ce qui peut « *compromettre la situation sociale des étrangers* ». Aux lenteurs s'ajoutent parfois des interprétations restrictives du droit : des préfetures vont décerner un titre de séjour d'un an alors qu'elles auraient pu délivrer une carte de résident de dix ans.

**TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN**  
NUMÉRO SPÉCIAL

**3000**

**Génération Porto Alegre**

52 pages

numéro spécial 3000

d'interviews des cartes inédites des livres

Michel ROCARD Serge LATOUCHE Laurent VOULZY

de reportages

Inde La résistance des paysans à l'offensive des multinationales

Abacacar DIOP Un pow entre Paris et Dakar

Brésil Le plan de bataille anti-sida

En vente jusqu'au 20 février chez votre marchand de journaux 3,90 €

de l'agglomération lyonnaise. La pauvreté peut aussi atteindre les personnes percevant de bas salaires. Leur répartition est, là aussi, très inégale : parmi les vingt villes comptant le plus fort ratio de « *bas revenus salariaux* », onze se trouvent dans le bassin méditerranéen.

Enfin, le taux de pauvreté évolue de façon surprenante, parfois : il s'est, par exemple, accru dans certaines zones d'Ile-de-France, qui semblaient pourtant à l'abri. Comment l'expliquer ? Quatre mécanismes sont à l'œuvre, d'après l'Observatoire. Le niveau de développement économique, tout d'abord : c'est dans les régions les plus développées que la pauvreté est la moins intense. « *Les formes* » de ce développement jouent aussi : la présence d'un tissu dense de PME (petites et moyennes entreprises), par exemple, contribue à réduire la pauvreté, comme à Oyonnax (Ain), dans les vallées alpines, en Bretagne et dans la région Pays de la Loire. Les « *moteurs* » du développement local doivent également être pris en considération : « *Les territoires qui s'appuient sur des activités (...) largement mondialisées ont tous subi des ajustements douloureux* », analyse le rapport en citant le Nord-Pas-de-Calais, Cherbourg, Saint-Etienne. Enfin, les phénomènes migratoires entrent en ligne de compte : ainsi, la baisse du taux de pauvreté en Lorraine est largement due au départ de familles démunies. Ces migrations peuvent même être quotidiennes : dans des zones dynamiques, les taux de pauvreté restent parfois élevés car l'emploi créé ne profite pas aux riverains mais à d'autres actifs qui ne résident pas dans ladite zone ; on l'observe notamment à Saint-Denis, en Ile-de-France.

Bertrand Bissuel

## Un rapport officiel critique les emplois-jeunes de la police

UN RAPPORT conjoint des inspections générales de l'administration et de la police nationale daté de septembre critique l'utilisation des adjoints de sécurité (ADS), emplois-jeunes de la police nationale, indique *Le Figaro* du 7 février. « *Les ADS font office de substituts budgétaires à moindre coût, sans lesquels la réforme de la police de proximité n'aurait pu se faire* », indiquent les rapporteurs. Apparus à la fin de l'année 1997, les ADS, qui devaient être au total 20 000, bénéficient de contrats de cinq ans dans la police. Le rapport souligne le « *tarissement du vivier* » et la « *baisse de niveau des candidats* ». Il indique également que « *le projet d'intégration sociale des quartiers sensibles* », qui est l'un des objectifs de la création des ADS, « *reste marginal* ».

## Mort d'Aïssa Ilich : peine réduite en appel pour les deux policiers

LA COUR D'APPEL de Versailles (Yvelines) a confirmé, mercredi 6 février, la condamnation d'un médecin et réduit celle de deux policiers, poursuivis après la mort d'Aïssa Ilich, un jeune homme de 18 ans victime d'une crise d'asthme à la fin de sa garde à vue au commissariat de Mantes-la-Jolie (Yvelines), le 27 mai 1991. Poursuivi pour « *homicide involontaire par négligence* », Michel Pérol, le médecin qui avait estimé que l'état de santé d'Aïssa Ilich était compatible avec sa garde à vue, a vu sa peine d'un an de prison avec sursis confirmée. Celle des policiers Jean Battistutta et Eric Mathelin, soupçonnés d'avoir brutalisé le jeune majeur lors de son interpellation, a été réduite de dix mois de prison avec sursis à huit mois, ce qui devrait leur permettre de bénéficier d'une amnistie. Lors de l'audience du 5 décembre, l'avocate générale, Marie-Guilhem Brasier de Thuy, avait requis la relaxe des deux fonctionnaires de police (*Le Monde* du 7 décembre 2001).

### DÉPÊCHES

■ **VIOLENCES : des affrontements ont opposé deux bandes d'une quarantaine de jeunes**, mercredi 6 février en début d'après-midi, sur la dalle commerciale du quartier du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie (Yvelines). Trois jeunes ont été blessés par des tirs d'arme à feu et une dizaine d'autres par arme blanche ou jets de pierres. La police a interpellé 10 personnes.

■ **ÉDUCATION : les enseignants de Loire-Atlantique en grève depuis plus de deux semaines, réunis en assemblée générale mercredi 6 février**, ont jugé insuffisante l'attribution de 54 postes supplémentaires annoncée par le ministère pour la rentrée (*Le Monde* du 6 février). Ils continuent de revendiquer la création de « *500 emplois* ». La « *suspension* » du mouvement a néanmoins été votée pour jeudi 7 et vendredi 8 février, afin « *de reprendre contact avec les élèves et les parents* » avant les vacances.

■ **LOGEMENT : la police a évacué, mercredi 6 février, les 18 familles qui occupaient**, à l'initiative de l'association Droit au logement (DAL), un immeuble du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris depuis le 27 janvier. Selon Jean-Baptiste Eyraud, président du comité parisien du DAL, la décision d'évacuation, prise sur la base d'un arrêté préfectoral « *pour danger imminent* », est une mesure « *inédite et arbitraire* ».

**Courrier INTERNATIONAL**  
www.courrierinternational.com

**KOSOVO**  
Ces Serbes oubliés

**JO**  
à Salt Lake City

**Du fric au pays des mormons**

**3 €**

**YASSER ARAFAT** Portrait d'un reclus à Ramallah

**SIDA** Le déni sud-africain **IRLANDE** Renouveau culturel

**Et chaque jour : www.courrierinternational.com**



## Les déchets sont toujours aussi mal traités

Une loi de 1992 fixait une échéance de dix ans pour améliorer la gestion des ordures ménagères : réduction des quantités, fermeture des décharges sauvages et recyclage. Le ministère de l'environnement installe un comité national pour relancer ces chantiers

**LES INSPIRATEURS** de la loi de juillet 1992 sur les déchets s'étaient montrés patients. Ils avaient donné dix ans pour mettre un semblant d'ordre dans le traitement des ordures ménagères. Une décennie pour réduire les quantités produites, fermer les décharges sauvages, adapter aux normes les incinérateurs et développer le recyclage, cela laissait le temps de se préparer. Voire de s'endormir. L'échéance de juillet 2002 approche et le réveil est brutal. A l'inertie succède la précipitation et les tardifs serments de bonne volonté.

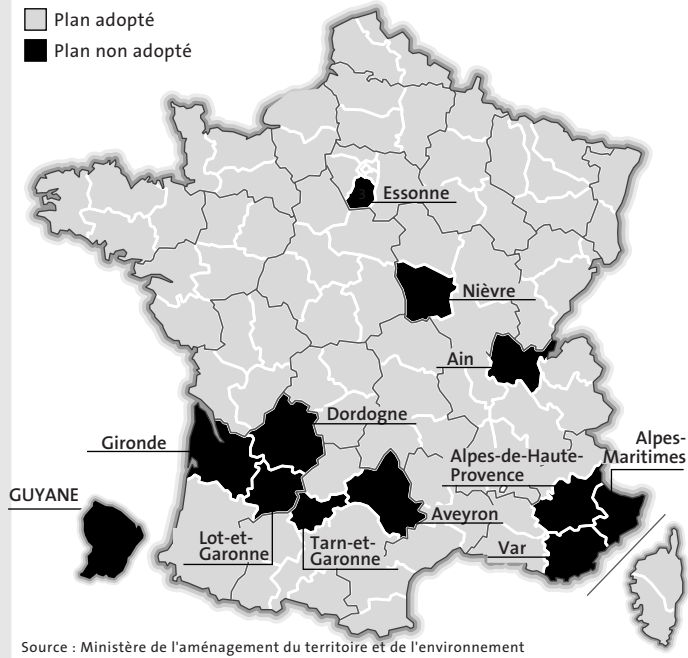
La Ville de Paris annonçait, mercredi 6 février, un nouveau programme de collecte sélective, qui remplacera le système expérimental mis en place par la précédente municipalité dans cinq arrondissements (1<sup>er</sup>, 5<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup>). Dès le 7 février, les habitants des 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> arrondissements recevront deux nouveaux bacs dans leur immeuble, à côté de celui réservé au verre : l'un, vert, pour les déchets non recyclables, l'autre, jaune, pour les déchets recyclables. Les dix-huit autres arrondissements seront progressivement équipés d'ici novembre, assure la nouvelle municipalité. La Ville espère ainsi pouvoir recycler 30 % des déchets fin 2003. Mais, pour l'heure, seulement 150 000 des 1 250 000 tonnes de déchets collectés dans la capitale avaient fait l'objet d'un tri.

Lundi, dans un entretien au quotidien *La Provence*, Jean-Claude Gaudin, maire (UDF) de Marseille et président de la communauté urbaine, affirmait vouloir régler le

### DOUZE DÉPARTEMENTS EN PANNE DE PLAN

Etat d'avancement des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés

□ Plan adopté  
■ Plan non adopté



Source : Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement

sort de la décharge d'Entressen, où la cité phocéenne continue de jeter sans vergogne 1 200 tonnes de détritus par jour. Mais l'édile ne fixe aucune échéance. Le projet d'incinérateur, lancé au début de sa première mandature, en 1995, n'a pas avancé d'un pouce depuis.

« Il y aura trop de résistance pour l'implanter à Marseille », estime M. Gaudin. La communauté urbaine cherche donc une autre com-

mune d'accueil. Les candidats ne se pressent guère. Les divergences entre le conseil général, présidé par un socialiste, et la communauté urbaine, dirigée par la droite, n'aident pas à résoudre le dossier.

Ces deux grandes villes ne sont pas les seules à lambiner. Jeudi 7 février, Yves Cochet, ministre de l'environnement, a installé un Conseil national des déchets, présidé par Jean-Paul Mariot, député

socialiste de Haute-Saône. Le premier travail de ses trente-trois membres sera d'établir un bilan de l'avancement du chantier. « Notre pays s'est doté d'outils de travail et de gestion », a estimé le ministre, en estimant cependant nécessaire « de nouveaux progrès pour l'avenir ».

A moins de six mois de l'échéance, il reste encore en France près de 6 000 décharges sauvages, quarante incinérateurs hors normes et 20 millions de Français qui ne sont pas encore équipés pour le recyclage. Plus inquiétant, la quantité de déchets produits, 25 millions de tonnes par an en 2001, ne baisse pas. Elle a franchi la barre symbolique d'un kilo par personne et par jour.

### ÉCHÉANCE RETARDÉE

La loi prévoyait également l'élaboration, par le préfet ou le président du conseil général, de plans départementaux d'élimination des déchets ménagers, en concertation avec les collectivités locales en charge de cette élimination. Ces documents prospectifs devaient établir un inventaire des quantités de déchets et des moyens de les traiter. Ils devaient être bouclés initialement en 1996. Il a fallu retarder l'échéance. Devant le peu d'empressement sur le terrain, Dominique Voynet, alors ministre de l'environnement, avait lancé un coup de semonce en 1998.

En 2002 pourtant, plusieurs plans ne sont pas encore validés. D'autres ont été établis à la va-vite. Certains font l'objet de contestations devant les tribunaux

administratifs. Comme dans huit autres départements, le document des Alpes-Maritimes a ainsi été annulé pour insuffisances. « Il préconisait le tout-incinération », explique le docteur Maurice Gillard, un écologiste qui avait porté l'affaire en justice. Une tentative qui traverse nombre de plans.

La mise en décharge coûte, en moyenne, deux fois moins cher que l'incinération et trois fois moins cher que le tri. La modification du traitement provoque donc un surcoût pour les usagers, que ne compensent pas les aides de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), d'environ 200 millions d'euros par an. Les collectivités locales ont donc intérêt à maintenir aussi longtemps que possible le statu quo, d'autant que la loi de 1992 ne prévoit pas de contraintes.

Les réfractaires profitent également des zones d'ombre du texte. La loi n'autorise le maintien en décharge que pour les déchets ultimes, c'est-à-dire les déchets qui ne peuvent pas être traités dans la situation économique et technologique du moment. « La définition précise du déchet ultime sera fonction des conditions locales », ajoute une circulaire de 1998. Un tel flou sémantique devrait permettre quelques interprétations extensives quant à ce qui peut et ce qui ne peut plus être mis en décharge.

**Benoît Hopquin**  
(avec nos correspondants  
**Christophe de Chenay**  
et **Michel Samson**)

## Grand Lyon : l'annulation du POS suscite des inquiétudes

LYON

de notre correspondante

C'est, pour le Grand Lyon et ses 55 communes, une bien mauvaise nouvelle. Mardi 4 février, le tribunal administratif de Lyon a annulé le plan d'occupation des sols (POS) de la Communauté urbaine adopté en février 2001 (*Le Monde* du 7 février). Le recours avait été engagé par le propriétaire d'une parcelle située à Dardilly, commune de l'Ouest lyonnais, mécontent d'avoir vu son terrain classé en zone non constructible. Le Grand Lyon a immédiatement engagé une double procédure juridique : demande de sursis à exécution au tribunal administratif et appel de la décision.

Concrètement, c'est désormais le POS de 1995 qui est applicable. Ce document avait été révisé, au terme de six longues années de préparation et de concertation, de 1995 à 2001, sous la mandature de Raymond Barre (app. UDF). Pour la première fois, un POS unique avait été défini pour les 55 communes, couvrant 50 000 hectares. Les cinq grands secteurs géographiques de l'agglomération avaient été révisés selon les mêmes principes : maîtrise de l'étalement urbain, respect des équilibres économiques, maintien du lien social, développement économique. L'ensemble du POS avait été adopté par le conseil de la Communauté urbaine, chaque commune ne se prononçant que sur le secteur géographique dont elle relevait. C'est sur ce point que les juges administratifs ont donné droit au requérant, considérant que les conseils auraient dû délibérer sur l'ensemble du POS.

### UNE LOI PLUS EXIGEANTE

En attendant la décision de la cour d'appel administrative, la Communauté urbaine a décidé de faire voter début mars une délibération ouvrant une révision générale du POS afin de permettre aux communes d'opposer un sursis à statuer sur les éventuelles demandes de permis de construire qui leur seront soumises. Car les responsables du Grand Lyon craignent que certains profitent de cette annulation pour tenter de construire sur des terrains classés en 2001 en zone naturelle.

Autre souci, depuis décembre 2000, la loi de solidarité urbaine a remplacé les POS par des plans locaux d'urbanisme (PLU) : « Nous devons repartir de zéro, avec une loi plus exigeante », a commenté le vice-président (Verts) du Grand Lyon chargé de l'urbanisme, Gilles Buna, regrettant « l'insécurité juridique devant laquelle se trouve désormais l'ensemble des communautés urbaines ». Cette révision mobilisera une soixantaine de personnes pour trois ans.

Vincent Charbonnier

Sophie Landrin

### La nomenclature des déchets

- **Les types de déchets :** les déchets ménagers et assimilés, y compris les objets encombrants (25 millions de tonnes) ; les déchets des collectivités locales, comme les boues d'épuration (22,5 millions de tonnes) ; les déchets industriels banals (95 millions de tonnes) ; les déchets industriels spéciaux, contenant des produits toxiques (7 millions de tonnes) ; les déchets de chantier (354 millions de tonnes) ; les déchets agricoles (375 millions de tonnes).
- **Les modes d'élimination :** mise en décharge ; incinération avec ou sans récupération d'énergie ; méthanisation ; recyclage.
- **Les types de décharge :** classe 1, réservée aux déchets spéciaux ; classe 2, pour les déchets ménagers et les déchets industriels banals ; classe 3, pour les déchets inertes.

## Odeurs et polémiques autour de la décharge de Mably, dans la Loire

SAINT-ÉTIENNE

de notre correspondant

Charles-Henri Vigouroux tient un carnet d'odeurs depuis 1995. Dans le collimateur de ce nez citoyen, les remugles de la décharge des Tuileries à Mably, en bordure de la nationale 7, près de Roanne (Loire) : « 10 janvier : forte odeur de pourriture par deux fois, à 16 h 30 et 21 h 30, par un faible vent de sud-ouest ; idem pour les 17, 20, 21, 22 et 29 janvier... » La maison de Georgette Catesson donne sur la décharge. Assailli par toutes sortes de papiers et détritus qui volent les jours de grand vent, elle se plaint d'être confinée chez elle et de ne pas pouvoir étendre son linge. Les ronflements de torchères de biogaz dérégulées font parfois vibrer portes et fenêtres dans un brouhaha indescriptible. Résignée, M<sup>me</sup> Catesson vient de signer un compromis de vente de sa maison avec le Syndicat d'études et d'élimination des déchets du Roannais (Seedr).

« On a tellement souffert, on ne veut plus de décharge », résume Jeannine Danigand, présidente de l'association de quartier des Tuileries qui regroupe soixante-quinze familles. Ce ras-le-bol résulte des promesses non tenues par l'exploitant du site d'enfouissement, la société Monin ordures services (MOS) du groupe Suez, et de la passivité des pouvoirs publics.

La création d'un dépôt d'ordures ménagères

et de déchets industriels dans l'ancienne carrière d'argile a été approuvée par un arrêté préfectoral en août 1976. Une première extension a été autorisée en 1984. Une deuxième en 1990 portait sa capacité à 50 000 tonnes par an. Ce seuil a été doublé en toute illégalité. Mais aucune mise en demeure du préfet n'a été prononcée, hormis en novembre 1994 pour des émanations intempestives de méthane.

### FUITE DE BIOGAZ

Après enquête publique, un arrêté préfectoral a entériné, le 18 mai 2001, cet état de fait et notifié le stockage de 100 000 tonnes par an de déchets ménagers et assimilés ainsi que des déchets industriels banals sur ce site, pour une durée de huit ans. Cet arrêté fixe le tonnage annuel maximal de boues admissible à 15 %, soit 15 000 tonnes, et à 10 % la proportion de déchets en provenance des départements limitrophes. En 2001, sur les 100 000 tonnes enfouies à Mably, 45 % étaient des ordures ménagères collectées dans le Roannais, 15 % des boues de stations d'épuration, 30 % des déchets industriels banals, dont 7 % importées du Rhône, selon les statistiques fournies par MOS. A ce rythme, la décharge sera remplie en 2006.

En août 1998, un audit du Centre d'études techniques de l'équipement de Lyon a décelé des fuites de biogaz et des pompes de lixiviats

(jus de décharges) inopérantes pouvant entraîner une déstabilisation de certaines digues. En 2001, la direction régionale de MOS s'est engagée à poser une couverture filtrante au carbone actif. Sans suite. « Nous sommes constamment à la recherche de nouveaux procédés pour réduire les problèmes d'odeurs », observe Guy Bossu, de la société MOS. Depuis un an, nous utilisons des produits inhibiteurs, censés combattre de l'intérieur du massif de déchets ces émanations. » Mais sans grand résultat sur des déchets dont la fermentation est accélérée par la présence d'eau dans les boues de stations d'épuration.

Le 25 janvier, la nouvelle municipalité (divers gauche) de Mably a révisé le plan d'occupation des sols qui restreint le périmètre de la décharge à 17 hectares et bloque son extension. Le maire, Jean-Jacques Ladet pense « géologiquement possible » de trouver un nouveau site d'enfouissement dans le nord du département, comme cela était prévu, en 1996, dans le premier plan départemental d'élimination des déchets. « La position de Mably met toutes les communes dans l'embarras », estimait en novembre 2001, Yves Nicolin, maire (DL) de Roanne et président de la communauté d'agglomération de Roanne, prônant « le temps de la réflexion pour ne pas faire d'erreurs ».

**Ils ont le soleil ils auront l'eau potable**

énergies-renouvelables.org

## Une grève a sérieusement perturbé les transports de trente-huit villes

LES réseaux de transport ont connu des perturbations, jeudi 7 février, dans la plupart des grandes agglomérations, à l'exception de Marseille. Le mot d'ordre de grève a été lancé par la CGT, FO, la CFTC et la FNCR (chauffeurs autonomes), qui appelaient également à une manifestation à Paris. Au total, trente-huit villes étaient concernées par un préavis.

Jeudi matin, à Lyon, le trafic était perturbé sur trois des quatre lignes de métro, selon la société des Transports en commun lyonnais (TCL). Moins de la moitié des tramways fonctionnait et un quart seulement des bus. A Toulouse, des grévistes bloquaient les deux dépôts de bus. Le métro circulait normalement, selon la direction. A Bordeaux, environ la moitié des autobus de l'agglomération roulait. Un seul dépôt de bus, sur les trois appartenant à la CGFTE, la société bordelaise de transports en commun, était entièrement bloqué, selon la direction. A Strasbourg, 17 % des bus et 30 % des tramways fonctionnaient, selon la direction. Le trafic était également très ralenti à Nancy. A Evreux, moins de la moitié des bus était en service.

Le mouvement de grève a pour principale revendication la retraite à 55 ans que les syndicats estiment justifiée du fait de la pénibilité du travail et de l'insécurité. L'Union des transports publics se refuse à accepter cette mesure, la jugeant trop coûteuse. Des négociations ont, en revanche, été engagées sur une revalorisation des salaires, une meilleure évolution des carrières et le renforcement de la protection des personnels. Outre la RATP dans les transports parisiens, trois groupes se partagent le marché des transports publics en France : la SNCF, Vivendi et la Caisse des dépôts.

En 2001, sept mouvements de grève s'étaient succédés en trois mois, perturbant fortement de nombreux réseaux, avec, déjà, la même revendication. Seuls les agents de la RATP bénéficient aujourd'hui de la retraite à 55 ans. En région parisienne, la CGT a déposé un préavis de grève entre 10 heures et 15 heures, ce jeudi, pour réclamer une hausse des effectifs. A Clermont-Ferrand, aucun bus n'avait circulé, lundi 3 février déjà, les syndicats protestant contre la multiplication des agressions.

### DÉPÊCHES

■ **PARIS :** la grève commencée lundi 4 février dans les crèches, haltes-garderies et jardins d'enfants de Paris, qui accueillent 25 000 enfants, s'est poursuivie mercredi 6. Après la rencontre avec Olga Trostiansky, adjointe (PS) au maire chargée de la petite enfance, qualifiée de « positive », les syndicats CFDT, CGC, CFTC et UNSA doivent décider jeudi de la poursuite du mouvement. Les grévistes réclament une accélération des embauches prévues par la mairie, afin de garantir la bonne qualité de la garde des enfants.

■ **NANCY :** l'inspection du travail devra statuer sur la sécurité du tramway de Nancy, après la dénonciation par le comité d'hygiène et de sécurité de la société qui gère le tramway d'un état de « danger grave et imminent ». Selon un document du Laboratoire techniques, territoires et sociétés (Latts) de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne), les accidents des 6 et 10 mars 2000, qui ont entraîné la suspension de l'exploitation du tram, ne sont pas d'origine humaine. De plus, selon le Latts, les modifications apportées au tramway à la suite des accidents ne répondent pas aux objectifs de sécurité. La mise en exploitation du tramway de Nancy, inauguré en décembre 2000 et toujours pas mis en service, dépend d'une autorisation du préfet.

CULTURE  
Publicités  
EN  
RÉGIONS

**FELLAG**  
"Un bateau pour l'Australie"  
Vendredi 15 Samedi 16 20h30  
FÉVRIER 2002  
THÉÂTRE DU CHÊNE NOIR  
8 bis rue Ste-Catherine - AVIGNON  
04 90 82 40 57



## VILA-MATAS

**E**NRIQUE VILA-MATAS, 54 ans, catalan pur jus, chimérique et austère, aux yeux et aux cheveux de jais, fait partie de ces écrivains très discrets, précieux et rares, que l'on se croit peu nombreux à connaître et à aimer, jusqu'au jour où l'on s'aperçoit que les happy few forment en fin de compte une foule considérable d'initiés, une confrérie fervente de plus en plus large. Vient alors le moment où la gloire vulgaire menace la quiétude de leur cheminement secret, ce qu'on appelle en course automobile un virage difficile à négocier, moment choisi pour notre rencontre.

Avec *Le Voyage vertical*, il vient d'obtenir le prix Romulo Gallegos, l'un des plus importants de la littérature hispanique, et continue de vivre encore comme un étudiant parmi d'autres à Barcelone. Son éditeur, Jorge Herralde, directeur d'Anagrama, qui a publié toute son œuvre, reconnaît : « Vous savez, moi-même je ne suis jamais allé chez Enrique. Il vous fera du café ? C'est énorme. Comme si vous, vous lui prépariez une bouillabaisse... » A l'heure convenue, dans une rue du haut de la ville, la voix de Vila-Matas chuchotte à l'interphone de son immeuble : « Je descends... » Il faut ouvrir avec une clé, de l'intérieur. Coincé dans l'ascenseur, il ajoute : « On parlera en haut... » On est en pleine conspiration, déjà.

L'appartement est petit, farci de livres, avec une vue immense sur tout Barcelone, la Sagrada Família et la mer dans la brume. Il montre la cuisine, le salon, « notre chambre », celle qu'il partage avec la dédicataire de tous ses livres, Paula. Elle est avec lui en photo sur la table basse et a préparé le café qu'il verse en hésitant, moitié dans la tasse, moitié à côté. Lui, un homme d'une habileté magnifique par écrit, qui passe pour un maître du mensonge. Il doit être terriblement timide. Donc redoutable. Un premier round d'observation avec l'auteur d'*Imposture* et d'*Etrange façon de vivre* (tous ses titres sont traduits chez Christian Bourgois), nous apprend qu'il est d'une famille de la moyenne bourgeoisie, que son père travaillait dans le commerce, le bâtiment. Un père qu'il a dû avoir du mal à impressionner avant d'atteindre à la notoriété. Il fait remonter ses premiers écrits à l'âge de 4 ans. Un poème, dédié à sa mère. « Je lui ai demandé plus tard ce que c'était, ce qu'il y avait dedans. Elle l'a retrouvé : je lui disais tout simplement que je l'aimais. Que dire d'autre à cet âge ? »

Plus tard, il se croit une vocation de toréador, avec une photo l'atteste. « J'avais vu un film avec Luis Mariano et Carmen Sevilla et j'avais été ému par la scène où le torero prie dans la chapelle avant d'entrer dans l'arène. Par la suite, j'ai lu les écrits de Michel Leiris sur la littérature considérée comme une taumachie... » On est entre le respect et l'insolence, c'est une frontière où il aime bien se tenir, comme les chats sur le seuil des portes.

A 20 ans, il vient à Paris et, grâce à un ami, loue une chambre de bonne chez Marguerite Duras. Le loyer est dérisoire, mais il doit quand même justifier sa présence ici, à ce prix. Il dit à Duras qu'il écrit un roman, l'*Assassin illustré*. Mais encore, demande l'inflexible logeuse. C'est un livre qui tue ceux qui le lisent, répond Vila-Matas. Impossible, dit Duras, à moins qu'il n'y ait un poignard qui sorte du bouquin. « C'est là que j'ai compris que la mort devait venir du texte. J'ai décidé de faire comme Miles Davis, que j'avais vu quand il était venu en Espagne jouer de la trompette en tournant le dos au public. En plein franquisme, les gens avaient été choqués par cette attitude. Mais moi, j'ai compris que si je voulais tuer ce public qui me terrifiait, il fallait que j'écrive en lui tournant le dos. »

Il publie *Imposture* en 1984, un bref roman, drôle et qui préfigure son œuvre à venir, sur un homme aliéné de son identité, un peu escroc, un peu fou, puis *Abrégé de la littérature portative*, où se dessine une vision heureuse de l'écriture, de l'enthousiasme littéraire. Viennent ensuite *Suicides exemplaires*, *Enfants sans enfants*, entre autres. Pendant ses années de jeunesse, il est remarquablement beau, cultive un air inquiétant et romantique. Il porte un manteau rouge et recueille les conversations des gens dans le tramway, les lieux publics, à tel point qu'on finit par se méfier de cette silhouette d'espion trop visible.

Il boit sec. Il aime faire peur en même temps qu'il a peur. Un soir à Paris, il se retrouve à dîner avec son traducteur, Eric Beaumartin : « C'était dans un restaurant assez cher, où je devais payer, et il se foutait de ma gueule, il me manquait de respect. Il chantait des tangos à tue-tête et récitait des vers de saint Jean de la Croix. Il y avait à la table à côté Peter Handke, en compagnie d'amis, qui se mariait, et je ne savais pas où me mettre. Finalement, j'ai dit à Beaumartin que mon nom était l'anagramme de "Satam alive" [Satan est vivant], et il s'est tenu à carreaux. Pas longtemps. Je place souvent des fausses citations dans mes livres et Beaumartin me demandait les références, d'où ça venait, etc. Quand je lui ai dit que j'inventais, il a cru bon de mettre en note de sa traduction qu'il s'agissait là d'inventions de ma part. Vous voyez l'arrogance... »



FRANCESCO GATTONI

# OU LA TENTATION DE BARTLEBY

## L'œuvre d'Enrique Vila-Matas tourne autour du renoncement érigé en mode de vie, comme chez Bartleby, héros de Herman Melville

Impertinences qui ne sont pas pour lui déplaire, probablement. Avec la publication du *Voyage vertical* en 1999, Vila-Matas surprend ceux qui voyaient en lui un écrivain pour écrivains froidement calculateur et très intellectuel. Le roman met en scène un homme âgé que sa femme chasse de chez lui, parce qu'elle en a assez de partager sa vie, et qui entreprend un voyage à Porto, puis à Lisbonne, Madère, un voyage intérieur. On a voulu reconnaître dans cet homme le propre père de Vila-Matas, qui s'en défend : jamais son père n'a fait un tel voyage, ni dans l'espace ni en lui-même. « Ce Voyage vertical est mon livre le plus conventionnel, il a marché à cause de cela, mais ce n'est qu'une apparence, il est plein de dynamite. Pas si orthodoxe qu'il n'y paraît. C'est vrai qu'il y a un peu de mon père et que j'invente des personnages avec de la chair et des os. En fait, ça me gêne beaucoup ces histoires de chair et d'os. » Esthétiquement, il serait plutôt hostile au *Tel Quel* des années 1970, partisan d'une avant-garde lisible. Ou Joyce, il préfère Beckett et Musil. Ou Sebald, l'auteur des *Anneaux de Saturne* qui vient de mourir. « Je ne cite pas les vivants, leur œuvre n'est pas finie, par définition. Mais Sebald, oui, hélas. »

**L**A publication, en 2000, de *Bartleby et Cie* (dont la traduction en français paraît simultanément avec celle du *Voyage vertical* chez Bourgois en février 2002) élargit considérablement sa réputation dans le milieu littéraire. Bartleby est un personnage d'une nouvelle de Herman Melville (*Bartleby l'écrivain*), employé chez un avoué de Wall Street qui, à tout ce qu'on lui demande, répond : « Je préférerais ne pas le faire », et se laisse mourir de faim. Vila-Matas en fait le héros du refus d'écrire, la version négative du « shandy », figure positive inspirée de Tristram Shandy, célébrée dans son *Abrégé de la littérature portative*. Il recense comme des « bartleby » tous les auteurs qui ont un jour délibérément cessé d'écrire. Ceux qui se sont

arrêtés après un seul livre. Mieux encore ceux qui n'ont pas écrit du tout mais dont ? par quel biais ? il juge l'œuvre importante quoique illisible.

On trouve dans son inventaire savant et fantasque aussi bien Rimbaud et Kafka, Chamfort et Salinger, Pynchon et Marcel Duchamp et tutti quanti. Sans oublier Melville lui-même, qui connut une fin semblable à celle de son personnage après l'échec public de ses chefs-d'œuvre, dont *Moby Dick*. Le bartleby peut n'avoir écrit qu'une ligne dans sa vie, peu importe. Il est habité par le livre qu'il pourrait écrire s'il n'y renonçait pas dans le même mouvement où il le pense. Comme le dit l'écrivain péruvien Julio Ramón Ribeyro : « Nous avons tous un livre en nous, peut-être un grand livre, mais qui n'émerge que rarement du tumulte de notre vie intérieure, ou le fait trop soudainement pour que nous ayons le temps de le harponner. » Le concept du bartleby littéraire est évidemment très séduisant, puisqu'il propose une justification à tous les renoncements, toutes les

épreuves. Vila-Matas a écrit un jour que la littérature était un suicide, certes. Mais le silence d'un écrivain qui reste en vie est un suicide chaque jour recommencé.

**C**ETTE invention du bartleby est peut-être à situer dans l'évolution personnelle de l'auteur, plutôt que dans le ciel indifférent des notions abstraites. A ses débuts, Vila-Matas se voyait du côté des amateurs de romanesque haut en couleur, il avait une vision optimiste de son art, une vision de jeune homme, dit-il aujourd'hui. Il aimait par-dessus tout les écrivains flamboyants comme le fameux Ramon Gomez de la Serna qui prétendait monter dans le tramway avec son tigre en laisse, pas les écrivains sagement assis à leur table. « J'étais très ambitieux, mais je ne me suis jamais lâché, emballé... » Cette crainte de perdre le contrôle de soi et de son œuvre l'a conduit au bord du bartlebyisme en passant, selon sa propre formule « du bonheur à la lucidité ».

Vila-Matas recense comme des « bartleby » tous les auteurs qui ont un jour cessé d'écrire, ceux qui se sont arrêtés après un seul livre, ceux qui n'ont pas écrit du tout mais dont il juge l'œuvre importante quoique illisible

impasses et tous les moments d'impuissance, les dérobades de l'imagination et du désir. Il permet de surcroît à ceux qui n'ont rien à dire ou manquent du courage nécessaire pour l'oser, de se réfugier dans cet asile confortable, le bartlebyisme, attitude élégante qui peut passer pour un ascétisme spirituel. Mais qu'on ne s'y trompe pas : le vrai bartleby, celui qui renonce à réaliser – mais qui a déjà fait ses preuves, pas celui qui habille ainsi son néant –, est mis à rude

Mais, en même temps, Vila-Matas est trop intelligent pour ne pas avoir là un piège morbide. « Je suis en train de finir un autre roman à présent. C'est l'histoire d'un homme qui va voir son fils à Nantes, en France. Le fils a 50 ans, il est écrivain, auteur d'un seul livre, en train d'écrire un bouquin sur les gens qui cessent d'écrire... Or le père est critique littéraire. Il voudrait convaincre son fils de faire un autre livre, l'aider. Mais lui-même est malade de la même chose que

son fils. Cela s'appellera *Le Mal de Montano*, c'est le nom de famille des deux hommes. J'ai choisi de passer de celui qui n'écrit rien à celui qui veut écrire le tout. De Bartleby à Don Quijote, en somme... » Mais s'il a choisi Nantes, c'est aussi parce que c'est la ville où Jacques Vaché, bartleby notoire, s'est suicidé (« On n'a jamais voulu me dire dans quelle chambre de l'Hôtel de Paris. En réalité, l'hôtel a déménagé, n'est plus au même endroit »). Et que non loin de Nantes, vit le grand Julien Gracq, silhouette hautaine et admirée de l'écrivain qui a choisi aussi de se taire.

Le mal de Montano, tout imaginaire qu'il soit, a bien failli frapper Vila-Matas récemment, qui s'est trouvé bloqué dans son travail. Il en a parlé à son ami Tabucchi, lequel lui a donné le meilleur des conseils : quitte ce chapitre et passe à autre chose, sans transition. Il faut se déplacer, passer d'un endroit, d'un temps à un autre. « Echenoz fait cela avec un oiseau. Proust avant lui le faisait avec sa madeleine et il avait lui-même repris le procédé à Chateaubriand, etc. On dit que Proust est un expert de la mémoire et des associations d'idées, mais en fait, là où il est un maître, c'est dans les changements de plans. Avant même l'invention du cinéma. »

Et le cinéma, y a-t-il pensé, cet amoureux de l'illusion ? Oui, il voulait être cinéaste, a été critique de cinéma à 18 ans, avait même convaincu son père de l'aider à produire un moyen métrage. « C'était l'histoire d'un ange exterminateur qui tuait tous les membres de sa famille. Après la projection mon père m'a dit : "Si je comprends bien, tu me tues aussi ?" C'est comme cela que j'ai perdu le seul producteur que j'avais. » Ainsi naissent les écrivains. Il rit, cette idée l'amuse beaucoup, rétrospectivement. Dans l'ascenseur qui nous redescend à la rue, en silence, on ne peut s'empêcher de se demander à partir de quel moment exactement il a commencé (ou cessé) de nous mentir. Il ouvre la porte courtoisement, prend congé. Il porte un manteau rouge.



Le Monde  
ÉDITORIAL

## Tableaux algériens

LA LUMINEUSE baie d'Alger n'y est pour rien. Mais le premier tableau qui s'impose est le plus sombre. A peine pansées les plaies d'un automne marqué par les terribles inondations qui ont ravagé les quartiers les plus populaires de sa capitale, l'Algérie traverse, aujourd'hui, une zone de turbulences sociales de plus en plus violentes. Le moindre conflit – grève, revendications salariales, carence de tel ou tel service public – tourne à l'émeute. Tout se passe comme si le précédent des terribles événements de Kabylie – région qui est toujours en quasi-rébellion ouverte – faisait tache d'huile dans l'ensemble du pays.

A la base de cette série de jacqueries, il y a une situation économique et financière paradoxale. L'Algérie affiche de saines finances publiques. Résultat de la hausse continue du prix des hydrocarbures (90 % des exportations du pays), l'Algérie a admirablement rétabli sa santé budgétaire. Mais les 31 millions d'Algériens – dont on ne répètera jamais assez que plus de la moitié a moins de 25 ans – n'en profitent guère. Pourquoi ?

L'Algérie a vécu ces dernières années l'une des plus difficiles transitions qui soient. Elle est passée du stalinisme économique-politique, système qui l'a laissée exsangue, au libéralisme incontrôlé (le tout s'exécutant sur fond de guerre civile...). Dans ce bouleversement, l'Etat-FLN, l'Etat qui se confondait avec l'ex-parti unique, s'est affaibli. Or, comme le rappelle dans nos colonnes l'ancien gouverneur de la banque centrale, l'économiste Hadj Nacer, l'ins-

tauration du libéralisme suppose un Etat fort, un Etat de droit, arbitre, qui pose et fait respecter les règles du jeu des privatisations et de la concurrence. Son absence inaugure le règne des clans et des mafias.

Mais comment restaurer la confiance dans un système public discrédité par des années de mal-gouvernance ? Comment refonder l'Etat ? C'est là que s'esquisse, dans la peine, un deuxième tableau – moins sombre celui-là. Des progrès sont réalisés. Ali Benflis, premier ministre tout de dévouement au bien public, s'emploie à retisser un lien de confiance avec l'opinion. Le président Abdelaziz Bouteflika – il sera vendredi à Paris pour une réunion inter-africaine – multiplie les efforts pour sortir d'un climat de crise permanente. Mais nombreux sont ceux qui accusent de céder, presque malgré lui, à un tropisme nostalgique : vouloir récupérer l'ensemble du pouvoir comme au temps du président Houari Boumediène, dont il était le chef de la diplomatie.

En dépit de progrès réels, la violence imputée aux actions terroristes islamistes (ou relevant du gangstérisme) reste élevée. Attentats et massacres en province auraient fait plus d'une centaine de morts depuis le début de l'année (c'est beaucoup plus que l'affrontement quotidien entre Israéliens et Palestiniens).

L'instauration d'un vrai débat démocratique dans le pays est un impératif. Il contribuerait à doter l'Algérie de la matière première dont elle a le plus besoin : un peu de confiance dans l'avenir.

## Le ou les programmes du PS ?

AU PREMIER examen, on pourrait, certes, penser qu'il ne faut guère attacher d'importance aux débats actuels qui agitent le Parti socialiste. Car même si les premières suggestions avancées par les ténors du parti, celles de Laurent Fabius tout comme celles de Dominique Strauss-Kahn, laissent présager un très fort infléchissement à droite de la prochaine campagne présidentielle des socialistes, Lionel Jospin, lui, ne s'est pas encore jeté dans la campagne. Or lui seul compte, n'est-ce pas ? Lui seul pourra dire, une fois qu'il sera entré en lice, les propositions de réforme qu'il retient et celles qu'il rejette.

Il n'empêche ! A observer de près comment la campagne s'engage, on peut sans grand risque formuler un pronostic : pour les socialistes, 2002 n'aura pas du tout la même saveur que 1997 ou 1995. D'une période à l'autre, tout semble avoir basculé. Et la politique économique et sociale qui se dessine, en cas de victoire pour la gauche, n'a plus rien à voir, aujourd'hui, avec celle qui était promise hier.

Qu'on se souvienne du souffle de la campagne socialiste pour la présidentielle de 1995, puis pour les législatives de 1997. Même si, d'un scrutin à l'autre, la tonalité n'a pas été strictement équivalente, les propositions portées par Lionel Jospin étaient fortement ancrées à gauche. De la taxe Tobin jusqu'aux 35 heures, en passant par les emplois-jeunes ou la défense des services publics, le candidat socialiste affichait des réformes qui avaient toutes un point commun : apporter la preuve qu'avec un peu de volonté politique il est possible de résister à la toute-puissance des

marchés. A l'époque, Lionel Jospin le disait même explicitement : son ambition était, en rupture avec la dérive libérale à laquelle la gauche avait succombé à la fin des années 1980, de remettre en cause « l'orthodoxie dominante ».

Or, pour cette nouvelle campagne présidentielle, la configuration est radicalement différente. D'abord, pour l'élaboration de la plateforme électorale, ce n'est plus le Parti socialiste qui est à la manœuvre – qui connaît le détail de ses propositions ? – mais quelques dirigeants socialistes, qui, en solo, ont fait connaître leurs propres suggestions. Coup sur coup, on a ainsi entendu Laurent Fabius dévoiler une note rédigée par lui, à destination de la Fondation Jean-Jaurès, et Dominique Strauss-Kahn faire la promotion d'un véritable livre-programme, *La Flamme et la Cendre* (Grasset), contenant pléthore de propositions pour le prochain quinquennat.

### INSPIRATION LIBÉRALE

Et puis, surtout, les thématiques de campagne n'ont plus rien à voir avec celles des élections précédentes. Privatisation, au moins partielle, des grands services publics, en commençant par EDF ou GDF ; promotion des systèmes de retraites par capitalisation : de Laurent Fabius à Dominique Strauss-Kahn, le cap économique et social proposé est, à quelques toutes petites variantes près, identique. D'un « éléphant » à l'autre, les mots, certes, sont dissemblables. L'un rêve d'une « gauche moderne », tandis que l'autre appelle de ses vœux un « socialisme de la production ».

Mais à ces nuances près, purement sémanti-

ques, le projet concorde. Par convenance ou par habitude, on pourrait dire qu'il s'agit d'un projet d'inspiration libérale ou d'un projet social-libéral. Face à tant de propositions inattendues, on comprend donc la réaction du président du Medef, Ernest-Antoine Seillière, qui – par malinésie sûrement, mais pas seulement... – a dit, dimanche 27 janvier lors du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », son bonheur de voir ses idées marquer des points, et pas seulement à droite. « Une partie de la gauche actuellement est en train de s'intéresser aux idées du Medef, par exemple la gauche qui se veut plus moderne », a-t-il relevé, citant les socialistes Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius, « et bien d'autres, je pense, au fond d'eux-mêmes ». MM. Fabius et Strauss-Kahn « sont convertis à la modernité actuellement, comme le risque, les fonds de pension. Tout cela nous fait plaisir », a-t-il encore ajouté.

Et, en parallèle, on comprend aussi la colère d'un Henri Emmanuelli, qui, dimanche 27 janvier, lors de la réunion des socialistes à la Mutualité, a brocardé cette « arrogante production individuelle » qui amène le PS sur les chemins du social-libéralisme. Cette campagne 2002 commence de manière brouillée, sans que l'on connaisse encore les grandes réformes que pourraient porter les candidats. Ce « brouillage » est encore plus fort à gauche qu'à droite. Car le premier secrétaire du PS, François Hollande, qui est, comme M. Strauss-Kahn, un proche de Lionel Jospin, n'a rien fait pour dissiper la gêne que peut susciter dans le PS l'éclosion de ces programmes parallèles. S'il a, certes, admis que l'on ne « peut pas mettre sur un même plan un travail collectif et une contribution personnelle, fût-elle brillante », il a aussi ajouté que « toutes les propositions sont les bienvenues », car Lionel Jospin « a besoin d'être alimenté en idées ».

Cette réponse en dit sans doute très long sur le type de campagne que Lionel Jospin risque d'engager quand il sera candidat. Car que se serait-il passé, en 1995 ou 1997, si un socialiste avait suggéré une réforme libérale de l'impôt sur la fortune ou une privatisation d'EDF ? L'imprudent aurait été vivement rappelé à l'ordre par un dirigeant socialiste. François Hollande en sait quelque chose, lui qui, en 1997, avait préconisé une simple « respiration » des entreprises publiques et qui avait été sèchement rappelé à ses devoirs par Lionel Jospin. Or, désormais, MM. Fabius et Strauss-Kahn peuvent manifester encore plus d'audace. Et nul rappel à l'ordre ne vient.

Pourquoi d'ailleurs viendrait-il ? Si les propositions des deux ténors socialistes sont en rupture avec celles du PS, en 1995 ou 1997, elles sont dans la continuité de la politique économique conduite par le gouvernement au cours de ces deux ou trois dernières années. Et puis surtout, elles semblent en harmonie avec l'état d'esprit du candidat « probable ». Lors de cette rencontre à la Mutualité ne s'est-il pas lui-même rangé dans le camp des « modernes » ? N'a-t-il pas appelé « à la modernisation du pays sans ruptures » ? Sans doute ne faut-il pas faire dire à cette formule plus que ce qu'elle exprime. Mais enfin ! Pour le PS, cette référence à la « modernité » est chargée de sens et d'histoire. La « première gauche » – la gauche de « transformation sociale » que Lionel Jospin a voulu incarner – a longtemps fait grief à ses détracteurs d'user de la thématique de la modernité pour amener la gauche sur des sentiers qui ne sont pas les siens.

Laurent Mauduit

## Insondable

PAR PESSIN



## Déception et amertume dans les armées françaises

LE PROJET DE LOI de programmation militaire 2003-2008 ne sera pas présenté au Parlement. Adopté en conseil des ministres le 31 juillet 2001, mais seulement du bout des lèvres, par le chef constitutionnel des armées, Jacques Chirac, qui avait manifesté des réserves, ce texte sert de charte à la défense française. Il restera lettre morte jusqu'après les élections présidentielle et législatives qui désigneront de nouveaux responsables en la matière. Au sein des armées, c'est une déception avec une pointe d'amertume.

Pour beaucoup, c'est la preuve que la rénovation de l'institution de défense, déjà ébranlée par la grave crise dans la gendarmerie et par ses effets sur le moral de tous les autres corps qui la composent, est en panne. Et cela dans un temps où, comme l'indique le coup d'accélérateur brutal donné à la construction militaire américaine, des missions multiples, imprévues, inédites et chaque jour différentes devraient l'assaillir et où la technologie des programmes d'armement explose, accentuant l'écart entre alliés des deux côtés de l'Atlantique.

Pouvait-on agir autrement et passer en force au Parlement avant les échéances électorales ? Les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis ne remettaient-ils pas en cause les choix d'une programmation militaire élaborée plusieurs mois avant, dans un contexte où la lutte contre les Etats-voyous (« rogue states ») et le terrorisme international n'était pas jugée prioritaire ? Ne valait-il pas mieux, en fin de compte, attendre que de nouveaux dirigeants arri-

vent aux responsabilités en France, et se lancent, pour cinq ans, sur la voie d'orientations davantage adaptées ? Auquel cas c'est un consensus dans la classe politique pour remettre à plus tard des inflexions sur le long terme qui, il faut en convenir, furent le fruit d'un compromis dû à la cohabitation à la tête de l'Etat.

Dans les milieux de la défense, une réflexion demeure, partagée par la grande majorité des intéressés, qu'ils soient cadres de métier, civils de la défense et engagés volontaires : au moment où l'institution – soumise à de sérieuses tempêtes et achevant une étape douloureuse qui aura été sa professionnalisation – a précisément besoin d'un cap, elle est ballotée par une série d'incertitudes sur son sort et navigue à vue, faute de repères, pour investir dans une politique de sécurité du XXI<sup>e</sup> siècle.

### DES « MICROCLIMATS »

Parlant des « pièges » qu'on leur tend, des chefs militaires ont fait savoir aux autorités que la « base », constituée de jeunes recrutés qui raisonnent désormais comme ceux de leur âge, s'interroge sur sa condition et sur la considération que lui porte ou non la nation. Ils l'ont écrit dans des rapports sur le moral qu'ils adressent régulièrement à l'Elysée et au gouvernement. Au point que des proches du ministre de la défense, Alain Richard, se gaussent parfois du rôle de cette hiérarchie militaire qui se prendrait volontiers pour une délégation syndicale, si une telle expression avait un sens dans les armées. De fait, on y évoque la nécessité d'un éventail de mesures

catégorielles nouvelles, celle d'une progression des soldes qui soit conforme à l'accroissement des charges de travail, la question du temps libre et l'apparition d'un « contre-choc » à la grogne gendarmique dans des gamisons, des bases aériennes ou sur des bateaux.

En retour, M. Richard entend utiliser les conseils de la fonction militaire, réunis durant la première quinzaine de février, comme, dit-il, « des lieux d'écoute et de dialogue » face à « des microclimats » nés du fait que chaque armée, chaque corporation, voire chaque métier militaire prétendent avoir une claire conscience de son identité et de la légitimité de ses aspirations professionnelles. A ceci près qu'il y a, au bout de cet exercice de concertation, la logique d'une décision gouvernementale qui englobe l'ensemble des armées au nom de la cohésion opérationnelle.

Si mesures catégorielles nouvelles il y avait, comme c'est certain, elles devraient être annoncées fin février. C'est-à-dire qu'elles ont toutes les chances d'être interprétées, M. Richard s'en dit conscient, comme des initiatives d'opportunité, « des cadeaux » à des électeurs en puissance. Dans ces circonstances, les armées pourraient devenir des enjeux politiques au détriment de ce qui fonde leur neutralité de droit.

L'autre piège est non moins évident. Ces mesures catégorielles ont un coût global qui sera difficile à passer sous silence. Elles viendront alourdir les dépenses de fonctionnement d'une armée professionnelle dont les moyens de financement ont été, au départ, sous-estimés et

qui peine à maîtriser son train de vie. On procédera comme à l'habitude, à savoir en prélevant sur les crédits d'équipement, d'entraînement et d'entretien des forces avec, pour conséquence de leur compression, la modestie avérée du concours de la France quand ses alliés souhaitent sa participation.

Aussi le risque existe-t-il de voir amputé d'autant le budget réservé à la mise au point et à l'acquisition de matériels modernes si, comme c'est probable, des raisons politiques et économiques impérieuses devaient interdire aux nouveaux élus d'accroître le budget global de la défense. A la différence des Etats-Unis et du Royaume-Uni, le partenaire européen majeur de la France, qui ont accordé des crédits supplémentaires à leurs armées. Dans ce contexte, les industriels concernés ont tenu à dire aux députés de la commission de la défense, qui viennent de l'auditionner, combien ils redoutaient de voir les centres de décision de l'armement être transférés hors de France et la matière grise filer outre-Manche et outre-Atlantique, où l'attrait de programmes abondamment subventionnés va susciter nombre de candidats chez les ingénieurs et techniciens français. De ce point de vue, la remise aux calendes grecques d'un projet avorté de programmation militaire 2003-2008 entretient et aggrave cet esprit d'incertitude – pour ne pas dire de démobilisation – qui caractérise la communauté de défense, en 2002, tous secteurs d'activité confondus.

Jacques Isnard

### Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

### Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferençzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lolichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

### Rédaction en chef centrale :

Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman,

Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

### Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;

Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;

Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;

Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

### Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

### Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

1 Terrorisme, l'ère de tous les dangers.

2 La lutte contre l'argent sale.

3 Les clés de l'info. Toute l'actualité du mois.

Numéro de février - 16 pages - 2 €

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN 0959-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunschbourg  
94852 Ivry cedex



Le Monde  
Président-directeur général : Dominique Alduy  
Directeur général : Stéphane Corré

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218  
75226 PARIS CEDEX 05

Tél: 01-42-17-39-00 - Fax: 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE



# Arrêter de fumer, c'est simple comme un coup de fil

Les « accros » australiens de la cigarette qui veulent en finir peuvent recevoir à domicile des appels téléphoniques de soutien. Le « Sydney Morning Herald » mène l'enquête

« **BONJOUR**, comment allez-vous ? Vous tenez le coup ? Vous avez besoin de conseils ? » L'appel est tombé au moment où le patient s'y attendait le moins. Il va devoir avouer, piteux, honteux comme un enfant surpris en train de faire l'école buissonnière, qu'il s'en est « grillé » une petite la veille au soir lors d'un dîner bien arrosé entre amis. A partir d'avril, les habitants de l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud qui ont choisi d'arrêter de fumer en utilisant les services du numéro vert, Quitline, vont pouvoir requérir de recevoir dans les semaines suivantes six appels téléphoniques de conseillers qui leur demanderont s'ils tiennent le coup. Cette nouvelle, publiée par le quotidien *Sydney Morning Herald*, fait suite à un test similaire dans l'Etat voisin du Victoria. Directeur du centre VicSanté pour le contrôle du tabac, Ron Borland estime que ces « piqûres de rapel » téléphoniques doublent les

## The Sydney Morning Herald

chances des « accros » de la cigarette d'arrêter définitivement de fumer. Ces appels ne seront donnés qu'aux personnes qui le souhaitent. Un conseiller contactera le « malade » le jour de son abandon du tabac. Il recevra deux autres coups de fil le lendemain et un peu plus tard dans la semaine. L'ancien fumeur sera ensuite approché par Quitline à deux reprises dans les trois semaines suivantes, et il recevra un dernier appel trois mois plus tard. Une sorte de cocktail entre Big Brother et un soutien d'assistante sociale dévouée.

Les conseillers de ce numéro vert se contentaient jusqu'alors de renseigner ceux qui souhaitaient ne plus être dépendants du tabac sur les dif-

férentes méthodes pouvant les aider, telles que les patches, les chewing-gums à la nicotine et le médicament Zyban. Environ 600 personnes contactent chaque semaine ce service en Nouvelle-Galles du Sud, où vivent près du tiers des 19 millions d'Australiens.

### ENCORE TROP DE RECHUTES

Mais si les « Aussies » sont nombreux à souhaiter savoir comment s'arrêter, bien peu parviennent à sauter le pas. Les plus courageux doivent ensuite tenter de ne pas retrouver leurs mauvaises habitudes après quelques heures, jours ou mois d'efforts. 50 % des intoxiqués qui sont parvenus à tenir trois longues semai-

nes sans toucher le moindre mégot finiront par retomber dans leur vice. La rechute commence souvent par « une seule » cigarette « exceptionnelle ». 80 % de ceux qui pensent pouvoir contrôler leur dépendance en fumant une ou deux fois par jour retrouvent vite leur consommation antérieure. Une bourse d'études a été attribuée par le gouvernement fédéral au centre du Victoria pour tenter de comprendre les raisons qui poussent les fumeurs à reprendre leurs mauvaises habitudes. « *Nous allons analyser ce qui manque le plus* » à ceux qui s'arrêtent, a expliqué au *Herald* le docteur Borland. « *Certains manquent des profondes inhalations qu'ils prennent pour avaler la fumée et, dans ce cas-là, apprendre à respirer profondément peut suffire. Nombreux sont également ceux qui traversent une période de chagrin en souvenir de leur mode de vie précédent.* »

Si l'idée des coups de fil de soutien semble avoir été adoptée, il reste encore à décider auprès de qui sous-traiter ce service. Tout devra être prêt pour la Saint-Sylvestre. Le Nouvel An est en effet souvent le moment choisi pour tenter d'arrêter de fumer. Le millénium a battu tous les records dans ce domaine. Entre le 25 décembre 1999 et le 6 janvier 2000, 16 155 personnes avaient appelé Quitline au Victoria. Une hausse impressionnante comparée aux modestes 4 949 appels durant la même période de l'année précédente. Mais personne ne peut préciser le nombre de ces gens bourrés de bonnes intentions qui continuent à ne plus toucher au tabac. Des appels de soutien auraient pu les aider. Peut-être.

Frédéric Therin

★ www.smh.com.au

## SUR LE NET

Les documents cités dans cette chronique sont accessibles directement à l'adresse [www.lemonde.fr/surlenet](http://www.lemonde.fr/surlenet)

- Salt Lake City accueille, du 8 au 24 février, les Jeux olympiques d'hiver. [www.saltlake2002.com](http://www.saltlake2002.com)
- Le Comité olympique américain rassemble sur une même page un grand nombre de statistiques sur les précédentes compétitions. [www.usocpressbox.org/usoc/pressbox.nsf/mediaguides](http://www.usocpressbox.org/usoc/pressbox.nsf/mediaguides)
- Infoplease consacre une section de son encyclopédie à ces Jeux. [www.infoplease.com/spot/202olympics1.html](http://www.infoplease.com/spot/202olympics1.html)
- La chaîne de télévision sportive américaine ESPN a réalisé une animation détaillant les structures qui accueilleront les épreuves. [http://espn.go.com/oly/winter02/venues/loader\\_withad.swf](http://espn.go.com/oly/winter02/venues/loader_withad.swf)
- Associated Press propose des graphiques interactifs sur ces Jeux. <http://wire.ap.org/APpackages/wintergames/>
- Le *New York Times* rappelle l'affaire de corruption de membres du Comité international olympique (CIO) pour l'attribution des JO à la capitale de l'Utah, révélée fin 1998. [www.nytimes.com/library/sports/other/oly-scandal-index.html](http://www.nytimes.com/library/sports/other/oly-scandal-index.html)
- Le *Guardian* de Londres publie un mode d'emploi pour « s'acheter des Jeux olympiques ». [www.guardian.co.uk/Olympic\\_scandal/Story/0,2763,208996,00.html](http://www.guardian.co.uk/Olympic_scandal/Story/0,2763,208996,00.html)
- Le CIO a rendu public son rapport pour les Jeux de Nagano (1998) et de Sydney (2000). Outre les comptes de l'organisation, on peut lire que la procédure de sélection de la ville hôte a été révisée « dans le respect d'une devise toute simple : "Pas de cadeaux, pas de voyages." » [www.olympic.org/fr/organisation/facts/report/index\\_fr.asp](http://www.olympic.org/fr/organisation/facts/report/index_fr.asp)

vincent.truffly@lemonde.fr

## AU COURRIER DES LECTEURS

### LA TABAGIE CONTINUE

Lorsqu'on examine les campagnes antitabac menées sous d'autres cieux, on constate qu'il en est de fort efficaces (*Le Monde* daté 2-3 février), mais elles disposent de bien plus de moyens. Le Sénat et l'Assemblée nationale, s'ils s'inquiètent parfois d'une telle indigence, n'ont, à ma connaissance, jamais refusé de l'entériner, ni le gouvernement de la maintenir telle au fil des ans. Il aura fallu le retour de Claude Evin au Palais-Bourbon pour constater une petite augmentation. L'Etat de Washington dans lequel je séjourne, qui compte environ 6 millions d'habitants, a investi l'an dernier 12,5 millions de dollars en prévention, et on en prévoit 25 millions cette année. Le budget français prévoit à peine 15 millions d'euros pour 60 millions d'habitants. (...)

Lorsque des campagnes adéquates quantitativement et qualitativement sont organisées, elles ont un impact sur les consommations et, comme on a pu le voir en Californie (où elles sont menées depuis 1988), elles ont

entraîné une diminution des cancers. (...) Le Québec organise en septembre à Montréal la première conférence francophone antitabac. Ce serait une occasion d'aller constater comment nos cousins de la Nouvelle-France ont su depuis quelques années prendre les mesures qui demeurent – au mieux – en France des vœux pieux tandis que l'hécatombe continue. (...)

Philippe Boucher  
Bainbridge Island (Etats-Unis)

### TABAC OU TÉLÉ ?

Pour lutter contre les maladies cardio-vasculaires, la France s'en prend aux marchands de cigarettes. Ils ne pourront plus écrire « légères » ou, pire, « ultra-légères » sur les paquets. C'est évidemment désastreux, mais c'est très intéressant. Si des gens sérieux pensent vraiment que cette mention discrète sur les paquets de cigarettes a une influence sur les comportements, quelle est donc l'influence des dizaines de meurtres hebdomadaires à la télévision (que les Français regardent en moyenne trois heures vingt-neuf minutes par jour) ? (...)

Daniel Gall  
courriel

# Le séisme d'Afyon vu par la presse turque

L'irresponsabilité de l'Etat, des municipalités, et la pénurie de moyens sont mis en cause

LE 3 FÉVRIER 2002 au matin, un tremblement de terre frappait à nouveau la Turquie. Le séisme, d'une magnitude de 6 sur l'échelle de Richter et dont l'épicentre se trouvait à proximité de la petite ville de Bolvadin, dans la province d'Afyon (ouest du pays), faisait 45 morts. Pour le rédacteur en chef du quotidien *Radikal*, « si l'on ne peut certes pas comparer le tremblement de terre du 3 février avec celui du 17 août 1999 – qui a fait plus de 20 000 victimes –, il semble tout de même que certaines leçons aient été tirées. » En effet, poursuit Ismet Berkan, « le séisme a eu lieu le matin, et, le soir même, les morts et les blessés étaient tous sortis des décombres. L'histoire retiendra donc qu'aucun disparu n'aura été à déplorer. »

Cet « optimisme » n'est pas partagé par Oktay Eksi qui, dans *Hürriyet*, attribue la responsabilité des morts et des dizaines de blessés à la négligence de l'Etat et des municipalités : « *Franchement, vous a-t-on déjà appris ce qu'il convenait de faire pour que votre maison ne s'effondre pas pendant un tremblement de terre ? Avez-vous jamais été réprimandé pour n'avoir jamais pris la moindre précaution ? Apparemment non. Dès lors, à quoi nos services municipaux passent-ils leur temps, si ce n'est à nous réclamer des bakchichs ?* » L'éditorialiste de *Hürriyet* déplore également le manque de moyens affectés à la recherche : « *Nos sismologues doivent payer leurs communications téléphoniques de leur poche et nous ont expliqué que l'observatoire de Denizli – proche de l'épicentre du 3 février – a été fermé faute de moyens ! Avons-nous vraiment, dans ces conditions, tiré les leçons du drame de 1999 ?* »

De plus, le tremblement de terre d'Afyon a été précédé de quelques heures par le décès du célèbre sis-

mologue turc Aykut Barka. Le lien symbolique entre les deux événements est souligné par le quotidien *Milliyet* : « *Lorsque nous pensons tremblement de terre, deux noms viennent immédiatement à l'esprit,*

écrit Taha Akyol. *Le premier, c'est le sismologue Ahmet Mete Isikara, qui est devenu une figure populaire* », au lendemain du séisme de 1999, en effaçant la piètre prestation des politiciens locaux. L'autre, c'est

Aykut Barka qui, en 1999, avait prévenu un séisme d'une magnitude de 6 sur l'échelle de Richter dans la région... d'Afyon !

### « TRIBUNE MEDIA SERVICES » (ÉTATS-UNIS)



**Déficit : le retour** Oncle Sam : « Eh oui ! Il vous rappelle Reagan ». Sur l'écranteau tenu par M. Bush : « dette ». Le projet de budget 2003 de la Maison Blanche prévoit un déficit de 80 milliards de dollars s'ajoutant aux 106 milliards de cette année. **Dessin de Danziger.**

(« Courrier international » pour « Le Monde »)

### « MISÈRE ET PAUVRETÉ »

Dans ce contexte, la presse turque évoque les risques d'une secousse à Istanbul qui, selon *Milliyet*, « *ferait dans les conditions de sécurité actuelles au minimum 100 000 morts* ».

La répétition inexorable du même scénario décourage certains, comme Bekir Coskun, qui écrit dans *Hürriyet* : « *A quoi bon écrire sur les tremblements de terre ? Comme si cela pouvait servir à quelque chose !* » Ou en indigne d'autres, à l'instar de Can Dündar, qui, dans les colonnes de *Milliyet*, voit une tout autre explication au nombre élevé de victimes turques : « *Ce n'est pas un hasard si la plupart des morts vivaient dans de misérables maisons de briques crues. Au Japon, un séisme de même intensité fait à peine trembler les verres dans les armoires. On nous dit que cette tragédie s'expliquerait par la proximité de la faille. La raison, mes amis, c'est la misère et la pauvreté !* »

courrierinternational.com  
pour Le Monde

## DANS LA PRESSE FRANÇAISE

### ■ L'HUMANITÉ

**Claude Cabanes**  
A dix semaines du premier tour de l'élection présidentielle, deux questions nouvelles surgissent brutalement. Première question : dans le camp de Jacques Chirac, l'heure a-t-elle sonné, dans la coulisse et dans son dos, du poison et du poignard ? Deuxième question : dans le camp de Lionel Jospin, l'heure a-t-elle sonné de la grande alliance avec le monde des affaires ? (...) Pour qui sonne le glas ? Il sonnerait aussi pour le peuple français si ce mauvais scénario se vérifiait. Mais c'est une autre histoire : la sienne et celle du candidat communiste.

### ■ LIBÉRATION

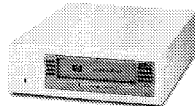
**Gérard Dupuy**  
Cette condamnation [de José Bové] à de la prison ferme contraste fortement avec l'indulgence dont bénéficient généralement les dérapages d'actions militantes, en particulier ceux imputables au syndicalisme paysan. Les dégâts causés à un chantier de restauration rapide par Bové et ses copains paraissent anodins si on les compare aux destructions autrement coûteuses dont se sont rendus coupables au fil des ans les syndicalistes agricoles majoritaires. Il est vrai que les dirigeants de ces derniers, à la différence de Bové, n'assumaient pas personnellement les actes illégaux commis en appui de leurs revendications. Leur impunité tenait à leur hypocrisie. Bové, lui, mélange deux traditions activistes, l'illégalisme agricole et la bataille d'opinion médiatique. Il revendique en quelque sorte son bon droit d'enfreindre le droit. De là l'embarras non tant de l'appareil judiciaire que du monde politique.

### ■ LE FIGARO

**Philippe Reclus**  
Alors que Laurent Fabius va se résoudre à remettre les chiffres de la croissance française en ligne avec l'environnement économique, les inquiétudes redoublent sur la capacité de l'Allemagne à rebondir. Au même moment, l'Amérique manifeste son retour sur le devant de la scène. Ces trois constats offrent un parfait condensé d'un décalage qui risque à la longue de se révéler dangereux. (...) Personne ne niera que l'Europe sera la première à profiter de l'embellie américaine. Mais on doit regretter qu'une fois encore le contrepoids du Vieux Continent manque à l'appel pour guider ce redressement. Et pour défendre un modèle alternatif à un système d'économie de marché américain dont l'affaire Enron souligne au même moment tous les excès.

## A l'étroit dans vos solutions de stockage et réseau ?

Évoluez malin, profitez de nos offres exceptionnelles.



### HP Surestore DLT VS 80 :

Conçu pour les serveurs milieu de gamme, HP Surestore DLT VS 80 est une solution de sauvegarde rapide et économique.

- Capacité compressée de stockage de 80 Go
- Vitesse de transfert de données 21 Go/heure
- Protection de données optimale
- Fourni avec le logiciel Yosemite TapeWare
- Fonction exclusive HP de récupération des données en cas d'incident

Achetez un HP Surestore DLT VS 80 et recevez **115 €ht** 754,35 Fht par produit.



### Commutateurs HP Procurve Switch 2124/2524/4000M\* :

Ces commutateurs LAN de pointe garantissent puissance, fiabilité et évolutivité à votre réseau pour un prix réduit.

- 24 ports 10/100 standard et en option 1 logement transceiver 100 Base-FX (2124) ou 2 emplacements transceivers Gigabit (2524), 40 ports 10/100 et 4 emplacements modules (4000M)
- Simple installation "Plug-and-play" (2124)
- Fonctionnalités d'administration et de contrôle du trafic (Switch 2524/4000M)
- Garantie à vie, remplacement express du produit sous 24 H

Achetez un switch 2524 et retournez un hub 24 ports, vous recevrez **168 €ht\*\*** 1102,01 Fht \*\*



\*Offre limitée à 8 produits par client

Pour profiter du programme de reprise, appelez le **0826 800 400** ou rendez-vous sur [www.eu.trade-in.hp.com](http://www.eu.trade-in.hp.com)  
(0,15 €htc / 0,98 Fhtc la min)

\*Hewlett-Packard 2002. Tous droits réservés. HP Invent est une marque déposée de Hewlett-Packard. Toutes les autres marques sont fournies à titre de simple information et appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Offre valable jusqu'au 30 avril 2002 dans la limite des stocks disponibles, chez les revendeurs participant à l'opération. Les prix varient fréquemment et sont sujets à réajustement sans préavis. \*\*Achetez un 2124, recevez 4 €ht par port retourné (soit 26,24 Fht). Achetez un 2524, recevez 7 €ht par port retourné (soit 45,92 Fht). Achetez un 4000M, recevez 10 €ht par port retourné (soit 65,60 Fht). Offre limitée à 24 ports pour l'achat d'un 2124 ou d'un 2524 et limitée à 40 ports pour l'achat d'un 4000M. Photos non contractuelles.

Offre exclusivement réservée aux professionnels.



# Sagesse malgache *par Albert Zafy*

**J'**AI demandé à Dieu une fleur, il m'a donné un cactus. Je lui ai demandé un papillon, il m'a donné un ver. Mais le cactus a ensuite donné une fleur et le ver s'est mué en papillon. » Les impatients gagneraient à méditer et à tirer profit de cet apologue populaire. Les voies du Seigneur sont parfois impénétrables, mais finissent par prévaloir quand on a la foi.

Je ne saurais me taire aujourd'hui devant la déliquescence de l'Etat malgache et la fragilisation de l'unité nationale. Elu président de la République de Madagascar en mars 1993, pour un mandat de cinq ans, j'ai accepté dans la dignité, en 1996, un empêchement infondé, mais adopté par l'Assemblée nationale et décidé par la Haute Cour constitutionnelle (HCC), sur des brouilleries touchant trois textes de loi non promulgués. Des juristes renommés, malgaches et étrangers, ont dénoncé l'iniquité de cette décision. Des pays partenaires comme les Etats-Unis et des institutions internationales comme le FMI m'ont suggéré de dénoncer un tel coup d'Etat constitutionnel, mais j'ai opté pour la tenue d'une élection présidentielle anticipée pour clarifier le jeu politique. Six mois après, en dépit d'une victoire attestée

dans les faits lors du second tour de l'élection présidentielle, je m'étais de nouveau plié à une décision scandaleuse de la HCC. Sous l'impulsion du premier ministre autoproclamé chef de l'Etat de l'époque, cette institution avait interchangé les scores définitifs et

alors que j'avais la force et les moyens de garder le pouvoir, j'ai préféré privilégier la paix sociale et éviter le chaos. Quand bien même issu des mouvements populaires de 1991 – dont les manifestations actuelles s'inspirent – et bien qu'ayant bénéficié d'un soutien réel de masse, par au moins deux fois, j'ai donc renoncé à revendiquer, par des actions extraconstitutionnelles, mes droits légitimes. C'est le prix qu'il fallait payer pour assurer la paix civile et le fonctionnement régulier des institutions.

**ALBERT ZAFY EST ANCIEN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR, CANDIDAT À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 16 DÉCEMBRE 2001.**

déclaré gagnant mon adversaire, l'actuel titulaire de la fonction présidentielle.

Face à l'injustice des hommes et à la falsification de la vérité, et

envoyant les observateurs internationaux nécessaires, comme indiqué dans la déclaration de son président du 28 janvier. Dans ces conditions, la poursuite du processus électoral constitue l'issue la plus rapide et la meilleure à la crise, et permet d'éviter l'incertitude et l'enlèvement provoqués par des actions de rue, toujours sujettes à des réactions imprévisibles.

Aujourd'hui, le conflit entre légalité et légitimité est à nouveau ouvert à Madagascar. Parachever la procédure électorale est la seule solution. Cette position n'est pas basée sur un juridisme naïf, mais prise d'abord au nom de l'efficacité et du pragmatisme, concepts bien connus des hommes d'entreprise, et ensuite au nom de la consolidation de l'Etat de droit, obsession de tout homme d'Etat.

Afin de garantir l'honnêteté des suffrages, toute la mobilisation et le lobbying devraient être réorientés en faveur d'une surveillance stricte et d'une transparence totale des opérations, d'amont en aval, du dépouillement des votes jusqu'à la proclamation officielle des résultats. Le Conseil de sécurité des Nations unies ne manquera certainement pas d'y contribuer en

constituent un impératif. Elles sécurisent les initiatives et entreprises permettant de relever le principal défi qu'est le développement. Elles permettent de gérer rationnellement une difficulté endémique dans les pays du Sud, celle liée aux successions de pouvoir, qui sont souvent l'occasion d'un dévoiement des priorités. Démocratie et développement doivent désormais être inséparables.

tions et d'instaurer des règles transitoires, favorisant l'alternance démocratique à travers des élections libres et sincères, afin que, demain, quiconque se trouvant à la tête de l'appareil d'Etat ne soit contesté par la rue, par un adversaire qui parviendrait à susciter un mouvement de foule et à invoquer une quelconque légitimité.

Des institutions politiques stables et une base légale confortée

**Aujourd'hui, le conflit entre légalité et légitimité est à nouveau ouvert à Madagascar. Parachever la procédure électorale est la seule solution**

Des opérations électorales incontestables conforteront l'Etat de droit et grandiront la nation malgache. Il s'agit d'éviter que la Grande Ile ne soit en permanence l'otage de joutes politiques stériles en contradiction avec les règles démocratiques universellement reconnues, et que les situations d'exception ne perdurent. Il s'agit désormais, une bonne fois pour toutes, de normaliser les institu-

constituent un impératif. Elles sécurisent les initiatives et entreprises permettant de relever le principal défi qu'est le développement. Elles permettent de gérer rationnellement une difficulté endémique dans les pays du Sud, celle liée aux successions de pouvoir, qui sont souvent l'occasion d'un dévoiement des priorités. Démocratie et développement doivent désormais être inséparables.

## EDF : vers le démantèlement ?

*Suite de la première page*

En effet, ces augmentations sont assimilées par le droit communautaire à des aides publiques déguisées, faussant le jeu de la concurrence.

La privatisation partielle est un leurre appelé à se dissiper à bref délai, compte tenu des besoins de financement qu'appellent, dans les années à venir, le renouvellement des équipements, le progrès technique, la diversification des modes de production et le développement international.

La privatisation étant sans doute inévitable dans le contexte actuel, c'est sur un autre terrain que se joue désormais la partie décisive tant pour le service public que pour la politique industrielle ou pour la pérennité d'une culture technique dont la France a tout lieu de s'enorgueillir, et qui est, pour elle, un facteur de rayonnement et d'influence.

Il appartient à l'Etat de définir par la loi, et éventuellement sous la forme d'une *golden share* à durée indéterminée, le contrôle politique qu'il entend garder sur une entreprise stratégique dont il ne serait plus le propriétaire, un peu comme l'administration américaine contrôle les entreprises qui travaillent pour sa défense natio-

de la firme montre que l'économie de marché fonctionne sur deux modes d'allocation des ressources : celui du marché proprement dit, où règnent la loi spontanée de l'offre et de la demande et le système des prix ; celui de l'entreprise, où règnent la hiérarchie, la coordination, la planification. Le partage entre l'organisation et le marché est le fruit d'un calcul économique complexe et tâtonnant qui met en jeu les coûts de transaction, l'information, l'apprentissage, l'existence de productions jointes, d'externalités... Déplacer la frontière entre l'organisation et le marché a un sens, mettre le marché dans l'organisation n'en a pas.

Mettre de la concurrence dans l'entreprise, c'est fatalement préparer sa désintégration : inéluctablement, les centres de profit d'EDF produiront un effet désintégrateur. Ils sont forcément, quelle que soit la volonté initiale de leurs promoteurs, le début, et non la fin, d'un processus de dissociation par le jeu de la concurrence.

Du point de vue économique, est-ce justifié ? On peut en douter fortement. Certes, la séparation des infrastructures et de l'exploitation constitue déjà un élément désintégrateur. Est-ce une raison pour aller plus loin ? Améliorerait-on l'efficacité en séparant la production, la distribution, le négoce. Et sans doute à terme en les filialisant ? Il n'y a pas si longtemps, les adeptes de cette évolution pouvaient avoir l'excuse d'être fascinés par le succès factice du modèle Enron qui faisait tourner l'énergie autour du négoce. On comprend moins après la retentissante faillite de ce modèle et le désastre californien comment les stratèges du management peuvent encore rêver de dissocier production, distribution et négoce au risque de reproduire une catastrophe de ce type.

Ce n'est pas tout. La valeur d'une entreprise comme EDF, ou comme GDF, réside tout entière dans la valeur de sa culture technique. La montée excessive du marketing et du négoce par rapport à la technique compromet dangereusement cette valeur pour l'avenir. Là encore, la leçon californienne tarde à être tirée. Demain, dans la concurrence européenne, ce ne sont pas le négoce ou le marketing qui feront la différence pour les électriciens et les gaziers, mais la qualité, la continuité, la fiabilité, la sécurité. C'est le savoir-faire technique allié aux valeurs du service public et à la vision à long terme qui seuls peuvent conférer à EDF une image de marque et un avantage concurrentiel décisif. Faut-il, dès lors, s'employer par tous les moyens à les anéantir en cédant aux préoccupations du court terme et aux poncifs managériaux les plus éculés ? Faut-il s'évertuer à casser ce qui marche ?

Une autre question vient d'ailleurs aussitôt à l'esprit : fallait-il engager la dissociation d'EDF et de GDF, liées depuis plus d'un demi-siècle par un même statut de leurs agents et par une distribution commune, quand les synergies ne sont jamais apparues techniquement plus grandes ? Une grande entreprise intégrée d'énergie n'est-elle pas une option stratégique mieux à même d'assurer à la France une position concurrentielle plus forte à partir du fabuleux héritage des « trente glorieuses » ?

Où sont la vraie modernité et la vraie rationalité économique ?

Est-il au moins permis d'en débattre ? Est-il permis de débattre de l'avenir d'EDF-GDF, mais aussi de La Poste, de la SNCF, ou de savoir de quel levier d'intervention financière disposera l'Etat demain, au lieu d'engager l'avenir en catimini sous couvert de simples décisions de gestion ? Pourquoi la gauche, qui prétend toujours défendre le service public, traite-t-elle avec autant de désinvolture d'aussi formidables enjeux ?

**Henri Guaino**

**Pourquoi la gauche, qui prétend toujours défendre le service public, traite-t-elle avec autant de désinvolture d'aussi formidables enjeux ?**

nale et qui ne lui appartiennent pas. L'étendue de ce contrôle relève du choix politique et de l'arbitrage financier : plus les pouvoirs seront étendus, moins l'action se vendra cher. Tout sera cependant compromis si l'entreprise est démantelée. C'est la raison pour laquelle le plan de restructuration d'EDF revêt une importance stratégique sans commune mesure avec une simple réorganisation interne.

La mode managériale pousse à l'entreprise éclatée. Le management postmoderne n'a qu'une recette : dissoudre l'organisation dans le marché, atomiser la chaîne de valeur, assimiler l'entreprise à un portefeuille d'activités et le chef d'entreprise à un gestionnaire de portefeuille qui achète et vend en fonction des opportunités financières.

Le choix stratégique d'EDF réside dans la réorganisation de l'entreprise autour de ce qu'on appelle pompeusement des *business units*, c'est-à-dire des centres de profit qui devront faire individuellement la preuve de leur rentabilité. Ce faisant, on centre, toutes les expériences de ce genre le prouvent, dans la logique infernale de la concurrence interne et du chacun pour soi là où devrait prévaloir une logique organisationnelle de coopération et de complémentarité.

La première théorie économique

**Sodexho, la première valeur de qualité de vie.**

DES SOLUTIONS UNIQUES POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE AU QUOTIDIEN DE LEURS CLIENTS ET DE LEURS CONSOMMATEURS, UNE DÉMARCHE ÉTHIQUE CONJUGUANT PROGRÈS SOCIAL, SOLIDARITÉ, RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : DANS LE GROUPE, DES FEMMES ET DES HOMMES DE CŒUR S'ENGAGENT CHAQUE JOUR POUR FAIRE DE SODEXHO LA PREMIÈRE VALEUR DE QUALITÉ DE VIE.



# ENTREPRISES

## VENTES

Depuis la loi du 10 juillet 2000 et les décrets du 19 juillet 2001, les commissaires-priseurs français ont perdu leur **MONOPOLE DES VENTES** aux enchères volontaires. L'hôtel des ventes Drouot, propriété des

**110 COMMISSAIRES-PRISEURS** parisiens, fait l'objet d'une attention particulière. La salle des ventes, sa *Gazette*, ses locaux, et les 690 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisés en 2001 pourraient permettre

de résister à l'offensive de Sotheby's et Christie's. **PIERRE BERGÉ**, président d'Yves Saint Laurent Haute Couture, a pourtant retiré son offre, mardi 5 février, face à la société d'investissement **BARCLAYS Private**

Equity. Le fondateur du groupe Serveur et de sa filiale Artprice.com (base de données sur les ventes aux enchères) est candidat au rachat de @uction press, qui comprend **LA GAZETTE de l'hôtel Drouot**.

## L'hôtel des ventes Drouot est l'objet de toutes les convoitises

Après le retrait de Pierre Bergé, la société d'investissement Barclays et le groupe Serveur se disputent les faveurs des 110 commissaires-priseurs parisiens pour la reprise de la célèbre salle et de ses journaux. L'arrivée de Sotheby's et Christie's contraint les professionnels français à changer de dimension

« **DROUOT** est un écosystème fragile, qui vivait en vase clos. On les transfère d'un aquarium d'eau douce à l'océan, et voilà le résultat. » Le mot est d'un connaisseur, candidat au rachat d'une partie du marigot, Thierry Ehrmann. Le fondateur du groupe Serveur et de sa filiale Artprice.com (annuaire et base de données sur le résultat des ventes aux enchères) a réaffirmé, mercredi 6 février, sa candidature au rachat d'« @uction press », qui comprend la *Gazette de l'Hôtel Drouot*, le *Moniteur des ventes* et leur pôle Internet.

Cette annonce fait suite à celle de Pierre Bergé, président de Yves Saint Laurent Haute Couture, qui a retiré, mardi 5 février, son offre de rachat de Drouot dans sa totalité. Pierre Bergé n'a pas désiré rentrer dans l'escalade financière que laissaient présager des offres concurrentes. Sa proposition de rachat était évaluée à 45,73 millions

d'euros. La Barclays Private Equity (BPE), société d'investissement de la banque britannique éponyme, avait renchéri en proposant 68,6 millions d'euros. « Je me refuse, explique-t-il, à me laisser entraîner dans une surenchère qui aurait pour seule conséquence, à moyen terme, compte tenu de sa logique financière, le démantèlement et la vente par appartements de Drouot et de ses filiales. » Il a donc annoncé la création de sa propre maison de vente, autour « d'un certain nombre de commissaires-priseurs ».

Si les 110 commissaires-priseurs parisiens font l'objet de tant d'attentions, c'est que Drouot, sa *Gazette*, ses locaux, et les 690 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisés en 2001 sont bien séduisants. Selon M<sup>e</sup> Millon, un des meilleurs connaisseurs d'une maison qu'il a dirigée bien longtemps et tenté vainement de fédérer, « le label Drouot, tout le monde l'attend

depuis quinze ans. C'est le moins cher sur le marché, et celui qui a la plus grosse marge de progression potentielle ». C'est ce qui a attiré les banques d'investissement. Le prix proposé par Pierre Bergé a semblé bien bas à Olivier Millet, président du conseil de surveillance de la Barclays Private Equity, la filiale de capital-investissement de la banque britannique. Barclay's Private Equity est un capital-investisseur qui mise sur des entreprises moyennes parmi lesquelles ont figuré, ces dernières années, l'Eau écarlate, Fauchon, les Grands Vins de Gironde, les lampes Berger, les ceintures Gibaud, la Croissanterie, ou Courte Paille.

Son modus operandi préféré est le *leverage buy-out (LBO)*, le rachat avec effet de levier, une technique financière qui consiste à monter une holding qui s'endette pour racheter l'entreprise.

« Notre proposition n'a pas chan-

gé depuis le début, et consiste à offrir 450 millions de francs [68,6 millions d'euros] pour l'ensemble Drouot SA, avec la reprise des baux des locaux de Drouot Riche-lieu, de Montaigne et de Paris Nord, le rachat de la *Gazette* et du Moni-

### Enfin Pierre Bergé a annoncé la création de sa propre maison de ventes

teur et les filiales Drouot Formation et Drouot Estimation. Nous proposons aussi depuis le début une ligne de financement de 20 à 50 millions de francs pour la rénovation de l'hôtel Drouot, pas forcément pour un grand projet du type Wilmotte [l'architecte qui fut chargé un

temps de rénover l'hôtel Drouot], mais dans le but d'assurer un meilleur accueil des clients », explique Gonzague de Balignères, président de la filiale.

Dans ce projet, les commissaires-priseurs sont invités à prendre chacun au maximum 1 % de la holding de tête qui rachèterait Drouot pour 1 million de francs, ayant reçu préalablement 6 millions de francs pour leurs parts dans l'actuel Drouot. Barclay's Private Equity prendrait 51 % du capital de la holding, recruterait un professionnel extérieur pour diriger Drouot, et assurerait le financement complémentaire de 400 millions de francs.

Selon Gonzague de Balignères, « la majorité des commissaires-priseurs a donné son assentiment à notre offre, de façon informelle, et à notre connaissance, il n'existe pas d'autre offre globale ». Mais d'autres voix susurrent les noms de Rothschild, ou Bernard Arnault, qui piafferaient à la porte. Et Pierre Bergé met en garde contre l'instabilité émotionnelle des commissaires-priseurs : « En quelques mois de négociations intenses et personnelles, déclare-t-il au *Figaro*, j'ai vu les mêmes commissaires-priseurs affirmer dans mon salon leur foi en mon projet et le mettre en pièces la porte à peine tournée. »

En 2001, l'ensemble Drouot a réalisé en location de salles, et ventes de journaux (*La Gazette* et *Le Moniteur des ventes*) un chiffre d'affaires de 150 millions de francs, pour un résultat avant impôts de 30 millions de francs (les commissions sur les ventes aux enchères sont directement encaissées par les commissaires-priseurs). Le groupe dispose par ailleurs d'une trésorerie de 140 millions de francs. A lui seul, le pôle presse a réalisé 110 millions de chiffre d'affaires. On comprend donc que l'intérêt de certains investisseurs se porte essentiellement sur cette activité. « *La Gazette n'est pas dissociable de notre offre* », avertit M. de Balignères.

D'ici à la fin du mois de février, la banque d'affaires de Drouot, Lazard, devrait donner une répon-

se à Barclay's et aux autres candidats éventuels. Du côté de Drouot, il n'est officiellement pas question de séparer la *Gazette* du pot commun.

Du côté des commissaires-priseurs de province, qui assurent 70 % du flux de publi-information

### « La Gazette » fait des envieux

« @uction press », la filiale de Drouot qui édite *La Gazette de l'hôtel Drouot*, mais aussi *Le Moniteur des ventes* – un bi-hebdomadaire consacré aux ventes judiciaires qui contribue pour près d'un cinquième au résultat net de l'entreprise – fait l'objet d'une proposition de rachat du groupe Artprice. *La Gazette*, fondée en 1891 par un particulier, est propriété de Drouot depuis 1968. Elle a un tirage de 60 000 exemplaires, vendu pour moitié à des lecteurs de Paris et de sa région.

Il ne s'agit pas d'un journal, au sens propre du terme. C'est un « gratuit-payant », alimenté par les annonces des commissaires-priseurs, qui bénéficient d'importantes réductions. Il ne jouit donc pas de la commission paritaire de la presse, qui autorise des frais réduits, en termes de routage notamment. En outre, les commissaires-priseurs y publient actuellement leurs publicités à des tarifs préférentiels. Si le journal voulait se conformer à la loi Sapin, il devrait tripler les montants qui leur sont appliqués. D'où la grogne des commissaires-priseurs de province, qui représentent 70 % des annonceurs, mais restent à l'écart des grandes manœuvres qui se déroulent autour de Drouot.

de la revue et sont exclus de ces tractations, la réponse est claire : ils iront annoncer ailleurs, dans des organes concurrents dont les formules sont déjà prêtes et qui seraient diffusés à l'échelon international. La mariée sera alors moins belle.

Harry Bellet  
et Adrien de Tricornot

n° 1 **mondial** de la Restauration et des Services.

**314 000** collaborateurs dans **72** pays.

n° 1 **mondial** de la Gestion de Bases-Vie.

**24 300** sites.

n° 2 **mondial** des Chèques et Cartes de Services.

**11,9 milliards d'euros** de chiffre d'affaires.

n° 1 **mondial** du Tourisme Fluvial et Portuaire.

## RÉSULTATS ANNUELS 2000-2001

Bonne croissance du chiffre d'affaires (+ 14 %)

et du résultat net part du Groupe (+ 63 %).

Maintien du dividende net sur le capital augmenté.

### FAITS MARQUANTS 2000-2001

L'exercice a été marqué par deux opérations majeures de croissance externe : l'acquisition de deux sociétés du **Groupe Abela (Sogeres)** en France et **Wood Dining Services** aux Etats-Unis) et le rachat de 53 % des actions de **Sodexo Marriott Services** que Sodexo Alliance ne détenait pas. Une augmentation d'environ 1 milliard d'euros a été réalisée afin de financer ces opérations. 22,5 millions d'actions nouvelles ont ainsi été créées. Les crédits bancaires ont également été augmentés de 800 millions d'euros auprès d'un syndicat de banques internationales.

### RÉSULTATS 2000-2001

L'Assemblée Générale des Actionnaires, qui s'est tenue le 5 février 2002, à Paris a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 août 2001.

**Le chiffre d'affaires** de 11 943 millions d'euros est en progression de 14 % par rapport à celui de l'exercice précédent, dont 7 % de croissance interne, 2 % de croissance externe et 5 % liés aux écarts de change.

**Le résultat d'exploitation et la marge brute d'autofinancement** progressent de 9 %.

**Le résultat exceptionnel** est négatif de 51 millions d'euros, composés principalement de 20 millions d'euros de frais liés aux opérations de croissance externe et de 21 millions d'euros de provisions sur le solde de notre participation dans le capital de Partena Care.

**Le résultat net part du Groupe** augmente de 63 % et le **bénéfice net par action** de 58 %.

### DIVIDENDE

A la suite de l'augmentation de capital et de la souscription au Plan d'Épargne International "Alliance", le nombre d'actions à rémunérer est passé de 134,4 millions à 158,9 millions.

L'Assemblée Générale Mixte du 5 février 2002, a voté le **maintien du dividende net par action** sur le capital augmenté, soit 0,56 euro, assorti d'un avoir fiscal de 0,28 euro. Le montant global de la distribution proposée s'élève à 89 millions d'euros, en augmentation de 18 % par rapport à l'exercice précédent.

### NOTRE PHILOSOPHIE

Sodexo est la communauté de ses clients, de ses consommateurs, de ses collaborateurs et de ses actionnaires. Sa raison d'être est de les satisfaire.

La mondialisation qui engendre progrès et nuisances, la diversité de nos services, le nombre de nos implantations et la taille du Groupe nous conduisent à approfondir, élargir et formaliser les principes de notre "philosophie", qui ont fondé notre réputation. Nous voulons que Sodexo soit apprécié pour son éthique, au-delà de ses performances économiques.

Ainsi, au cours de l'année 2001, Sodexo a intégré le **FTSE4Good**, indice européen comprenant les entreprises les plus performantes dans le domaine de l'éthique et quatorze fonds d'investissement éthiques français sont déjà actionnaires de Sodexo.

### PERSPECTIVES

Le Président a rappelé que les perspectives du Groupe sont bonnes, car le potentiel du marché à conquérir est considérable : plus de 380 milliards d'euros (source Sodexo). En Restauration et Services, Sodexo a renforcé ses positions de leader mondial dans les segments à plus fort potentiel : la Santé, les Seniors et l'Éducation. La crise économique, aggravée par les incertitudes consécutives à la tragédie du 11 septembre, qui pèse sur l'activité Loisirs et surtout sur le segment Entreprises, nous conduit à être prudents. En conséquence, l'objectif de résultat net part du Groupe pour l'exercice en cours 2001-2002, est confirmé à 210 millions d'euros. **A moyen terme, malgré les incertitudes sur la durée et l'ampleur de la crise, le Président a confirmé que l'objectif de croissance moyenne annuelle de 15 à 20 % du bénéfice net par action, restait inchangé.**


**Sodexo**  
 ALLIANCE  
 Satisfaire un monde de différences

## Après le monopole, les commissaires-priseurs s'organisent

**DEPUIS** la loi du 10 juillet 2000 et les décrets du 19 juillet 2001, les commissaires-priseurs français ont perdu le monopole des ventes aux enchères volontaires, mais conservent celui des ventes judiciaires. La loi a prévu une indemnisation, fixée à 50 % de la valeur de l'office, calculée sur les cinq dernières années d'exercice avant la promulgation de la loi. C'est trop peu pour jouer dans la cour des grands, les anglo-saxons Christie's, Sotheby's et Phillips. Certains commissaires-priseurs ont donc pris les devants, en concluant des alliances ou en se faisant racheter par de grands groupes. Ainsi l'étude Tajan est-elle entrée dans le giron du groupe LVMH, également propriétaire de Phillips ; et l'étude Piasa dans la holding de François Pinault, patron de Christie's. Plus récemment, M<sup>e</sup> Brist, très actif dans le domaine de l'art moderne et contemporain, s'est appuyé sur les ressources de Dassault.

### 458 FRANÇAIS

Face à ces mastodontes, les commissaires-priseurs peuvent soit se spécialiser dans un domaine précis, soit se regrouper : en 2000, le volume de vente de Christie's était de 15,6 milliards de francs (2,38 milliards d'euros), celui de Sotheby's de 12,7 milliards de francs (1,94 milliard d'euros), celui (estimé) de Phillips atteignant 2,09 milliards de francs (320 millions d'euros). Par comparaison, celui du premier commissaire-priseur français, M<sup>e</sup> Tajan, n'atteignait que 567 millions de francs (86,4 millions d'euros). Par contre, les résultats cumulés des

commissaires-priseurs vendant à Drouot étaient de 4,45 milliards de francs (680 millions d'euros), ce qui fait de l'hôtel la troisième maison de ventes au monde, devant Phillips.

La loi a prévu l'institution d'un Conseil des ventes, autorité qui doit agréer les nouveaux vendeurs et veiller au respect des règles déontologiques. Présidé par Gérard Champin, l'ancien président de la Chambre nationale des commissaires-priseurs, il a eu pour première tâche d'examiner les dossiers des 458 commissaires-priseurs français et ceux de leurs concurrents étrangers qui désirent s'installer dans notre pays. Deux des trois maisons de ventes anglo-saxonnes, Christie's et Sotheby's, ont été agréées. Pour sa part, Phillips n'a pas encore manifesté d'intérêt pour la vente en France.

Le 29 novembre 2001, le premier coup de marteau donné hors d'un monopole de presque un demi-millénaire est tombé au siège parisien de Sotheby's, rue du Faubourg-Saint-Honoré. Il scandait l'adjudication d'un exemplaire de l'édition originale de la traduction française du *Feu*, de Gabriele d'Annunzio. Mis à prix à 152 euros, il s'est envolé jusqu'à 10 671 euros. L'acheteur en était Kristen Van Riel, ancien directeur général de Sotheby's. Il l'a offert à Laure de Beauvau-Craon, la présidente de Sotheby's France, qui, en introduisant jadis, en 1995, un recours devant la Commission de Bruxelles, a contraint la France à réviser le statut des commissaires-priseurs.

Ha. B.



# Pendant cinq ans, Enron a masqué l'échec de son modèle

Le courtier en énergie a dissimulé ses difficultés en créant près de 4 000 filiales et joint-ventures, avec la complaisance de son commissaire aux comptes. Cette fuite en avant dont personne n'avait détecté l'ampleur remet en cause le fonctionnement et le contrôle des marchés financiers

## NEW YORK

de notre correspondant  
« Je suis terriblement inquiète de nous voir exploser dans une vague de scandales comptables... Nous

## RÉCIT

**Le métier du groupe était innovant, mais surtout très risqué et peu rentable**

sommes une société tellement mal-honnête. » Ces deux phrases sont extraites d'une lettre, alors anonyme, envoyée le 15 août 2001 par Shennon Watkins, vice-présidente d'Enron, à Kenneth Lay, fondateur et numéro un du groupe d'énergie texan. La veille, le directeur général, Jeff Skilling, avait démissionné. Moins de quatre mois plus tard, la maison Enron s'effondrait, la plus grande faillite de l'histoire des Etats-Unis.

Un scénario difficilement imaginable pour la septième entreprise américaine, image de la réussite et de la modernité. Un modèle, désigné six années de suite comme « la société la plus innovante » par le magazine *Fortune*. Son chiffre d'affaires avait été multiplié par trois entre 1998 et 2000 et son cours de Bourse par dix en dix ans. « Nous ferons mieux lors de la prochaine décennie », promettait encore Kenneth Lay le 24 octobre. Enron était engagé dans de gigantesques projets énergétiques au Brésil, en Inde, au Mozambique... « La première entreprise du monde », était-il écrit au mur dans l'entrée de son siège, à Houston.

Son influence politique était considérable au Texas et à la Maison Blanche, surtout depuis l'élection de George W. Bush. M. Lay est un ami de vingt ans de George Bush père, de son fils, le président actuel,

et du vice-président Dick Cheney. Il jouait au golf avec Bill Clinton. Le gouvernement est truffé d'anciens employés et consultants du groupe texan. Trente-cinq membres de l'administration Bush possédaient des actions Enron. Près de 190 parlementaires dont 71 sénateurs ont bénéficié de ses largesses.

Pour le monde des affaires, M. Lay était un visionnaire, « le messie de l'énergie » selon l'hebdomadaire *The Economist*. Il a inventé l'entreprise du « XXI<sup>e</sup> siècle » et un nouveau métier, avec le mariage révolutionnaire du gaz, de l'électricité, des marchés financiers et de l'Internet. Enron n'est pas seulement devenu le numéro un mondial du négoce de l'énergie, mais aussi un groupe de télécommunications, un investisseur, un producteur de papier et de bois et un assureur. La société avait des contrats avec plus de 28 500 clients.

## FUITE EN AVANT

Voilà pour l'apparence. L'envers du décor, soigneusement dissimulé, est tout autre. Le métier d'Enron était peut-être innovant, mais surtout très risqué et peu rentable. La société a grandi trop vite. Les investissements à travers le monde s'avèrent la plupart du temps désastreux. Les dettes s'accumulent. Le groupe manque en permanence de cash. Pour masquer l'échec de son modèle, Enron se lance dans une véritable fuite en avant, dissimulant les dettes et les pertes par de nouvelles acquisitions et de multiples partenariats. La clé de voûte, c'est le cours de Bourse. Tout est fait pour le faire monter, et pouvoir ainsi continuer à emprunter et à rémunérer généreusement les dirigeants saisis de la fièvre des stock-options.

Dès 1997, Enron commence à manipuler ses comptes. Le groupe vend ses intérêts dans une filiale baptisée Jedi (Joint Energy Development Investments) à Chewco Investments, un partenariat qu'il

finance de façon détournée avec ses propres actions. Chewco est dirigé et détenu par Michael Kopper, l'un des cadres d'Enron qui a aujourd'hui démissionné. En cédant à Chewco sa participation dans Jedi, Enron retire de son bilan les 700 millions de dollars (808,4 millions d'euros) de dettes de son ex-filiale. Un système qui se généralise. En quelques années, le groupe construit une nébuleuse de près de 4 000 filiales et joint-ventures, une pour cinq de ses employés ! Ces entités servent à dissimuler les pertes, à emprunter de l'argent et à échapper à l'impôt sur les sociétés. Le groupe texan ne l'a pas payé lors de quatre des cinq dernières années. Pour cela, il a créé 881 filiales dans des paradis fiscaux dont 693 aux îles Caïmans.

En 1999, Enron croit trouver une issue sous la forme d'une fusion avec l'allemand Veba. Les négociations secrètes échouent. Les dirigeants de Veba sont effrayés par l'ampleur de l'endettement et les « pratiques comptables agressives » du groupe texan.

Le système Enron craque avec le retournement de la conjoncture au début de l'année 2001, la baisse des prix de l'énergie et la chute du titre. Les pertes et les dettes sont trop lourdes pour être absorbées

## JP Morgan Chase fait son mea culpa

William Harrison, président de JP Morgan Chase, la deuxième banque américaine, a fait son mea culpa. Dans une lettre adressée aux 95 800 salariés de la banque, il avoue : « Notre exposition dans la faillite du courtier en énergie Enron est trop importante. » Certains actionnaires de l'établissement estiment que cette déclaration arrive un peu tard au vu des risques pris, jugés trop grands. JP Morgan Chase est exposée à hauteur de 2,6 milliards de dollars sur Enron, montant jugé très excessif. L'exposition de la banque s'explique notamment par des problèmes liés aux « dérivés de crédits », des produits financiers utilisés pour transférer des risques à des tiers.

Le dossier Enron a déjà pesé à hauteur de 456 millions de dollars (527,1 millions d'euros) dans les résultats de JP Morgan Chase au quatrième trimestre de 2001, entraînant des pertes de 322 millions de dollars sur cette période. L'exposition de la banque en Argentine a également pesé sur les comptes trimestriels. La faillite du distributeur Kmart ou celle de l'opérateur de fibre optique Global Crossing pèseront sur les résultats 2002 de la banque.



et cachées. Complaisant voire complice depuis des années, le commissaire aux comptes Andersen prend peur. De nombreux dirigeants quittent le navire. Parmi eux, en mai, le vice-président J. Clifford Baxter décide de « consacrer plus de temps à sa famille » tout comme un autre vice-président, Thomas White. Ce dernier est aujourd'hui le secrétaire aux armées de l'admi-

nistration Bush. M. Baxter s'est suicidé le 25 janvier. En août, c'est au tour de Jeff Skilling de partir, lui aussi « pour raisons personnelles ».

Les uns et les autres n'ont apparemment pas perdu de vue leurs intérêts... 29 dirigeants et administrateurs profitent de leur connaissance de la situation réelle de l'entreprise pour vendre leurs actions Enron avant qu'elles ne valent plus rien. Ils cèdent pour 1,1 milliard de dollars de titres entre octobre 1998 et novembre 2001.

A l'automne, Enron s'effondre comme un château de cartes... en six semaines. Le groupe annonce, le 16 octobre 2001, une perte de 618 millions de dollars et une réduction d'un peu plus de 1 milliard de son capital. Le directeur financier, Andrew Fastow, l'homme des partenariats, qui en a profité pour s'attribuer plus de 35 millions de dollars de commissions, démissionne huit jours plus tard. M. Lay appelle au secours la Maison Blanche. Mais il est trop tard. Illustration des difficultés de trésorerie du groupe : entre le 16 octobre et le

2 décembre, jour de sa mise en faillite, il doit emprunter 6 milliards de dollars pour survivre. Une reprise par Dynegy, concurrent texan et surtout filiale du puissant groupe pétrolier ChevronTexaco, semble le seul moyen d'éviter le pire. Mais Enron ne peut pas apporter les garanties comptables demandées. Dynegy se rend compte, au moins en partie, de l'imposture. Car tout est faux chez Enron.

## CINQ SEMAINES

Le 8 novembre, le groupe reconnaît avoir surévalué de près de 600 millions de dollars ses bénéfices depuis 1997. Son chiffre d'affaires de 101 milliards de dollars en 2000 place la société, dans les classements américains, en compagnie de Citicorp et IBM. Mais si elle n'avait pas pris en compte la valeur totale des contrats échangés et seulement les commissions, comme le font les maisons de courtage, son chiffre d'affaires serait tombé à 6,3 milliards de dollars, le 28<sup>e</sup> du pays... Le 28 novembre, Dynegy renonce. La faillite est inévitable. Elle intervient quatre jours plus tard. Et puis plus rien ou presque. L'Amérique est alors surtout préoccupée par la guerre contre le terrorisme. Les commentateurs attribuent le dépôt de bilan à la récession et à des erreurs de gestion. Les liens entre Enron et George Bush sont à peine évoqués.

Il faut cinq semaines et les premières révélations sur les pratiques comptables d'Enron et sur l'enrichissement de ses dirigeants au détriment des employés et des actionnaires pour que le scandale éclate. Le département de la justice ouvre une enquête, le 9 janvier. La plus grande faillite de l'histoire américaine devient une affaire criminelle et politique. Elle éclabousse la Maison Blanche et met à mal la crédibilité de Wall Street et des entreprises américaines.

Eric Leser

# Challenges

Un jeudi sur deux

le news de l'économie

Tu seras un chef mon fils

Programmer son enfant pour réussir

## Le capitalisme touché au cœur

JUSQU'OU ira l'onde de choc de la faillite Enron ? Depuis la banqueroute du courtier en énergie, le doute s'est emparé de tous les esprits. De General Electric à Fran-

## ANALYSE

**Le monde financier découvre qu'il ne sait rien des entreprises, sauf ce qu'elles disent**

ce Telecom en passant par Vodafone, la Deutsche Bank ou Citibank, tous les grands acteurs du monde économique et financier sont brusquement sommés de s'expliquer. Pour de nombreux observateurs, il ne s'agit que d'un mouvement de fièvre. Une fois la stupeur passée, la marche des affaires reprendra comme avant. Surtout si les dérives les plus manifestes d'une trop grande permissivité comptable sont proscrites.

Mais pour d'autres, la crise va bien au-delà d'une banqueroute spectaculaire. En s'effondrant, le courtier, érigé en modèle par la communauté financière, ébranle le corps de doctrine du capitalisme des années 1990. Transparence financière, gouvernement d'entreprise, indépendance des administrateurs, création de valeur : aucun de ces mécanismes, censés créer les conditions d'une démocratisation de l'actionariat, voire d'instaurer un capitalisme plus partageux par le biais des fonds de pension pour les salariés, n'a convenablement fonctionné.

Le monde financier découvre, qu'en dépit des promesses de transparence, il ne sait rien des entreprises ou juste ce qu'elles veulent bien dire. Enron a pu masquer, pendant des années, l'existence de près de 700 filiales en les basant aux îles Caïmans pour en faire le pivot de ses mécanismes de faubilan et d'enrichissement personnel. Le conglomérat Tyco, basé

aux Bermudes, a pu dépenser 8 milliards de dollars (9,2 milliards d'euros) pour racheter 700 entreprises, sans que personne n'en soit informé. Des firmes de télécommunications, comme Global Crossing ou William, ont pu ériger des montagnes de dettes, sans que personne s'en inquiète. « Pouvons-nous vraiment croire General Electric quand il affirme avoir réalisé une croissance annuelle de 17 % au cours des vingt dernières années ? » s'interroge un de ses actionnaires.

## LARGE TOLÉRANCE

La comptabilité, supposée refléter la réalité des entreprises, se révèle laxiste derrière un formalisme affiché. Selon que les 500 premières entreprises américaines décident cette année d'adopter une comptabilité pro forma (qui permet d'inclure des changements de périmètre intervenus dans l'année même s'ils n'ont aucune réalité économique) ou une stricte comptabilité américaine, dite US Gaap, leurs bénéfices varieront de 170 milliards de dollars, d'après les calculs de Thomson First Call. La créativité comptable a si été si largement tolérée que tout a semblé possible. Goldman Sachs est allé jusqu'à inventer, pour Enron justement, un produit financier miracle, le MIPS (Monthly Income Preferred Share). Pour les agences de notation, il était présenté comme ayant la qualité de fonds propres. Pour le fisc, il était assimilé à une dette donnant lieu à frais financiers et à déduction d'impôt.

Bien que leur mission première soit d'exercer un strict contrôle sur les pratiques comptables pour le compte des actionnaires, les cabinets d'audit n'ont rien vu. Alors que les concurrents d'Enron sentaient, dès le printemps, que quelque chose ne tournait plus rond chez le courtier d'énergie, Arthur Andersen, son auditeur, n'a jamais émis le moindre doute sur l'entreprise et sur ses méthodes comptables. Dans d'autres groupes, ses concurrents ont couvert, de la même façon des montages opa-

ques, des engagements hors bilan non déclarés. Mais comment refuser quelque chose à des clients qui rapportent 1 million de dollars par semaine ? La logique du chiffre d'affaire l'emporte, surtout lorsque les cinq grands cabinets d'audit se livrent une guerre de domination mondiale.

Aujourd'hui, les uns après après les autres annoncent des réformes. Deloitte Touche Tohmatsu a déclaré, mercredi 6 février, la séparation de ses activités d'audit et de conseil afin d'éviter les conflits d'intérêt. Ces résolutions suffiront-elles pour effacer le passé ? En 1999, le président de SEC, le gendarme de la Bourse américaine, Arthur Levitt, alarmé par les risques de manipulations comptables, avait demandé une vaste réforme et la création d'une commission de contrôle indépendante. Pour faire avorter le projet, les cinq grands cabinets d'audit ont dépensé entre 6,7 et 8,5 millions de dollars chaque année en lobbying et donné 14,6 millions de dollars aux candidats fédéraux, selon le Center for Responsive Politics, qui exerce le contrôle des dépenses politiques.

Dernier maillon défilant de la chaîne de contrôle, les conseils d'administration. Bien que dotés d'administrateurs indépendants, comme le veulent les préceptes du gouvernement d'entreprise, ils ne semblent pas fonctionner de manière optimale. Loin de défendre les actionnaires, ils ont entériné des politiques de fuite en avant. Ils ne se sont pas opposés aux bilans frelatés et aux manipulations d'opinions et de cours. Ils n'ont jamais posé la question de la responsabilité des dirigeants, corollaire des politiques plus que généreuses de distribution de stocks-options. Aujourd'hui, les actionnaires peuvent se demander à bon droit s'ils sont bien défendus. Après la faillite d'Enron, il sera difficile d'éviter une réforme du capitalisme. D'ores et déjà, le mythe d'une simple auto-régulation des marchés semble avoir vécu.

Martine Orange



## Un salarié réintégré six ans après un plan social

CINQ ANS après avoir été licencié dans une procédure de plan social touchant 150 emplois, Patrice Romano, actuellement au chômage, a été réintégré, jeudi 7 février, par son ancienne entreprise, la société Kalon-Euridep, filiale de peintures industrielles du groupe Total à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Victime lui aussi de ce plan, Mohamed Moussi devrait retrouver un poste dans quelques semaines, dès la fin du préavis de son emploi actuel.

Cette mesure exceptionnelle résulte d'une série de décisions judiciaires qui ont annulé le plan social d'origine, entaché d'un vice de forme dans la consultation du comité central d'entreprise. A la suite de la fusion d'Euridep avec son concurrent britannique Kalon, absorbé ensuite par Total, la direction, invoquant des « difficultés économiques », avait engagé, en 1996, une restructuration de cette activité prévoyant la fermeture du site de Bobigny (Seine-Saint-Denis). Parallèlement, un plan social a été présenté incluant des reclassements, des préretraites et des licenciements secs. Validée en 1997 par la cour d'appel de Versailles, la totalité de la procédure a été réformée le 23 juin 1999 par la chambre sociale de la Cour de cassation.

### COMITÉ D'ENTREPRISE ANNULÉ

Parmi une dizaine de recours soulevés par M<sup>e</sup> Philippe Brun, avocat des deux salariés soutenus par les syndicats CGT et CGC, les magistrats se sont contentés de relever que « le comité central d'entreprise [convoqué pour examiner le plan social] ne pouvait valablement se réunir et délibérer sur un ordre du jour fixé unilatéralement par le chef d'entreprise ». Selon le code du travail en effet, « l'ordre du jour du comité central d'entreprise est arrêté par le chef d'entreprise et par le secrétaire du comité ». En conséquence, la cour a annulé les délibérations d'une réunion qui n'avait pas été régulièrement convoquée.

Le 14 février 2001, la cour d'appel de Paris a poursuivi dans cette voie en considérant que « l'inobservation de dispositions impératives [dans la rédaction de la convocation] affecte la validité de la procédure d'information et de consultation du comité d'entreprise ». Sur cette base, les deux salariés ont obtenu, le 18 décembre 2001, du conseil des prudhommes de Dijon, siège d'une des unités d'Euridep, la confirmation de leur réintégration sous astreinte, avec le paiement des salaires depuis la date de leur licenciement.

Même si la société Kalon a fait appel de cette décision obtenue en procédure de référé, une soixantaine de salariés pourraient à leur tour demander à bénéficier de ces dispositions. Selon M<sup>e</sup> Brun, ce vice de forme pourrait tout aussi bien être invoqué pour l'ensemble des plans sociaux conclus dans d'autres entreprises.

Michel Delberghe

## John Rusnak, le courtier de l'Allied Irish Banks, se serait présenté au FBI

Le « trader fou » est responsable d'une perte de 750 millions de dollars. « Mon client n'est pas un fugitif », déclare son avocat

### LONDRES

de notre correspondant à la City  
Nom : Rusnak. Prénom : John. Age : 37 ans. Etat civil : marié, deux jeunes enfants. Profession : courtier en devises à Allfirst Financial Inc, filiale américaine de l'Allied Irish Banks. Adresse : Baltimore. Salaire annuel : 85 000 dollars (98 357 euros). Loisirs : religion, famille. Tenu pour responsable du « trou » de 750 millions de dollars annoncé, mercredi 6 février, par le numéro un des établissements financiers irlandais.

Voilà la fiche signalétique du « trader fou » qui se serait spontanément présenté au FBI, selon ses avocats cités par la BBC jeudi 7 février. Alors qu'on pensait que le trader, qui ne s'était pas rendu à son lieu de travail depuis le début de la semaine, était en fuite, son avocat Bruce Lamdin affirme que son client « n'est pas un fugitif » et qu'il est en contact avec les autorités fédérales américaines.

Après l'affaire Enron, ce nouveau scandale ébranle le système financier américain atterré par les lacunes des systèmes de contrôle internes et externes de cette banque commerciale conservatrice de la côte Est des Etats-Unis.

Comment ce père tranquille a-t-il pu creuser un tel gouffre financier ? Les faits se sont produits fin 2001 au sein du petit département des changes de Baltimore, mais la maison mère dubinoise n'a pris la mesure de l'étendue de la fraude qu'au cours des derniers jours. « Les sonnettes d'alarme se sont mises à sonner il y a quelques semaines et nous avons immédiatement ouvert une enquête. Les actions du cambiste sont extrê-



mement complexes et il nous a fallu du temps pour dénouer l'écheveau » : les explications pour le moins alambiquées de Michael Buckley, directeur général de l'AIB, ont laissé les experts incrédules. Pendant des mois, le courtier, en effet, a accumulé des positions sur le marché des changes en pariant sur la hausse ou la baisse des monnaies, notamment la parité dollar-yen, sans se couvrir par des opérations d'arbitrage à terme comme il est de rigueur.

### DOCUMENTS FICTIFS

Refusant d'accepter ses pertes, le « méchant » spéculateur a alors empilé les positions, crevant allégrement le plafond des opérations qui correspondent aux risques que son employeur était prêt à assumer. Ses collègues et ses supérieurs ont-ils commencé à s'interroger sur l'extraordinaire ampleur des positions accumulées par l'arbitragiste ? Ce dernier a concocté des documents fictifs.

Comme dans l'affaire de la faillite de la banque Barings, il y a sept

ans, causée par le courtier Nick Leeson, la direction d'Allfirst a réagi trop tard : le week-end dernier, John Rusnak a pris la fuite.

Comment les contrôleurs internes et les commissaires au compte n'ont-ils pas relevé ses opérations trop importantes pour un groupe irlandais aux moyens modestes ? « Il s'agit d'une fraude sophistiquée et bien conçue de la part d'un individu » : la dissimulation et les possibilités compliquées mentionnées par le président d'Allfirst, Frank Bramble, n'expliquent pas tout.

L'escroquerie illustre à nouveau les graves dysfonctionnements culturels entre les banquiers commerciaux prudents et les traders aventuriers qui jouent solo pour gonfler la prime de fin d'année. Par ailleurs, les instruments financiers sophistiqués en cause, qui permettent de se protéger contre les fluctuations des taux de change, attisent le goût du risque et l'apprêt au gain. C'est à qui perd gagne. Car lorsque d'énormes sommes sont perdues quelque part, il ne faut jamais oublier qu'ailleurs quelqu'un vient de faire un coup en or. Enfin, comme dans le krach de la Barings, l'incurie des dirigeants d'Allied Irish Banks est accablante.

A écouter ces derniers, malgré la charge exceptionnelle de 750 millions de dollars qui devrait être inscrite à l'exercice 2001, Irish Allied Banks, jusque-là très rentable, n'apparaît pas en danger. Mais de l'avis général, des grandes banques internationales pourraient s'intéresser à l'établissement irlandais désormais considéré comme « opéable ».

Marc Roche

## Un ancien policier détaché auprès de la COB est mis en examen pour « subornation de témoin »

UN ANCIEN POLICIER de la Brigade financière de la préfecture de police de Paris, détaché jusqu'en 1998 à la Commission des opérations de Bourse (COB), a été mis en examen pour « subornation de témoins » et écroué, vendredi 1<sup>er</sup> février, dans une affaire apparue en marge d'un dossier d'escroquerie sur le marché obligataire. Pierre Maurin s'est vu notifier cette mesure par les juges d'instruction financière parisiennes Isabelle Prévost-Desprez et Valérie Salmeron. La justice semble reprocher à cet ancien policier, employé depuis par une société privée, d'avoir non seulement détourné et fait disparaître des pièces du dossier judiciaire, mais d'avoir aussi prévenu certains suspects des avancées de l'enquête en cours. L'un des bénéficiaires de ces informations privilégiées et des fonds détournés dans l'affaire d'escroquerie sur le marché obligataire, a été mis en examen et écroué le même jour que M. Maurin.

Ouvert, en 1997, sur des faits d'escroquerie en bande organisée, le dossier central portait sur des soupçons transmis à la justice par plusieurs banques sur des manipulations financières sur le marché obligataire. Parallèlement, la COB engageait ses propres investigations et les confiait, en partie, à Pierre Maurin. Au terme de son enquête, fin 1998, la COB a transmis son rapport final à la justice pénale dans lequel elle s'attache à détailler le mécanisme frauduleux dénoncé par les banques plaignantes.

Dans le dossier principal, les policiers, officielle-

ment saisis des recherches, semblent avoir, peu à peu, recueilli des éléments laissant penser qu'une double enquête était conduite à leur insu consistant, notamment, à dissimuler des éléments et faire pression sur des témoins. Il disposait ainsi du témoignage de l'un des mis en examen selon qui M. Maurin aurait, à maintes reprises fait pression pour le contraindre à livrer une version particulière à la justice. L'intervention répétée de cet ancien policier, entre 1999 et 2001, n'a cessé de troubler la justice sur l'existence d'un mélange des genres entre les fonctions de M. Maurin et ses liens avec des personnes suspectées d'avoir joué un rôle central dans l'escroquerie initiale.

Lors de plusieurs perquisitions menées au domicile de l'ancien policier détaché à la COB, ainsi que chez d'autres témoins et mis en examen, les enquêteurs ont eu la surprise de découvrir des pièces de la procédure : procès verbaux d'audition, commissions rogatoires, réquisitions d'écoutes téléphoniques et des pièces attestant que des éléments avaient été détruits. Enfin, il est apparu évident, aux yeux des juges, que M. Maurin soit intervenu auprès d'un certain nombre de suspects pour les prévenir que les policiers étaient sur le point de les interpeller. Fort de ces éléments, le parquet a accordé aux juges, fin janvier, un réquisitoire supplétif pour subornation de témoin.

Jacques Follorou

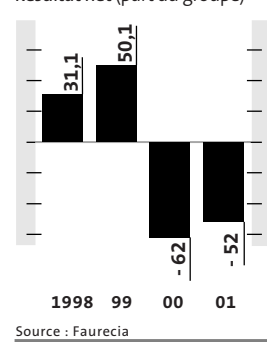
## L'équipementier automobile Faurecia ferme cinq usines

L'ÉQUIPEMENTIER automobile français Faurecia (groupe PSA Peugeot Citroën) a annoncé, jeudi 7 février, une perte nette de 52 millions d'euros en 2001, comparé à un déficit de 62 millions d'euros en 2000. Ce résultat intégrant des charges exceptionnelles de restructuration dont « la fermeture de cinq sites, aux Etats-Unis, en Allemagne, en France et aux Pays-Bas, ainsi que diverses dispositions de réduction d'effectifs dans plusieurs pays », indique le groupe. Dans le monde, 1800 postes seront supprimés d'ici à mi-2003.

L'usine de Senones, dans les Vosges, est concernée. Faurecia est confronté à la baisse de la production automobile mondiale, qui devrait se poursuivre au cours du premier semestre 2002. Le groupe anticipe un ralentissement de l'ordre de 6 % en Europe et de 4 % en Amérique du Nord.

### FAURECIA

Résultat net (part du groupe)



## DaimlerChrysler n'atteindra pas ses objectifs de résultats

LE CONSTRUCTEUR automobile allemand, DaimlerChrysler a prévenu, mercredi, qu'il n'atteindrait pas ses objectifs de résultats. Au regard de la détérioration du marché mondial, le groupe ne pense plus être en mesure d'atteindre cette année l'objectif de bénéfice de 5,5 à 6,5 milliards d'euros qu'il s'était fixé il y a près d'un an. Si Mercedes continue d'afficher de très bonnes performances en termes de ventes et de rentabilité, le redressement des filiales américaines, Chrysler et le constructeur de véhicules industriels Freightliner, est délicat et coûte cher. Les deux sociétés enregistreraient encore des pertes évaluées à 3 milliards d'euros. Dans son ensemble, le groupe a perdu 700 millions d'euros en 2001, selon les résultats publiés mercredi. Le constructeur automobile germano-américain a annoncé la première réduction de son dividende depuis la fusion de Daimler et Chrysler en 1998.

### INDUSTRIE

■ **VISTEON** : l'équipementier automobile américain a annoncé, mercredi, que sa restructuration en cours entraînerait la perte de 1 600 emplois et la comptabilisation d'une charge de 150 millions de dollars (173,2 millions d'euros) dans ses résultats du premier trimestre 2002.

### SERVICES

■ **EDF** : le groupe public français pourrait profiter de l'annulation de la mise en Bourse de EnBW pour accroître sa part dans le capital du groupe énergétique allemand, affirme jeudi le quotidien *Les Echos*. EDF, qui détient 34,5 % de son partenaire allemand, entretiendrait un « contact étroit avec deux groupes d'actionnaires [qui contrôlent près de 14 % d'EnBW] désireux de céder la majorité de leurs parts ».

■ **EASYJET, RYANAIR et BRITISH MIDLAND** : les compagnies aériennes à bas coûts qui étaient candidates à la reprise des quelque 10 000 créneaux délaissés par Air Lib à Orly n'ont pas été retenues. *Les Echos*, qui révèle l'information, affirme que les autorités françaises ont préféré servir des compagnies nationales déjà installées à Paris et moins concurrentielles pour Air France.

■ **BSKYB** : le bouquet numérique, contrôlé par le groupe de Rupert Murdoch News Corp, a annoncé, mercredi, la démission de son comité exécutif de Dieter Hahn, vice-président de la holding du groupe allemand de médias Kirch.

### FINANCE

■ **LLOYD'S DE LONDRES** : le plus grand marché mondial de l'assurance a annoncé, mercredi, qu'il avait demandé 564 millions de livres (920 millions d'euros) aux investisseurs, pour financer des indemnités liées à la destruction du World Trade Center le 11 septembre 2001, portant la facture totale à 1,34 milliard de livres.

### RÉSULTATS

■ **WHIRLPOOL** : le numéro 1 mondial de l'électroménager a enregistré en 2001 un bénéfice net de 21 millions de dollars contre 367 millions en 2000. Le chiffre d'affaires est resté stable à 10,34 milliards. Whirlpool a par ailleurs annoncé 770 suppressions d'emplois en Europe.

■ **PHILIPS** : le géant de l'électronique néerlandais a annoncé, jeudi, une perte nette de 2,6 milliards d'euros pour 2001 contre un bénéfice net de 9,6 milliards en 2000. Le chiffre d'affaires a chuté de 15 % en 2001 à 32,3 milliards.

■ **ADIDAS SALOMON** : le groupe allemand a enregistré en 2001 une hausse de 9 % de son bénéfice imposable, à 376 millions d'euros. Son chiffre d'affaires atteint 6,1 milliards d'euros (+ 5 %).

Le Monde

CONCOURS DU NOUVEAU MONDE

France inter

L'INDICE DU JOUR

15. L'ÉNIGME DU JOUR "SCIENCES" :

Après un long trajet, il s'est mis à rouler à 3,6 m à l'heure.

GAGNEZ AUJOURD'HUI :

1<sup>er</sup> prix : 1 scooter Kymco Cobra 100 cm<sup>3</sup>. Valeur : 1 829 €

2<sup>e</sup> prix : 1 livre électronique Cybook et 2 ans d'abonnement à un univers de lecture. Valeur : 927 €

3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> prix : 1 appareil photo numérique Kodak Easyshare. Valeur : 700 €

du 5<sup>e</sup> au 10<sup>e</sup> prix : 1 traducteur multilingue Franklin. Valeur : 69 €



2 autres indices vous attendent aujourd'hui : sur France Inter et sur le site [www.lemonde.fr/concours](http://www.lemonde.fr/concours)



Pour gagner l'un des 10 prix du jour :

Consultez le cahier jeu paru dans *Le Monde* daté vendredi 18 janvier, disponible chez votre marchand de journaux, sur le site [www.lemonde.fr/concours](http://www.lemonde.fr/concours) ou en écrivant à : Concours *Le Monde* BP 1672 - 77838 Ozoir-la-Ferrière cedex. Trouvez la solution de l'énigme ci-dessus, notez votre réponse sur le bulletin ci-contre et renvoyez-le à l'adresse indiquée avant lundi 11 février minuit.

10 bulletins gagnants seront tirés au sort parmi les bonnes réponses. Attention ! Ecoutez le 2<sup>e</sup> indice sur France Inter vendredi 8 février entre 7 h et 9 h, et consultez le 3<sup>e</sup> indice sur [www.lemonde.fr/concours](http://www.lemonde.fr/concours) jusqu'au vendredi 8 février à 12 h. Dotations : prix publics. Photos non contractuelles. Jeu gratuit sans obligation d'achat. Règlement du concours déposé chez M<sup>e</sup> Magnier et Oliveau, huissiers de justice à Roissy-en-Brie, et disponible gratuitement sur le site [www.lemonde.fr/concours](http://www.lemonde.fr/concours) et à l'adresse ci-dessus (remboursement du timbre au tarif lent en vigueur).

15. Bulletin réponse du vendredi 8 février

INSCRIVEZ ICI VOTRE RÉPONSE À L'ÉNIGME DU JOUR :

Votre nom

Prénom

Adresse

Signature\*

Abonné oui non

Faites gagner votre marchand de journaux en indiquant son adresse :

Bulletin à compléter en totalité et à renvoyer avant le lundi 11/02/02 minuit à l'adresse suivante :

CONCOURS LE MONDE-SEMAINE 3 / BP 1666  
77838 OZOIR-LA-FERRIÈRE CEDEX

Selon la loi Informatique et Libertés n°78-17 du 06/01/78, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant en écrivant à l'adresse ci-dessus. \*Signature des parents pour les mineurs.



# Comment l'image de M. Messier s'est substituée à la stratégie de son groupe

Le PDG de Vivendi Universal pousse sa médiatisation à l'extrême. Face à la chute du cours de Bourse, la communauté financière s'inquiète. Ses déclarations sur l'exception culturelle ont déclenché, elles, une véritable bombe médiatique en France

**MERCREDI** 6 février, 17 heures. Sur le site Internet de Vivendi Universal, à la rubrique « presse », un nouveau communiqué s'affiche, intitulé « message de Jean-Marie Messier aux salariés de Vivendi Universal ». Sous la forme de questions/réponses, il bat en brèche « les attaques et les suspicions » qui font chuter le titre du groupe. Ce nouvel épisode de la très riche saga de communication de M. Messier illustre l'aspect périlleux de l'exercice. Comment rassurer la communauté financière, qui émet de sérieux doutes ? Le PDG a choisi de s'adresser indirectement à elle par le truchement de ses salariés, évidemment moins sensibles aux notions d'Ebitda (résultat d'exploitation), de norme US Gaap et autres *goodwills* (amortissements des survaleurs), que les investisseurs, auxquels le message est véritablement destiné.

Le risque d'une crise de confiance profonde avec la communauté financière est aujourd'hui un des soucis majeurs de M. Messier. Une nouvelle épreuve alors que les secousses de la déflagration qu'a causées la déclaration « l'exception culturelle française est morte » se font encore sentir. Cette « petite phrase », extraite d'un propos tenu par le PDG de Vivendi Universal aux Etats-Unis, s'est transformée en une véritable bombe médiatique. Lobby du cinéma français, intellectuels et hommes politiques ont répliqué par un tir nourri de critiques, un traitement auquel le patron de Vivendi Universal n'était jusqu'à présent guère habitué. Faux pas ou calcul ? L'impact de cette déclaration est riche d'enseignements. Il illustre tout à la fois l'extrême vedettariat du PDG du groupe en France, les risques d'une politique de communication poussée aux limites, et l'enjeu que repré-

sente la quête d'une notoriété similaire outre-Atlantique.

Les experts sont unanimes : M. Messier est doué pour la communication. « Je suis un fan », déclare en boutade Jacques Séguéla, vice-président d'Havas Advertising. « C'est un phénomène, renchérit Pierre Siquier, vice-président de TBWA Corporate. Alors que la plupart des grands patrons communiquent parce qu'ils sont obligés, il fait cela d'une façon très jubilatoire. » Les milliers d'actionnaires réunis sous la pyramide du Louvre en décembre 2000 pour approuver la fusion et donner naissance à Vivendi Universal ne sont pas près d'oublier le « show paillette » du PDG devenu animateur. De l'évocation de Jean Nohain à la projection d'extraits de films et à la diffusion de chansons de Johnny Hallyday, il a électrisé l'auditoire, suscitant enthousiasme et émotion. Qu'on ne s'y trompe pas. Si le plaisir de se mettre en scène est réel, la stratégie de communication est totalement réfléchie.

## SÉRIE DE REPORTAGES

Ne manquant pas de s'entourer de conseils extérieurs comme Jacques Séguéla ou Maurice Lévy, président du directoire de Publicis Groupe SA, multipliant les sondages sur la notoriété du groupe ou la sienne, M. Messier ne laisse personne décider à sa place. Il est le maître de sa communication, et en a fait un élément-clé de sa stratégie. La direction de la communication, force de frappe d'une trentaine de personnes, est chargée de la mettre en musique et tente parfois de freiner les élans du PDG. Catherine Gros, qui coiffe la direction des relations publiques et des relations extérieures, l'a suivi à New York. Restée à Paris, Christine Delavennat chapeaute la communication interne.



L'enjeu de cette stratégie de communication ? « Passer d'une entreprise multinationale à une société unipersonnelle plus sympathique », selon M. Siquier. « Jean-Marie Messier a mis cet outil au service de son entreprise. Les résultats sont très positifs quand on regarde en cinq ans l'accélération de l'évolution du groupe.

pe. La marque elle-même, proche des gens, s'enrichit par la médiatisation », précise M. Séguéla. La médiatisation du PDG a préparé le basculement complet du groupe vers le monde des médias. Lors de la mutation accélérée de l'ex-Compagnie générale des Eaux à Vivendi Universal, M. Messier est devenu le

point fixe, le repère dans un monde en mouvement. « [Son] image s'est substituée à la stratégie du groupe, la puissance de l'image a fait oublier que cette stratégie n'était parfois pas aussi rectiligne qu'annoncé », affirme Jean-Christophe Alquié, du cabinet de conseil en communication Harrison & Wolf. « La logique

de la médiatisation s'inscrit dans le choix du métier des médias. M. Messier souhaite s'imposer dans ce monde, en devenant un acteur à part entière », souligne M. Alquié.

La série de reportages publiés dans *Paris Match*, dévoilant non plus le PDG, mais l'homme dans son appartement parisien, puis à Rambouillet cuisinant une côte de bœuf aux pois gourmands, et enfin tout récemment à New York, en patineur amateur, a contribué à forger son image « people ». De même, le choix de passer en invité vedette à l'émission de Michel Drucker. Alain Genestar, directeur de la rédaction de *Paris Match*, souligne les « bonnes relations professionnelles entretenues avec Jean-Marie Messier ». Ces bonnes relations ont-elles un rapport avec les liens qui unissent le groupe Lagardère, propriétaire de *Paris Match*, à Vivendi Universal, partenaires dans CanalSatellite ? Si l'entretien est relu par l'intéressé, « il n'a aucun droit de regard sur les photos », selon M. Genestar. D'où parfois quelques grincements de dents, comme lors de l'épisode de la chaussette trouée.

## DÉRAPAGE GUETTÉ

L'omniprésence de M. Messier dans les médias lui confère une notoriété que peu de patrons français ont connue jusqu'alors. Les noms de Bernard Tapie ou d'Antoine Riboud sont seuls évoqués comme d'éventuels prédécesseurs. Cette médiatisation, voire cette surmédiatisation, n'est pas sans risques. « Revers de la médaille, la presse guette le dérapage. La vie privée risque d'intervenir dans la vie publique, comme pour les artistes », souligne M. Séguéla, qui ajoute : « Le problème de la communication, c'est [d'éviter] le combat de trop... » Selon M. Siquier : « Il crée un cocktail d'admiration et d'agacement. Les sentiments à son égard sont très ambigus. »

L'entretien croisé avec Philippe Sollers, publié récemment par le magazine d'Air France, illustre les interrogations de M. Alquié : « Quelle est la crédibilité et la légitimité à apparaître dans les médias proches de certaines personnalités ? Au moindre faux pas stratégique, il est simple de retourner le gant, et de critiquer l'homme. » Or, les questions sur les résultats tangibles de l'entreprise se font de plus en plus pressantes de la part des investisseurs. « Il faut qu'il compense auprès de l'auditoire financier. Il y a un déficit entre la communication interne et grand public, et la communication spécifiquement financière. Un patron accorde généralement 80 % de ce temps aux finances, Jean-Marie Messier ne lui accorde que 50 % », dit M. Séguéla.

Même si l'objectif de M. Messier est d'accroître sa notoriété outre-Atlantique, son véritable défi est de retrouver une crédibilité auprès de la communauté financière.

Florence Amalou

Laurence Girard

## Le malaise boursier de Vivendi Universal

Conséquence de la faillite d'Enron aux Etats-Unis, doutes sur le secteur, interrogation sur l'entreprise ? Depuis le début de l'année, le parcours boursier de Vivendi Universal est un vrai calvaire. En moins de cinq semaines, son action a perdu 26,59 %, à 45,15 euros, soit la deuxième plus forte baisse de l'index Stoxx média, après Telewest.

Dans sa lettre d'explication aux salariés sur le cours de Bourse, Jean-Marie Messier affirme, mercredi 6 février, que « le dernier trimestre 2001, marqué par les événements du 11 septembre, a été certes difficile, certains marchés mondiaux, comme celui de la musique, ayant reculé durant cette période », mais « nous sommes le seul groupe de médias à ne pas avoir fait d'alerte sur nos résultats opérationnels 2001 ». Le PDG a également démenti les rumeurs d'acquisition de Yahoo !, du studio hollywoodien MGM – qui cherche de nouveaux partenaires – ou du groupe allemand Kirch.

## En 1995, un élève attentif s'entraînait à répondre aux journalistes

**POUR** être un bon dirigeant, il faut être, aussi, un bon « communicant ». Comme bien d'autres, le patron de Vivendi Universal s'est offert les conseils d'un *media-trainer* (formateur aux médias) alors qu'il n'était que le modeste président de la Générale des eaux. Enfermé un vendredi matin de 1995 pendant quatre heures dans son bureau de la rue d'Anjou, dans le centre chic de Paris, il s'est entraîné à répondre aux questions des journalistes en apprenant l'art et la manière de se faire bien voir pour se faire bien percevoir.

Agostino Pantanella, directeur général d'International Media Formateurs Associés (IMFA), se souvient : « M. Messier avait parfaitement compris que ses ambitions allaient le mettre face à la presse. Ce fut une sorte de révélation : la communication, c'était son truc. » Davantage que celui de Gérard Mestrallet, lui aussi entraîné quand il était président du groupe Suez. L'idée de s'exercer à répondre aux journalistes viendrait non de Jean-Marie Messier lui-même, mais de la direction de la communication de la Générale des eaux, qui jugeait « peu folichonnes » les prestations du nouveau président sur France 2 et sur LCI.

M. Pantanella et quelques autres forment alors à la « communication de crise » les directeurs régionaux de la Générale des eaux : tous planchent sur deux scénarios, rupture d'une canalisation et/ou nitrates et pesticides diffusés dans l'eau, comment expliquer, comment répondre à la pression médiatique... Un vaste programme. « Ces gens sortaient de l'ère Dejouany, qui avait toujours eu un regard très méprisant sur la presse. Les directeurs régionaux n'avaient jamais eu le droit de communiquer. Quand M. Messier arrive, tout change ; il leur donne l'autorisation de parler. Evidemment, ils avaient peur », raconte M. Pantanella, qui était à cette époque à la tête du département Entreprises du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ). Il travaille avec des dirigeants de Peugeot, Renault, et même des conseillers de la Cour des comptes.

### « DES DISPOSITIONS ÉNORMES »

Pendant une matinée, ce professeur explique au futur patron de Vivendi Universal « ce qu'est un journaliste, comment il fonctionne, ce qu'il vient chercher ». « Comme le journaliste, dit-il, préparez l'interview. Vous saurez qui

il est, d'où il vient, et vous connaîtrez déjà 85 % des questions qu'il va poser », insiste le formateur. Ce dernier va clarifier l'expression orale de son élève qui a, à l'époque, la fâcheuse tendance « d'habiller son information avant de la lâcher ».

Après une heure et demie d'essais filmés, il se révèle doué. Face à la caméra et à une série de micros, sans autre témoin que son formateur auquel il livre quelques faiblesses, Jean-Marie Messier montre « des dispositions naturelles énormes ». « Il est très à l'écoute, témoigne d'une grande adaptabilité, d'un esprit de synthèse impressionnant et pouvait souvent finir mes propres phrases », se rappelle le patron d'IMFA. Avant d'ajouter : « Cet homme va à l'essentiel. En parlant de la « mort » de l'exception culturelle française, je suis intimement convaincu qu'il savait très bien ce qu'il disait et l'effet que cela allait avoir », affirme le formateur. D'après lui, M. Messier, « naturellement télégraphique [puisqu'il] ne compose pas un personnage », n'est tout simplement pas un adepte de la « langue de bois » : il dit ce qu'il pense.

## La petite phrase sur la « mort de l'exception culturelle française » qui déclencha une tempête

Jean-Marie Messier n'a pas réussi à endiguer les flots de critiques suscitées par ses déclarations, assumées

**GROSSIÈRE ERREUR** de communication, ou volonté très machiavélique d'instiller dans les esprits les grandes lignes d'une nouvelle stratégie résolument américaine ?

### ■ RÉCIT

Un journaliste demande : « Que répondez-vous aux inquiétudes du cinéma français ? »

Jean-Marie Messier, PDG de Vivendi Universal, tient une conférence de presse à l'hôtel Saint Regis, à New York, ce lundi 17 décembre 2001, pour présenter ses récentes acquisitions aux Etats-Unis. Le groupe, en détenant désormais le maillon télévisuel qui lui faisait défaut, poursuit son offensive américaine. A la tribune avec Barry Diller, le président d'USA

Networks, il dévoile la teneur de leurs accords et explique son entrée dans le capital du bouquet satellitaire Echostar. Un jeu de questions-réponses s'engage avec une soixantaine de journalistes présents dans la salle et une centaine qui suivent le point presse par téléphone. Prenant le micro, Fabrice Rousselot, le correspondant de *Libération*, demande à M. Messier, en français : « Que répondez-vous aux inquiétudes du cinéma français ? » Le PDG de Vivendi répond, en anglais : « L'exception culturelle est morte », et étaye son propos en ajoutant, rapporte une dépêche de l'Agence France-Presse du 17 décembre à 19 h 31 : « L'anxiété mise en lumière par cette question est totalement artificielle et n'a pas de base. Nous sommes dans une ère de diversité culturelle. » Dès le lendemain, cette petite phrase sur la décès de « l'exception culturelle » va déclencher une vraie tempête et un concert de protestations.

« Ça va faire du bruit », aurait-on

aussitôt prédit dans l'entourage de M. Messier. Effectivement, c'est immédiatement la panique chez les professionnels du septième art en France. Prononcer une telle phrase, c'est briser un tabou et raviver les pires craintes des réalisateurs à l'égard d'une américanisation du cinéma français. Depuis quelques mois, Canal+, qui, statutairement, doit consacrer 20 % de son chiffre d'affaires au financement du cinéma, cherche à renégocier à la baisse ses obligations. Tout de suite, le patron de Vivendi Universal est accusé de faire le jeu d'Hollywood et de la très puissante Motion Picture Association of America, le lobby de l'industrie américaine du cinéma, qui milite pour un démantèlement du système des aides au cinéma mis en place par la France depuis plus de quarante ans.

La petite phrase est reprise en rafale par tous les médias. Rien qu'à la radio et sur les différentes chaînes de télévision, indique le pôle Information de TNS Media

Intelligence, la polémique sur l'exception culturelle est évoquée ou fait l'objet d'une émission complète 82 fois entre le 17 et le 20 décembre 2001. Ce thème sera encore évoqué dans 168 autres émissions audiovisuelles jusqu'au 24 janvier. Cela sans compter les dizaines d'articles, points de vue, analyses, chroniques, ou reportages de la presse écrite.

### « PROPOS D'UN HOMME D'AFFAIRES »

Dès le 18 décembre, le quotidien *Libération* titre en « une » : « Peur sur le cinéma français » et consacre quatre pages très critiques aux déclarations du PDG de Vivendi Universal. Rapidement, cet enterrement de l'exception culturelle est récupéré par les hommes politiques. Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication, est la première à réagir, dans *Le Monde* du 20 décembre, en fustigeant sévèrement les paroles de M. Messier : « C'est le propos d'un homme d'affaires qui développe son

groupe outre-Atlantique. Ce n'est pas une politique. Ce n'est assurément pas celle de notre gouvernement. » Rien n'y fait : Il va même jusqu'à confesser à demi-mots cette erreur dans *Le Figaro* et développe toute sa stratégie théorique sur la diversité culturelle dans *Le Monde*. Les entretiens qu'accorde M. Messier à *Libération* et à RTL, le jeudi 20 décembre 2001, afin de calmer le jeu, restent sans écho.

Un consensus fédère tout le lobby du cinéma français, de nombreux intellectuels et presque toute la classe politique, autour d'un principe défendu depuis dix ans par la France dans les accords du GATT puis à l'OMC. Du RPR au FN en passant par le PCF, le PS, les Verts et le MDC, partis et candidats à la prochaine élection présidentielle estiment que chaque pays a le droit de défendre sa création artistique. Alain Madelin, président de Démocratie libérale, apparaît comme l'unique soutien de M. Messier.

Désigné par tous comme le fau-

teur de troubles – y compris par le président de la République, lors de la cérémonie des vœux, le 10 janvier –, le PDG de Vivendi Universal n'adopte pas pour autant un profil bas. « Dans un cas pareil, il n'y a qu'une seule chose à faire : arrêter définitivement de parler à la presse pendant quelque temps pour se faire oublier », analyse un ancien directeur de la communication qui souhaite garder l'anonymat. C'est trop demander à M. Messier, qui ne peut s'empêcher d'être devant les caméras. Le 10 janvier, invité par la fondation Town Hall à Los Angeles, il redit tout le mal qu'il pense de l'exception culturelle française, avant d'affirmer qu'il aime toujours son « petit pays exotique »... Un nouveau pavé dans la mare que n'effacera pas la publication, dans *Paris Match* du 24 janvier, d'un reportage sur le PDG de Vivendi Universal illustré par ses exploits de patineur sur la glace de Central Park.

Nicole Vulser



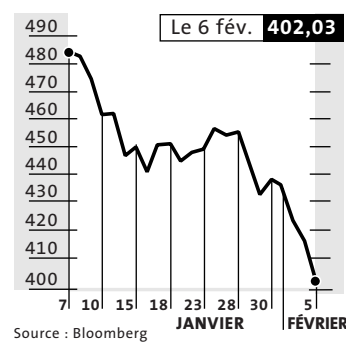
## LA TENDANCE FINANCIÈRE

## Panique sur les valeurs de télécommunications

LES VALEURS de télécommunications ont chuté, mercredi 6 février, à Wall Street et sur les places financières européennes. Elles ont été affectées par les pertes trimestrielles et les commentaires négatifs pour l'année en cours émanant de Sprint, le numéro trois américain des télécommunications à longue distance, dont l'action a reculé de 13,67 %, à 13,83 dollars. Le titre de sa filiale de téléphonie mobile Sprint PCS a reculé de 20,07 %, à 10,99 dollars. Ces derniers jours, les investisseurs étaient déjà échaudés par la faillite de l'opérateur de réseaux américain Global Crossing, et les analystes s'inquiétaient de l'endettement colossal accumulé par les grandes sociétés de télécommunications. A New York, l'indice Dow Jones a perdu 0,33 %, à 9 653,39 points, tandis

## INDICE EURO STOXX

Télécommunications (depuis un mois)



que le Nasdaq, riche en valeurs de technologie, perdait 1,40 %, à 1 812,71 points. A contre-courant, l'action Cisco a gagné 0,59 %, à 18,61 dollars. L'équipementier de réseaux a annoncé 660 millions de dollars (767 millions d'euros) de bénéfice au deuxième trimestre de son exercice (clos fin janvier), un chiffre meilleur que prévu.

Sur le Vieux Continent, l'indice sectoriel Euro Stoxx Télécommunications a aussi reculé, mercredi, affichant une perte de 3,28 %, à 402,03 points. L'action Sonera a chuté de 8,22 %, mercredi, à 4,69 euros, l'opérateur finlandais ayant émis des prévisions pessimistes pour 2002. A Paris, les deux plus importantes baisses de l'indice CAC 40 ont été enregistrées par Orange, en repli de 6,25 %, à 7,5 euros, et France Télécom, en recul de 5,33 %, à 32 euros. Dans son ensemble, l'indice CAC 40 a cédé 0,79 %, mercredi, à 4 273,81 points.

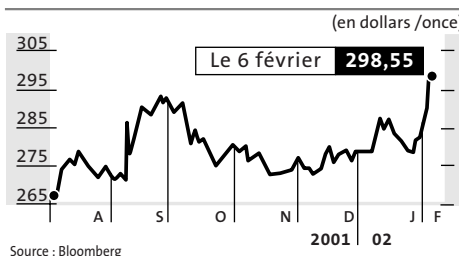
A Tokyo, l'indice Nikkei a rebondi de 1,72 %, jeudi, à 9 583,27 points. Les valeurs bancaires ont bénéficié de la perspective d'un plan de sauvetage gouvernemental, évoqué par le quotidien du soir *Gendai*. L'indice sectoriel Topix des banques a gagné 8,20 %, à 186,13 points. L'action de la première banque de l'Archipel, Mizuho Holdings, a bondi de 19,50 %, à 789 000 yens, mais affiche toujours une perte de 61,1 % sur un an.

A. de T.

## Or et obligations, le retour des valeurs refuges

## CHRONIQUE DES MARCHÉS

## COURS DE L'OR SUR 6 MOIS



## LA MINI-RUÉE VERS L'OR

En ce début d'année, le métal jaune fait son grand retour. Le cours de l'once d'or a dépassé, mercredi 6 février, la barre symbolique des 300 dollars, cotant jusqu'à 306,65 dollars l'once dans la journée. C'est la première fois depuis deux ans que l'or atteint ce niveau. Après des années de stagnation marquées par les ventes d'une partie des stocks d'or détenus par les banques centrales et la désaffection des épargnants pour les lingots et autres napoléons, les investisseurs s'intéressent de nouveau à ce qui brille. Ce nouvel appétit a été déclenché par l'annonce, mardi 5 février, d'une réduction progressive des ventes à terme du premier producteur mondial d'or, AngloGold. Cette décision a été interprétée par le marché comme un signe que la société prévoyait une hausse des cours du métal jaune dans les prochains mois.

Il existe de nombreuses raisons pour que ce mouvement se confirme. « Les fondamentaux ont nettement tourné en faveur de l'or : demande physique soutenue en provenance d'Asie, achats de précaution des Japonais par crainte de faillites bancaires et de dépréciation du yen, tendance continue des producteurs à réduire leurs ventes à terme, craintes d'autres irrégularités financières après la faillite d'Enron, taux d'intérêt réels quasi négatifs, volatilité des marchés, incertitude sur la durée de la récession... L'or n'a sans doute pas fini sa hausse », observe Frédérique Dubrion, gestionnaire d'Orgef, un fonds spécialisé sur les mines d'or de la Société générale. Déjà, après les attentats du 11 septembre 2001, l'or avait retrouvé brièvement son statut de valeur refuge et dépassé le niveau des 290 dollars. Le sursaut actuel paraît plus durable.

Joël Morio et Adrien de Tricornot

## LES BOURSES DANS LE MONDE 7/2, 9h59

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER			
<b>UNION EUROPÉENNE</b>									
ALLEMAGNE	DAX Index	4747,80	7/2	-1,18	5352,16	4/1	4869,81	5/2	22,30
	Euro Neu Markt Price IX	1006,69	7/2	-1,74	1212,43	4/1	1036,70	5/2	
AUTRICHE	Austria traded	1189,07	7/2	-0,11	1185,73	5/2	1109,88	9/1	13,90
BELGIQUE	Bel 20	2729,77	7/2	-0,32	2815,19	28/1	2609,61	15/1	12,60
DANEMARK	Horsens Bnex	257,76	7/2	-0,41	274,11	4/1	254,91	30/1	
ESPAGNE	Ibex 35	7677,40	7/2	-0,40	8608,50	4/1	7693,90	6/2	16,70
FINLANDE	Hex General	8036,42	7/2	-0,50	9224,39	4/1	7831,04	23/1	20,00
FRANCE	CAC 40	4244,08	7/2	-0,70	4720,04	4/1	4250,03	6/2	19,70
	Mid CAC	2016,45	6/2	-0,64	2057,36	1/2	1929,16	2/1	14,10
	SBF 120	2949,90	7/2	-0,65	3248,59	4/1	2957,38	6/2	19,80
	SBF 250	2803,92	6/2	-0,68	3035,25	4/1	2803,92	6/2	19,60
	Indice second marché	2377,24	6/2	-0,26	2390,99	4/2	2287,73	2/1	13,50
	Indice nouveau marché	1053,52	7/2	-1,19	1175,41	7/1	1061,29	6/2	
GRÈCE	ASE General	2551,97	7/2	0,00	2655,07	3/1	2497,79	17/1	14,90
IRLANDE	Irish Overall	4761,70	7/2	-0,29	6085,03	18/1	4855,06	5/2	11,00
ITALIE	Milan Mib 30	30384,00	7/2	-0,11	32791,00	4/1	30865,00	5/2	18,50
LUXEMBOURG	Lux Index	1119,94	6/2	-0,80	1169,48	14/1	1107,46	3/1	
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	479,81	7/2	-0,37	510,04	28/1	479,84	6/2	17,30
PORTUGAL	PSI 20	7634,24	7/2	-0,03	7998,50	4/1	7565,96	5/2	17,30

## EUROPE Jeudi 7 février 9h59

INDICES	Indice	% var.
<b>SECTEURS EURO STOXX</b>		
AUTOMOBILE	201,69	-0,92
BANQUES	259,87	-0,15
PRODUIT DE BASE	201,79	-0,86
CHIMIE	338,70	-0,85
TÉLÉCOMMUNICATIONS	398,30	-0,93
CONSTRUCTION	220,70	-0,03
CONSUMMATION CYCLIQUE	117,33	-1,20
PHARMACIE	475,03	-3,09
ÉNERGIE	330,58	-0,11
SERVICES FINANCIERS	224,63	-0,24
ALIMENTATION ET BOISSON	229,58	-0,29
BIENS D'ÉQUIPEMENT	337,99	-0,15
ASSURANCES	290,59	-0,01
MÉDIAS	265,49	-0,32
BIENS DE CONSOMMATION	363,08	-0,61
COMMERCE ET DISTRIBUTION	277,05	-0,64
HAUTE TECHNOLOGIE	451,59	-1,28
SERVICES COLLECTIFS	294,44	-0,00

## LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

Code pays	Cours	% var. /préc.
ABN AMRO HOLDING	19,19	-0,05
AEGON NV	24,80	-0,98
AIR LIQUIDE	159,70	-0,00
ALCATEL A	16,10	-2,42
ALLIANZ N	231,80	-1,17
AVENTIS	75,65	-2,39
AXA	19,72	-0,31
BASF AG	43,32	-0,41
BAYER AG	34,61	-1,90
BAYR.HYP.U.VERBK	32,33	-1,28
BNP	12,48	-0,24
BNP PARIBAS	103,10	-0,00
BSCH	8,60	-0,12
CARREFOUR	54,00	-1,10
DAIMLERCHRYSLER N	42,33	-1,12

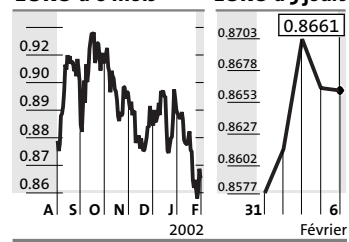
## MARCHÉ DES CHANGES 7/2, 9h59

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,74760	0,86775	1,41275	0,58995
TOKYO (¥)	133,76000		116,08500	188,94935	78,90980
PARIS (€)	1,15220	0,86140		1,62790	0,67970
LONDRES (£)	0,70795	0,52920	0,61445		0,41765
ZURICH (FR. S.)	1,69520	1,26720	1,47075	2,39440	

## COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4270	7,4296
COURONNE NORVÈGE	7,8010	7,8070
COURONNE SUÉDOISE	9,2140	9,2170
COURONNE TCHÈQUE	31,6608	32,1021
DOLLAR AUSTRALIEN	1,7093	1,7107
DOLLAR CANADIEN	1,3944	1,3960
DOLLAR HONGKONG	6,7680	6,7704
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0861	2,0896
FORINT HONGROIS	245,3271	245,4270
LEU ROUMAIN	27747,0000	27803,0000
ROUBLE	26,9842	27,4457

## EURO à 6 mois



DEUX PHÉNOMÈNES tendent à éloigner les investisseurs des placements en actions et à les ramener vers les obligations et l'or, plutôt délaissés. Le premier, l'aversion au risque, provoqué par l'éclatement de la bulle et renforcé par les suspensions nées de l'affaire Enron, est conjoncturel. Le second, lié à l'évolution démographique et au vieillissement des bénéficiaires de fonds de pension, est plus structurel.

## AVERSION AU RISQUE

Ces derniers mois, les particuliers européens ont modéré leur enthousiasme pour les marchés boursiers. En 2001, leurs souscriptions nettes dans les sicav actions sont tombées à 3,2 milliards d'euros, leur plus bas niveau depuis 1996. En France, 12,7 milliards d'euros supplémentaires ont été investis, mais, en Italie, les épargnants ont retiré 18,9 milliards d'euros du marché, précise le courtier Schroder Salomon Smith Barney (SSSB).

Les gestionnaires de fonds actions, dont les méthodes et les performances sont régulièrement évaluées par des consultants spécialisés, sont donc sur la sellette. « Depuis que nous sommes dans un marché baissier, les consultants se plaisent à souligner combien un risque important a été pris pour arriver à un si petit profit », constate ainsi SSSB. L'aversion au risque est favorable à la gestion « indicielle », qui consiste à copier les indices boursiers. Elle profite aussi aux actions « de rendement », celles qui offrent un dividende confortable, même si le potentiel de plus-value est faible.

## MY NAME IS BOND

Jusqu'en 2000, la hausse des cours de Bourse a également masqué le fait que les fonds de pension anglo-saxons étaient vendeurs « nets »

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER			
<b>ROYAUME UNI</b>									
	FTSE 100 index	5061,70	7/2	-0,24	5362,30	4/1	16,90		
	FTSE techMark 100 index	1276,65	7/2	-1,04	1569,62	4/1	106,40		
SUÈDE	OMX	765,36	7/2	-0,59	878,88	4/1	753,84	30/1	23,90
<b>EUROPE</b>									
HONGRIE	Bux	7769,48	6/2	-0,62	8162,53	4/2	7052,97	3/1	
ISLANDE	ICEX 15	1271,39	6/2	0,69	1278,44	5/2	1142,62	7/1	
POLOGNE	WSE Wig	1382,04	6/2	0,73	1486,23	28/1	1200,32	2/1	16,80
TCHÈQUE	Exchange PX 50	410,00	7/2	-0,82	425,80	1/2	384,60	2/1	
RUSSIE	RTS	292,76	6/2	2,43	301,45	22/1	267,70	3/1	
SUISSE	Swiss market	6106,60	7/2	0,02	6460,10	7/1	6164,50	30/1	16,90
TURQUIE	National 100	12209,22	7/2	-0,39	15071,84	8/1	12069,97	30/1	12,10
<b>AMÉRIQUES</b>									
ARGENTINE	Merval	471,34	6/2	5,94	470,55	21/1	323,69	2/1	
BRÉSIL	Bovespa	12750,97	6/2	0,03	14412,54	7/1	12300,70	30/1	8,90
CANADA	TSE 300	7497,06	6/2	-0,35	7875,65	7/1	7468,94	30/1	19,60
CHILI	Ipsa	95,77	6/2	-0,33	102,37	4/1	95,90	5/2	
ÉTATS-UNIS	Dow Jones ind.	9653,39	6/2	-0,33	10300,15	7/1	9529,46	30/1	21,60
	Nasdaq composite	1812,71	6/2	-1,40	2098,88	9/1	1828,67	5/2	56,20
	Nasdaq 100	1445,96	6/2	-1,16	1710,23	9/1	1454,77	5/2	47,60
	Wilshire 5000	10132,37	6/2	-0,76	10973,46	7/1	10147,94	5/2	
	Standards & Poors 500	1083,51	6/2	-0,60	1176,97	7/1	1081,66	30/1	20,50
MEXIQUE	IPC	6786,74	6/2	-1,14	7011,03	1/2	6365,72	14/1	12,50

## FRANCFORT

6/2 : 190 millions de titres échangés

Valeur	Cours de clôture	% var.
<b>Meilleures performances</b>		
ENTRUM DIRECT BK	16,80	20,00
PROSIEBEN SAT 1	5,37	19,33
CARRIER ONE	0,78	18,18
KINOWELT MEDIEN	0,69	16,95
CAMELOT	1,05	15,38
EM TV & MERCHANDIS	1,97	9,44
FORIS	2,45	9,38
<b>Plus mauvaises performances</b>		
ROESCH MEDIZIN	5,50	-27,63
PRODACTA AG	0,08	-27,27
FAME	0,30	-21,05
BINTEC COM.	1,00	-16,67
INFOMATEC	0,10	-16,67
TEAMWORK INF MNGMT	1,07	-15,08
METABOX	0,40	-14,89

## LONDRES

6/2 : 2060 millions de titres échangés

Valeur	Cours de clôture	% var.
<b>Meilleures performances</b>		
SCOOT.COM	0,01	11,11
BALTIMORE TECHNOL	0,11	4,76
INVENSYS PLC	0,10	4,10
BARRATT DEV PLC	4,47	3,47
TRAFFICMASTER	0,30	3,45
SOMERFIELD	1,11	3,24
ANGLO AMERICAN	12,31	3,10
<b>Plus mauvaises performances</b>		
QXL RICARDO	0,02	-18,98
ENERGIS	0,15	-8,82
BOOKHAM TECHNOLOGY	1,24	-7,49
EMBLAZE SYS	1,25	-7,41
TILEVEST COMM.	0,32	-7,35
SPIRENT	1,40	-5,89
CARPHONE WAREHOUSE	0,92	-5,88

## TAUX

TAUX D'INTÉRÊTS LE 7/2

	Taux 1 j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,30	3,35	4,95	5,23
ROYAUME-UNI	4,50	4,05	4,83	4,71
ITALIE	3,30	3,35	5,11	5,48
ALLEMAGNE	3,30	3,35	4,82	5,21
JAPON	0,05	0,09	1,62	2,24
ÉTATS-UNIS	1,80	1,90	4,96	5,64
SUISSE	1,65	1,67	3,46	3,87

## MARCHÉS À TERME LE 7/2, 10h00

	Echéance	Premier prix	Dernier Contrats	Contrats ouverts
PARIS				
CAC 40 À TER.	28/2	4260,00	4247,00	403951
EURO NOTIE.	18/3	90,04	89,55	341



MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Jeudi 7 février 9h30

Table of French stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam. Lists various companies like ACCOR, AFFINE, AGF, etc.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam. Lists companies like EURO DISNEY, EURO TUNNEL, FAURECIA, etc.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam. Lists companies like SAGEM S.A., SAINT-GOBAIN, SALVEPAR (NY), etc.

NOUVEAU MARCHÉ

7/2 : 22 millions d'euros échangés

Table of new market data with columns for Valeur, Cours de clôture, % var., and Plus fortes performances. Lists companies like AVENIR TELECOM, HIMALAYA, etc.

Table of new market data with columns for Valeur, Cours de clôture, % var., and Plus fortes performances. Lists companies like LA COMPAGNIE GROUP, CYBERDECK, etc.

Advertisement for 'La climatisation Climatic est à 305 €\* sur la Nouvelle Polo, jusqu'au 9 février 2002.' Includes Volkswagen logo and a small image of a car.

SECOND MARCHÉ

7/2 : 34 millions d'euros échangés

Table of second market data with columns for Valeur, Cours de clôture, % var., and Plus fortes performances. Lists companies like IEC PROFES.MEDIA, HBS TECHNOLOGIE, etc.

Table of second market data with columns for Valeur, Cours de clôture, % var., and Plus fortes performances. Lists companies like FLEURY MICHON, MAITRE FOURNIL, etc.

SICAV ET FCP

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours en euro, date, % var., and Fondements de placements. Lists companies like AGIPI, ANP PARIBAS, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours en euro, date, % var., and Fondements de placements. Lists companies like EUR.INVEST.D/PEA, EUR.MONETAIRE C, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours en euro, date, % var., and Fondements de placements. Lists companies like OPTALIS DYNAMIQUE, OPTALIS EQUILIBRE, etc.

Table of SICAV and FCP data with columns for Valeur, Cours en euro, date, % var., and Fondements de placements. Lists companies like ST HONORE CONV., ST HONORE FRANCE, etc.



# AUJOURD'HUI

## JEUX OLYMPIQUES

Les **JEUX OLYMPIQUES D'HIVER** de Salt Lake City (États-Unis) devaient débuter vendredi 8 février. Cette 19<sup>e</sup> édition de l'épreuve est placée sous le signe de la **SÉCURITÉ** après les attentats du 11 septembre

2001. Le président des États-Unis, **GEORGE W. BUSH**, sera présent à la cérémonie d'ouverture. Mais le mouvement olympique, sous l'impulsion du nouveau président de son Comité international olym-

pique (CIO), Jacques Rogge, veut profiter de l'occasion pour effacer l'**AFFAIRE DE CORRUPTION** liée à l'attribution des JO à la capitale des Mormons et rappeler la vigueur de son combat contre le

**DOPAGE**. Un laboratoire a été installé pour diminuer le délai des analyses. Dix ans après les **JO D'ALBERTVILLE**, la délégation française, forte de 116 athlètes, compte ramener une quinzaine de médailles.

## Les JO de Salt Lake City ne sont pas nés sous une bonne étoile

Ternis par une affaire de corruption révélée fin 1998, les XIX<sup>es</sup> Jeux olympiques d'hiver, qui débutent vendredi 8 février, constituent le premier grand rassemblement international depuis le 11 septembre. A la ferveur patriotique devrait se mêler la crainte de nouveaux attentats

### SALT LAKE CITY

de notre envoyé spécial

Sécurité et patriotisme. Comme le Superbowl, la finale de la saison de football américain organisée, dimanche 3 février, à La Nouvelle-Orléans, la quinzaine olympique devrait se dérouler dans une ambiance marquée par la ferveur née des attentats du 11 septembre. Cette atmosphère, chargée d'émotion, pourrait contribuer à faire oublier le sujet qui fâche, et dont toute la ville de Salt Lake City ne voudrait plus entendre parler : le scandale de corruption qui avait suivi la désignation de la capitale de l'Utah pour l'accueil des XIX<sup>e</sup> Jeux olympiques d'hiver.

Cette affaire de pots-de-vin versés par le comité de candidature de Salt Lake City aux membres du Comité international olympique (CIO) avait éclaté pendant l'hiver 1998-1999. Elle avait entraîné la démission de plusieurs membres du comité d'organisation (SLOC). Mais, malgré ces sanctions et les réactions salutaires de l'institution olympique, le discrédit reste : les JO de Salt Lake City ne sont pas nés sous une bonne étoile. Au lendemain des attentats du 11 septembre, la question de leur maintien s'est brièvement posée. Un membre du CIO s'est publiquement interrogé sur la nécessité d'organiser les Jeux olympiques « dans un pays en guerre ».

Depuis son arrivée sur le sol américain, le 3 décembre, la flamme olympique symbolise parfaitement le rapport très affectif des Américains avec les JO de Salt Lake City. Le président George W. Bush, qui a brandi la flamme devant la Maison Blanche le 22 décembre, avait voulu voir dans ce feu « la force de toutes les familles » des victimes des attentats. « La torche olympique a toujours illustré la paix et, d'une certaine façon, le feu et la passion des ath-



OLIVIER PREVOSTO/CORBIS-TEMPORE

lètes, mais cette année elle représente beaucoup plus que cela », avait ajouté Mitt Romney, le président du SLOC. La flamme, qui devait parcourir un trajet long de 21 700 kilomètres à travers les États-Unis, a franchi les frontières de l'Utah le 4 février. Elle doit arriver au stade olympique de Rice-Eccles, où se tiendra la cérémonie d'ouverture, vendredi 8 février. « Il s'agira du premier grand rassemblement international depuis le début de la guerre contre le terrorisme. Les gens vont être plus émotifs que d'habitude. Quelque chose de très simple, comme la levée du drapeau olympique, devient chargé de sens », souligne Don Mishner. Selon le pro-

ducteur de la soirée, le scénario de la cérémonie d'ouverture n'a pas été modifié après les attentats. Devançant les éventuelles critiques, il a promis que le show ne serait « pas trop concentré sur les États-Unis », car « il s'agit d'un événement mondial, destiné à des publics variés ».

### SANS HERMANN MAIER

Au lendemain des attaques terroristes sur New York et Washington, le gouvernement fédéral américain a débloqué un supplément de 46,2 millions d'euros pour rassembler organisateurs, athlètes et spectateurs : avec cette rallonge, le budget des Jeux olympiques de

Salt Lake City, du 8 au 24 février, atteint une somme record de 346 millions d'euros. Ces Jeux d'hiver seront les plus chers de l'histoire, ce qui ne réjouit guère les contribuables de l'Utah ou des États-Unis. Mais le sénateur républicain de l'Arizona, John McCain, n'a pas rencontré beaucoup d'écho lorsqu'il a fustigé la nature des dépenses : selon lui, elles seraient moins destinées à assurer la sécurité qu'à favoriser « l'enrichissement de quelques millionnaires », les heureux propriétaires privés des stations de l'Utah, où se dérouleront les différentes compétitions.

Des milliers de soldats et d'hom-

mes des services de renseignement ont été acheminés vers la capitale de l'Utah, pour le grand réconfort des quelque 800 000 habitants de cette ville peu habituée aux grands rassemblements planétaires, et encore moins aux mouvements de foule. « Dans l'Utah, les gens ont une attitude différente vis-à-vis des mouvements de protestation, explique Glenn Bailey, l'un des responsables de la coalition d'organisations Salt Lake Impact 2002 and beyond. Ils ne perçoivent pas cela comme une activité normale dans une démocratie normale. La plupart des gens d'ici sont plus obésés, ils témoignent beaucoup de

respect aux autorités. Après ce qui s'est passé à Seattle ou à Gênes, les gens ont très peur des débordements. »

Avec d'autres militants, Glenn Bailey voudrait s'assurer que « le droit de protester sera respecté pendant les Jeux olympiques ». Mais les différents manifestants – des écologistes qui veulent protester contre l'organisation d'un rodéo, des militants pro-avortement... – devront se contenter de « protest zones » : des sites installés à l'écart des bâtiments publics, barricadés, ou de la Medal Plaza, la grande place généreusement prêtée par les adeptes de l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours. Rocky Anderson, le maire démocrate de la ville aux 40 % de mormons, a été l'un des rares hommes politiques à regretter cette mise à l'écart systématique. Mais son conseil municipal a refusé de le suivre et de voter un crédit de 20 000 dollars pour acheter des estrades et du matériel de sonorisation à destination des protestataires.

Sur le plan sportif, les XIX<sup>e</sup> JO d'hiver n'auront pas été plus favorisés par le destin. Les amateurs de ski alpin et de sensations vertigineuses devront se passer de l'Autrichien Hermann Maier : la seule grande star des sports d'hiver, en dehors des petites fées du patinage sur glace adulées au pays de Michelle Kwan et de Tonya Harding, ne s'est pas encore remise d'une sévère chute à moto, survenue au mois d'août. En son absence, les compétitions masculines restent très ouvertes, imprévisibles, à l'image de ces JO qu'une dernière avanie menace : le dopage. Jacques Rogge, le président du CIO, ne serait pas étonné de voir « une dizaine » d'athlètes contrôlés positifs.

Eric Collier

## La sécurité reste un souci de tous les instants

D'importants moyens ont été déployés après les attentats terroristes du 11 septembre 2001

### SALT LAKE CITY

de notre envoyé spécial

Les dix-sept jours des Jeux olympiques d'hiver, avec la présence de 80 000 concurrents, journalistes et spectateurs à Salt Lake City, sont un test impressionnant pour la sécurité intérieure des États-Unis cinq mois après les attaques terroristes du 11 septembre 2001 sur New York et Washington.

La sécurité était déjà la préoccupation principale du comité d'organisation des Jeux avant ces attentats, d'abord parce que, depuis Munich en 1972, chacun sait que cet événement sportif international est une cible possible pour des organisations terroristes, ensuite parce que le précédent américain, celui des jeux d'été de 1996 à Atlanta, n'était pas rassurant. Une bombe artisanale, déposée dans un parc où les visiteurs venaient se promener en marge des épreuves sportives, y avait fait un mort et une centaine de blessés.

Les événements du 11 septembre ont augmenté l'inquiétude des élus et des responsables de la sécurité de Salt Lake et de l'Utah, qui sont allés dès le 2 octobre à Washington faire part de leurs craintes et de leurs besoins au président George W. Bush, au gouvernement, aux agences de sécurité et aux parlementaires.

### 11 000 HOMMES ET FEMMES

Au total, le gouvernement fédéral va dépenser près de 250 millions de dollars, plus de deux fois et demi ce que lui avait coûté Atlanta. Pour la première fois, en vertu de nouvelles règles adoptées après le 11 septembre 2001, la sécurité de cet événement classé « national » sera prise en charge par le FBI (Bureau fédéral d'enquêtes), c'est-à-dire la police cri-

minelle fédérale ; le Service secret, chargé de la sécurité du gouvernement ; et l'Agence fédérale de gestion des urgences, la FEMA, chargée des situations de catastrophe naturelle, accidentelle ou résultant d'une agression de quelque type que ce soit, y compris biochimique.

Une structure de commandement de cinquante personnes, associant tous les organismes concernés, dispose d'effectifs

### George W. Bush à la cérémonie d'ouverture

Après avoir entretenu un suspense assez transparent, la Maison Blanche a confirmé, mercredi 6 février, que George W. Bush et son épouse Laura assisteront à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, vendredi 8 février, où le président des États-Unis prononcera un discours. Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, sera présent lui aussi.

Alors que l'équipe des États-Unis avait souhaité porter, pendant le défilé, un drapeau retiré des débris du World Trade Center de New York, le comité d'organisation, présidé par Mitt Romney, s'y est opposé. Le drapeau en question sera hissé sur le stade Rice-Eccles, où a lieu la cérémonie, mais le comité a estimé que la présentation des équipes doit demeurer politiquement neutre. « Nous n'allons pas transformer cette cérémonie en occasion de brandir le drapeau américain », a déclaré Mitt Romney.

d'au moins 11 000 hommes et femmes, policiers, gardes nationaux de l'Utah spécialement mobilisés, pompiers, personnels médicaux, etc.

L'attention s'est portée d'abord sur les dix sites de compétitions, où les précautions prises sont nombreuses et où les spectateurs devront faire preuve de beaucoup de patience aux points d'accès. Les médias sont soumis à des contrôles également stricts. Outre les lieux de compétitions et le village olympique, plusieurs points de la ville, comme le Salt Palace, où est installé le centre d'information, ou la Medal Plaza, où seront décorés les vainqueurs, sont soumis à des règles d'accès et de circulation contraignantes.

D'importants moyens techniques sont prévus, aussi, pour prévenir toute attaque à main armée ou à l'explosif, de même que l'emploi d'armes chimiques ou bactériologiques. Pratiquement aucun courrier n'entrera au village olympique, et des stocks d'antibiotiques efficaces contre l'anthrax ont été constitués pour traiter jusqu'à 80 000 personnes.

Les intervenants privés ont pris leurs propres dispositions, cer-

tains hôtels n'autorisant l'accès qu'à leurs clients enregistrés. L'Église mormone, qui occupe un vaste espace au centre de la ville, contrôlera l'entrée des visiteurs au moyen de portiques de détection. Durant les cérémonies d'ouverture et de clôture, l'espace aérien de Salt Lake City sera fermé, et l'aéroport cessera toute activité.

### LES CRITIQUES DU MINISTRE

Alors que Thomas Ridge, le nouveau directeur de la sécurité intérieure, venu visiter les lieux début janvier, s'était déclaré satisfait des dispositions prises, le ministre de la justice, John Ashcroft, qui a passé quatre jours sur place à la fin du mois, s'est montré beaucoup plus critique. Il a estimé que, si les

lieux de compétitions étaient convenablement sécurisés, ce n'était pas le cas de toutes les parties de la ville où les visiteurs se promèneront. M. Ashcroft a demandé que des moyens supplémentaires en hommes soient affectés à cet aspect de la sécurité et que les liaisons soient améliorées entre les différents responsables. Pourtant, à la différence de ce qui s'était passé à Atlanta, le commandement de la sécurité sera réuni dans un immeuble du centre-ville ; les images des caméras de surveillance seront aussi envoyées en permanence au siège du FBI à Washington.

L'attentat d'Atlanta avait été attribué à un extrémiste du combat contre l'avortement, Eric Rudolph, toujours pas arrêté cinq ans et demi plus tard. Les environs de Salt Lake City sont habités par des groupes anti-avortement et par des organisations d'extrême droite antifédérales, comme celle qui avait été à l'origine de l'attentat d'Oklahoma City, en 1995.

Les mouvements antimondialisation pourraient aussi chercher à se faire entendre, pacifiquement, comme ils l'ont fait au sommet économique mondial de New York. « Ceux qui veulent s'exprimer le pourront », déclarait le maire de Salt Lake, Ross Anderson, quelques jours avant l'ouverture des jeux, « mais ceux qui veulent empêcher le bon déroulement des Jeux doivent savoir que tout est prévu pour les bloquer immédiatement ».

A la veille de la cérémonie d'ouverture, n'étaient apparus que deux militants d'une association de l'Idaho voisin, révoltés par le fait que des préservatifs sont mis à la disposition des athlètes dans le village olympique.

Patrick Jarreau

## Le scandale de la désignation a éclaboussé le CIO en 1999

QU'ILS SOIENT ou non le théâtre d'exploits retentissants, les Jeux d'hiver de Salt Lake City resteront comme ceux de la plus grande affaire de corruption de l'histoire du sport. La capitale de l'Utah est finalement sortie indemne de ce scandale, qui n'eut que très peu de répercussions sur le plan judiciaire. Le Comité international olympique (CIO), en revanche, dut faire face à une crise sans précédent qui conduisit à l'exclusion de dix de ses membres.

L'affaire commence début décembre 1998. Interrogé par un journaliste, le Suisse Marc Hodler, l'un des plus anciens membres du CIO, affirme que les Jeux de Salt Lake ont été « achetés ». L'ancien président de la Fédération internationale de ski (FIS) laisse entendre que plusieurs de ses collègues ont voté pour la ville de l'Utah, lors du scrutin organisé en juin 1995 à Budapest, en échange de sommes d'argent et autres avantages en nature. La victoire de Salt Lake City n'avait pourtant, à l'époque, suscité aucune suspicion : avec 54 voix, la métropole américaine avait largement devancé ses rivales, la ville suisse de Sion et la station suédoise d'Ostersund (14 voix chacune).

Les révélations de Marc Hodler vont embraser le mouvement olympique. Plusieurs salariés du comité d'organisation des Jeux, le SLOC, passent aux aveux puis démissionnent. Le président du CIO, Juan Antonio Samaranch, confie une mission d'investigation au Canadien Dick Pound, l'un des candidats déclarés à sa future succession. Son enquête va sauver le CIO, en faisant toute la lumière sur le scandale.

De quoi est-il question ? De sommes d'argent en liquide versées à certains membres, de soins médi-

caux gracieusement offerts dans les meilleures cliniques privées de l'Utah, de bourses d'études accordées aux enfants des membres, etc. Tout un système est démonté dans lequel apparaissent des intermédiaires sans scrupule et des dirigeants sans éthique. L'un d'eux va se tailler une réputation unique : le Congolais Jean-Claude Ganga, surnommé l'« aspirateur humain » en raison de sa propension à accepter les présents. Il lui sera reproché d'avoir touché plus de 250 000 dollars (290 697 euros) de cadeaux.

### EXCLUSIONS ET BLÂMES

La crise est à son apogée lorsque, le 17 mars 1999, une session exceptionnelle du CIO est convoquée à Lausanne. Alors que quatre membres ont démissionné – la Finlandaise Pirjo Haggman, le Libyen Bashir Mohammed Attarabulsi, le membre du Swaziland David Sibandze et le Kenyan Charles Mukora –, l'assemblée olympique décide d'en exclure six autres : l'Equatorien Augustin Arroyo, le Soudanais Abdel Gadir, le Chilien Sergio Santander Fantini, le délégué des Samoa occidentales, Paul Wallwork, et Jean-Claude Ganga. Quatre encore feront l'objet d'un complément d'enquête qui aboutira à des blâmes.

Critiqué pour avoir fermé l'œil sur des pratiques dont il avait connaissance, Juan Antonio Samaranch demandera un vote de confiance. Il obtiendra un plébiscite (86 pour, 2 contre, 1 abstention). Fort de ce succès, il répondra à la convocation de la commission d'enquête du Sénat américain. A Washington, il passera un des plus mauvais moments de sa carrière quand des sénateurs lui demanderont de démissionner du CIO.

Frédéric Potet



**1 THE ICE SHEET**  
Curling

**2 SNOWBASIN**  
Descente Combiné Super-G

**3 PARC OLYMPIQUE DE L'UTAH**  
Bobsleigh Luge Skeleton Combiné nordique Saut à skis

**4 OVALE OLYMPIQUE DE L'UTAH**  
Patinage de vitesse

**5 E CENTER**  
Hockey sur glace

**6 SALT LAKE ICE CENTER**  
Patinage artistique Short track

**7 STADE OLYMPIQUE RICE-ECCLES**  
Cérémonies d'ouverture et de clôture

**8 THE PEAKS ICE ARENA**  
Hockey sur glace

**9 SOLDIER HOLLOW**  
Biathlon Ski de fond Combiné nordique

**10 STATION DE PARK CITY**  
Géant Snowboard

**11 DEER VALLEY**  
Slalom Ski acrobatique (sautes) Ski acrobatique (bosses)

**LES SITES DES ÉPREUVES À SALT LAKE CITY**

Infographie Le Monde/Sloc 2002/Graphic News

## La lutte contre le dopage traitée comme une priorité

« **UNE DIZAINÉ** », tel serait le nombre de contrôles antidopage positifs auquel il faudrait s'attendre à Salt Lake City. Formulée fin janvier, la prévision est de Jacques Rogge, le président du Comité international olympique (CIO). Simple projection statistique à la lumière des expériences passées sur ce type de compétition ? Fixation d'une borne qui témoignerait que le dopage est combattu et contenu ? En tout état de cause, pour ces Jeux olympiques d'hiver, le CIO a choisi de faire de la bataille contre les tricheurs le pivot de sa communication. Le scandale qui a éclaté, voici un an, aux championnats du monde de ski nord-

que, à Lahti (Finlande), est encore dans les esprits. Jamais les pratiques dopantes, dans les sports d'hiver, n'avaient ainsi été portées au grand jour, encore moins leur caractère systématique.

Car, à Lahti, ce sont non seulement six skieurs de fond finlandais – dont le champion olympique et quadruple champion du monde Mika Myllylä – qui ont reconnu avoir fait usage d'un fluidifiant sanguin, l'HES, mais l'« affaire » a aussi révélé l'implication des entraîneurs et médecins de l'équipe nationale finlandaise.

A Salt Lake City, où il sera seul responsable des contrôles antido-

page, le CIO a prévu de procéder à 1 700 tests. Trois fois plus qu'à Nagano (Japon) en 1998. L'effort a été évalué à 1 million de dollars. Parmi les moyens déployés figure un laboratoire temporaire, qui devrait communiquer ses résultats en moins de trois jours.

### 3 500 CONTRÔLES INOPINÉS

Lorsque les JO débiteront, bon nombre d'athlètes auront déjà été contrôlés. D'ici à cette date, l'Agence mondiale antidopage (AMA) a annoncé qu'elle aura procédé à 3 500 contrôles inopinés et hors compétition, dont 1 200 dans les deux mois précédant la cérémonie d'ouverture. L'instance, qui enverra 12 observateurs à Salt Lake City, a indiqué, mi-janvier, que sur 2 600 résultats d'analyses, elle totalisait 24 cas ayant révélé des niveaux élevés de substances interdites. Seuls le patinage artistique, le curling et le biathlon échappent à ce phénomène.

Quelques « affaires » ont vu le jour ces dernières semaines. Le patineur de vitesse russe Dimitri Schepel, champion d'Europe du combiné, a été interdit de départ lors d'une épreuve de Coupe du monde, fin janvier à La Haye (Pays-Bas), en raison d'un hémocritique (taux de globules rouges) supérieur au niveau toléré (53 % au lieu de 50 %). La fondeuse estonienne Kristina Smigun (médaillée d'argent et de bronze aux championnats du monde de Ramsau en 1999), après avoir été déclarée positive à la nandrolone lors d'un contrôle effectué le 12 décembre, a finalement été blanchie par sa fédération.

Le bobe américain Pavel Jovanovic a pour sa part été contrôlé positif aux stéroïdes anabolisants par l'AMA, le 29 décembre. Si la Fédération internationale a annoncé sa suspension, l'intéressé a été maintenu dans les sélectionnés par sa fédération, qui a fait appel de cette décision, entendant démontrer qu'il a pris des compléments alimentaires « pollués ». Un argument qui a déjà permis au bobeur letton Sandis Prusis d'obtenir la clémence de la Fédération internationale après un contrôle positif à la nandrolone en novembre. Mais le Tribunal arbitral du sport (TAS) a estimé, le 5 février, que l'athlète ne

devait pas être autorisé à participer aux JO.

Aux Etats-Unis, les 850 concurrents des disciplines d'endurance (ski de fond, biathlon, combiné nordique, patinage de vitesse longue distance) « subiront un contrôle sanguin avant leurs débuts en compétition », a expliqué le docteur Patrick Schamasch, directeur de la commission médicale du CIO. En cas d'« anomalie », ils devront se soumettre à un dépistage urinaire de l'EPO.

Pour les 1 650 autres athlètes, seuls des contrôles urinaires classiques sont a priori prévus, la chasse devant être faite aux fausses ordonnances. Notamment pour les produits de traitement de l'asthme. « Tout dossier médical douteux pourra être examiné par un panel d'experts et, en cas de diagnostic erroné ou fallacieux, l'athlète pourra être exclu des Jeux », a détaillé Patrick Schamasch. A Sydney, le CIO avait relevé, parmi les 607 justifications thérapeutiques pour l'asthme, « une forte prévalence anglo-saxonne, qui ne correspondait pas à la proportion d'asthmatiques » dans les pays des athlètes concernés.

Philippe Le Cœur

## La « nouvelle Jérusalem » de l'Amérique

Les disciples de Joseph Smith, « prophète » des mormons, ont fondé Salt Lake City en 1847

SALT LAKE CITY serait la ville où les taux de décès par le cancer, le diabète ou les maladies cardiovasculaires seraient les plus bas au monde. Juste récompense, assurent les habitants d'une ville aux deux tiers mormone, d'un austère mode de vie librement accepté.

Les mormons ne boivent pas d'alcool, ne fument pas, refusent toute drogue, arrivent chastes au mariage et ne tolèrent aucune aventure extraconjugale. Ils ont créé une microsociété de « parfaits » – les saints des derniers jours : Church of Jesus-Christ of Latter-Day Saints (ou LDS) est le nom officiel de cette Eglise typiquement américaine – qui ont fait des bords du Grand Lac Salé leur « nouvelle Jérusalem », là où ils vivent dans l'espérance d'un retour proche du Messie.

Joseph Smith, leur fondateur et « prophète », naît le 23 décembre 1805 à Sharon, dans le Vermont, d'une famille de paysans tout imprégnée de songes et de visions. Dans cette Amérique naissante, saisie par les peurs apocalyptiques qui hantent toutes les formes protestantes de revival (réveil) – méthodistes, baptistes, quakers, mennonites –, les rassemblements de fidèles donnent lieu à des scènes de trances et d'extases collectives qui impressionnent le jeune Joseph Smith.

A 18 ans, le 21 septembre 1823, il reçoit la visite d'un ange, appelé Moroni, qui lui révèle sa mission : rétablir l'Eglise de Jésus-Christ dans sa pureté et son organisation primitives. Quatre ans plus tard, toujours un 21 septembre, en pleine nuit, sur la colline de Cumorah dans la région de New York, il fait la découverte de sa vie : le Livre de Mormon, du nom de l'avant-dernier roi d'une ancienne tribu israélite, les Néphites. Un livre écrit dans une langue mystérieuse (égyptien réformé) par les prophètes et d'anciens peuples (Néphites, Jarédites, Lamanites) qui auraient habité le continent américain avant et après Jésus-Christ, puis compilé par le roi Mormon. Son fils, Moroni, aurait enterré le livre quatre cents ans après Jésus-Christ dans ce lieu même où Joseph Smith le découvre en 1827 !

### PENDANT LA RUÉE VERS L'OUEST

Des fidèles se joignent au jeune Smith. C'est l'époque de la ruée vers l'Ouest, mais aussi de l'ascension mystique du peuple américain vers son salut éternel. Joseph Smith et ses « apôtres » partent vers l'Ohio pour y attendre la fin du monde. Le prophète inspiré devient chef d'un petit Etat théocratique, lève une armée, restaure la polygamie (révélation numéro 132, en 1843), mais il meurt assassiné le 25 juin 1844. Ses disciples fuient alors l'Ohio et gagnent les bords du Grand Lac Salé, fondent en 1847 Salt Lake City en Utah – qui deviendra un Etat américain en 1893 –, devenue la « sainte Sion » (Jérusalem) où Jésus viendra régner à la fin des temps.

Pour Joseph Smith, son Eglise est la seule héritière des douze apôtres. Le pape de Rome et ses évêques sont des usurpateurs. Smith se prétend l'héritier des grands prêtres de l'Ancien Testament, Aaron

et Melchisédech, puis de Jean qui a baptisé le Christ, des apôtres Pierre, Jacques et Jean. « Nous croyons à la restauration des douze tribus d'Israël. Nous croyons que Sion sera bâtie sur ce continent d'Amérique, que Jésus-Christ régnera en personne sur la Terre, que la Terre sera renouvelée et paradisiaque », proclament les Livres saints. Outre le Livre de Mormon – livre « inspiré » ou simple pastiche de la Bible –, ces livres, Doctrine et alliance, La Perle de grand prix, contiennent les révélations et ajouts de Joseph Smith.

S'il est une secte chrétienne (au sens originel du mot secte, c'est-à-dire dissidence d'une grande Eglise), le « mormonisme » n'est ni catholique ni protestant. Il ne se reconnaît pas plus dans la doctrine romaine que dans les grandes traditions issues de la Réforme, rejette la doctrine de la justification par la foi (Luther) et de la prédestination, n'est pas membre du conseil œcuménique des Eglises (350 Eglises à travers le monde). Il admet toutefois la Trinité, c'est-à-dire un Dieu divisé en trois personnes charnelles : Dieu, Jésus et l'Esprit, qui communique le don des langues, de guérison, de prophétie. Chaque dimanche, le culte est présidé par un fidèle, la seule condition étant qu'il soit adulte.

### PRÉSIDENT-PROPHÈTE DE 91 ANS

En effet, l'Eglise ne compte pas de clergé. Elle est gouvernée par un président-prophète – l'actuel détenteur du poste est Gordon Hickley, 91 ans, élu en 1995 – et un collège de douze « apôtres », des hommes seuls, et un cortège de « pieux », de pasteurs, d'instructeurs, de visiteurs, de missionnaires.

Ces derniers sont souvent des jeunes qui consacrent deux ans de leur vie à un service social, à une évangélisation dans la rue ou par le porte-à-porte. Ils se distinguent par un discours apocalyptique fondé sur le rejet des séductions du monde terrestre, une stricte discipline de vie personnelle, une éducation austère donnée aux enfants, un respect absolu des employeurs et des dirigeants, un engagement dans des actions civiques et humanitaires. La polygamie a été interdite en 1890 par une loi de l'Utah, Etat composé à 70 % de mormons, mais quelques milliers d'entre eux la pratiqueraient encore dans des régions reculées.

Les adultes sont baptisés par immersion, mais les morts aussi peuvent être baptisés de manière posthume. L'Eglise de Jésus-Christ des saints des derniers jours autorise le baptême rétroactif de personnes décédées pour s'assurer de leur salut éternel. D'où le colossal travail de recherche généalogique encore entrepris aujourd'hui par les mormons dans tous les pays du monde, où ils vont photographeur sur microfilms les registres d'état civil. Dans les années 1960, un contrat a été signé en France entre les Archives de France et la Société généalogique de l'Utah. Les mormons sont environ 25 000 en France, sur une population totale estimée dans le monde à 9 millions de fidèles.

Henri Tincq

ARTHUR RIMBAUD  
HOTEL DE L'UNIVERS, ADEN

**Le Monde**

AFGHANISTAN AU CŒUR D'AL-QAIDA

Le chant du déclin ?

N° 15

3€

PLANÈTE X DE LOS ANGELES À BUDAPEST, UN MARCHÉ SANS FRONTIÈRES

**Le Monde**  
LIRE ET VOIR

MAGAZINE MENSUEL

## 116 FRANÇAIS

### BIATHLON

FEMMES

Sandrine Bailly, Florence Baverel-Robert, Sylvie Becaert, Delphine Buriel, Corinne Niogret

HOMMES

Ferréol Cannard, Vincent Defrasne, Gilles Marguet, Raphaël Poirée, Julien Robert

### BOBSLEIGH

Alexandre Arbez, Christophe Fouquet, Emmanuel Hostache, Eric Le Chanony, Bruno Mingeon, Max Robert, Michel André, Thibault Giroud, Philippe Paviot, Bruno Thomas

### COMBINÉ NORDIQUE

Kevin Arnould, Frédéric Baud, Nicolas Bal, Ludovic Roux

### CURLING

Philippe Caux, Jan-Henry Ducroz, Thomas Dufour, Dominique Dupont-Roc, Spencer Mugnier

### HOCKEY SUR GLACE

Cristobal Huet, Fabrice Lhenry et Patrick Rolland (gardiens), Baptiste Amar, Vincent Bachet, Jean-François Bonnard, Alan Carriou, Karl Dewolf, Denis Perez, Benoît Pourtalet, Richard Aimonetto, Benoît Bachelet, Stéphane Barin, Guillaume Besse, Philippe Bozon, Arnaud Briand, Laurent Meunier, Anthony Mortas,

François et Maurice Rozenthal, Yorick Treille, Jonathan Zwickel, Laurent Gras.

### LUGE

FEMMES

Mélanie Ougier

HOMMES

Yann Fricheteau, Johan Rousseau

### PATINAGE ARTISTIQUE

DANSE SUR GLACE

Marina Anissina, Gwendal Peizerat

FEMMES

Isabelle Delobel, Vanessa Gusmeroli, Laetitia Hubert

HOMMES

Frédéric Dambier, Brian Joubert, Olivier Schoenfelder

### PATINAGE DE VITESSE

Cédric Kuentz

### SAUT À SKIS

Nicolas Dessum, Emmanuel Chedal, Florentin Durand, Rémi Santiago

### SHORT-TRACK

FEMMES

Stéphanie Bouvier

HOMMES

Grégory Durand, Bruno Loscos, Ludovic Mathieu

### SKELETON

Philippe Cavoret

### SKI ACROBATIQUE

FEMMES

Kathleen Allais, Sandra Laoura

HOMMES

Richard Gay, Johann Grégoire, Laurent Niol, Cédric Regnier-Lafforgue

### SKI ALPIN

FEMMES

Ingrid Jacquemot, Carole Montillet, Laure Péquegnot, Chrystel Pascal-Saioni, Mélanie Suchet, Vanessa Vidal

HOMMES

Sébastien Amiez, Pierrick Bourgeat, Joël Chenal, Frédéric Covili, Claude Crétier, Pierre-Emmanuel Dalcin, Sébastien Fournier Bidoz, Gaëtan Llorach, Vincent Millet, Christophe Saioni, Antoine Deneriaz, Jean-Pierre Vidal.

### SKI DE FOND

FEMMES

Karine Philippot, Aurélie Storti, Annick Vaxelaire-Pierrel

HOMMES

Christophe Perrillat, Alexandre Rousselet, Emmanuel Jonnier, Vincent Vitoz

### SNOWBOARD

FEMMES

Isabelle Blanc, Julie Pomagalski, Karine Ruby, Florine Valdenaire, Doriane Vidal

HOMMES

Mathieu Bozzetto, Jonathan Collomb-Fatton, Charlie Cosnier, Nicolas Huet, Mathieu Justafe, Christophe Segura, Sébastien Vassoney



# Du biathlon au snowboard, douze points chauds pour quinze jours

En l'absence du skieur autrichien Hermann Maier, qui n'est pas remis de son accident de moto, les compétitions semblent très ouvertes sauf peut-être la luge, où l'Allemand Georg Hackl convoite un quatrième titre individuel pour établir un record

## ► BIATHLON : les amis Björndalen-Poirée et la reine Forsberg

Du lundi 11 au mercredi 20 février. Ils sont amis dans la vie, mais rivaux sur les pistes. Le Français Raphaël Poirée et le Norvégien Ole Einar Björndalen seront deux des hommes à battre. Le Français, qui a gagné les deux dernières Coupes du monde devant le Norvégien, représente l'une des plus fortes chances de médaille tricolore. Chez les femmes, les épreuves pourraient bien se résumer à un seul nom : celui de Mag-



Liv Grete Poirée (Nor), biathlète n°1 en 2002.

dalena Forsberg. La Suédoise (34 ans) est la reine de la discipline depuis le milieu des années 1990 : elle s'est adjugé six titres mondiaux, ainsi que cinq Coupes du monde d'affilée (1997 à 2001). Aux Jeux de Nagano, en 1998, elle était toutefois passée à côté de son sujet. Elle rêve d'or olympique avant de mettre un terme à sa carrière.

## ► BOBSLEIGH : les montagnes russes de Bruno Mingeon

Vendredi 22 et samedi 23. Le bobsleigh français vit un miracle permanent : avec une poignée de pratiquants et une tradition quasiment inexistante, il parvient à monter à intervalles réguliers sur les podiums internationaux. Le Savoyard Bruno Mingeon avait surpris son monde en conduisant son engin et ses trois compagnons sur la troisième marche du podium des Jeux de Nagano, en 1998. Champion du monde en 1999 et champion d'Europe en 2000 sur sa piste fétiche de Cortina

d'Ampezzo (Italie), il renaît chaque année de ses cendres. Comme lors de cette saison 2002 : après des débuts laborieux, il a enlevé la fina-



Bruno Mingeon, pilote français n°1 de bobsleigh.

le de la Coupe du monde, le 26 janvier à La Plagne, et se pose en sérieux outsider pour l'épreuve olympique.

## ► DANSE SUR GLACE : Marina, Gwendal et les juges

Vendredi 15, dimanche 17 et lundi 18. Quoi qu'il arrive, ce sera la faute aux juges. Ainsi est faite la danse sur glace, discipline dont on peut parfois se demander si elle ne s'apparente pas davantage à la danse de salon qu'au patinage artistique, son cousin. N'en disons pas trop de mal cependant : le sport français y tient une de ses plus sûres chances de médaille. Marina Anissina et Gwendal Peizerat jouent le rôle de favoris après leur titre européen, récupéré en janvier à Lausanne. Mais, dit-on,



Le couple français de danse, Marina Anissina et Gwendal Peizerat.

l'absence de juge français dans le jury constituerait un terrible handicap, dont les rivaux italiens, russes ou canadiens du duo français risquent de profiter.

## ► DESCENTE : deux grands absents

Dimanche 10 et lundi 11. En l'absence de l'Autrichien Hermann Maier, blessé après un accident de moto survenu au mois d'août 2001, l'épreuve de descente masculine paraît assez ouverte, malgré la domination des hommes de la Wunderteam autrichienne, emmenés par Stephan Eberharter. Chez les femmes, la compétition sera également marquée par l'absence d'une championne, la Française Régine Cavagnoud, décédée fin octobre après un choc terrible à l'entraînement.

## ► GÉANT MASCULIN : Frédéric Covili, en toute confiance



Frédéric Covili, leader de la Coupe du monde de géant.

Jeudi 21. Le géantiste des Ménuires (Savoie) est la révélation de la saison chez les Français, même s'il n'est pas tout à fait un inconnu depuis qu'il a pris la troisième place du géant des championnats du monde de Sankt-Anton (Autriche), en mars 2001. Vainqueur de trois épreuves cette saison, Frédéric Covili, 26 ans, est en tête de la Coupe du monde dans cette discipline. En plus de sa technique irréprochable, il dispose d'une belle confiance. Il lui faudra néanmoins compter avec les hommes en forme, notamment l'Autrichien Stephan Eberharter et le Suisse Didier Cuche.

## ► HOCKEY SUR GLACE : le plus grand tournoi du monde

Du samedi 9 au dimanche 24. Aux Jeux de Nagano, les professionnels de la National Hockey League nord-américaine faisaient connaissance avec l'univers olympique. Quatre ans plus tard, le hockey est l'un des « produits d'appel » des Jeux de Salt Lake, avec des Tchèque sur la lancée de leurs trois titres mondiaux, des Américains qui ont rappelé Herb Brooks, l'entraîneur du titre olympique de 1980, et des Canadiens qui ont confié au légendaire Wayne Gretzky, nommé manager général, la mis-

sion de mettre fin à un demi-siècle d'échecs olympiques. Ces trois équipes, ainsi que la Suède, la Finlande et la Russie, sont qualifiées directement pour le deuxième tour, cela afin de limiter la durée de l'interruption du championnat NHL, où évoluent les meilleurs joueurs du monde.

## ► LUGE : Georg Hackl, série en cours

Dimanche 10 et lundi 11. La renommée de Georg Hackl n'a jamais vraiment franchi les frontières de sa Bavière natale ni du petit monde de la luge. Cela pourrait changer si ce lugeur de 35 ans remportait le titre sur la piste de Park City : il deviendrait alors le premier athlète titré en individuel lors de quatre Jeux d'hiver consécutifs. Seuls les athlètes américains Carl Lewis (saut en longueur) et Al Oer-



Le lugeur Georg Hackl (All), pour un record historique.

ter (lancer du disque) et le régatier suédois Paul Elvstrom (en Finn) ont réussi cet exploit lors des Jeux olympiques d'été.

## ► PATINAGE ARTISTIQUE : la deuxième chance de Michelle Kwan

Mardi 19 et jeudi 21. Les Américains adorent le patinage artistique, son décorum, son univers impitoyable. Les Américains adorent Michelle Kwan, 21 ans, fille de restaurateurs chinois installés en Californie et quadruple championne du monde de patinage. Tous les ingrédients sont réunis pour faire de cette étudiante en droit l'une des stars de ces Jeux. Encore faut-il qu'elle devance les Russes Irina Slutskaja et Maria Butyrskaja, et qu'elle évite que se reproduise la

mésaventure de 1998 : favorite des Jeux de Nagano, elle s'était fait bruler la politesse par sa compatriote Tara Lipinski, bébé-patineuse de quinze ans.

## ► SAUT À SKIS : un match Allemagne-Autriche-Pologne



Andreas Widhoelzl (Aut), un rival pour Sven Hannawald.

Du samedi 9 au lundi 18. L'« homme volant » du début de saison est incontestablement allemand : Sven Hannawald (27 ans) est entré le 13 janvier 2002 dans l'histoire du saut à skis en devenant le premier à réussir le grand chelem dans la célèbre Tournée des quatre tremplins, en Allemagne et en Autriche. A Salt Lake City, il sera l'un des favoris sur les tremplins. Au même titre que le Polonais Adam Malysz (24 ans) : vainqueur de la Coupe du monde en 2001, celui que ses supporters appellent « Batman » est encore en tête du classement de cette compétition cette année. Tous deux pourraient être départagés par l'enfant chéri de l'Allemagne : Martin Schmitt. A condition que ce dernier retrouve l'état de grâce qu'il a connu entre 1998 et 2000.

## ► SKELETON : une famille olympique

Mercredi 20. De retour aux Jeux, le skeleton tient sa belle histoire : celle de la famille Shea, la première de l'histoire des Jeux à compter trois générations de sélectionnés olympiques. Jim junior disputera l'épreuve de skeleton sur la piste



Jim Shea (USA) veut gagner le skeleton devant son public.

de Park City. En 1964, son père, Jim senior, avait participé à trois épreuves de ski alpin des Jeux d'Innsbruck. Et Jack, 91 ans, le grand-père, avait prêté le serment olympique lors des Jeux de Lake Placid, en 1932, avant d'enlever deux titres de patinage de vitesse. Le doyen des champions olympiques d'hiver américains devait venir encourager son petit-fils. Las, il est décédé mardi 22 janvier des suites d'un accident de voiture.

## ► SLALOM FÉMININ : Laure Péquegnot, pour succéder à Marielle Goitschel

Mercredi 20 février. La Française Laure Péquegnot, qui n'avait jamais gagné d'épreuve de Coupe du monde avant le début de la saison, a aligné trois succès depuis octobre 2001. Elle a même écrasé la concurrence lors du dernier slalom disputé le 3 février, à Are (Suède). La skieuse de L'Alpe-d'Huez a le tempo pour ramener au slalom féminin français sa première médaille d'or depuis Marielle Goitschel, en 1968, à Grenoble. Elle devra prendre garde à la Suédoise Anja Paerson, championne du monde à Sankt Anton, en 2001, victorieuse de quatre courses cette saison.

## ► SNOWBOARD : attention, médailles annoncées



Karine Ruby voudra confirmer son titre olympique de 1998.

Vendredi 15. Le snowboard français se rêve couvert de médailles. Un rêve légitime : depuis le début de saison, ses représentants trusent les podiums en géant parallèle, la nouvelle discipline olympique. Isabelle Blanc et Mathieu Bozzetto sont en tête de la Coupe du monde de la spécialité ; Karine Ruby, la championne olympique de géant en 1998, occupe la première place du classement général de la Coupe du monde, Julie Pomagalski et Nicolas Huet ont également goûté aux podiums. Attention aux confrontations franco-françaises...

## Les horaires des retransmissions sur France Télévision

DÉTENTRICE des droits TV pour la France, France Télévision (France 2 et France 3) propose une couverture complète des Jeux olympiques d'hiver. France 2 et France 3 se passeront le relais tout le long de la compétition : de 17 heures à 20 h 45 pour la Deux et de 23 heures à 6 heures pour la Trois. L'événement mobilisera trois équipes de tournage et une vingtaine de reporters sur place, accompagnés de trois consultants vedettes : Luc Alphand, Edgar Grospron et Annick Gailhaguet. Malgré le décalage horaire, près de deux cents heures de programmes en direct sont prévues. Toutes les épreuves de ski alpin seront programmées en direct à partir de 18 heures, alors que les retransmissions du patinage artistique débuteront vers 1 h 15 du matin. Le hockey sur glace bénéficiera d'horaires favorables aux téléspectateurs français, qui pourront assister aux quarts de finales à partir de 19 heures (mercredi 20), aux demi-finales à 20 heures (vendredi 22) et à la finale à 21 heures (dimanche 24). Enfin, chaque matin, France 3 (de 10 h 40 à 11 h 35) puis France 2 (de 12 h 20 à 12 h 50) proposeront un magazine qui dévoilera les à-côtés de la compétition. Enfin, France 3 diffusera une sélection des meilleurs moments de la compétition, dimanche 24 février vers 21 heures.

LE CALENDRIER DES JEUX	SAM. 9	DIM. 10	LUN. 11	MAR. 12	MER. 13	JEU. 14	VEN. 15	SAM. 16	DIM. 17	LUN. 18	MAR. 19	MER. 20	JEU. 21	VEN. 22	SAM. 23	DIM. 24
<b>Ski alpin</b>		Descente M	Descente D		Combiné M	Combiné D		Super-G M	Super-G D			Slalom D	Géant M	Géant D	Slalom M	
<b>Ski acrobatique</b>	Bosses D			Bosses M				Sauts qualif. M D		Sauts Finale D	Sauts Finale M					
<b>Snowboard</b>		Halfpipe D	Halfpipe M			SG parallèle M D	SG parallèle M D									
<b>Ski nordique</b>	Ski de fond 30 km M 15 km D	Saut à skis K 90	Biathlon 20 km M 15 km D	Ski de fond 15 km M 10 km D	Biathlon 10 km M 7,5 km D	Ski de fond 10 km +10 km poursuite M	Ski de fond 5+5 km poursuite D	Biathlon 12,5 km poursuite M 10 km poursuite D	Ski de fond 4 x 10 km Relais M	Biathlon 4 x 7,5 km Relais D	Ski de fond 1,5 km M D	Biathlon 4 x 7,5 km Relais M	Ski de fond 4 x 5 km Relais D	Combiné nordique 7,5 km M	Ski de fond 50 km M	Ski de fond 30 km D
Combiné nordique Biathlon Saut à skis Ski de fond	Combiné nordique K 90	Combiné nordique fond 15 km			Saut à skis K 120 finale	Combiné nordique K 90 équipes	Combiné nordique M 4x5 km équipes M			Saut à skis K 120 équipes			Combiné nordique K 120 sprint			
<b>Bobsleigh, Luge et Skeleton</b>		Monoplace M	Monoplace M	Monoplace D	Monoplace D		Biplace M	Bobsleigh M à 2	Bobsleigh M à 2		Bobsleigh D à 2	Skeleton M D		Bobsleigh M à 4	Bobsleigh M à 4	
<b>Hockey</b>	1 <sup>er</sup> tour M		1 <sup>er</sup> tour M		1 <sup>er</sup> tour M	Classement M	Tour qualif. M		Tour qualif. M	Tour qualif. M		Quarts de finale M	Finale D	Demi-finales M	Match 3 <sup>e</sup> place M	Finale M
<b>Patinage artistique</b>	Court Couples		Libres Couples	Court M		Libre M	Danses imposées		Danse originale	Danse libre	Court D		Libre D			
<b>Patinage de vitesse</b>	5 000 m M	3 000 m D		500 m M		500 m D		1 000 m M	1 000 m D		1 500 m M	1 500 m D		10 000 m M	5 000 m D	
<b>Curling</b>						Éliminatoires M et D			Élim. M			Demi-finales M et D	Finale D	Finale M		
<b>Short track</b>					1 500 m D			1 000 m M 500 m D				1 500 m M 1 000 m D			500 m M 1 000 m D	

D : Dames M : Messieurs



# L'esprit des Jeux olympiques d'Albertville souffle depuis 1992 sur la Savoie

Investissements, infrastructures et équipements ont profité à toutes les stations de la Tarentaise

ALBERTVILLE (Savoie)  
de notre envoyé spécial

Dix ans après la cérémonie d'ouverture du 8 février 1992, il ne reste plus sur la plaine du Sauvay, à Albertville, que l'immense mât aux reflets cuivrés sur lequel Philippe Decouflé avait accroché ses facéties chorégraphiques. Hier totem de la fête olympique, il se dresse aujourd'hui comme un manège désossé, friche immobile de ces quinze jours au cours desquels la petite ville savoyarde a été capitale du monde du sport.

La main un peu tremblante de François-Cyrille Grange allumant la vasque, la silhouette menue de Séverine du Peloux interprétant *La Marseillaise*. Les deux gamins sont devenus des adultes. Dix ans ont passé, mais personne n'a oublié. Plusieurs centaines des 8 600 volontaires des Jeux sont revenus à Albertville, le 26 janvier dernier, pour célébrer en famille ce 10<sup>e</sup> anniversaire. Sur l'ancienne esplanade, ainsi que sur tous les sites olympiques, la flamme brûlera à nouveau le 8 février.

« Les Jeux ont introduit une révolution culturelle durable dans les esprits, estime Albert Gibello, maire (RPR) d'Albertville. Si on nous les proposait à nouveau, nous recommanderions. » Sa ville, il est vrai, a beaucoup bénéficié du label olympique : « Nous avons gagné une image de ville à la montagne », affirme-t-il, précisant que, si la mairie est à 345 m d'altitude, la commune culmine à 2 037 m.

## SECONDE VIE

Surtout, elle figure parmi les villes de moins de 20 000 habitants les mieux équipées. Près de 1,5 milliard de francs d'investissements publics y ont été réalisés entre 1987 et 1992, dont seulement 120 millions à la charge du budget municipal. Certains aménagements auraient été faits de toute façon, moins vite et plus modestement sans doute. D'autres non. Ainsi la grande patinoire, rebaptisée Halle olympique, une sorte de hangar coiffé de feraille bleue. La bâtisse avait vocation à disparaître après les Jeux, comme la piste de short-track, devenue stade d'athlétisme. « La conserver était un pari risqué », reconnaît le maire. Passée de 9 000 à 3 000 pla-



Il y a exactement dix ans, le 8 février 1992, la cérémonie d'ouverture des Jeux d'hiver d'Albertville illuminait toute la Savoie, sous la conduite aérienne du chorégraphe Philippe Decouflé.

ces, elle jouit sans problème d'une seconde vie : patinoire pour les gosses de la région et pour l'équipe de France de short-track, qui s'y est préparée pour Salt Lake City, mais aussi salle de spectacles, de congrès, voire de handball quand l'équipe de Chambéry cherche une enceinte digne de la Coupe d'Europe.

C'est toute la vallée de la Tarentaise qui s'est trouvée métamorphosée, grâce aux 7 milliards d'investissements publics réalisés entre 1985 et 1991. Dix ans de retard rattrapés d'un coup. N'était-ce pas l'objectif de départ ? « Se faire payer des routes », reconnaît un des pionniers de la candidature. L'autoroute entre Montmélian et Albertville, puis la voie rapide jusqu'à Moutiers ont débouqué l'accès aux stations. « Avant, la capacité était de 18 000 véhicules par jour, au prix d'énormes embouteillages. Aujourd'hui, on compte jusqu'à 35 000 voitures certains samedis de février, sans bouchons », résume Rémy Charmetant, directeur de l'Agence touristique départementale (ATD).

La Savoie a hérité aussi du TGV (électrification de la voie jusqu'à Bourg-Saint-Maurice), d'un réseau de télécommunications (Numéris), d'hôpitaux, de stations d'épuration, etc. Les équipements sportifs ont été reconvertis sans trop de difficultés. Les patinoires de Méribel, Cour-

chevel et Pralognan contribuent à une diversification de l'offre touristique. « Nos stations étaient moins bien équipées pour les loisirs de glace que la concurrence autrichienne », rappelle Rémy Charmetant. Même la piste de bobsleigh de La Plagne s'est découverte une vocation touristique, indispensable pour boucler un budget annuel de 880 000 euros, alors que les subventions plafonnent à 380 000 euros. Certes, l'excellence de la piste attire de nombreuses équipes étrangères pour leur entraînement, ainsi que des compétitions de haut niveau. Mais le taxibob et surtout le bob-raft – un engin sans pilote inventé sur place dès l'été 1992 – ont mis la poussée d'adrénaline à portée du grand public. Chaque saison, 10 000 téméraires dévalent ainsi la pente à 80 km/h. « L'utilisation touristique couvre 30 % des dépenses », se réjouit André Broche, directeur de la piste.

## CHANGEMENT DE MENTALITÉS

Mais, au-delà de ces vestiges concrets, les Jeux ont laissé des traces dans les mentalités. Les querelles de vallées se sont estompées en 1992, au profit d'une ambition commune. « Les gens ont appris à travailler ensemble », explique Perrine Pelen, l'ancienne championne de ski. De ce point de vue, les Jeux ont été une sacrée révélation. Depuis, les inté-

rêts particuliers de chaque station ont certes repris le dessus, mais, note Pierre Préau, géographe et spécialiste de la Savoie, « il reste forcément des escarilles de cet enthousiasme ». Il suffit de souffler sur la braise pour remobiliser les volontaires, dont beaucoup se baladent encore avec le fameux anorak gris argent.

« De l'aventure olympique, la Savoie a conservé des méthodes de travail qui lui permettent de continuer à avoir de grands projets », affirme Rémy Charmetant. Comme lui, beaucoup d'anciens du comité d'organisation (le COJO) se sont reconvertis sur place. Des équipes existent, rodées aux grosses organisations : la Savoie a accueilli les championnats du monde d'aviron en 1997, sur le lac d'Aiguebelette ; ceux de canoë-kayak auront lieu à Bourg-Saint-Maurice en août 2002 ; Val-d'Isère est candidate à l'organisation des mondiaux de ski 2007 (qui seront attribués en juin), et Besans, petite station de Haute-Maurienne, à ceux de biathlon la même année. La Fédération internationale d'aviron aurait repris langue pour un retour prochain sur le plan d'eau d'Aiguebelette. Et, régulièrement, des membres du comité d'organisation des Jeux olympiques d'hiver de 2006 viennent de Turin à la recherche de conseils et de bonnes idées. Entre voisins, cela ne se refuse pas.

Jean-Jacques Bozonnet

## Le 8 février 1992, Franck Piccard est « devenu un homme »

LES SAISIES (Savoie)  
de notre envoyé spécial

Franck Piccard regardera les Jeux de Salt Lake City à la télévision. Sollicité comme consultant par une chaîne sportive, il a décliné l'offre. Ses commentaires, il en fera peut-être profiter les clients de son magasin de sports, aux Saisies, qu'il a choisi de ne pas abandonner en pleine saison touristique. Dix ans après la médaille d'argent de la descente, arrachée aux pièges de la Face de Belvedere, à Val-d'Isère, ses souvenirs ont pris une teinte sépia : « Le film de la descente est resté net pendant deux ou trois ans. Depuis, il s'estompe. Je revois très bien la préparation, juste avant le départ. En fait, ce n'est plus un film, ce sont des photos qui me restent. »

En revanche, le champion olympique de super-G et médaillé de bronze en descente aux Jeux de Calgary, en 1988, n'a rien oublié du 8 février 1992, la veille de sa course. « Je regardais la cérémonie d'ouverture à la télévision, seul dans mon petit appartement, à Val-d'Isère. Ce spectacle m'a mis dans les Jeux. Pour moi, c'était comme quand on ouvre

un livre, cela voulait dire "Il était une fois..." ». Le début d'une aventure qu'il abordait avec appréhension. « En 1988, j'avais rapporté de Calgary les deux seules médailles françaises, tous sports confondus, explique-t-il. Je me sentais une responsabilité particulière pour ces Jeux en France. Or je n'avais, techniquement et psychologiquement, pas les moyens d'être ce leader-là. J'étais malheureux. »

Trois semaines plus tôt, le Français était encore à 6 secondes des meilleurs descendeurs, très loin dans les classements. Sa médaille miraculeuse a donné le la à une équipe de France qui se révélera conquérante. Pour lui, l'argent de Val-d'Isère a plus de valeur que l'or et le bronze réunis de Calgary. « Ces Jeux ont été l'apogée de ma carrière, mais surtout un tournant dans ma vie, avoue-t-il. C'était une porte que je voyais depuis quatre ans, j'étais pleinement heureux de l'avoir franchie. Cela a été un accomplissement personnel. Avant, j'étais un skieur. Je suis devenu un homme. »

J.-J. B.

## Bernard Tapie ne veut plus entendre parler de transferts

Football • Pour le responsable sportif de l'OM, « Le système n'est pas contrôlable »

BERNARD TAPIE, chargé du secteur sportif de l'Olympique de Marseille, a affirmé au Monde, après les informations publiées dans notre édition du jeudi 7 février, qu'il « n'est en rien concerné par l'affaire dite des comptes de l'OM, qui traite des transferts réalisés entre 1997 et 1999. Tous ces joueurs dont l'on parle ont été transférés à une époque où j'étais loin de l'OM ». Cette affaire, instruite par les juges marseillais Franck Landou et Laure Roche, porte sur des commissions occultes qui auraient été versées à des intermédiaires, dans le cadre de transferts.

La police judiciaire s'est notamment attachée à décrypter les dossiers de 32 joueurs, saisis au siège du club, lors d'une perquisition qui s'est déroulée le 21 décembre 1999. Plusieurs irrégularités ont été relevées par les enquêteurs : joueurs surcotés, intermédiaires douteux, comptes en banque dans des paradis fiscaux, commissions aux intermédiaires dépassant les limites fixées par la loi. Le nom de Bernard Tapie n'apparaît pas dans ce dossier.

## « GESTION DE FAIT »

« Ces transferts, a-t-il déclaré, c'est l'horreur, je ne veux plus être mêlé à cela. On a parlé de mes soi-disant réseaux. Les seuls réseaux que j'ai utilisés m'ont permis d'obtenir de Parme ou de Madrid le prêt gratuit de joueurs. » Depuis le début de l'ère Tapie, à l'été 2001, une véritable valse des joueurs s'est pourtant déroulée à l'OM. « Quand je suis arrivé, 17 joueurs émergeaient à plus de 120 000 euros par mois, a dit Bernard Tapie. Aujourd'hui, il n'en reste qu'un seul. »

Reste qu'il a été nommé mis en cause et accusé de « gestion de fait » par l'ancien directeur de l'OM, Pierre Dubiton, dans une plainte déposée le 22 octobre 2001. Bernard Tapie est toujours privé de ses

droits civils et civiques. Le parquet de Marseille a ordonné par la suite une enquête préliminaire, confiée au SRPJ de Marseille, qui vise notamment à déterminer si le directeur sportif de l'OM s'implique réellement dans la gestion des transferts. Cette enquête, aux fins de vérifications, peut parfaitement être classée « sans suite ».

« Je n'ai aucune signature, je ne perçois aucune rémunération de l'OM, a indiqué Bernard Tapie, je ne me mêle pas de cela. Je m'occupe simplement de la gestion sportive. » Pierre Dubiton, mais aussi l'agent de joueurs Manuel Barbosa ont également accusé Bernard Tapie d'avoir payé trop cher l'achat du joueur brésilien Lucio Fernando, dit Fernandao, en imposant ses propres intermédiaires.

« Fernandao, a répondu Bernard Tapie, c'est Pierre Dubiton qui s'en est occupé. Vous croyez vraiment que l'on peut obliger un type comme Pierre Dubiton à faire ce qu'il ne veut pas ? »

Et le directeur sportif de l'OM de conclure : « Je ne suis jamais allé négocier un seul joueur. Les sommes en jeu sont de plusieurs dizaines de millions de francs. Et je tombe de l'armoire quand je vois ce qui se passe. Rien qu'à l'OM, en cinq ans, à l'occasion des transferts, plus de 45 millions d'euros ont quitté les caisses sans aller dans celles des clubs vendeurs. Le système n'est pas contrôlable. »

Gérard Davet

■ **Les résultats de la 25<sup>e</sup> journée du championnat de France de division 1**, jouée mercredi 6 février : Rennes-Lyon 2-2 ; Auxerre-Lens 1-0 ; Lille-Sedan 1-1 ; Lorient-Montpellier 1-0 ; Marseille-Guingamp 2-1 ; Metz-Nantes 2-0 ; Monaco-Bastia 1-1 ; Sochaux-Troyes 2-2. Paris-SG - Bordeaux devait se jouer jeudi 7 février.

## DÉPÊCHES

■ **CYCLISME : l'Américain Lance Armstrong**, triple vainqueur du Tour de France, et sept autres coureurs d'US Postal n'ont pas déferé, mardi 5 février, à une convocation « à titre de témoins » de la police, qui enquête depuis dix-huit mois sur des soupçons de dopage, au prétexte qu'ils ont déjà été entendus dans ce dossier. En revanche, un médecin de l'équipe américaine a été entendu comme témoin. Il a refusé de répondre aux enquêteurs, invoquant le secret médical.

■ **RUGBY : l'entraîneur du XV de France, Bernard Laporte**, a publié, mercredi 6 février, la liste des 24 joueurs retenus dans le XV de France face au pays de Galles, le 16 février, à Cardiff, pour le Tournoi des six nations. L'absence d'Olivier Magne, suspendu jusqu'au 27 février, après son acte d'antijeu sur un joueur italien, le 2 février, profite au n° 8 palois Imanol Harinordoquy. Le demi de mêlée Fabien Galthié (Stade français), absent contre l'Italie, fait sa rentrée.

**Avants** : Jean-Jacques Crenca (Agen), Pieter De Villiers (Stade français), Jean-Baptiste Poux (Narbonne), Raphaël Ibanez (Castres), Yannick Bru (Stade toulousain), David Auradou (Stade français), Olivier Brouzet (Northampton), Fabien Pelous (Stade toulousain), Thibault Privat (Béziers), Steven Hall (Béziers), Serge Betsen (Biarritz), Elvis Vermeulen (Montferrand), Imanol Harinordoquy (Pau).

**Arrières** : Fabien Galthié (Stade français, cap.), Pierre Mignoni (Béziers), Frédéric Michalak (Stade toulousain), Gérard Merceron (Montferrand), François Gelez (Agen), Damien Traillé (Pau), Tony Marsh (Montferrand), Aurélien Rougerie (Montferrand), Jimmy Marlu (Montferrand), Nicolas Brusque (Biarritz), Xavier Garbajosa (Stade toulousain).

■ **TENNIS : Amélie Mauresmo, tenante du titre et tête de série n° 3, s'est qualifiée** pour les quarts de finale de l'Open de Paris de tennis, mercredi 6 février, en battant la Russe Anna Kournikova, 86<sup>e</sup> mondiale (6-3, 7-5). Venus Williams s'est également qualifiée pour les quarts de finale grâce à sa victoire face à l'Américaine Meilen Tu (6-1, 6-3). La Française Nathalie Dechy, elle, a passé le premier tour en dominant la Tchèque Daja Bedanova (6-3, 3-6, 6-4), tout comme Monica Seles, vainqueur de l'Autrichienne Barbara Schett (6-2, 6-3), tandis que Anne-Gaëlle Sidot s'est inclinée devant la Luxembourgeoise Anne Kremer (3-6, 7-6 [7/3], 6-7 [5/7]).

■ **LOTO : résultats des tirages n° 11** effectués mercredi 6 février. **Premier tirage** : 3, 7, 10, 14, 18, 33 ; complémentaire : 36. Rapports pour 6 numéros : 875 145 € ; 5 numéros et complémentaire : 7 655,80 € ; 5 numéros : 454,70 € ; 4 numéros et complémentaire : 24 € ; 4 numéros : 12 € ; 3 numéros et complémentaire : 3 € ; 3 numéros : 1,50 €. **Second tirage** : 2, 12, 38, 41, 43, 45 ; complémentaire : 30. 6 numéros : 1 887 047 € ; 5 numéros et complémentaire : 15 233,90 € ; 5 numéros : 1 146,60 € ; 4 numéros et complémentaire : 50,20 € ; 4 numéros : 25,10 € ; 3 numéros et complémentaire : 5 € ; 3 numéros : 2,50 €.

## TROIS QUESTIONS À... JEAN-FRANÇOIS CHEDAL

**1** Peut-on dire que Brides-les-Bains, dont vous étiez le maire de 1989 à 2001, est le site qui a le plus bénéficié des retombées des Jeux d'Albertville ?

Avant d'être désignée comme village olympique, notre station thermique n'avait pas de saison d'hiver. Grâce aux Jeux, nous sommes passés de 2 500 lits ouverts pendant sept mois à 3 500 lits ouverts pendant dix mois. Peu de stations en France ont une saison aussi longue. Notre thermalisme s'est affirmé avec l'ouverture en 1991 d'un nouvel établissement et, en plus, nous sommes devenus une station de sports d'hiver grâce à la remontée mécanique qui nous relie désormais à Méribel et aux Trois-Vallées.

**2** Cet équipement n'était pourtant pas dans le cahier des charges du Comité d'organisation ?

Non. Mais sans les Jeux, nous n'aurions jamais eu les autorisations pour le réaliser. Vous savez, cette période a été un tourbillon pour les collectivités locales, qui ont bénéficié de procédures exceptionnelles. Nous avions l'ambition de travailler, non pour les quinze jours des Jeux, mais pour les quin-

ze ans qui suivent. Avec le recul, nous pouvons dire que nous avons bien placé nos billes.

**3** Pourtant, cet investissement a entraîné des difficultés financières pour la commune dans les années post-olympiques.

Pour boucler cette opération d'environ 200 millions de francs (30,5 millions d'euros), nous avions besoin d'un emprunt de 70 millions (10,7 millions d'euros). Les banques étaient d'accord, mais en 1990, au moment de signer les prêts, il y a eu les faillites d'Angoulême et de Briançon, la crise du Golfe et un troisième hiver sans neige : d'un coup, nous étions devenus des pestiférés auprès des banques. Nous n'avons obtenu le prêt qu'à l'automne 1994, mais aujourd'hui toutes les dettes sont payées. Depuis 1999, la commune jouit d'une santé financière à la limite de l'insolence. Déjà aux municipales de 1995, 14 membres de ma liste sur 15 ont été réélus au premier tour : c'était une sorte de quitus électoral.

Propos recueillis par J.-J. B.

Samedi avec *Le Monde* daté dimanche-lundi - Dossier spécial 8 pages

# L'Israël d'Ariel Sharon



## AUJOURD'HUI

## Dégradation annoncée sur le Nord

VENDREDI 8 FÉVRIER

Lever du soleil à Paris : 8 h 12  
Coucher du soleil à Paris : 17 h 58

Une perturbation, surtout active sur les îles Britanniques, va néanmoins apporter beaucoup de nuages sur les trois quarts du pays et des pluies faibles au nord de la Loire. La douceur dans un flux de sud-ouest va de nouveau s'accroître.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** Temps gris mais les pluies restent très faibles, éparses. Le vent de sud-ouest pousse des pointes à 60 km/h en Manche. Il fait de 12 à 14 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Grisaille au programme. Un passage pluvieux se déplace, affectant Haute-Normandie, Touraine en matinée, Ile-de-France à la mi-journée, Nord et Ardennes l'après-midi. Il fait de 10 à 13 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Les nuages s'amoncellent et ils finissent par donner un peu de pluie l'après-midi de la Champagne aux Vosges. Temps plus sec vers le sud, en Bourgogne et Franche-Comté. Il fait de 9 à 11 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Si Poitou-Charentes et l'Aquitaine connaissent un temps gris avec quelques gouttes possibles, quelques éclaircies favorisent Midi-Pyrénées. Il fait de 13 à 15 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Les Alpes profitent encore des faveurs d'un soleil voilé. Les nuages sont plus épais à l'ouest, ils peuvent donner quelques gouttes en Limousin et ouest-Auvergne. Après une certaine fraîcheur matinale (gelées blanches fréquentes), il fait de 9 à 12 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Impression ensoleillée, malgré des nuages d'altitude surtout présents sur l'ouest du pourtour méditerranéen. Il fait de 13 à 15 degrés.

## 08 FÉV. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE MÉTROPOLITAINE			
Ajaccio	5/14 S	Milan	1/7 S
Biarritz	6/15 C	Moscou	-1/2 *
Bordeaux	5/14 C	Munich	1/7 N
Bourges	3/11 C	Naples	9/15 P
Brest	9/12 P	Oslo	-3/6 S
Caen	4/12 P	Palma de M.	5/15 S
Cherbourg	8/11 P	Prague	2/7 N
Clermont-F.	2/12 C	Rome	3/14 N
Dijon	2/9 P	Séville	11/20 S
Grenoble	-6/11 N	Sofia	-3/10 S
Lille	5/11 P	St-Petersb.	0/1 *
Limoges	3/9 C	Stockholm	1/5 C
Lyon	2/10 C	Ténérife	17/23 S
Marseille	1/15 S	Varsovie	2/6 *
Nancy	4/9 P	Venise	3/10 S
Nantes	8/13 P	Vienne	3/8 N
Nice	6/13 S		
Paris	5/12 P		
Pau	2/14 C		
Perpignan	6/17 S		
Rennes	8/14 P		
St-Etienne	2/12 C		
Strasbourg	2/11 P		
Toulouse	2/12 N		
Tours	5/13 P		

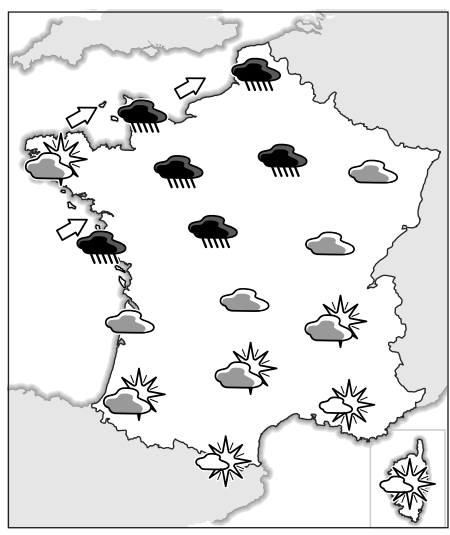
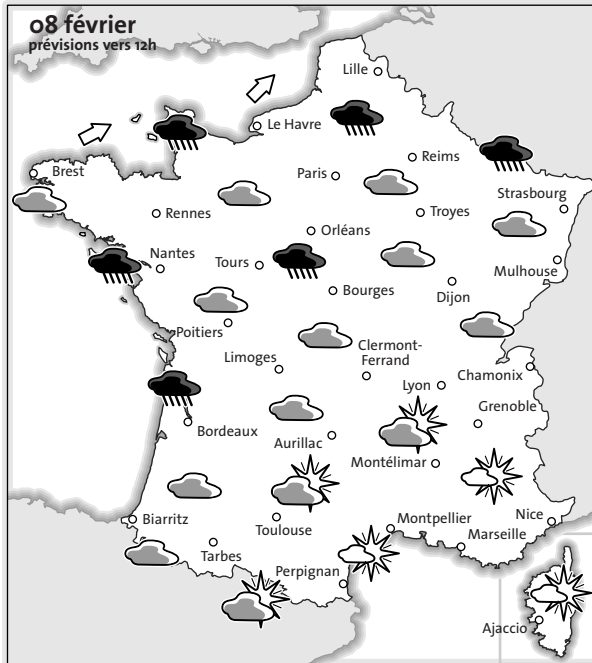
AMÉRIQUES		
Brasilia	20/24 P	
Buenos Aires	16/24 P	
Caracas	23/29 S	
Chicago	-4/2 S	
Lima	20/25 P	
Los Angeles	11/18 S	
Mexico	8/22 S	
Montréal	-12/-2 S	
New York	3/8 S	
San Francisco	7/13 S	
Santiago Ch.	10/26 S	
Toronto	-5/2 S	
Washington DC	2/11 S	

FRANCE OUTRE-MER		
Cayenne	24/27 P	
Fort-de-Fr.	24/27 S	
Nouméa	26/30 P	
Papeete	26/31 S	
Pointe-à-P.	22/26 S	
St Denis Réu.	25/30 S	

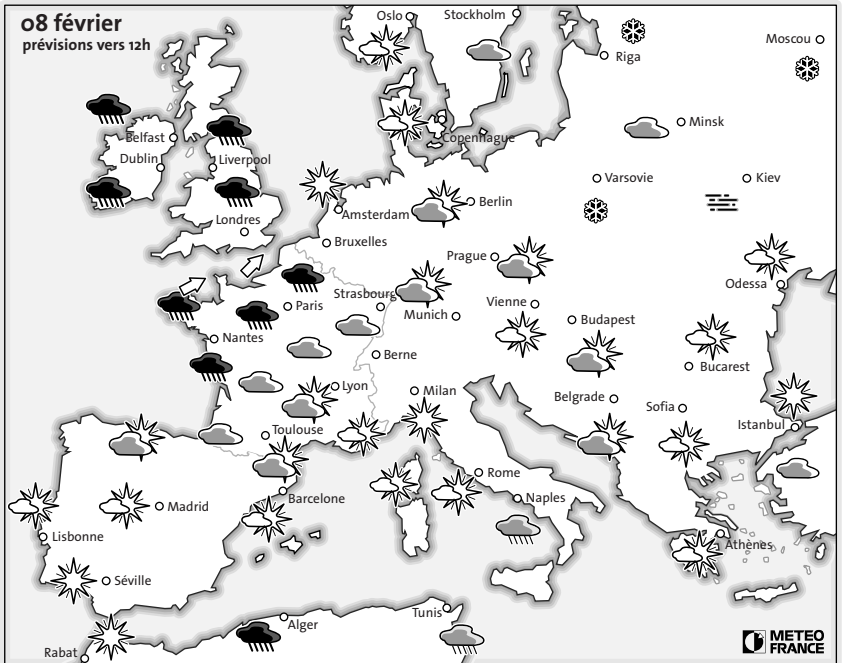
AFRIQUE		
Alger	5/17 P	
Dakar	19/24 S	
Kinshasa	22/29 P	
Le Caire	12/23 S	
Nairobi	16/29 S	
Pretoria	13/22 C	
Rabat	10/20 S	
Tunis	8/15 P	

ASIE-OcéANIE		
Bangkok	26/31 C	
Beyrouth	15/20 S	
Bombay	17/26 S	
Djakarta	26/28 P	
Dubai	14/23 S	
Hanoï	19/22 C	
Hongkong	16/22 S	
Jérusalem	8/20 S	
New Delhi	7/21 S	
Pékin	-3/5 S	
Séoul	-3/9 S	
Singapour	24/31 S	
Sydney	16/23 P	
Tokyo	6/13 S	

PRÉVISIONS POUR LE 9 FÉVRIER



PRÉVISIONS POUR LE 9 FÉVRIER



1°, 2° et 3°... Adjugé.  
Partez au soleil avec [airfrance.com](http://airfrance.com)

Enchères

faire du ciel le plus bel endroit de la terre

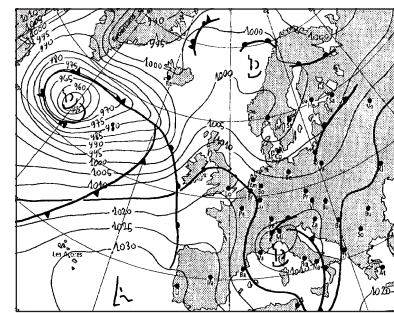
AIR FRANCE

Samedi 9 février.

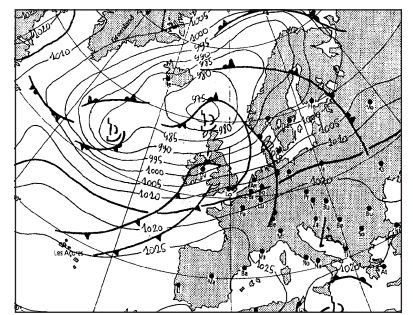
Pluies du Val-de-Loire au bassin Parisien et à la frontière belge.

Les nuages s'étendent jusqu'aux Charentes et au Nord-Est.

Soleil voilé du Sud-Ouest à la Méditerranée et aux Alpes. La douceur s'accroît.



SITUATION LE 7 FÉVRIER À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 9 FÉVRIER À 0 HEURE TU

## Mobilier et objets s'exposent au Salon des antiquaires de Barcelone

**VENTES**  
Tous les jeudis datés vendredi, l'agenda du chineur

CHAQUE ANNÉE, le Salon des antiquaires de Barcelone accueille des exposants de tout le pays. Jusqu'au dimanche 10 février, les visiteurs peuvent y découvrir un panorama des arts espagnols, où les tableaux modernes et contemporains, notamment de l'école catalane, occupent une place importante. Les meubles et objets d'art classique y sont plutôt moins chers qu'en France pour une qualité équivalente, en particulier la haute époque.

D'aspect en général massif et austère, le mobilier espagnol est sorti pendant très longtemps des mains des menuisiers, qui ont perpétué jusqu'au XVIII<sup>e</sup> un style épanoui deux siècles plus tôt. Les Arabes, présents du VII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, ont fortement marqué les arts décoratifs, si bien que

le répertoire mauresque s'est peu à peu associé au style espagnol après le départ des Arabes, en 1492.

Un des meubles typiques est le bargueño, dérivé du coffre de mariés, qui se présente comme un cabinet. En principe transportable, le bargueño peut être posé sur un piétement. Il a connu un grand succès aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, et est interprété différemment selon les régions.

Un petit modèle aragonais du XVI<sup>e</sup> siècle offre des décors Renaissance en incrustation d'os, fleurs, animaux, visages en médaillon (17 000 €, galerie Alcora). De même époque, un bargueño en noyer, incrusté d'os et de buis de couleur verte, montre l'influence islamique avec des arches arabisantes et des motifs géométriques (40 000 €, Javier Gimenez).

Le fauteuil classique, dit « Fraileiro », un bâti droit et des bras horizontaux - le dossier et l'assise sont souvent formés de lar-

ges bandes d'étoffe de cuir, fixées par de gros clous en fer forgé -, est proposé de 600 € à 700 € (galerie Altabella). Les fameuses tables, dont le piétement est renforcé par des tiges en fer en forme de lyre, étaient en fait des meubles pliants et transportables, fabriqués aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles

## Calendrier

## ANTIQUITÉS-BROCANTES

- **Avignon (Vaucluse)**, du jeudi 7 au lundi 11 février; tél. : 04-94-03-40-72.
- **Bonneville (Haute-Savoie)**, samedi 9 et dimanche 10 février; tél. : 04-74-69-79-04.
- **Châtaillonn (Charente-Maritime)**, samedi 9 et dimanche 10 février; tél. : 05-57-43-97-93.
- **Cugnaux (Haute-Garonne)**, du vendredi 8 au lundi 11 février; tél. : 05-61-52-74-21.
- **Hénouville (Seine-Maritime)**, samedi 9 et dimanche 10 février; tél. : 06-77-58-49-03.

(5 000 €, galerie Alcora). La marquerie commence à être utilisée à partir des années 1780. C'est la spécialité de l'île de Majorque, d'où sont sortis des meubles marquetés considérés comme les plus élégants de la production espagnole. Ils ont connu un âge d'or avec les créations d'Adrian Ferra,

dit « L'Adria », d'une facture remarquable. L'acajou y est abondamment utilisé, rehaussé de marquerie de bois fruitiers; commode Charles IV, marquetée de fleurs et rinceaux, poignées en argent (60 000 €, galerie Pepe Rubio), commode du début du XIX<sup>e</sup> en acajou moucheté, pieds

en bois doré (9 000 €, galerie Pepe Rubio).

Bien plus tard, l'art nouveau s'impose dans le mobilier catalan avec les œuvres de deux grands artistes, Joan Busquet's et Gaspar Homar. Joan Busquet's a une préférence pour les lignes droites, qu'il agrément de fines sculptures. La galerie Clavell & Morgadès présente à l'occasion du Salon la salle à manger qui appartenait à Busquet's, composée d'une table, six chaises et un buffet en acajou de Cuba (13 800 €).

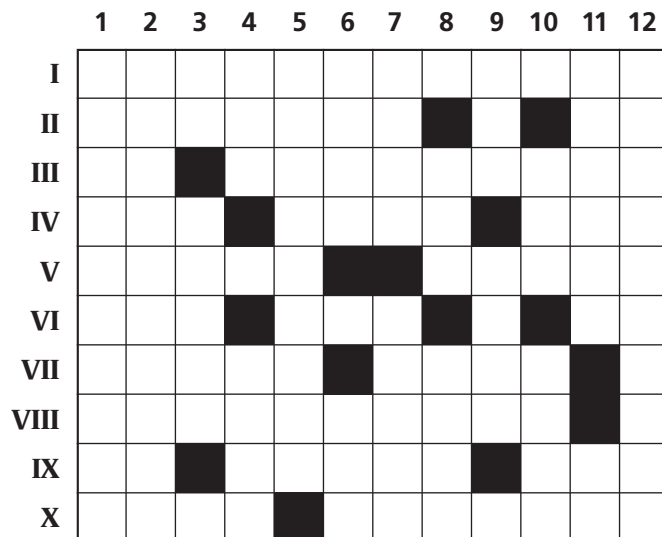
Gaspar Homar sculpte des motifs plus foisonnants : chaise longue à montant sculpté de fleurs avec son tissu d'origine (5 700 €, galerie Gotsland), sofa en acajou sculpté de fleurs et orné de carreaux de céramique (7 212 €, Gotsland).

Catherine Bedel

★ Jusqu'au dimanche 10 février, place d'Espagne à Barcelone. Ouvert de 11 à 21 heures. Entrée : 7 €.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 034

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

## HORIZONTELEMENT

I. Mieux emballée que le mensonge. - II. Dépassement dangereux. En rouge sur les cartes. - III. Homme à tête de faucon. Bon coup de brosse, mauvais calcul. - IV. Bagarre dans le milieu. La grosse part est pour lui. Passe à Berne avant de rejoindre le Rhin. - V. Une détérioration qui a de l'intérêt. Toi pour les potes. - VI. Grecque. Sans valeur. Affirma-

tion. - VII. Prêt en mains. Ouvertures vers le large. - VIII. Sans délicatesse ni correction. - IX. Affirmation du Sud. Façonne à la machine. Fleuve et département. - X. Rare dans l'atmosphère, moins en ville. Vrai jeton chez les Romains.

## VERTICALEMENT

1. Normale dans la nature, condamnable en affaires. - 2.

Devoir qui peut aveugler. - 3. Négation. Source d'information. - 4. Source d'information. Fixe les couleurs. - 5. De la viande et de la graisse en pots. - 6. Soutien provisoire. A terre. - 7. Blocage. Boîte qu'il vaut mieux laisser fermée. - 8. Lettres explosives. Pour une belle Espagnole. - 9. Elle est à tout le monde... en général. Louis XIV pensait que c'était lui. - 10. Passage difficile. Se réveille au printemps. - 11. Faisais un choix. L'argon. - 12. Trop gros consommateur.

Philippe Dupuis

## SOLUTION DU N° 02 - 033

## Horizontalement

I. Cache-tampons. - II. Allégorie. - III. Nao. Oit. Soûl. - IV. Truculents. - V. Omerta. Ceils. - VI. Né. Esgourdes. - VII. Néon. Erg. ENA. - VIII. Bec. Sac. An. - IX. Evolué. Trait. - X. Rabelaisiens.

## Verticalement

1. Cantonnier. - 2. Alarmée. Va. - 3. Cloué. Obob (bobo). - 4. Hé. Crénelé. - 5. Egouts. Cul. - 6. Toilage. Ea. - 7. Arte. Ors. - 8. Mi. Nougats. - 9. Pester. Cri. - 10. Osidé. Ae. - 11. Le Nain. - 12. Salissants.

## L'ART EN QUESTION

N° 260

En collaboration avec la

Réunion des Musées Nationaux

## Une sainte en or



Majesté de sainte Foy, Bas-Empire (?), IX<sup>e</sup> - fin du X<sup>e</sup> siècle. Or, argent doré, cuivre, cristaux, pierres précieuses, intailles, camées. H. : 85 cm. Trésor de l'église Sainte-Foy, Conques. Actuellement au Musée du Louvre pour l'exposition « Le trésor de Conques », jusqu'au 11 mars.

d'or et de pierres précieuses, à son effigie.

Qui fit exécuter, vers 879-885, la première statue reliquaire, consacrée à saint Maurice :

Réponse du jeu n° 259 paru dans Le Monde du 1<sup>er</sup> février.

La température recommandée pour la bonne conservation des œuvres sur papier est de 20 °C, avec une humidité relative de 50 %, la stabilité primant sur la valeur rigoureuse.



## DISPARITIONS

## Raymond Gérôme

Acteur distingué et metteur en scène prisé

LE COMÉDIEN, metteur en scène et auteur belge Raymond Gérôme est mort d'un arrêt cardiaque dans une clinique parisienne, dimanche 3 février, à l'âge de 81 ans.

Né le 17 mai 1920 à Bruxelles, de père hollandais et de mère allemande - auxquels il ajoutait ses « ancêtres écossais » -, Raymond Gérôme est élevé en Grande-Bretagne. Il fait ses études à l'Université libre de Bruxelles et à l'école d'art dramatique Charles-Dullin, avant de fonder les Jeunesses théâtrales de Belgique. Il monte une centaine de spectacles au Palais des beaux-arts de Bruxelles, puis au Théâtre national, dont il sera le directeur artistique jusqu'en 1952.

En 1954, après des séjours aux Etats-Unis, il se fixe à Paris où il devient l'un des acteurs et metteurs en scène les plus prisés des théâtres privés. Il met en scène des classiques, notamment *Phèdre* (avec Marie Bell) et *Britannicus* (avec Daniel Ivernel), et s'intéresse particulièrement aux auteurs de langue anglaise. En 1965, il dirige *Don Juan aux Enfers* de George Bernard Shaw, au Théâtre de la Madeleine (avec Pierre Brasseur et Paul Meurisse), puis joue avec Madeleine Robinson, au Théâtre de la Renaissance, *Qui a peur de Virginia Woolf ?*, d'Edward Albee, lors de sa création en France par Franco Zeffirelli. Les scènes de ménage entre les deux personnages sont si tumultueuses que les interprètes se retournent l'un contre l'autre. Raymond Gérôme doit être hospitalisé, et les représentations sont suspendues.

## SECONDS RÔLES ROYAUX

En mai 1968, alors que la grève est totale dans les théâtres parisiens, il refuse le mot d'ordre du Syndicat français des acteurs, et décide, avec, notamment, Alain Delon et Jacques Dacqmine, de créer une Union professionnelle « pour sauvegarder les libertés du spectacle ». C'est l'époque où il considère les recherches du Living Theatre comme des « constats d'impuissance » et réclame des auteurs nouveaux. « Ce que j'aime au théâtre, c'est rire en ayant la gorge serrée », déclare-t-il.

En 1973, Raymond Gérôme met



SOPHIE STEINBERGER / ENQUÊRE

en scène *Les Amants terribles* de Noel Coward au Théâtre Montparnasse (avec Danielle Darrieux et Jean-Claude Pascal) ou *La Parisienne* d'Henry Becque à la Comédie-Française. La même année, il touche à l'opéra, avec la création en français au Palais-Garnier de *Moïse et Aaron*, de Schönberg, sous la direction de Georg Solti - Raymond Gérôme interprète également Moïse. En 1980, alors que les lectures ne sont pas de mode, il donne un *Évangile selon saint Marc* au Petit-Montparnasse. Sa création la plus marquante est sans doute celle de *Trahisons*, de Harold Pinter, en 1982, au Montparnasse, avec un trio d'exception : Caroline Cellier, Sami Frey et André Dussolier.

Auteur dramatique, Raymond Gérôme écrit *Soir d'orage*; *Obéron*; *Mon associé Mister Davis*; ou *L'Extravagant Mister Wilde*, qu'il mettra en scène au Théâtre de l'Œuvre en 1983. Il publie des recueils de poèmes et des récits : *Le Labyrinthe*; *L'Enfant perdu*; *Jeux de société*; *Celui qui dormait dans Prague*. Au cinéma et à la télévision, sa haute silhouette et sa distinction le conduisent vers des seconds rôles royaux. Une cinquantaine, entre 1955 et 2000. On le voit notamment dans *La Princesse de Clèves* (Delannoy, 1960), *Le Cerveau* (Oury, 1969), *Tropique du Cancer* (Joseph Strick, 1970), *Le Magnifique* (de Broca, 1973), *L'Événement le plus important depuis que l'homme a marché sur la Lune* (Demy, 1973), *L'Animal* (Zidi, 1977) ou *Sade* (Jacquot, 2000).

Jean-Louis Perrier

■ MICHEL CHABOT, journaliste et écrivain, est mort lundi 4 février des suites d'un accident cardiaque dans le service de réanimation de l'hôpital Cochin de Paris. Né le 18 décembre 1948 à Poncé-sur-le-Loir (Sarthe), Michel Chabot se destinait à l'enseignement avant de s'orienter, très tôt, vers l'écriture et le journalisme. Après son premier ouvrage - *Jean et Yvonne, domestiques en 1900* (Belfond) - il créa et dirigea la collection « La France des profonds » aux Presses de la Renaissance. Parallèlement à ses activités littéraires, il se passionna pour le journalisme, travaillant notamment au *Parisien libéré* de 1981 à 1990, où il fut rédacteur en chef, avant de rejoindre *L'Événement du jeudi*. En 1995, Michel Chabot avait créé le mensuel *Faits divers*, proposant une réinterprétation des crimes contemporains les plus célèbres par de grands noms du journalisme. Il était collaborateur du *Figaro Magazine* et avait publié, à l'automne 2001, *Paris, maisons de ville*, aux éditions Minerva.

■ JEAN-PIERRE DUFRENNE, journaliste à *La Charente libre* à Angoulême, est mort, vendredi 1<sup>er</sup> février, d'une attaque céré-

brale. Il aurait eu 60 ans en septembre. Diplômé de l'École supérieure de journalisme de Lille (promotion 1965), Jean-Pierre Dufrenne fut, durant une vingtaine d'années, dans la Manche puis en Charente, le correspondant du *Monde*. Après un séjour en qualité de coopérant à Yaoundé au Cameroun, il exerça ses fonctions à Cherbourg pour *La Manche libre*, puis à Angoulême. Il était un spécialiste de la politique et des institutions en Poitou-Charente.

■ LE MIME PRADEL est mort à l'âge de 73 ans, jeudi 31 janvier, à Quincy-sous-Sénart (Essonne). Né à Lyon en 1929, André Pradel avait appris l'art du mime en autodidacte. Il avait présenté ses premières pantomimes dans divers cabarets parisiens, où il croisait, dans les années 1950-1960, des artistes débutants comme Jacques Brel, Félix Leclerc, Raymond Devos ou Pierre Etaix. Il avait effectué ensuite l'essentiel de sa carrière à l'étranger, donnant 3 500 représentations dans 110 pays. André Pradel avait tourné deux films de mime à Hollywood et, en 1970, une série de huit émissions pour le service de la recherche de l'ORTF.

## À LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde ([www.lemonde.fr/carnet](http://www.lemonde.fr/carnet)) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

## JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mercredi 6 février sont publiés :

● Ville : deux arrêtés portant création du Comité national d'évaluation de la politique de la ville et portant nomination de ses membres. René Vandierendonck, maire

(PS) de Roubaix, en est nommé président.

## NOMINATIONS

Jean-Pierre Mattout a été nommé directeur juridique de France Télécom.

Henri Gagnaire a été nommé président-directeur général de SVP.

## DOCUMENT OFFICIEL

La Documentation française publie le rapport 2001 de la Cour des comptes.

<http://lesrapports.ladocfrancaise.gouv.fr/BRP/024000065/0000.pdf>

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

Alain et Nicole BACCINI sont très heureux d'annoncer la naissance de leur petite-fille

Alice,

chez

Stéphane BACCINI et Delphine LOUIS,

le 2 février 2002.

17, rue Roquelaine, 31000 Toulouse.

Garance, Hélène CARDOT et Olivier AMELINE ont la joie d'annoncer la naissance de

Emile,

le 23 janvier 2002, à Paris.

20, rue du Terrage, 75010 Paris.

## Anniversaires de naissance

## Maurice ANDRE-GILLOIS

centenaire !

Les familles d'Henri Bécard, et de Jean Lassner s'associent pour vous souhaiter un heureux anniversaire !

Vous redire leur admiration, avec une pensée pour

Henri DIAMANT-BERGER,

et

Ginette, Colette et Jean-Claude.

## Anniversaires

- Aujourd'hui est un grand jour.

Anaïs

a vingt ans.

Albane et Joao

sont mariés depuis cinq ans.

Heureux anniversaires !

Continuez à réjouir le monde, vos parents et grands-parents.

## Décès

- M. et Mme Ajchenbaum, M. et Mme Lenglet, Ses fils, fille, belle-fille et gendre, Cippora et Jonas, ses petits-enfants, Ses nièces et neveux, Ses camarades, ont la tristesse de faire part du décès, le 5 février 2002, à Paris, de

Hinda AJCHENBAUM, née GRANEK,

à Czestochowa (Pologne), le 30 juin 1912.

En Pologne, en Palestine-Israël, en France, elle fut de toutes les luttes pour la justice et l'égalité.

44, rue de Charenton, 75012 Paris, 2 bis, rue des Cascades, 75020 Paris.

**Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30**  
**Permanence le samedi jusqu'à 16 heures**

- Odette Boutboul, son épouse, Régine Boutboul-Delage, sa fille, Pierre Delage, son gendre, Armande, sa petite-fille, Les familles Boutboul, Hagège, Pinhas, Cohen, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Roger BOUTBOUL,

à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Il a été accompagné avec beaucoup de compétence et de dévouement par l'équipe de l'hôpital La Rochefoucauld.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Pantin, entrée principale, vendredi 8 février 2002, à 9 h 15.

22, rue Saint-Etienne, 45000 Orléans.

- Josseline de Clausade, directrice des affaires culturelles de la Ville de Paris,

Les conservateurs des Musées de la Ville de Paris,

Les conservateurs des bibliothèques de la Ville de Paris,

ont la tristesse de faire part du décès de

Vadime ELISSEEFF,

conservateur en chef des Musées d'art et d'histoire de la Ville de Paris,

inspecteur général des Musées de la Ville de Paris,

disparu le 29 janvier 2002,

et s'associent à la peine de sa famille.  
(Le Monde du 7 février.)

- Port-Blanc (Côtes-d'Armor). Tours (Indre-et-Loire).

M. et Mme Feibel, son père et sa belle-mère, Frédéric, sa sœur,

Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Frank FEIBEL, X 77,

survenu le 13 janvier 2002, à Montréal.

- Mme Jacqueline Junès, Marc, Claude, David invitent leurs proches, amis et connaissances à assister aux prières qui seront dites à la mémoire de leur très cher époux et père,

Jacques JUNÈS,

le dimanche 10 février 2002, à 18 h 30, en la synagogue, 19, allée Chatrion, Le Raincy (Seine-Saint-Denis).

- Ses enfants, gendres et belles-filles, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Ses sœurs, belle-sœur et beaux-frères, ont la tristesse de faire part du décès de

Jeanne LACOUR, née LECLERC du SABLON,

survenu le 5 février 2002, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 8 février, à 10 h 15, en l'église Sainte-Bathilde, 43, avenue du Plessis, à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine).

Elle sera inhumée le samedi 9 février, à 14 h 30, au cimetière de Lançon (Hautes-Pyrénées).

27, avenue du Plessis, 92290 Châtenay-Malabry.

- Mme Marcel Lanzaro, née Suzanne Mélia, M. Jean-Louis Lanzaro, Et toute leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel LANZARO,

survenu le 31 janvier 2002.

317, corniche Kennedy, 13007 Marseille.

- Francine Mariani-Ducray, directrice des Musées de France, président de la Réunion des Musées nationaux,

Jacques Perot, directeur des Musées nationaux des châteaux de Compiègne et de Biérancourt,

Et l'équipe du château de Compiègne, ont le regret de faire part du décès de

M. Jean-Marie MOULIN,

conservateur général honoraire du patrimoine, directeur honoraire des Musées nationaux du château de Compiègne, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, commandeur dans l'ordre des Arts et des Lettres,

survenu le jeudi 31 janvier 2002,

et saluent la mémoire d'une figure rigoureuse et discrète qui a conduit les restitutions des appartements historiques du château de Compiègne de 1973 à 1998.

- Le Père Olivier Steck, Benjamin et Brigitte Steck, Bernadette Steck et Raymond Choisel, Emanuel et Jo Steck, ses enfants,

Jean-Fabien et Noémi, Pauline et Laurent, Eugénie, Barthélémy, Yaël, Lauranne, Joséphine, Armel, ses petits-enfants, font part avec tristesse du décès de

Claude STECK,

le 1<sup>er</sup> février 2002, dans sa quatre-vingt-troisième année, au Châtelard (Savoie).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Neuilh (Hautes-Pyrénées).

- Ses collègues et ses amis normaliens et universitaires, français et étrangers, Ses élèves et anciens élèves, ont la profonde tristesse de faire part du décès survenu le 2 février 2002, de

Yvon THÉBERT,

ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, ancien membre de l'École française de Rome, professeur d'histoire ancienne à l'ENS de lettres de Lyon.

Ils n'oublieront pas la rigueur de ses recherches, la force de son enseignement, la chaleur de son amitié, son courage face à la maladie.

Ils s'associent de tout cœur à la douleur de sa famille.

## CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

e-mail: [carnet@mondepub.fr](mailto:carnet@mondepub.fr)

- Un grand homme nous a quittés... Sa famille, Ses collaborateurs, Ses amis, ont la douleur d'annoncer le décès de

Robert VANHOVE,

secrétaire général Colipa, Association européenne de la parfumerie, des produits cosmétiques et de toilette,

survenu le 31 janvier 2002, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques ont eu lieu à Bellouet, Normandie, dans l'intimité familiale, le 4 février.

Un service commémoratif aura lieu le vendredi 8 février, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame du Sablon, place du Grand-Sablon, rue de la Régence, 3b, à Bruxelles.

## Conférences

La Maison des écrivains 53, rue de Verneuil, Paris-7<sup>e</sup>.

Mardi 12 février, 20 heures.

Cycle conférences : « Les conférences du rouge-gorge ». Alain Badiou : « Opulente prophétie aux aguets : autour de la Révolution culturelle ».

Jeudi 14 février, 19 h 30.

Cycle des éditeurs : Editions Farrago. Autour des éditeurs Elisabeth et Jean-Pierre Boyer : Eric Audinet, Chloé Delaume, Jean-Benoît Puech, Michel Surya.

Entrée : 3 euros (gratuit pour les adhérents, étudiants, chômeurs). Renseignements au 01-49-54-68-87.

Conférences du CEHD « Les "confins militaires" de l'empire des Habsbourg, XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles », par le colonel (c.r.) Jean Nouzille, professeur à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr,

le lundi 11 février 2002, à 18 heures, Palais abbatial de Saint-Germain-des-Prés, 5, rue de l'Abbaye, Paris-6<sup>e</sup>

Vendredi 8 février, 20 h 15 à 21 h 30, « L'inconscient - aspects inconnus essentiels à la vie » Loge unie des théosophes, 11 bis, rue Kepler, Paris-16<sup>e</sup>. Entrée libre et gratuite. Tél. : 01-47-20-42-87. [www.theosophie.asso.fr](http://www.theosophie.asso.fr)

## Débats

Jeudi 7 février 2002, à 18 h 30, entrée libre.

Hommage à Germaine Tillion.

Un débat en sa présence et avec Tzvetan Todorov et plusieurs personnalités.

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris-5<sup>e</sup>.

Tél. : 01-40-51-38-38

## Projections-débats

- A l'approche de Pourim, jeudi 14 février 2002, à 19 h 30, Espace Rachi, 39, rue Broca, Paris-5<sup>e</sup>, projection du film de la première mondiale des Temps modernes de l'Oratorio « Ester » (daté de 1774). Solistes, chanteurs et orchestre sous la direction d'Avner Itai, à Jérusalem, le 31 mai 2000.

Mise au jour et présentation par Israël Adler (Université de Jérusalem). Réservations : 01-45-26-15-84 ou 01-42-17-10-38.

## Cours

- Cours de chinois oral. Association « Comme un Chinois à Paris », cours de chinois oral de tous niveaux pour adultes. Les cours commenceront le lundi 18 mars 2002. Tél. : 01-45-85-52-64.

## PHOTOGRAPHIE

Cours technique et théorique. Labo NB, l'art du tirage NB, analyse de l'image, réflexion. Atelier recherche et création, pH. Neutre. Tél. : 01-43-61-47-60.

## Communications diverses

LE COLLÈGE DES ÉTUDES JUIVES de l'Alliance israélite universelle

symposium

« La Bible et ses interprètes », avec M. Balmory, J. Bollaack, F. Boyer, D. Banon, A. Chouraqui, P. Judet de la Combe, N. Kattan, F. Kaufmann, S. Mosès, B. Rojzman, P. Simon-Nahum, S. Trigano, C. Vigée, J.-P. Winter, H. Wisman.

Samedi 9, dimanche 10 et lundi 11 février.

Samedi 9 (20 h 30-22 h 30) et dimanche 10 février (9 h 30-18 heures), amphi Descartes de la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5<sup>e</sup>, lundi 11 février (18 heures-22 heures), au siège de l'Alliance, 45, rue La Bruyère, Paris-9<sup>e</sup>. (PAF.) Renseignements : 01-53-32-88-55

**Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois**

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

**Oui**, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **26,35 € (172,84 F)** par mois par prélèvement automatique.

M.  Mme Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Localité : ..... 201MQPAE

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

<b>Autorisation de prélèvements</b>	N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	Organisme créancier : <b>Société Editrice du Monde</b> 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05
J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal <i>Le Monde</i> .	TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER	
Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.	Nom ..... Prénom ..... N° .....rue ..... Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] Ville .....	
Date : .....	NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)	
Signature :	N° .....rue ..... Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] Ville .....	
<b>IMPORTANT</b> : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a dans votre chéquier.	DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB	

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)

"Le Monde" (USPS=0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. U.S. and additional mailing offices, POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518  
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03



En une cinquantaine de peintures et 80 photos, le Musée d'Orsay présente, pour la première fois à Paris, l'œuvre de l'artiste américain (1844-1916). Obsédé par les détails, ce féru d'anatomie a poussé le naturalisme pictural jusqu'à l'extravagance, au risque de n'être pas compris

# Thomas Eakins, le peintre à l'œil photographique

IL Y AVAIT encore des Indiens en ce temps-là – des Indiens et des cow-boys. La preuve : Thomas Eakins en a photographié et peint. Photographié en chroniqueur des ranches où il est passé durant l'été 1887, dans le Dakota. A son retour à Philadelphie, il en a tiré des tableaux scrupuleusement réalistes, comme à son habitude. Les photos ne surprennent guère, ne seraient-ce que parce que les reporters ont été nombreux à parcourir l'Ouest américain dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais les peintures ont de quoi laisser pantois. Ni pour leurs sujets ni pour leurs compositions ; mais parce que ce sont des peintures, tout simplement, et que les sujets qu'elles représentent sont du ressort de la photo et du cinéma.

On dirait qu'un peintre s'est introduit en fraude dans un monde qui n'est pas le sien et s'est approprié des motifs qui appartiennent à d'autres techniques, plus modernes. Le grand *Portrait de Frank Hamilton Cushing* tenant dans ses

maines des flèches et un calumet, posant devant un bouclier indien, des coiffes de plumes et une lance est un chef-d'œuvre de bizarrerie et d'anachronisme.

Ce sont ces sentiments qui dominent la rétrospective Eakins et en font l'essentiel de l'intérêt. Eakins est né à Philadelphie en 1844 et y est mort en 1916. Il y a vécu toute sa vie, à deux exceptions près : un séjour parisien de 1866 à 1870, le temps d'apprendre la peinture dans les ateliers de Gérôme et de Bonnat aux Beaux-Arts, et le voyage de 1887 dans le Dakota. De son retour dans sa ville natale à son décès, il n'a eu qu'un désir, représenter ses contemporains de la manière la plus exacte possible. Ce désir l'a incité à s'appuyer sur la photographie et à se faire l'apôtre du dessin d'après le modèle vivant.

Cette exigence lui a valu la réprobation des bonnes gens vertueuses et l'a privé de tout grand succès. Ces éléments sont historiquement intéressants. Mais, dans les salles du musée – aménagées élégam-

ment en vert amande –, ils se voient moins que leurs conséquences, ces tableaux de la vie américaine dans lesquels la peinture, loin de capituler, affirme qu'elle se veut, encore et toujours, la plus forte.

Les cow-boys sur leurs broncos ? Eakins peut les peindre. Les boxeurs sur le ring ? Il le peut. Le chirurgien opérant devant ses élèves ? Il le peut toujours. Et aussi les attelages à quatre chevaux de la bourgeoisie locale, les pêcheurs d'aloise sur la rivière Delaware ou les rameurs qui passent sous le pont du chemin de fer. Il semble qu'il n'ait jamais douté de son devoir de réaliste ni de sa méthode.

#### PHOTOS PROJÉTÉES SUR LA TOILE

Elle repose sur plusieurs règles. Les lieux, les décors, les accessoires doivent être observés de près afin que leur représentation soit complète. Quand, dans *Le Décompte*, il place deux affiches dans la salle de boxe, il faut qu'elles soient identifiables et lisibles. Les gants, les chaussures, l'éponge du soigneur ne sont

pas moins véridiques. Deuxième principe : les attitudes et les expressions doivent être étudiées d'après le modèle vivant, avec dessins et photographies, et cela longuement. Les éléments ainsi obtenus sont ensuite intégrés à la composition, les images photographiques pouvant être projetées sur la toile afin que, par des incisions, le peintre transfère directement le cliché dans la peinture. Par exemple, pour traiter les boxeurs, Eakins fait poser des modèles, ou bien ses étudiants, le poing en avant ou au

corps-à-corps, afin d'être irréprochable en matière d'anatomie.

Le tableau se fait par addition d'informations. Quand elles sont en nombre suffisant, Eakins unifie l'ensemble au moyen d'un clair-obscur – pour les intérieurs – ou d'une clarté assez vive – pour les extérieurs.

Cette manie de la précision et de l'exhaustivité, il la pousse naïvement jusqu'à l'extravagance. En 1897, il peint le portrait du physicien Henry Rowland. Il l'assied dans un fauteuil, avec une table bien chargée de machines métalliques derrière lui et, à l'arrière-plan, un assistant. Au cas où ce ne serait pas suffisant, il grave ensuite sur le cadre des formules et des schémas pris dans les recherches de Rowland. Le cadre étant très large et doré, ces équations prennent une importance considérable. On peut imaginer qu'Eakins, s'il avait peint le portrait de Marcel Duchamp, aurait agi de même, recopiant sur le cadre les notes pour *Le Grand Verre*. Et on se met à regretter qu'il n'en ait pas eu l'occasion, pour le plaisir du paradoxe.

La plupart des portraits sont ainsi lestés de toutes leurs précisions complémentaires : M<sup>me</sup> Eakins pose avec le chien du couple, *La Cantatrice* avec le bras de son chef d'orchestre, le professeur de littérature

avec ses livres et les dames du monde avec leurs collections, l'une d'éventails et l'autre d'instruments de musique. Imperturbable, Eakins voit tout, note tout, peint tout. Le modèle est au milieu de la toile et les accessoires tout autour : ainsi le veut son système.

Les exceptions sont rares : quelques intimes cadrés de très près et auxquels il ne fait grâce ni d'une ride ni d'une mèche blanche, et Walt Whitman. Vers 1887, après son voyage dans le Dakota, Eakins fait poser le poète. Et là, miracle : pas de manuscrit sur une table, pas de détails, rien que la tête et le buste, un coup de lumière sur la barbe et le front. Heureuse simplicité. Elle a valu à Eakins l'éloge de Whitman : « *Le portrait d'Eakins touche juste – remplit bien son rôle : il me met à plat dans le style qu'il faut, sans enjoliver – sans la moindre flagornerie.* »

Philippe Dagen

THOMAS EAKINS, UN RÉALISTE AMÉRICAIN. Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Solférino. Tél. : 01-40-49-48-14. 7 €. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures ; jeudi, jusqu'à 21 h 45 ; dimanche, de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 mai. Catalogue : éditions RMN, 296 p., 44 €. Internet : www.musee-orsay.fr.



« Cow-boy assis au B-T Ranch », de Thomas Eakins, 1887, épreuve moderne d'après le négatif original, Philadelphia Museum of Art, Philadelphie.

## Etranges souvenirs d'un Américain à Paris

EN OCTOBRE 1866, Eakins est accepté dans la classe de Jean Léon Gérôme. Commence pour lui un apprentissage dont le détail est connu grâce aux nombreuses lettres qu'Eakins adresse à son père. Aux Beaux-Arts, il dessine, il étudie la composition, il reçoit avec reconnaissance les corrections de Gérôme, qu'il vénère. Plus tard, il demande celles de Léon Bonnat, autre figure majeure du réalisme officiel. Dans l'atelier qu'il loue rue d'Assas, il applique avec ferveur leurs conseils. Au Louvre, il s'émerveille devant les « 800 mètres » de galerie. Il se rend aussi à l'Exposition universelle, en 1867, où les machines modernes l'impressionnent fortement.

A l'inverse, le Salon le déçoit, parce que les « grands peintres » n'y exposent pas. Mais quels « grands peintres » ? Couture, Isabey, Bonnat, Meissonier et Gérôme naturellement. Mais les autres ? Courbet ou Manet ? Eakins semble avoir ignoré leur existence – ignorance peu vraisemblable étant donné les scandales que les expositions de Courbet et de Manet ont soulevés en 1867. Leur réalisme lui aurait-il été à ce point incompréhensible ? On a peine à le croire. Quand il se

rend à Madrid et à Séville en 1869, ne sait-il rien des « espagnolades » de Manet et de ses citations de Vélasquez ? Si tel est le cas, la coïncidence est remarquable. Comme ne l'est pas moins cette autre rencontre : en 1899, Eakins exécute d'après modèle une étude de deux lutteurs s'empoignant. Soit exactement le sujet des *Lutteurs* de Courbet.

Reste cette évidence rappelée par les auteurs du catalogue : Eakins n'a jamais écrit les noms de Courbet et de Manet et n'en a jamais parlé autour de lui, pas plus que de Degas ou de Forain. Reste aussi cette lettre, en novembre 1869 : « *Je sens que je suis enfin au terme de mes études, et plus tôt que je n'osais l'imaginer ; ce que j'étais venu chercher en France, je l'ai maintenant obtenu. (...) Je suis aussi fort que n'importe lequel des élèves de Gérôme, et je n'ai plus rien à gagner en restant ici.* » Une telle profession de foi aurait mis en colère le plus tolérant des impressionnistes. A leurs yeux, Gérôme et Bonnat incarnaient le faux réalisme par excellence.

Ph. D.

## Le pagne et les puritains

EN JANVIER 1886, Eakins donne une leçon d'anatomie à ses étudiantes et étudiants de l'Académie de Pennsylvanie. Un modèle masculin est là, pour les besoins de la démonstration. Dans son enthousiasme de pédagogue convaincu des vertus de l'observation, Eakins lui fait ôter son pagne. Les protestations ne tardent pas. Le 9 février, Eakins est contraint de démissionner. Il se défend : « *Y a-t-il jamais eu autant de fumée pour si peu de feu ?* », écrit-il. *Jamais dans ma vie je n'ai séduit une jeune fille ni essayé de le faire, mais que pourrais-tu penser d'autre devant toute cette rage et cette folie ?* »

L'incident du pagne est emblématique. Sa vie durant, Eakins eut les plus grandes difficultés à faire admettre ce qui lui paraissait l'évidence : qu'un peintre, quel que soit son sexe, doit connaître l'anatomie humaine et qu'elle s'apprend avec des modèles nus. A Paris, dans les ateliers des Beaux-Arts, où il se forme, la question ne se pose même pas, tant est fortement établie la tra-

dition du modèle nu, masculin et féminin. A Philadelphie, il n'en est pas de même. L'obstination d'Eakins à imposer cette pratique n'a d'égale que l'opposition des puritains. « *Le corps humain nu constitue la base de [mon] enseignement* », déclare-t-il en 1881. Mais, dès l'année suivante, la mère d'une élève l'accuse : il organise un cours « *où tout sentiment de délicatesse virginal est violé* », où sa fille « *s'habitue à fréquenter des femmes dépravées et à voir des hommes nus, tant et si bien qu'aucun art quel qu'il soit ne pourra restaurer le trésor perdu de ses pensées chastes et délicates* ».

Dans ces conditions, tout accord est impossible. Les ragots, les dénonciations se multiplient. Ses étudiants de l'Académie de Pennsylvanie la quittent pour fonder avec Eakins l'Art Students' League, mais leur soutien n'y change rien. Pour la bonne société de Philadelphie, la cause est entendue : cet Eakins est évidemment un débauché, sans doute un pervers. Du reste, ne fait-il pas des photos de modèles nus ? Ne

demande-t-il pas à ses étudiants de poser et ne pose-t-il pas lui-même à l'occasion ? Le drame oppose même Eakins à l'une de ses sœurs, suscitant pétitions et contre-pétitions. La famille se déchire, le peintre devient infréquentable...

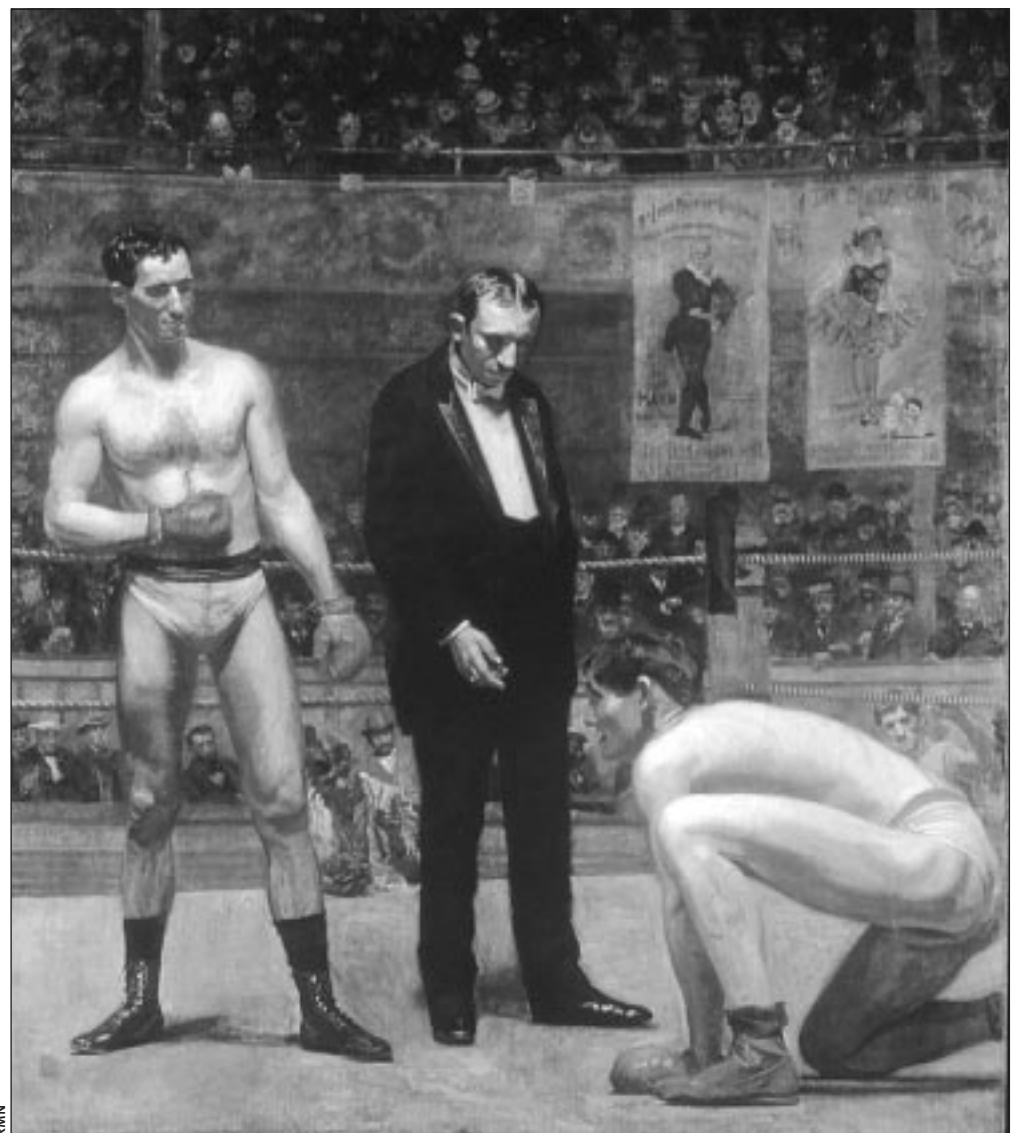
#### LE CULTE DU SOUPÇON

Si peu scandaleux désormais, les clichés de nus qui figurent dans l'exposition étaient, il y a un siècle, de nature à scandaliser une opinion marquée par le puritanisme et son culte du soupçon. Aujourd'hui, ce ne sont plus que des études d'après nature, semblables à des catalogues d'autres qui circulaient dans les ateliers en Europe, et bien moins licencieuses que nombre d'entre elles. On aurait peine à concevoir la violence de la réprobation sans le secours – involontaire – du catalogue. Un des essais qu'il contient, signé de l'historienne de l'art américaine Kathleen Foster, relève de la forme actuelle du puritanisme, non moins venimeuse que l'ancienne. On ne dit plus débauché mais « atti-


tude dangereusement inconsciente », « *coercition* », « *provocation intentionnelle* ». On ne dit plus obsession sexuelle mais « *immaturité* ». On ne condamne plus, on compatit. Eakins aurait dû être plus subtil. Son exigence de vérité n'était-elle pas « *une ineptie sur le plan politique* » et « *une imprudence d'un point de vue économique* » ? N'aurait-il pas dû songer à son « *public jeune et inexpérimenté* » ?

Ces mots se lisent aux pages 177 et 178 d'un catalogue par ailleurs dense et instructif. On sait à quoi conduit une telle logique : à la proscription de toute vérité un rien trop accentuée, au commerce de la naïveté, à la censure au nom du « *politically correct* ». Il est inattendu d'en découvrir un cas si flagrant dans un tel ouvrage. Mais n'est-ce pas le plus bel hommage que le puritanisme puisse rendre à Eakins que de continuer à le combattre et le calomnier de la sorte, près d'un siècle après sa mort ?

Ph. D.




« Le Décompte », Thomas Eakins, 1898, huile sur toile, Yale University Art Gallery, New Haven.





**OKI**  
L'HOMME  
DANGEREUX

**Il est prêt à tuer  
pour prendre  
le pouvoir**

CANNES 2001  CAMERA D'OR

**ATANARJUAT**  
LA LÉGENDE DE L'HOMME RAPIDE

[www.atanarjuat.com](http://www.atanarjuat.com)

 **13 FEVRIER** *Le Monde* 



**MUSIQUE** • Après « Le Tour d'écrou », en 1996, le jeune metteur en scène suisse Stephan Grögler monte, avec plus de bonheur, l'autre grand opéra de Benjamin Britten

## L'Opéra de Rennes donne un « Viol de Lucrece » pur et glaçant

RENNES

de notre envoyé spécial

Quelques années après un *Tour d'écrou* de sinistre mémoire (*Le Monde* du 19 février 1996), venu du Théâtre de Caen et présenté à l'Opéra-Comique, à Paris, Stephan Grögler devait monter l'autre grand opéra de chambre de Benjamin Britten (1913-1976), *Le Viol de Lucrece* (1946), à la demande de François-Xavier Hauville, ancien patron du Théâtre de Caen, aujourd'hui à l'Opéra de Lausanne. Cette reprise à l'Opéra de Rennes semble prouver qu'entretiens le jeune metteur en scène suisse a appris à doser ses effets et à montrer la singularité de son écoute sans forcer le texte et la musique.

Puisque Grögler est son propre décorateur, on aura moins de scrupules à décrire d'abord l'élégance économe de son dispositif scénique : sur un simple plateau de répétitions (des chaises, un vieux piano à queue, quelques lampes), un rideau de velours, garance, serpente subtilement le long d'une tringle aux arrondis propices à l'évocation d'alcôves. Ce dispositif est un espace mental d'autant plus librement suggestif qu'il est abstrait.

ENTRER DANS LE DRAME

Il y a des images d'une beauté stupéfiante, comme celle du trio féminin, à l'acte I, baigné d'une lumière douce et chaudement tamisée, pendant laquelle Lucrecia, sa nourrice Bianca et sa servante Lucia dépliant du linge blanc. On ne sait si c'est l'ineffable poésie de la musique de Britten (les nymphes de l'*Ariane à Naxos* de Strauss s'adonnant aux madrigaux de Monteverdi) ou la force d'évocation du metteur en scène qui donnent cette certitude que l'odeur délicieuse d'un drap de lin fraîchement lavé envahit le théâtre...

Alors que le compositeur demande expressément que les rôles des chœurs féminin et masculin « à



Extrait du « Viol de Lucrece » avec Nora Sourouzian (en blanc), Lucrece, ici avec Guylaine Girard.

l'antique » (réduits à deux solistes) « encadrent la tragédie mais n'y prennent pas part », Grögler convainc du contraire en demandant au soprano et au ténor (excellents Guylaine Girard, au timbre d'une belle richesse, et James Oxley, musicien impeccable et jumeau vocal de Ian Bostridge)

d'entrer dans le drame. Ils s'y faufilent comme des fantômes translucides et impuissants, donnant l'impression troublante d'être l'envers positif des deux spectres démoniaques du *Tour d'écrou*.

On aura aussi été fortement touché par la manière dont le chœur masculin prend son alter ego fémi-

nin par la main, après que Lucrecia s'est tuée, pour lui faire réintégrer son rôle modeste de témoin, de « Testo » (à la manière du *Combat de Tancredi et Clorinde*, de Monteverdi, auquel Britten fait davantage qu'allusion, notamment dans la scène de la cavalcade de Tarquinius). Daniel Bizeray, directeur de l'Opéra de Rennes, a repris cette coproduction des Théâtres de Caen et de Lausanne en en faisant presque intégralement la distribution et en l'ouvrant à de nombreux chanteurs canadiens peu connus en France.

BEAU TIMBRE SOMBRE

Les ensembles féminins, exacts et poétiques, sont dominés par le timbre joliment acide de Gaëlle Méchaly, comme toujours subtile musicienne ; la Lucrecia de Nora Sourouzian est digne et dotée d'un beau timbre sombre ; le trio masculin est excellent, même si Anthony Marber (glaçant Tarquinius) « ténorise » un peu trop ses aigus.

Daniel Kawka et son Ensemble orchestral contemporain sont parvenus à donner une belle, probe et précise lecture de cette partition alchimique pour treize instrumentistes, malgré un quintette à cordes à la qualité sensiblement en retrait de celle des vents et un mouvement final « *Alla Marcia* » un peu lent à trouver sa rectitude rythmique.

Renaud Machart

Le viol de Lucrece, de Benjamin Britten. Avec Nora Sourouzian (Lucrecia), Guylaine Girard (chœur féminin), James Oxley (chœur masculin), Gaëlle Méchaly (Lucia), Anthony Marber (Tarquinius), Sonia Racine (Bianca), Marc Belleau (Collatinus), Raimonds Spogis (Junius). Ensemble orchestral contemporain, Daniel Kawka (direction), Stephan Grögler (mise en scène et décors). Opéra de Rennes, le 6 février. Prochaine représentation : le 8 février à 20 h 30. Tél. : 02-99-78-48-78. De 8 € à 32 €.

**CINÉMA** • La 52<sup>e</sup> Berlinale s'est ouverte mercredi 6 février dans la capitale allemande

## Une nouvelle direction et un Festival qui se veut au vent de l'histoire

BERLIN

de notre envoyé spécial

Dans un paysage qui n'en finit pas d'être nouveau – au point qu'une navette se perdit en emmenant les invités du Palais des festivals à la réception donnée dans la nouvelle annexe du Reichstag –, le Festival de Berlin n'en finit pas d'être nouveau. Cette 52<sup>e</sup> édition, qui s'est ouverte mercredi 6 février, est la première à être placée sous la direction de Dieter Koslick. On saura, le 17 février, si ce changement de personne a amené un changement de fond. Pour l'instant, la Berlinale s'est ouverte sous les auspices ambigus de *Heaven*, de Tom Tykwer.

Le jeune réalisateur allemand (né en 1965) est une gloire nationale depuis le succès mondial de *Cours, Lola, cours*, un film qui a si bien marché aux Etats-Unis que *Heaven* est coproduit par Miramax, la firme du groupe Walt Disney qui avait distribué *Lola*. Il ne s'agit pas du seul titre de cosmopolitisme de *Heaven*. La distribution réunit une Anglaise, Cate Blanchett, et un Américain, Giovanni Ribisi, pour une histoire tournée en Italie d'après un scénario jamais porté à l'écran de Krzysztof Kieslowski. On ne peut brandir plus fièrement le drapeau de l'internationale cinématographique. Encore eût-il fallu que le film soit réussi.

Histoire d'amour fou entre une terroriste solitaire et un jeune carabinier, *Heaven* réussit à tirer le pire de son metteur en scène, toujours prompt à l'emphase. On devine par instants les traquenards moraux chers à Kieslowski, mais filmés à grands coups de grue et d'hélicoptère, jusqu'à un finale toscan pour office du tourisme. Les efforts du duo Ribisi-Blanchett font encore plus vivement ressortir l'inanité de l'entreprise.

*Heaven* vient s'ajouter à la liste des films d'ouverture dont la double raison d'être est de faire plaisir au pays hôte et de servir de faire-valoir au reste de la sélection. Celle-ci paraît très historique. *Laissez-passer*, de Bertrand Tavernier, *Amen*, de Costa-Gavras, et *Taking Sides*, d'Istvan Szabo, reviennent sur le second conflit mondial. Le film du réalisateur de *Z* est inspiré

du *Vicaire*, la pièce de Rolf Hochhuth, alors que celui de Szabo (hors compétition) s'intéresse aux rapports du chef d'orchestre Furtwängler avec le nazisme. Ces incursions seront couronnées en clôture par la projection d'une copie nouvellement restaurée du *Dictateur* de Chaplin.

DIMANCHE SANGLANT

Les années de plomb occupent aussi une large place. Christopher Roth, réalisateur allemand qui avait 14 ans lors du suicide des membres de la FAR, propose *Baader*, biographie du dirigeant de la Fraction armée rouge ; le Britannique Paul Greengrass, qui a couvert le conflit nord-irlandais pour la BBC, évoque le dimanche sanglant de Derry dans *Bloody Sunday* ; *KT*, de Junki Sakamoto, revient sur l'enlèvement au Japon, en 1972, de Kim Dae-jung, aujourd'hui président de la Corée du Sud.

A côté de ces thèmes récurrents, on attend avec curiosité *Monster's Ball*, de Marc Forster, et *The Royal Tenenbaums*, de Wes Anderson, deux films hollywoodiens qui s'écartent des sentiers battus. La sélection française est complétée par *8 femmes*, de François Ozon, et *Lundi matin*, d'Otar Iosseliani, deux cinéastes plutôt rétifs à la veine historique. Hors compétition, *Gosford Park*, la comédie de mœurs policière de Robert Altman, devrait amener à Berlin un important contingent de stars pendant que Wim Wenders présentera un documentaire sur le groupe de rock BAP, qu'il définit dans un texte de présentation comme son « *Heimat Film* ».

Le jury devra départager les 23 films en compétition et tout à fait inédits. Présidé par la cinéaste indienne Mira Nair, on trouve parmi ses neuf membres deux très jeunes réalisateurs, l'Argentine Lucrecia Martel et l'Allemand Oskar Roehler, la productrice d'*Amélie Poulain*, Claudie Ossard, l'actrice et productrice italienne Nicoletta Braschi (*La vie est belle*), le cinéaste haïtien Raoul Peck et le très hollywoodien critique du *Los Angeles Times* Kenneth Turan.

Thomas Sotinel

## Le FAIR, à l'affût des talents du rock français

LE CONSTAT est quasi unanime dans la profession : en une douzaine d'années, la scène musicale française est sortie de la préhistoire. Enrichissement et renouvellement créatifs sont allés de pair avec un spectaculaire progression des compétences techniques et professionnelles. Dans l'ombre de cette réussite, on ne croise pas que des grands patrons de maison de disques. Sans bruit mais avec l'efficacité des gens de terrain, un certain nombre de structures et de réseaux ont œuvré à la formation et à l'épanouissement de ces nouveaux talents. Avec l'IRMA (centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles), la Fédurok, le Chaïnon manquant, la Féarock, le Studio des variétés, le Réseau Printemps et quelques autres, le FAIR (pour Fonds d'action et d'initiative rock) a contribué de manière décisive à cette évolution.

Créée en 1989, à l'initiative du

ministère de la culture et de la communication, aidée aussi par divers organismes (SCPP [Société civile des producteurs phonographiques], Sacem, Adami...), cette association qui se donnait pour mission d'aider les artistes débutants pouvait être sujet à caution. Les pouvoirs publics devaient-ils intervenir dans le processus de sélection des musiques populaires ? Les artistes pouvaient-ils requérir son obole sans risque de récupération ? Douze ans après, un prestigieux tableau d'honneur témoigne de la crédibilité des méthodes du FAIR. Parmi les groupes et chanteurs aidés par l'association, certains se sont fait un nom : NTM, Miossec, Zebda, IAM, M, Louise Attaque, Faudel, Têtes raides, Mano Solo, Katherine...

UNE FORMATION NÉCESSAIRE

Depuis ses débuts, le mode de sélection est resté à peu près le même. Chaque année, après appel à candidature, environ 400 dossiers d'inscription (sur 800 demandés) sont retournés au FAIR. Quinze heureux élus, parrainés par autant d'acteurs de la profession (directeurs artistiques, producteurs de spectacles, éditeurs, programmeurs de festival...), bénéficient d'une aide financière (de 4 000 à

6 000 euros) – toujours liée à leurs activités scéniques –, d'une aide juridique, d'un conseil en management, et enregistrent un CD promotionnel (distribué cette année à 8 000 exemplaires).

« *L'argent est utile*, explique Claude Guyot, directrice du FAIR depuis sa création, *il permet aux artistes de trouver de nouvelles dates de concerts et donc de progresser. Mais pour beaucoup l'encadrement, la formation sont les apports les plus importants. Nous pouvons filer des coups de main à tous les niveaux : management, disque, édition, scène, fiscalité, voire personnel.* » A la tête de cette structure légère de trois personnes (2,4 millions de francs de budget cette année), Claude Guyot fait souvent figure de seconde maman pour les artistes et leur manager. « *Dès qu'on a un petit doute*, témoigne Loïc Kervarrec, manager de Mei Teï Shô, *l'un des groupes de la cuvée 2002, nous demandons conseil à Claude. Avec son expérience et ses relations, elle démêle beaucoup de problèmes.* » « *Les groupes nous écoutent parfois mieux que leur maison de disques, renchérit celle-ci, car nous n'avons pas de lien économique avec eux.* »

Les élus du FAIR ne sont pas tous au même niveau de carrière. Cer-

tains ont déjà un contrat en poche, d'autres non. Les relations privilégiées qu'entretient Claude Guyot avec tout ce que la France compte de directeurs artistiques font gagner beaucoup de temps aux uns et aux autres. « *Chaque année*, reconnaît Christian Bordarier, directeur artistique de la maison de production Wagram, *j'écoute systématiquement ce que le FAIR a recueilli en présélection. Cette année, j'ai signé avec Frandol. C'est la troisième fois que nous produisons un artiste aidé par le FAIR. Pour nous, c'est un vivier, et l'encadrement reçu par ces artistes nous permet d'avoir avec eux des relations plus claires.* »

Sans prétention d'exhaustivité, chaque sélection annuelle reflète les tendances et la diversité de la scène française. Si 2001 était marquée par les expériences dub et l'électronique, 2002 se distingue par la qualité des textes de la drôle et cruelle Agnès Bihl, du gainsbourien Frandol ou du bohème Sansvervino. Apparaissent aussi les talents singuliers d'inclassables comme Natacha Tertone, Mobilil ou les étranges Mei Teï Shô, dont le premier album, *Xam sa bop*, serpente entre dub, jazz, psychédéisme et musique africaine. « *Nous avons démarché quantité de petits et gros labels*, se souvient Loïc Kervarrec. *Ils avaient tous du mal à nous ranger dans un style. Nous avons fini par autoproduire notre disque avant de trouver un distributeur. La sélection du FAIR et sa campagne de promo sont arrivées au bon moment. Nous tournons maintenant dans des salles de 300 à 600 personnes. Grâce aux séances de préproduction organisées par le FAIR, nous allons pouvoir préparer les arrangements de notre deuxième album. Même si c'est difficile, on peut y arriver sans passer par les majors.* »

Stéphane Davet

### Artistes en tournée

- **Agnès Bihl** : le 15 février à Aizenay (85), le 16 à Saint-Vincent-sur-Jard (85), le 22 à La Chaize-le-Vicomte (85), le 23 à La Ferrière (85).
- **La Compagnie du 26 Pinel** : le 13 février à Paris (Maroquinerie), le 15 à Aubusson, le 16 à Niort.
- **Homeboys** : le 15 février à Paris (Péniche Blues Café), le 23 à Mont-de-Marsan.
- **Mei Teï Shô** : le 15 février

- à Bourgoin-Jallieu (38), le 16 à Besançon, le 22 à Morlaix, le 23 à Lassay-les-Châteaux (53).
- **Nestor Is Bianca** : le 10 février à Paris (Guinguette Pirate), le 14 à Tours.
- **Sansvervino** : le 9 février à Chessy (77), le 14 à Le Coustellet (84), le 15 à Château-Arnoux (04), le 16 à Six-Fours - Toulon (83).
- **Télécran** : le 9 février à Paris (Guinguette Pirate).

Du 8 au 16 février

**BORIS GODOUNOV**

Alexandre POUCHKINE

mise en scène

**Declan DONNELLAN**

(Russie / Royaume-Uni)

Spectacle en russe / surtitré

Festival d'Avignon 2001



LES GÊMEUX/SCEAUX  
SCÈNE NATIONALE  
01 46 61 36 67



## Festival Images et scènes dialoguent à la Ferme



**MARNE-LA-VALLÉE** Fraîchement revenu de Venise où il a assisté au lancement du volet italien du festival « Temps d'images... pour quelles histoires », José-Manuel Gonçalves, directeur de la Ferme du Buisson, ne peut cacher sa satisfaction. A chaque arrêt de vaporetto, l'affiche de la manifestation lui a rappelé la réalité d'une manifestation organisée conjointement, en moins d'un an, par la Ferme du Buisson, Scène nationale de Noisiel, Arte, la Biennale de Venise, les Halles de Schaerbeek à Bruxelles et les Berliner Festwochen. « On ne peut même pas parler d'une coproduction entre nous quatre mais d'un bricolage, proche parfois du troc, que nous avons mis en œuvre avec un réel souci d'échange, autour du dialogue des images et de l'art vivant. A l'exception de Berlin, qui recevra la manifestation cet

automne, le festival, premier du genre à rassembler une chaîne de télé et une scène nationale, se déroule simultanément dans trois pays, même si chacun décline un programme différent. » Avec ce nouveau rendez-vous pluridisciplinaire, José-Manuel Gonçalves fait la preuve, une fois encore, de sa capacité à réinventer l'offre culturelle avec perspicacité. Dans la lignée de Samedi Danses (Le Monde du 16 mars 2001), parcours entre différents spectacles, de Week-Ends à la Ferme, manifestation thématique (la création belge, par exemple), le premier festival Temps d'images... souhaite être à la fois en pointe et grand public. C'est le moins que l'on est en droit d'attendre de la Ferme du Buisson, située au cœur de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. « Il m'est insupportable que des artistes jouent devant une salle vide, explique José-Manuel Gonçalves. Il est impossible d'imaginer que le public ne soit pas en prise d'une manière ou d'une autre avec les spectacles présentés. Bref, la Ferme n'est peut-être pas le lieu culturel le plus intelligent, mais elle n'est pas le plus vide. » Autour de quatre thèmes – « Intimité publique », « Champ contre champ », « L'illusion du réel » et « Au plus loin c'est fiction » –, Temps d'images... articulera, pendant quatre jours, films, spectacles, rencontres, installations, avec, entre autres, les cinéastes Jean-Jacques Bei-

neix, Claire Denis, Arnaud Desplechin et Laurence Ferreira Barbosa, les metteurs en scène et chorégraphes Xavier Durringer, Michèle Noiret, Wayne McGregor et Mourad Belkisir. Se voulant particulièrement innovants, les « chantiers » confronteront, autour d'un travail commun, un cinéaste et un artiste de la scène. Ainsi Benoît Dervaux (cadreur de *Rosetta*, des frères Dardenne, et réalisateur de *A dimanche*) et le chorégraphe Heddy Maalem s'associeront pour filmer le spectacle *Black Spring*, conçu par Heddy Maalem. « Cette envie de croisement d'expériences, de techniques, de modes de travail très différents est partie d'un constat un peu douloureux, reprend José-Manuel Gonçalves. Alors que le cinéma devient de plus en plus sophistiqué, je suis frappé de voir que les images auxqueltes recourent les metteurs en scène sont, pour la plupart, médiocres. On ne comprend pas pourquoi certains mêlent d'ajouter des projections à leurs spectacles tant elles n'ajoutent rien à la compréhension. Par ailleurs, la pauvreté des propositions télévisuelles est flagrante. J'ai donc eu envie, en complicité avec les responsables d'Arte, de mettre en relation des créateurs autour de la question fondamentale du sens. »

Rosita Boisseau

**Temps d'images... Pour quelles histoires ? Ferme du Buisson, allée de la Ferme, Noisiel (Seine-et-Marne). Le 7 février, de 18 heures à minuit ; le 8, de 16 h 30 à l'aube ; le 9, de 14 heures à l'aube ; le 10, de 14 heures à 21 heures. De 14,48 € à 21,34 €. Tél. : 01-64-62-77-77. A Venise, jusqu'au 10 février ; à Bruxelles, jusqu'au 17 février. Photo : extrait de « Au fond des bois », installation conçue de Thierry de Mey. Crédit : Thierry de Mey.**

## ARCHITECTURE

## Les monuments de papier du Japonais Shigeru Ban

**IL Y A**, mais très rarement lorsqu'il s'agit d'architecture, des expositions qui font basculer dans un autre monde, une autre époque, machines à traverser le temps, l'espace. Celle consacrée au Japonais Shigeru Ban par La Galerie d'architecture, à Paris, est de celles-ci. Shigeru Ban, ou plutôt Ban Shigeru, est né à Tokyo en 1957. Et il est statistiquement probable que son nom nous échappe si, comme beaucoup de Français, nous ne connaissons du dictionnaire de l'architecture que le tome allant de L à N : Le Corbusier (voir Jeanneret), Le Nôtre, Michel-Ange, Mies Van der Rohe, Niemeyer, Nouvel. Shigeru Ban ? On peut même se croire revenu au meilleur temps du GIAP, le Groupe international d'architecture prospective, fondé en 1965 par quelques têtes généreuses : Yona Friedman, Paul Maymont, Georges Patix, Michel Ragon et Nicolas Schöffer, auxquels se joindront Guy Rotier, Ionel Schein, Edouard Albert, et déjà, un natif nippon, Kisho Kurokawa. Ou, par la bande et occasionnellement, des personnalités comme Jean Balladur, immortel auteur de la Grande Motte sur la côte languedocienne, et le tandem Andrault et Parat. La vague idée d'une appartenance à « l'avant-garde » les réunit, tout les oppose dans la pratique. Tous pensent sur un air repris depuis en majeur par Attac, mais les uns bétonnent, quand les autres s'essayent aux premières mailles du tricot écologiste : « Nous pouvons créer nos abris en ménageant la nature pour les générations futures », lancera Yona Friedmann, lors de la Conférence mondiale de l'habitat, à Vancouver, en 1976.



Deuxième version du Musée Guggenheim temporaire à Tokyo.

Voûtes tressées, habitat précaire, souci de l'urgence. Le lien semble direct entre Friedmann et Shigeru Ban. Mais, hormis les bibliothèques universitaires et expositions internationales où Friedmann peut avoir croisé Arata Isozaki, poids lourd de l'architecture japonaise qui fut l'employeur de Shigeru Ban jusqu'en 1985, les ressemblances semblent relever du hasard. Ou, plus justement, de la nécessité : Yona Friedmann reste précurseur par son travail pour les damnés des bidonvilles. Shigeru Ban accède à une célébrité, fulgurante, en 1995, lorsque sa proposition d'abris préfabriqués en tubes de carton pour les réfugiés au Rwanda est adoptée par les Nations unies, et qu'il devient conseiller à la commission pour les réfugiés à l'ONU. La même année il fonde également l'organisation humanitaire Voluntary Architects Network (Réseau des architectes volontaires). Ce truc des tubes en carton, expérimenté après le tremblement de terre de Kobé, en 1995 également, il va cependant lui donner une dimension insoupçonnée à Hanovre, en Allemagne, lors de l'Exposition universelle 2000 où il est chargé d'édifier le pavillon. Depuis, Shigeru Ban a réalisé ou projette plusieurs édifices au Japon : une crèche et la salle de sport pour l'hôpital d'Odate, au nord de la grande île d'Honshu, le Musée Unichiro à Iwakuni, près d'Hiroshima, le Guggenheim temporaire à Tokyo, sans compter l'inévitable mobilier en kit, le L-Unit System, visible aussi à La Galerie d'architecture. Ses premiers projets en France – La Halle du Toueur et le Centre d'interprétation du canal de Bourgogne, à Pouilly-en-Auxois (avec Jean de Gastines) – sont en cours de réalisation. Pour autant, Shigeru Ban est loin d'être réductible au carton. Lorsqu'il le peut, il l'emballa. Et plus les moyens dont ils disposent s'éloignent du seuil de la misère, plus la forme architecturale se rapproche des canons d'une vaillante modernité, tour à tour libre, butineuse, ondoyante, et soudain sévèrement géométrique. Le Japonais emprunte et cite, abondamment, il sait qu'il n'aura pas de comptes à rendre, qu'il est d'un autre monde où les certitudes sont ancrées dans un paysage éphémère et voué aux séismes. C'est la première fois que Shigeru Ban montre son travail en France. L'exposition vient de la galerie berlinoise Aedes, une référence en Allemagne, elle est passée par Vienne, en Autriche, avant Paris, et elle prendra au printemps le chemin d'Arc-en-Rêve, le centre d'architecture de Bordeaux.

Frédéric Edelmann

Shigeru Ban - Projets récents, La Galerie d'architecture, 11, rue des Blancs-Manteaux, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-49-96-64-00. Du mardi au samedi de 11 heures à 19 h 30, le dimanche de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 février. [www.galerie-architecture.fr](http://www.galerie-architecture.fr)

## Jazz

## PARIS

## Eric Le Lann Quartet

Musicien exigeant, le trompettiste Eric Le Lann bénéficie du respect de nombre d'hommes du jazz (Martial Solal, Archie Shepp, Michel Graillier...). Fou du jazz des grands classiques (Armstrong, Clifford Brown, Miles, Chet Baker...) comme de celui des maîtres dits « obscurs », non pour jouer comme eux mais pour s'affirmer à partir d'eux. A ce talent rare s'ajoutent une attirance pour l'écrit, le goût des rencontres (ainsi celle avec le comédien Jacques Bonnaffé). Pour trois soirs de rêve, Le Lann jouera avec Gilles Naturel (contrebasse) et Jean-Pierre Arnaud (batterie). Le guitariste Louis Winsberg est invité le 7 février et le pianiste Eric Legnini, le 8.

Sunside, 60, rue des Lombards, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet-Les Halles. Tél. : 01-40-26-21-25. Les 7 et 8 février, à 21 heures. De 15 € à 18 €.

## Classique

## PARIS

## Présences 2002

Deux générations de compositeurs français et un jeune confrère britannique se collinent avec quelques-unes des grandes formes

classiques. Tandis que Francis Bayer et son *Prélude à la nuit* pour grand orchestre (déjà créé au Festival Présences en 1997) travaille sur des « textures de timbre », Guy Reibel (éminence grise du GRM de 1963 à 1983), s'essaye à la forme concertante avec ce *Concerto pour clarinette, piano et orchestre* lyrique et consonant défendu par le piano majuscule de Jean-Claude Pennetier et la clarinette de Philippe Berrod sous la direction de Dominique My. Quant au jeune compositeur britannique Thomas Adès, unanimement reconnu pour son opéra de chambre *Powder Her Face*, il sera aux manettes de l'Orchestre philharmonique de Radio France pour sa pièce symphonique *Asyla op. 17* donné en création française. Maison de Radio France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Passy. Tél. : 01-56-40-15-16. Le 8 février, à 20 heures. Entrée libre.

## Théâtre

## PARIS Divertissement bourgeois

Eugène Durif dresse le portrait d'un couple de notables de province amoureux des belles choses. Lui (huissier de gauche) et elle se piquent de grande musique et de création théâtrale. Leurs passions alimenteront les quiproquos d'une

farce carnavalesque, inspirée du *Bourgeois gentilhomme* (version intégrale), avec cadre au chômage et servante molièresque. Mise en scène : Catherine Beau et l'auteur. Théâtre de l'Est parisien, 159, avenue Gambetta, Paris-20<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Pelleport. Tél. : 01-43-64-80-80. Mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30 ; jeudi à 19 heures ; dimanche à 15 heures, jusqu'au 16 février. De 10 € à 20 €.

## Danse

## PARIS Bartleby

Le Théâtre de la Ville accueille pour la deuxième fois *Bartleby*, pièce créée en 2000 par le chorégraphe François Verret. Sa libre adaptation de *Bartleby le scribe*, d'Herman Melville met en scène « un clerc d'avoué qui désorienté son entourage de travail par un comportement insolite, au lieu d'obéir, il dit seulement : "Je préférerais ne pas" ». Verret s'est entouré de jeunes comédiens issus du Théâtre national de Bretagne (Benjamin Monnier, Atsama Lafosse), d'acrobates (Abdel Senhadji, Mahmoud Louertani), d'une danseuse (Etzer Salamon) et d'un musicien (Jean-Pierre Drouet).

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. Tél. : 01-42-74-22-77. Jusqu'au 9 février, à 20 h 30. 22 €.

## MONTREUIL

## Pièce(s) détachée(s)

Accueilli en résidence au Centre dramatique national de Montreuil pour la saison 2001-2002, le chorégraphe catalan Tomeo Verges y présente sa dernière création, un « zapping entre humour et gravité dans un monde délirant de faux-semblants aux perspectives polydimensionnelles ». Conçue pour cinq interprètes (autour du fondateur de la compagnie Man Drake, Isabelle Boutros, Alvaro Morell, Anna Rodriguez, Régine Westenhoeffer), *Pièce(s) détachée(s)* entraîne le spectateur dans un « zigzag continu ». A lui de « faire le lien ».

Centre dramatique national de Montreuil, 26, place Jean-Jaurès, Montreuil (Seine-Saint-Denis). M<sup>o</sup> Mairie-de-Montreuil. Tél. : 01-48-70-48-90. Lundi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; jeudi, à 19 h 30 ; dimanche, à 17 heures. Jusqu'au 11 février. De 8, 5 € à 17 €.

## Annulation

En raison d'un mouvement de grève d'une partie du personnel de la Comédie-Française, les représentations d'*Amphitryon* des 9, 10 et 11 février à 20 h 30 sont annulées ainsi que celles du *Malade imaginaire* prévues le 10, à 14 heures et le 13, à 20 h 30. Le report des places s'effectuera au guichet du théâtre ou par téléphone au 01-44-58-15-15 tous les jours de 13 heures à 18 heures.

## ARTIE SHAW

## Self Portrait



Né le 23 mai 1910, Artie Shaw – un nom qui continue de ne faire marrer que les francophones – a choisi librement les qua-

tre-vingt-quinze titres de cet autoportrait, rétrospective des années 1936 à 1954. A partir de cires produites par plusieurs labels et ses documents, le clarinetiste équilibre ses succès (*Begin the Beguine*, *Stardust*, *Nocturne*, *The Hornet...*), parfois dans des versions peu connues, des raretés et une part très personnelle (*Back Bay Shuffle*, tiré d'une diffusion radio, son *Concerto For Clarinet...*) où à la fantaisie se mêle une écriture ambitieuse (section de cuivres, violons, voix...) et moderne. Le tout relevant du grand, très grand swing. Celui qui donne du rose à la vie et des envies d'immortalité, sans pour autant que la musique ne vende son âme au tout-distracting. Précieux. – S. Si. 1 coffret de 5 CD Bluebird 09026-63808-2. Distribué par BMG.

## Sélection disques jazz

## PATRICE CARATINI

## JAZZ ENSEMBLE

## Anything Goes Les chansons de Cole Porter

La grande formation de Patrice Caratini (contrebassiste et directeur) est plusieurs fois une exception : elle fonctionne régulièrement, elle regroupe des solistes de premier plan, elle se donne des projets cohérents. Malgré cela, elle sonne bien, gorgée de swing et de lumière et est très scénique. Après avoir fait le tour de la figure de Louis Armstrong et rejoint Alain Jean-Marie dans sa Biguine Reflection, le Caratini Jazz

Ensemble décline le répertoire d'un des plus grands fournisseurs de standards et de mystérieuses chansons évidentes : Cole Porter. De *Anything Goes* à *Love For Sale*, plus quelques compositions originales et variations inattendues (*Amour à vendre*), tout y passe avec une exactitude enjouée. Son, collectif et esprit : *Anything Goes* s'adresse aux amateurs précis et aux passants ordinaires. Excellente initiation de luxe. – F. M. 1 CD Chant du monde

## MASSACRE

## Meltdown

Fred Frith (guitare, sons), Charles Hayward (batterie, vocaux) et Bill

Laswell (basse, sons), soit, à intervalles irréguliers, Massacre. Free-rock, hard-jazz, cadrage binaire ou échappées flottantes, percées mélodiques comme des respirations... Le trio donne dans la mise en espace de la matière musicale et dans l'imprévu plus que l'improvisé sans but. Massacre joue avec les codes et les références (toute l'histoire du rock hors du format chanson est ici malaxée). Du remuant au contemplatif, remarquablement enregistré en concert au Queen Elizabeth Hall lors de l'édition 2001 du Meltdown Festival programmée par le chanteur Robert Wyatt. – S. Si. 1 CD Tzadik TZ7606. Distribué par Orkhéstra International.

*Recife* Paris

Stylos RECIFE

ECRIURE & C<sup>e</sup>

9, place de la Madeleine, Paris

[www.recife.fr](http://www.recife.fr)

projet

268

hiver 2001/2002

le n° 75,44 F

Décider en politique

avec la collaboration de...

G. Wormser, J.-P. Ferrier, E. Caniard

N. Lasne, B. Moreau, I. Yeni, P. Champagne

W. O'Neill, L. Blondiaux, B. Latour

EN VENTE DANS TOUTES LES LIBRAIRIES

PROJET - 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48

## CONCERTS

ensemble nter contemporain

Samedi 16 février

18 h 30, grande salle

Solistes au Centre Pompidou

œuvres de

Brian Ferneyhough

Yoshihisa Taïra

Patrick Defossez

Philippe Fénelon

René Mense

Jacques Lenot

Marc Tallet

Centre Pompidou

renseignements

01 44 84 44 72

JEAN-MAHIE FOURNIER PRODUCTIONS

AVEAU

01 49 53 05 07

[www.sallegaveau.com](http://www.sallegaveau.com)

8 mars 2002-20 h 30

Mstislav ROSTROPOVITCH

violoncelle

Orchestre régional de Cannes

Dir.Philippe BENDER

Fauré-Haydn-Mendelssohn

Centre Culturel Calouste Gulbenkian

51, avenue d'Iéna - 75116 Paris

Judi 14 février - 20h00 précises

Alexandru Tomescu (violon)

Prix Fondation Calouste Gulbenkian au concours de violon

Henryk Szering, Monte Carlo 2000

Mirsa Adami (piano)

Bartok, Chostakovitch, Prokofiev, Ravel, Stravinski

Entrée libre dans la limite des places disponibles.



# Dominique A., la complainte du forain

Entre le rock et le music-hall, l'ombre et la lumière, le chanteur nantais vient de débiter une tournée nationale avec trois musiciens

« J'AI LONGTEMPS ÉTÉ assez indifférent à la manière dont le public ou la critique pouvait me présenter. » Dans le désordre, chef de file de la nouvelle chanson française intimiste, défricheur du post-rock français, spécialiste de la comédie humaine et de l'introspection... « Puis, à l'issue d'un concert il y a deux ou trois ans, une jeune fille m'a dit : « Ce soir je n'ai pas retrouvé mon Dominique. » Il y avait dans cette phrase un côté où-est-mon-ours-en-peluche, comme une interdiction qui m'était faite d'être moi-même. Intolérable. » Dominique A. reprend une gorgée de moulin-à-vent - belle robe, nez contrasté -, étire le cou en arrière. Un temps de silence. « Bon... en même temps, est-ce que c'est si grave ? » Une bouchée. Autre silence. « Quand même, ça veut dire qu'il y a une étiquette Dominique A. Mais moi, je revendique la variété des styles, du léger au très noir, comme The Cure, qui combine un aspect pop-rock joyeux au désespoir le plus sombre. »

Dominique Ané, devenu célèbre par le A. comme Agnès l'est devenue par le B., fonctionne ainsi. A peine affirme-t-il, avec douceur, quelque chose qu'il énonce de suite son contraire. Non par cyclothymie, mais par souci d'explorer tous les possibles. Est-il inquiet qu'il trouvera mille raisons d'être « positif ». Optimiste-sceptique et vice versa. « Tiens, ça va faire une nouvelle étiquette... Mais il y a de ça. » On peut aussi y voir de la sagesse, un moyen d'équilibrer la pensée, les gestes. Zen ? « Cela demande un contrôle que je n'ai pas. » Passé quelques minutes, on s'y fait. La dizaine d'amis - musiciens, sonorisateurs, éclairagistes - avec qui le chanteur-guitariste préparait sa tournée en groupe, fin janvier, à la Cave à musique de Mâcon (Saône-et-Loire) s'y retrouvent. Des phrases comme « ... là, ce serait bien que la guitare d'Olivier vienne un peu en retrait. Hein... mais bon pas trop non plus. Il faut quand même entendre cet accord... » sont aussitôt décryptées. La chanson est reprise au passage délicat. Un peu moins mais pas trop non plus. « Super ! »

Pour bon nombre de textes et de mélodies qui ne respirent pas la gaieté, Dominique A. serait donc un grand triste (au jugé, 1,90 mètre). « A un moment j'ai joué un peu avec ça. A vingt ans, le monde n'est pas si euphorisant qu'on le voudrait, alors on regarde nos pieds. Mais j'aime rigoler, manger - quand j'ai trouvé un bon plat dans un restaurant, je peux y retourner vingt fois -, discuter. Les concerts c'est ce que je peux donner de mieux de moi-même à des gens que je ne connais pas. » Avec son visage rectangulaire, son crâne tondu, la force et l'énergie qui se

## BIOGRAPHIE

### ► 1968

Naissance le 6 octobre en Seine-et-Marne.

### ► 1986

A Nantes, il débute comme auteur-compositeur.

### ► 1991

« La Fossète », premier album, étiqueté minimaliste.

### ► 2001

Parution d'« Auguri », cinquième album. Tournée en solo.

dégagent de son corps, Dominique A. ressemble plus à un forain qu'à un maudit souffreteux. « J'aime bien cette idée de forain. Dans ce métier il faut être solide. Prendre la route, se dévoiler sur scène, chanter, jouer... c'est violent. Il faut une forte impulsion de vie. Maintenant, mon timbre de voix va plus vers la tristesse, la densité que vers la gaudriole et les cotillons. Chanter contre ce qui ressort naturellement de ma nature serait artificiel. De toute manière je ne peux pas. »

## PETITE « FAMILLE »

Dominique A. appartient à une communauté d'artistes, nantais pour la plupart : Miossec, les groupes Moobil et Little Rabbits, Katerine, Yann Tiersen, son ancienne compagne François Breut. Pour eux, Dominique joue de la guitare ou compose. « Ce qui m'intéresse dans les textes, c'est le rapport musicien à la voix. Quels mots, quelles phrases pour quel timbre, quel débit. » Une petite « famille », en plus de la sienne. Là, on touche au privé. Stop. Pour la séance de photographies souhaitée par *Le Monde*, il faudra attendre le retour à la sphère publique. Soit le début de la tournée en quartet (Olivier Mellano, guitares, Gaëtan Chataigner, basse, et Sacha Toorop, à la batterie) aux premiers jours de février. Au programme, un

passage en revue des trois quarts de son répertoire, selon l'humeur du concert. Les chansons hymnes, les délicates, celles à hurler, celles à désespérer... et même *Twenty Two Bar*. « Maintenant je peux. »

Cette chanson, co-interprétée avec François Breut, extraite du troisième album *La Mémoire neuve* (1995), a bénéficié d'un vidéoclip. Les ventes décollent. Parcours promotionnel, magazines spécialisés et grand-public, radio et télévision. Une situation peu adaptée à la personnalité de Dominique A. « Attention, je n'ai rien contre le succès. On joue dans de meilleures conditions, nos chansons touchent plus de gens. Cela dit, le succès implique aussi certains mécanismes. Personne, maison de disques ou agent, ne m'a forcé à quoi que ce soit. L'obscénité de la télévision me fige. On ne demande pas à l'artiste de venir pour ce qu'il est mais pour ses furoncles et pour que l'animateur puisse briller. En revanche, à la radio, j'aime bien la part de mystère induite. Il y a plus d'intelligence. On entend une voix sur laquelle on peut mettre de l'imaginaire. »

Cet imaginaire, Dominique A. le trouve aussi dans le roman. Ce que le disque, dont il connaît dorénavant sinon toutes les ficelles, en tout cas de nombreux secrets de fabrication, ne peut plus lui apporter. Les mondes

littéraires d'Asie, une certaine langue française attachée à son histoire, les Russes... « Comme pour le cinéma, je suis gêné par la prédominance des Etats-Unis. J'ai l'impression de tout savoir, ne rien pouvoir découvrir parce que l'on a déjà toutes les images en tête. Aujourd'hui, tu arrives à New York ou dans une campagne déserte, il n'y a aucune surprise, aucun décalage, aucune possibilité de s'acclimater. Mais à l'inverse si je vais en Afrique du Nord, je suis complètement paumé. Ce qui n'est pas mieux. J'aimerais que cela soit rééquilibré, avoir accès équitablement à autant d'images, de musiques ou coutumes de nos voisins. Ensuite, ce serait à moi de choisir, en connaissance. » Dominique A. reprend sa guitare. Les potentiomètres à « 11 », gros son, en homme du rock. Il calme le jeu aussitôt, pour s'attarder sur les mots, dans les pas des grands du music-hall.

Sylvain Siclier

Dominique A. en tournée : le Terminal Export de Nancy, le 6 février (tél. : 03-83-32-77-07) ; le Brise-Glace d'Annecy (tél. : 04-50-33-65-10) ; le Chato Do de Blois, le 8 février (tél. : 02-54-45-50-00) ; le Chabada d'Angers, le 9 février (tél. : 02-41-96-13-48)... vingt-cinq villes jusqu'à fin mars.

## TÉLÉVISION

### Brook, le théâtre et la vie

Peter Brook est né à Londres « dans une famille sérieuse », où les enfants se destinaient à des « professions sérieuses ». Il devait être avocat, apprend-on dans ce film sous-titré « Peter Brook par Simon Brook, portrait intime ». Devant la caméra tenue par son fils, le metteur en scène évoque ses parents venus de Russie avant la première guerre mondiale, sa passion d'enfant pour le cinéma (il avait une petite caméra) et les marionnettes. Celui qui « ne vit que dans le présent » a accepté de revenir sur les grands moments de sa vie de théâtre : le Royal Shakespeare Theatre, le groupe international, le laboratoire itinérant et l'expérience théâtrale en Afrique, l'installation aux Bouffes du Nord à Paris, le cinéma...

Sous le regard complice de Simon, les moments de vie familiale (la lecture du journal du père de Peter Brook à la date de son mariage !) et les récits de voyage se mêlent avec bonheur aux extraits de spectacles et aux séances d'improvisation avec trois « vieux » compagnons (Bruce Myers, Maurice Bénichou et Yoshi Oida). Un film plein de rires et de grâce qui en dit long sur l'expérience humaine comme moteur du travail de l'acteur, sur la relation entre metteur en scène et comédiens, le rôle du décor, les lieux où l'on joue... - Th.-M. D.

« Brook par Brook », vendredi 8 février, 23 h 10, Arte.

## RADIO

### VENDREDI 7 FÉVRIER

#### ► L'Interview

08 h 08 BFM  
Christophe Barbier reçoit Claude Angeli, rédacteur en chef du *Canard enchaîné*.

#### ► Le monde change

12 h 10 RFI  
Aujourd'hui, on cherche à modifier le paysage olfactif quotidien. Que cache ce dégoût des odeurs ? La réponse avec

Hélène Faivre, auteur d'*Odorat et humanité en crise* (L'Harmattan).

#### ► Tout un programme

14 h 00 France-Musiques  
Avec le Quatuor Arditti : œuvres de Bartok, Webern, Ligeti, Strauss et Schoenberg.

#### ► Radio Nova Live

23 h 00 Radio Nova  
Enregistré le 4 octobre 2001 à Beaubourg, le concert de Gonzales, ce Canadien qui vit à Berlin où il fabrique une musique entre hip-hop et lounge.

### VENDREDI 7 FÉVRIER

#### ► Venise sauvée des eaux

16 h 05 France 5  
Comment sauver la Sérénissime de la noyade ? Ce documentaire de Marco Visalberghi et Maurice Ribière dresse le bilan des expériences et présente différentes solutions (barrières mobiles, grilles en plastique...).

#### ► Thalassa

20 h 55 France 3  
Le magazine proposé par Georges Pernoud propose une jolie escapade à Vancouver, le plus grand port canadien.

#### ► Soirée François Ozon

21 h 00 Canal+  
Charlotte Rampling et Bruno

## LES GENS DU MONDE

■ Luc Besson, le réalisateur du *Cinquième Élément* et le producteur de *Taxi* et de *Wasabi*, estime que le psychodrame autour de l'exception culturelle, « c'est de la perte de temps ». Dans un entretien accordé au magazine *Première*, Luc Besson, qui a conclu un accord de partenariat avec Jean-Marie Messier, le patron de Vivendi, poursuit : « Il n'y a pas d'exception culturelle. Il faut garder le mot culture, c'est tout. La culture, c'est la carte d'identité d'un pays. (...) C'est en nous, c'est notre cœur. On ne pourra pas nous l'arracher. Ou il faudra tous nous tuer. »

■ Le chanteur-compositeur Graham Nash vient de fêter ses 60 ans. Sa femme, Susan, avait demandé aux cent cinquante invités de s'habiller en rose. David Crosby portait un costume de lapin rose, Stephen Stills était présent, et Bette Midler a chanté *As Time Goes By*. Le groupe Crosby, Stills, Nash and Young doit se reformer et entamer à Detroit une tournée américaine de trois mois.

■ Selon le journal *Hollywood Reporter*, Julia Roberts, Tom Hanks et Tom Cruise sont les acteurs qui « rapportent » le plus. En 2001, les films dans lesquels ils ont joué ont récolté 844 millions de dollars de recettes à travers le monde. La deuxième actrice de la liste après Julia Roberts est Sandra Bullock, suivie dans l'ordre par Cameron Diaz, Nicole Kidman, Meg Ryan, Jodie Foster, Angelina Jolie, Gwyneth Paltrow, Michelle Pfeiffer, Drew Barrymore, Catherine Zeta Jones, Jennifer Lopez et Helen Hunt. Côté masculin, viennent ensuite Mel Gibson, Jim Carrey, George Clooney, Russel Crowe, Harrison Ford, Bruce Willis, Brad Pitt, Nicolas Cage et Leonardo DiCaprio.

■ Une Marseillaise, version jazz, chantée par des élèves du lycée Claude-Monet à Paris, a retenti, mercredi 6 février, au ministère de l'éducation nationale, pour le lancement d'un livre-CD sur l'hymne national qui sera distribué à 72 000 exemplaires, en présence de Jack Lang, qui a souligné : « Rares sont les hymnes nationaux à ce point universalisés et qui ont suscité tant de fascination chez les compositeurs les plus divers, adaptés, détournés et chantés dans toutes les langues. »

■ Le rocker irlandais Bono, chanteur du groupe U2, se rendra en Afrique avec le secrétaire au Trésor américain, Paul O'Neill. Cette décision, prise lors du sommet de Davos à New York, souligne l'effort des responsables de la santé et des activistes - notamment Bill Gates, président de Microsoft - d'inciter le gouvernement américain et les autres à combattre les maladies comme le sida, la malaria et la tuberculose qui frappent la population des pays les plus pauvres. Bono a assuré que M. O'Neill « reviendra avec plus qu'une épée souvenir ».

## DOMINIQUE DHOMBRES

### Mensonge et politique

IL NE VIENDRAIT PAS à l'idée d'un Allemand de considérer Gerhard Schröder comme un héros de roman, et encore moins à un Britannique d'envisager cela un seul instant à propos de Tony Blair. L'exception française existe encore au moins en ceci que Mitterrand, et même Chirac, font figure de personnages littéraires. Mitterrand évoque le Valmont des *Liaisons dangereuses* de Laclot, et Chirac fait penser à Rastignac ou à Rubempré chez Balzac. Les invités de Franz Olivier Giesbert, mercredi soir, à « Culture et dépendances », sur France 3, étaient tous d'accord sur ce point. Le sujet était « mensonges et politique ». Pierre Bénichou, du *Nouvel Observateur*, a rappelé que Mitterrand citait volontiers la phrase du cardinal de Retz selon laquelle « on ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment ».

Les Français seraient-ils donc persuadés, et s'en accommoderaient-ils volontiers, qu'on ne peut pas faire de politique sans mentir ? C'est l'impression qui se dégageait de l'émission. « Le cynisme des Français est encore plus grand que celui de leur classe dirigeante », affirmait Gilles Martin Chauffier, de *Paris Match*. Bien loin de vous nuire, cela vous sert de pas-

ser pour retors ou florentin. La meilleure preuve en est la carrière politique de Mitterrand comparée à celle de Mendès France ou de Rocard. Celui qui dit obstinément la vérité n'est pas loin de passer pour un parfait imbécile... Pierre Péan, qui retouche aujourd'hui le portrait sévère de Mitterrand qu'il avait brossé dans *Une jeunesse française*, reprochait au *Monde* de présenter l'ancien président comme un être cynique et amoral entouré d'escrocs. « Mitterrand a détesté Le Monde autant que Giscard avant lui, et Chirac aujourd'hui », répliquait Alain Minc, président du conseil de surveillance du *Monde*. Le pouvoir a du mal à admettre l'existence d'un contre-pouvoir.

Le lien était un peu difficile à faire entre ce débat sur la politique et le mensonge et le thème de l'androgynie traité par Noëlle Châtelet dans son dernier roman, *La Tête en bas*, paru au Seuil. L'auteur avait d'emblée affirmé avec force qu'elle était là comme romancière et non en tant que sœur de Lionel Jospin. Dans la seconde partie de l'émission, Pierre Rosenberg, ancien patron du Musée du Louvre, proposait une explication originale du secret du sourire de la Joconde : elle était enceinte.

**CENDRES SUR LES MAINS**

de Laurent Gaudé  
Mise en scène de Jean-Marc Bourg  
du 4 au 16 février 2002

THÉÂTRE OUVERT  
Centre Dramatique National de Création  
01 42 62 59 49



## RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 7 FÉVRIER

## TF1

**14.45** L'Extravagante Madame Pollifax Téléfilm. Anthony Pullen Shaw (EU, 1998) **16.30** Alerte à Malibu Le retour d'Allison. Série 17.25 Melrose Place Expropriation. Série 18.15 Exclusif **18.55** Le Bigdil **20.00** Journal.



**20.55** LES CORDIER, JUGE ET FLIC Un garçon mystérieux. Avec Pierre Mondy, Jean Badin, Nicolas Cayreyre, Charlotte Valandry. 7945858 *Cordier est victime d'une tentative de meurtre. Soupçonnant dans un premier temps le fils d'un vieil ami, il découvrirait très vite que ce dernier est au centre d'une machination.*

**22.40** AU-DELÀ DE L'INFINIDITÉ Téléfilm. Douglas Barr. Avec Harry Hamlin, Lisa Rinna, Kevin Zegers (EU, 2001) **5122823**

**0.25** Les Coulisses de l'économie Magazine.

**1.10** Exclusif **1.45** Vis ma vie **3.20** Reportages Dons d'organes, actes d'amour **3.50** Histoires naturelles Journée de pêche en traîneau **4.15** Musique **4.55** Aimer vivre en France Toiles et tissus. Documentaire (1998, 60 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**15.25** Les Contes de la lune vague après la pluie ■■■ K. Mizoguchi (Japon, 1953, N., v.o., 95 min) **17.55** Le silence est d'or ■■■ René Clair (France, 1946, N., 95 min) **19.05** L'Âme des guerriers ■■■ Lee Tamahori (Nouvelle-Zélande, 1994, v.o., 100 min) **19.30** Une si jolie petite plage ■■■ Yves Allégret (France, 1948, N., 90 min) **20.45** Quand la ville dort ■■■ John Huston (Etats-Unis, 1950, N., v.m., 115 min) **20.45** La Rivière ■■■ Mark Rydell. Avec Mel Gibson (Etats-Unis, 1984, v.m., 120 min) **20.45** La Fille seule ■■■ Benoit Jacquot (France, 1995, 90 min) **20.45** Paul ■■■ Diourka Medveczky (France, 1969, N., 90 min) **21.00** Le Criminel ■■■ Orson Welles (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 90 min) **21.00** Ivan le Terrible ■■■ Sergei Mikhaïlovitch Eisenstein (URSS, 1945, N., 95 min) **22.45** Big Boy ■■■ Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1966, v.m., 100 min) **23.00** Liaisons secrètes ■■■ Richard Quine (Etats-Unis, 1960, v.o., 115 min)

## FRANCE 2

**16.55** Des chiffres et des lettres **17.30** Qui est-ce ? **18.05** Friends Série **19.00** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille A un concert. **20.00** Journal **20.30** Elections 2002 Invité : Jean-Pierre Chevènement **20.50** Météo.



**21.00** ENVOYÉ SPÉCIAL Magazine présenté par Guilaine Chenu. Au sommaire : Les centenaires ; Viol : le dernier tabou de la guerre d'Algérie ; Trafic de blondes ; PS : Les concouristes. 8992858

**23.10** CAMPUS, LE MAGAZINE DE L'ÉCRIT Livres de stars : peut-on dire la vérité ? Magazine présenté par Guillaume Durand. Invités : M. Demongot, M. Serrault, D. Prévost, R. Hossein, B. Violet. 4532939

**0.45** Journal, Météo **1.05** CD'aujourd'hui **1.10** Nikita Sympathie pour le diable. Série **1.50** Fallait y penser Magazine **3.50** Sauver Bruxelles Documentaire **4.10** 24 heures d'info **4.30** Pyramide Jeu (30 min).

## FRANCE 3

**16.30** MNK **17.35** A toi l'actu@ **17.50** C'est pas sorcier Tous à la neige. Magazine **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** C'est mon choix... ce soir.



**20.55** JOURS DE TONNERRE Film. Tony Scott. Avec Tom Cruise, Robert Duvall, Nicole Kidman. Aventures (EU, 1990). 4101026 *Cole Trickle (Tom Cruise), coureur automobile impétueux et individualiste, découvre l'amour et la victoire à Daytona, lors d'une épreuve de stock-cars. Un clip long et bruyant.* **22.45** Météo, Soir 3.

**23.15** PASSÉ SOUS SILENCE Histoires secrètes du Biafra : Foccart s'en va-t-en guerre. Documentaire. Joël Calmettes. 3714465

**0.10** Europeo Magazine. Vieux Continent, terre de vieux **0.45** Espace francophone Magazine. Souad Massi **1.10** Ombre et lumière Magazine. Invitée : Françoise Hardy (30 min).

## CANAL+

**17.15** Comme toi Film. Gabriele Muccino. *Comédie dramatique* (It., 1998) **18.40** Daria Série **19.05** Le Journal **19.20** + de cinéma **19.40** + de sport **19.50** Le Zapping **19.55** Les Guignols de l'info.



**20.05** FOOTBALL Championnat de France D1 (match décalé de la 25<sup>e</sup> journée). Paris-SG - Bordeaux. 20.45 Coup d'envoi en direct du Parc des Princes, à Paris. 362216 *Paris-SG, qui est revenu de Montpelier avec un bon match nul en poche (0-0), reçoit une équipe bordelaise qui s'est difficilement imposée face à Lorient (2-1).*

**22.50** UN THÉ AVEC MUSSOLINI Film. Franco Zeffirelli. Avec Cher, Judi Dench, Joan Plowright. Comédie dramatique (It. - GB, 1999) **9040378**

**0.45** Une vie volée Film. James Mangold. Avec Winona Ryder, Angelina Jolie. *Drame* (EU, 1999) **2.45** Hockey sur glace Championnat de la NHL. Detroit Red Wings - New York Rangers. **4.50** Surprises (20 min).

## FRANCE 5 / ARTE

**17.05** Fenêtre sur La Thaïlande **17.35** 100 % question **18.05** C dans l'air **19.00** Voyages, voyages **19.45** Arte info, Météo **20.15** 360°, le reportage GEO Famadihana, promenade avec les morts. Documentaire.



**20.40** PREMIÈRE SÉANCE - QUI PLUME LA LUNE ? ■ Film. Christine Carrière. Avec Jean-Pierre Darroussin, Garance Clavel, Elsa Doudret. *Comédie dramatique* (France, 1999) **395804** *La vie sur plusieurs années d'un veuf et de ses deux filles. Une chronique douce-amère qui est aussi un rôle sur mesure pour Jean-Pierre Darroussin.*

**22.20** COMEDIA - THE TRAGEDY OF HAMLET Pièce de William Shakespeare. Mise en scène par Peter Brook. Avec Adrian Lester, Jeffery Kissoon, Natasha Parry, Bruce Myers. 77812945

**0.35** La Maison du docteur Edwardes ■■■ Film. Alfred Hitchcock. *Suspense* (EU, 1945, N., v.o.). **2.25** Court-circuit *Le Mariage de Fanny*. Court métrage **2.45** *The Heart of the World*. Court métrage (Can., 2000, v.o., 6 min).

## M6

**17.00** Le Pire du Morning **17.30** Malcolm Série **17.55** Largo Winch Ennemis rapprochés. Série **18.55** The Sentinel Vol 714. Série **19.54** Les Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Vive le camping. Série **20.40** Caméra Café.



**20.50** ASTÉROÏDE Téléfilm. Bradford May. Avec Annabella Sciorra, Michael Biehn, Don Franklin. [1 et 2/2] (EU, 1997) **200823** *Des astronomes découvrent que d'énormes fragments d'astéroïde se dirigent vers la Terre. Devant l'imminence de la catastrophe, la population cède à la panique... Une opération de secours s'organise.*

**0.10** E = M6 Ils sont forts ces Romains. Magazine présenté par Mac Lesggy. Au sommaire : Les Formules 1 du cirque Maxime ; La gloire en bouteille ; Dans la peau d'un légionnaire ; etc. 9488866

**2.04** Météo **2.05** ET 4.10 M6 Music **3.10** Fréquentar Magazine. Carla Bruni **3.35** Jazz 6 Magazine. Gill Scott-Heron : le précurseur du rap. Concert donné en 2001 au New Morning (55 min).

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

**20.30** De mémoire d'ondes. Marrakech, les lieux et la mémoire. **21.00** Le Gai Savoir. Avec Marguerite Harl. **22.00** Journal. **22.10** Multipistes. **22.30** Surpris par la nuit.

## FRANCE-MUSIQUES

**20.00** Concert. Par l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Marc Minkowski : œuvres de Haydn ; Poulenc, Stravinsky. **22.00** En attendant la nuit. **23.00** Jazz, suivez le thème. **0.00** Extérieur nuit.

## RADIO CLASSIQUE

**20.00** Les Rendez-Vous du soir. *Nocturne n°3 pour le roi de Naples* Hob. 2:32, de Haydn, par le Wiener Concert-Verein ; *Concerto pour piano n°12*, Mozart, par le Quatuor Alban Berg, A. Brendel, piano. **20.40** Cycle Victor Hugo. Victor Hugo et la musique romantique allemande. **22.48** Les Rendez-Vous du soir (suite).

## VENDREDI 8 FÉVRIER

## TF1

**13.00** Journal, Météo **13.52** ET 20.45 Trafic info **13.55** Les Feux de l'amour Feuilleté **14.45** Panique sur le grand huit Téléfilm. Sam Pillsbury. Avec Antonio Sabato Jr., Stephanie Kramer (EU, 1996). **16.30** Alerte à Malibu Le scaphandre blindé. Série **17.25** Melrose Place Le piège. Série **18.15** Exclusif Magazine **18.55** Le Bigdil Spéciale **19.50** Vivre com ça **19.55** Météo, Journal, Météo.



**20.50** PLEIN LES YEUX Magazine présenté par Carole Rousseau et Jacques Legros. Au sommaire : La course maudite ; Descende aux enfers ; Une mère prête à tout ; Une acrobatie à couper le souffle ; Collision à hauts risques ; Un combat de titans ; Zoom sur une discipline extrême. 32238311

**23.10** SANS AUCUN DOUTE Magazine présenté par Julien Courbet avec la participation de maître Didier Bergès. 8596601

**1.30** Les Coups d'humour Invité : Jean-Luc Lemoine **2.05** Exclusif Magazine **2.35** Du côté de chez vous **2.37** Météo.

**2.40** Reportages A quoi rêvent les jeunes filles ? Magazine **3.10** Histoires naturelles Palette safari chez les Burkinabés. Irons-nous pêcher dans le delta du Saloum ? **4.30** Musique **4.55** Aimer vivre en France (55 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**14.25** Les Bonnes Femmes ■■■ Claude Chabrol (France, 1960, N., 90 min) **14.40** Liaisons secrètes ■■■ Richard Quine (Etats-Unis, 1960, 115 min) **14.50** Une fille très avertie ■■■ Charles Walters (Etats-Unis, 1959, 95 min). **16.25** Les Cheyennes ■■■ John Ford (Etats-Unis, 1964, v.m., 145 min). **19.10** Paris 1900 ■■■ Nicole Védres (France, 1946, N., 85 min) **21.00** La Vie privée d'Elizabeth d'Angleterre et d'Essex ■■■ Michael Curtiz. Avec Bette Davis, Errol Flynn, Olivia de Havilland, Vincent Price, Leo G. Carroll (Etats-Unis, 1939, N., v.o., 95 min) **21.00** Beau-père ■■■ Bertrand Blier (France, 1981, 125 min) **21.00** Jugé coupable ■■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1999, v.m., 125 min) **21.00** La Séparation ■■■ Christian Vincent (France, 1994, 85 min) **22.55** Un jour à New York ■■■ Stanley Donen et Gene Kelly (Etats-Unis, 1949, v.m., 90 min). **23.05** Notre histoire ■■■ Bertrand Blier (France, 1984, 110 min) **23.05** Cotton Club ■■■ Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1984, v.m., 125 min) **0.25** Celui par qui le scandale arrive ■■■ Vincente Minnelli (Etats-Unis, 1960, v.m., 145 min).

## FRANCE 2

**12.20** Pyramide **12.55** Météo, Journal, Météo **13.55** Derrick L'accident. Série **14.55** Un cas pour deux Le deuxième homme. Série **16.00** Commissaire Lea Sommer Une balle en plein cœur. Série **16.50** Un livre **16.55** Des chiffres et des lettres **17.25** Qui est-ce ? **18.05** Friends Série **19.00** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Reçoivent Jeannette et Roger. Série **20.00** ET 0.25 Journal, Météo, Point route.



**20.55** UNE SOIRÉE POLAR Nestor Burma. Concurrence déloyale. Série. Avec Guy Marchand, Jeanne Savary, Elisa Servier. 7830972 *Après la mort de son père, le PDG d'un laboratoire pharmaceutique fait appel à Nestor Burma pour élucider l'affaire.*

**22.45** NEW YORK 911 Une longue nuit 7393446. Du sable entre les mains 17885. Série. Avec Michael Beach, Eddie Cibrian, Bobby Cannavale. *Dans une longue nuit, policiers et médecins tentent d'oublier un très grave accident de la circulation qui a coûté la vie à un groupe d'adolescents.* **0.15** Journal, Météo.

**0.45** Histoires courtes Spécial Clermont-Ferrand. *On est venu me chercher.* Ilana Navaro **Le Corbeau**. Frédéric Pelle **1.10** Envoyé spécial **3.15** Campus, le magazine de l'écrit **4.45** Pyramide (15 min).

## FRANCE 3

**13.50** Keno **13.55** C'est mon choix Magazine **14.45** Tennis Coupe Davis (Premier tour). France - Pays-Bas. Premier simple. A Metz (Moselle). En direct. **16.35** MNK Magazine **17.35** A toi l'actu@ Magazine **17.50** C'est pas sorcier **18.15** Un livre, un jour **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport Magazine **20.25** C'est mon choix... ce soir.



**20.55** THALASSA Escalade à Vancouver. Magazine présenté par Georges Pernoud. Au sommaire : Les squatters du Pacifique Rim ; Les hydravions ; Le port de Vancouver ; Les beachcombers ; Les indiens Haidas ; Le musée des bouteilles ; Le courrier de la Gold River ; Les cueilleurs d'huîtres. 580408

**22.25** Météo **22.30** Soir 3.

**22.50** ON NE PEUT PAS PLAIRE À TOUT LE MONDE Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel, avec la participation d'Ariane Massenet, Stéphane Blakowski, Alexis Trégarot. 4243750

**1.10** Jazz dans la nuit Téléfilm. Michael Elias. Avec Jeff Goldblum, Forest Whitaker, Kathy Baker (Etats-Unis, 1993).

**2.55** JO. de Salt Lake City Cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver. Au stade olympique Rice-Eccles de Salt Lake City (Utah). En direct (140 min).

## CANAL+

► *En clair jusqu'à 19.45* **13.30** ET 20.45 Encore + de cinéma **14.00** Le Monde des ténèbres Le château hanté. Série **14.45** La Ligne verte Film. Frank Darabont. Avec Tom Hanks. *Fantastique* (EU, 1999) **17.50** Star Hunter Les mineurs de l'enfer. Série ► *En clair jusqu'à 21.00* **18.40** Daria Série **19.05** Le Journal **19.20** + de cinéma **19.40** + de sport **19.50** Le Zapping **19.55** Les Guignols de l'info **20.05** Burger Quiz.



**21.00** SOIRÉE FRANÇOIS OZON - SOUS LE SABLE ■■■ Film. François Ozon. Avec Charlotte Rampling, Bruno Crémer. *Drame* (France, 2000) **4311682** *Une femme (Charlotte Rampling) se retrouve seule du jour au lendemain après la disparition de son mari.* **22.35** La Petite Mort Court métrage. François Ozon **0**

**23.00** LES RIVIÈRES POURPRES Film. Mathieu Kassovitz. Avec Jean Reno, Vincent Cassel, Nadia Fares, Jean-Pierre Cassel. *Policier* (France, 2000) **5349866** *Deux policiers (Jean Reno et Vincent Cassel) enquêtent sur une série de meurtres. Une tentative d'égaliser Hollywood sur le terrain de l'action et de l'angoisse.*

**0.55** Les Misérables Film. J.-P. Le Chanois. Avec Jean Gabin. *Drame* (Fr. - It., 1957) [1 et 2/2] **4.25** Tumbleweeds, livres comme le vent ■ Film. G. O'Connor. Avec Janet McTeer. *Comédie dramatique* (EU, 1999, 80 min) **0**.

## FRANCE 5 / ARTE

**13.45** Le Journal de la santé **14.05** Un siècle d'immigration en France 1851-1918. Documentaire **15.05** Les Trésors de l'humanité Les lieux saints **16.05** Venise, sauvée des eaux ? Documentaire **17.05** Les Refrains de la mémoire *La Complainte de la Butte*, 1955 **17.35** 100 % question **18.05** C dans l'air **19.00** Tracks 1954 Arte info, Météo **20.15** Reportage L'Ecole des singes. Documentaire.



**20.40** AUTREMENT Téléfilm. Christophe Otzenberger. Avec Yann Tregouët, Céline Cuiquet, Léna Bréban (France, 2001). 853175 *Trois jeunes délinquants, en quête de réinsertion sociale, débarquent dans un village de la Corrèze après avoir purgé quatre mois de prison. Un téléfilm qui mêle la fiction et le documentaire.*

**22.15** LA VIE EN FACE - UNE VIE ORDINAIRE Ou mes questions sur l'homosexualité. Documentaire. Serge Moati (France, 2001). 6384330 *Hommes et femmes, jeunes et vieux, à l'aise ou timides, des homosexuels évoquent leur parcours, leurs pensées, leur singulière banalité.*

**23.10** Profils - Brook par Brook Portrait intime. Documentaire. Simon Brook **0.25** Sur les traces de la reine de Saba Documentaire **2.05** Voyages, voyages Aéropostale. Documentaire (40 min).

## M6

**13.35** Une belle revanche Téléfilm. Bill Brown et Steve Grass. Avec Matthew Gierak (EU, 1993) **15.15** Destins croisés Série **16.05** Lois et Clark, les nouvelles aventures de Superman Série **17.00** Le Pire du Morning **17.30** Malcolm Série **17.55** Largo Winch Série **18.54** Compagnons de route **18.55** The Sentinel Série **19.54** Les Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Série **20.40** Caméra Café.



**20.50** STARGATE SG-1 Décision politique 8924663. Dans le nid du serpent 6373224. La morsure du serpent. 1212866. Série. Avec Richard Dean Anderson, Christopher Judge, Amanda Tapping. *Dans Décision politique, à la requête d'un sénateur, l'équipe de Stargate doit justifier du montant demandé pour sa prochaine subvention.*

**23.30** POLTERGEIST - LES AVENTURIERS DU SURNATUREL La vallée perdue **0** 76040. L'immeuble fantôme **0** 3716248. Série. Avec Robbi Chong, Martin Cummins, Derek Rayne. *Dans La vallée perdue, Rachel se rend, en compagnie de Nike, dans un petit village isolé de l'Oregon, à la rencontre d'un prêtre pour le moins étrange.*

**1.05** ET 4.40 M6 Music **4.20** E = M6 Magazine. Hommes préhistoriques et régime alimentaire ; Mort subite du nourrisson ; Un soutien-gorge à géométrie variable ; Simulateur géant pour apprentis commandants (20 min).

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

**19.30** Appel d'air. Beaux débits de l'eau. **20.30** Black and Blue. Georges Paczynski. **21.30** Cultures d'Islam. Invitée : Sophie Macariou. Le siècle de Saladin. **22.00** Journal. **22.10** Multipistes. **22.30** Surpris par la nuit.

## FRANCE-MUSIQUES

**18.00** Le Jazz est un roman. **19.05** Le Tour d'écoute. **20.05** Concert franco-allemand. Par l'Orchestre symphonique allemand de Berlin, dir. Kent Nagano : œuvres de Monteverdi, Ligeti, Saint-Saëns. **22.30** Alla breve. **22.45** Jazz-club. André Cécarelli, batterie, avec Pierre de Bethmann, piano et Rémi Vignolo, contrebasse.

## RADIO CLASSIQUE

**18.30** Classique affaires soir. **20.00** Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Vivaldi, Locatelli, Pugnani. **20.40** Brahms rencontre Tchaïkovski et Grieg. **22.55** Les Rendez-Vous du soir (suite). **0.00** Les Nuits de radio Classique.



PIERRE GEORGES

## Au trou, Bové !

Alors, José Bové, Fresnes ou la Santé ? Quartier des VIP ou cellule plouc ? Au roquefort ou au pain sec ? Au plus tôt ou au plus tard ?

Ah voici bien un débat de société comme on les aime ! Passionné. Front contre front, camp contre camp. Les tenants de la répression la plus féroce contre les agissements inadmissibles de l'agitateur du Larzac. Les défenseurs actifs de la cause du bovétisme, saint pourfendeur de la malbouffe et preux défenseur de l'agriculture raisonnée et raisonnable.

Faut-il emprisonner Bové ? Oui, disent les uns. Et avec véhémence. Répression, répression ! Car il ne manquerait plus que cela ! Que le désordre triomphe dans nos campagnes ! Que la loi soit violente, fût-ce au douteux alibi de la défense des meules de paille non transgéniques ! Et que force reste au trublion Joquou le Croquant. Répression, répression ! Au trou Bové ! Non seulement il brave la loi. Non seulement il commet des actes inadmissibles, inqualifiables. Mais il les revendique, sourit goguenard, bouffarde en pou. Et œil disant, pardonnez l'expression mais elle est désormais d'autorité, merde aux juges et à l'ordre agricole établi.

Emprisonner Bové ? Non, répondent les autres. Et nous en sommes, au risque de ne plus pouvoir partager le pain avec quelques compagnons dont le seul nom de Bové suffit à hérissier le poil républicain et répressif. Bové en taule ? Et pourquoi donc, cette urgence répressive à lui seul vouée ? Quand tant d'autres et de braves paysans, au sang un peu chaud, ont, depuis des décennies, emmuré les sous-préfets, déversé du lisier à pleins tonneaux, brûlé ici, cassé là, sac-

cagé toutes sortes d'édifices officiels, quand ce ne fut le bureau d'une ministre, pour s'en sortir, simplement morigénés, d'une sorte de pincement d'oreille judiciaire.

On voit bien ici la faiblesse de la démonstration. Tant nul ne saurait s'exonérer de ses propres turpitudes par les turpitudes, non punies, des autres. Mais convenons que, dans la longue tradition du syndicalisme agricole à la fourche bien pendue, si l'on se mêlait de répression, au pied de la loi, alors il serait grand temps d'installer des villes pénitentiaires à la campagne.

Il reste le fait que les turpitudes de José Bové sont réelles. Concrètes. Délibérées. Et assumées. Cet homme est un agitateur. Peut-être même, ah pauvre *Angelus* de Millet, une sorte de mécène, de l'espèce gauchiste. Mais derrière ces turpitudes incontestables, ces excès que nous ne saurions raisonnablement cautionner, il y a les idées. Et là, désolé. Les idées de Bové, les principes défendus, la remise en cause d'une loi d'airain de l'agriculture réduite au productivisme aveugle, destructeur de peuples, parfois de santé et toujours d'environnement, ces idées nous intéressent.

L'agitateur du Larzac use et abuse. Il pousse en effet un peu trop méme dans les orties. Mais derrière la casse assourdissante, il y a le discours que seule, car c'est ainsi malheureusement que les choses avancent, cette agitation rend audible au plus grand nombre.

Les excès de Bové ne lui sont qu'une tribune. Tout comme, la prison, rançon de ces excès, lui en deviendrait une autre, plus retentissante encore, pour ses idées. Alors, oui finalement, au trou Bové ! Qu'on l'entende !

## Ces enfants indésirables de Melilla, enclave espagnole au Maroc

MELILLA (Maroc)

de notre envoyée spéciale

La nuit, lorsque Melilla, petite enclave espagnole plantée comme une écharde dorée dans ce coin de terre marocaine parmi les plus pauvres, s'endort enfin, recroquevillée derrière ses hautes murailles face à la mer, on les voit parfois, errant, furtifs comme des chats, sur les plages. Certains s'enfouissent dans le sable pour y dormir plus au chaud, d'autres s'abritent dans les grottes ouvertes au pied de ce qui fut l'ancienne citadelle ou se terrent dans les rues désertes.

Quand la police les localise, elle les emmène dans l'un des cinq centres d'accueil pour mineurs de la ville, où une centaine, actuellement, reçoit théoriquement assistance et début de formation professionnelle. Ces ombres fugitives sont celles de jeunes « clandestins » marocains : des adolescents, parfois même des enfants, qui ont réussi à se faufiler entre la double haie de barbelés et les queues interminables de la frontière voisine de Beni Enzar. Cette frontière, ils y ont campé longtemps dans l'attente d'un instant d'inattention des douaniers, d'un camionneur compatissant ou intéressé qui, pour quelques dirhams, les cachera dans un double fond du plancher.

Quelques-uns s'en sortent, obtiennent papiers et travail, à leur majorité. D'autres survivent, de petits métiers en mendicité, ou grossissent les rangs de la petite délinquance alimentée par les mille et un trafics de la ville. Il en est même qui finiront par rentrer au Maroc, pas toujours certains de retrouver une famille qui les a souvent poussés à partir pour mieux subsister. Ces jeunes clandestins de Melilla sont devenus un problème que l'on se renvoie de part et d'autre de la frontière.

Pour tenter de le résoudre, les autorités locales ont pris, depuis six mois, diverses mesures. A commencer par ce que le gouvernement autonome appelle « le regroupement familial ». « Nous avons été débordés par l'avalan-

che de mineurs, confie le président de Melilla, Juan José Imbroda. Quand nous retrouvons la trace des parents, nous prévenons les services sociaux, les enfants sont remis à la frontière aux policiers marocains qui doivent les rendre à leurs familles. Ici, tout est en ordre. Mais nous ne pouvons contrôler ce qui se passe après. Il y a des accords, il faut s'y fier. »

« Après », Abderrazak le raconte, dans les locaux désuets de l'Association pour les droits de l'enfance (Prodein) de Melilla. Avec ses yeux immenses constamment aux aguets qui lui mangent le visage, on ne lui donnerait pas plus de 12 ans. Le médecin pense qu'il en a 15. Lui n'a jamais su son âge, quelle importance ? Depuis longtemps, il se débrouille tout seul, en adulte. Sa mère vit seule, près de Fez, avec ses quatre frères et sœurs à nourrir. Il n'y avait



Des centaines d'enfants ou d'adolescents ballottés entre les deux pays.



plus de place pour lui, alors il est venu ici. Pendant quatre mois il a survécu dans la rue, ensuite huit mois dans un centre d'accueil. Jusqu'au jour où deux policiers espagnols en civil, dit-il, sont venus le chercher : « Regroupement familial. » Seulement, à la frontière, il n'y avait personne d'autre que des policiers marocains qui l'ont enfermé dans une cellule après quelques coups de matraque dont il porte encore les marques sur le cou. A 5 heures du matin, il était de nouveau à la rue et, quelques jours plus tard, de retour à Melilla.

C'est l'histoire aussi d'Aomar, emmené manu militari à la frontière alors qu'il vivait depuis sept ans à Melilla, y était scolarisé, avec une carte de résident. C'est celle de Moasin, qui s'était échappé du Maroc quand son père a tué son frère sous yeux, mais qui a été emmené « pour retrouver sa famille. » « Au total, sur 48 enfants renvoyés au Maroc, 44 sont revenus, constate José Palazon, qui anime Prodein. Ce qui montre que cette mesure est prise sans garantie sérieuse : c'est de la déportation déguisée. » Il a déposé une plainte : « L'Etat n'assume pas ses devoirs, ces jeunes Marocains devraient être au collège, on leur vole leurs chances de s'en sortir. Certaines pratiques sont peut-être tolérables au Maroc, mais, en Espagne, c'est inadmissible. »

Première polémique, bientôt suivie d'une levée de boucliers des ONG contre le délégué du gouvernement central à Melilla, Arturo Esteban, qui, récemment, dans une tentative plus que malheureuse d'enrayer, pensait-il, la criminalité dans certains quartiers, voulait « expulser tout mineur étranger délinquant et avec lui sa famille, si elle se trouve à Melilla ». Cette fois, le tollé était général : « C'est totalement illégal, résumait, indigné, l'avocat musulman Mohamed Busian, c'est de l'incitation ouverte au racisme, c'est attiser le climat de défiance, déjà grand ici, envers les immigrés. »

Marie-Claude Decamps

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

### Philippe de Champaigne à l'Orangerie

IL N'Y A PAS EU à Paris de grande exposition du XVII<sup>e</sup> siècle depuis la mémorable évocation des « peintres de la réalité » en 1934, qui rendit à jamais populaires La Tour et les Le Nain. Leur contemporain Philippe de Champaigne n'est pas à découvrir, mais l'érudition a avancé. On a déroulé des toiles perdues dans les réserves des musées, on en a nettoyé quelques autres, maintes attributions ont changé ; et ce que le labeur commun de

MM. Dorival, Sterling et Maurice-Baupré propose dans cette réunion de soixante-dix tableaux est une « réévaluation » du peintre de Richelieu et de Port-Royal, et à travers lui une évocation énergique de ce qu'il faut bien nommer l'homme classique. Il ne faut pas chercher la grande galerie de portraits que l'on pourrait attendre : tous les modèles du peintre n'ont pas été convoqués, et l'on a eu soin d'éviter les groupements trop ostens-

sibles. Un bon nombre de pièces peu connues ou mal comprises jusqu'ici, venues des musées de province et quelques-unes de l'étranger, donnent une idée plus large, plus complète, parfois plus savoureuse, de l'énorme production sortie des mains de ce Bruxellois établi à Paris à vingt ans et chef dès 1630 d'un solide atelier d'art sacré.

André Chastel  
(8 février 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



■ **Paroles d'Immortels.** Le site du *Monde* publie le discours de réception, de Gabriel

de Broglie à l'Académie française prononcé par Maurice Druon et l'hommage de celui-ci en l'honneur d'Alain Peyrefitte.

■ **Photos de vacances.** Le forum du monde.fr s'enrichit d'une section voyages, tourisme, gastronomie, art de vivre, où l'internaute est invité à faire partager ses découvertes. <http://forums.lemonde.fr>

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris  
CEDEX 05. Tél : 01-42-17-20-20 ;  
télécopieur : 01-42-17-21-21 ;  
téléc : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-42-17-32-90

Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>

Par courrier : bulletin p. 28

Changement d'adresse et suspension :  
0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)Site finances : <http://finances.lemonde.fr>

Site nouvelles technologies :

<http://interactif.lemonde.fr>Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immo.lemonde.fr>

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

► LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « La France sur le déclin ? ».

■ Tirage du *Monde* daté jeudi 7 février 2002 : 514 023 exemplaires.

1-3

## Demain, supplément *Le Monde* Télévision

# Le Monde change, Le Monde Télévision aussi





VENDREDI 8 FÉVRIER 2002



**EZRA POUND**  
page II



**ANDRÉ ACIMAN**  
page III

**LE MONDE DES LIVRES DE POCHE**

**Rabah Belamri,  
Reinaldo Arenas,  
Marc Fumaroli, les vingt ans  
des éditions Liana Levi...**  
pages V à VIII



**LINGUISTIQUE**  
page X



**ANDREA CAMILLERI**  
page XII



**Manifestation féministe à Paris en 1971**

te, un abîme, si cette grossesse n'était pas désirée, car il n'y avait qu'une alternative, accepter ou risquer sa vie. La contraception, elle aussi, était interdite, et Xavière Gauthier retrace avec minutie toute l'histoire, notamment religieuse, de ces interdits. Certaines femmes étaient donc enceintes chaque année ou presque, et l'avortement était « une boucherie ». Sondes diverses, queues de persil, aiguilles à tricoter... On essayait de les placer soi-même ou l'on avait recours aux « faiseuses d'anges », qui faisaient payer très cher le risque

■ **Josyane Savigneau**

qu'elles prenaient (une avortuse n'avait-elle pas été guillotinée en 1943)... Au mieux, on se retrouvait à l'hôpital pour un curetage (souvent sans anesthésie) accompagné de tentatives de culpabilisation et d'injures diverses. Ou bien on mourait.

Xavière Gauthier, qui a déjà travaillé sur le passé des femmes – elle a en particulier publié une biographie de Louise Michel, dont elle a édité la correspondance (Ed. de Paris, 1999) –, estime que celles-ci ont un devoir de mémoire pour pouvoir penser l'avenir, car la question est loin d'être résolue partout. En Europe même, les législations et les pratiques sont très disparates. Il est donc essentiel de lire ces témoignages de femmes blessées, mutilées par des avortements, de se remémorer la dureté du combat pour une chose qui paraît désormais évidente – la proclamation « Notre ventre nous appartient » faisait alors scandale –, de ne pas oublier les propos de certains hommes. Jean Foyer, ministre de la santé en 1972-73, estimait que « la contraception, c'est la fornication », et Jacques Chirac, en 1974, s'écriait : « L'IVG, c'est une histoire de bonnes femmes. Qu'elles se débrouillent ! » (cité par Maurice Szafran dans *Simone Veil, un destin*). Pour éviter d'accuser les seuls hommes, il est bon de préciser que Christine Boutin, aujourd'hui candidate à l'élection présidentielle, est une adversaire de la loi sur l'IVG et qu'on trouve des femmes dans les mouvements « pro life »...

Même si la lutte fut d'abord celle des femmes, Xavière Gauthier, avec raison, rend hommage à certains hommes, au premier rang desquels Paul Milliez, grand médecin catholique qui témoigna au procès de Bobigny en 1972 (Gisèle Halimi y plaidait pour une jeune fille de 16 ans et sa mère, poursuivies pour avortement), et Lucien Neuwirth, député gaulliste qui, dès 1967, parvint à faire adopter une loi autorisant la contraception. *Naissance d'une liberté* ne cache rien non plus des désaccords et des affrontements à l'intérieur du féminisme et des organisations œuvrant pour le droit à la contraception et à l'avortement : Planning familial, MLAC, Choisir, la Ligue du droit des femmes et les autres, dont Psychanalyse et politique, le groupe d'Antoinette Fouque, qui, un temps, confisqua le sigle MLF (Mouvement de libération des femmes)... Toutes ces femmes qui, dès les années 1960, ont créé les conditions d'écllosion d'un mouvement auquel Mai 68 donna, dans ses contradictions mêmes (le sort fait aux femmes par les gauchistes), son impulsion défi-

nitive, Xavière Gauthier les nomme. Elle est allée les interroger, car, si tout cela paraît très lointain aux jeunes femmes, c'est en fait très proche, et la plupart des combattantes sont encore en vie : celles qui ont avorté dans des conditions affreuses (et Xavière Gauthier, outre les récits qu'elle reproduit, renvoie avec admiration au livre d'Annie Ernaux, *L'Événement* [Gallimard, 2000]), les militantes, les médecins qui, comme Joëlle Kauffmann-Brunerie, ont, les premiers, adoptés la méthode Karman d'avortement par aspiration.

Concluant son chapitre sur le « Manifeste des 343 », Xavière Gauthier cite cette phrase : « *Quand le peuple des femmes, la partie à l'ombre de l'humanité, prendra son destin en main, c'est alors qu'on pourra parler de révolution.* » Est-ce le cas en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle ? On peut en douter. Dans les services d'IVG, constate-t-on dans *Naissance d'une liberté*, « la génération qui vient n'a pas été sensibilisée aux problèmes de l'avortement clandestin, puisqu'elle est née avec la loi. Nous ne trouvons pas de remplaçants ». « Où en est le féminisme aujourd'hui ? », comme le demande Françoise Gaspard dans un excellent dossier de la revue *Cités* sur « l'avenir politique du féminisme », qui – après *Les Temps modernes* n° 609 (« Différence des sexes » et « ordre symbolique ») – complète de manière bienvenue le travail de mémoire et de pédagogie de Xavière Gauthier.

Pour aller encore plus loin, il faut lire, même si c'est plus ardu, Christine Delphy, qui, dans sa méthode de sociologue, privilégie « la lenteur et la précaution ». Après *Economie politique du patriarcat* (1998), elle donne, avec *Penser le genre*, le deuxième volume de *L'Ennemi prin-*

*cipal*. « J'étudie l'oppression des femmes, écrit-elle. Mais l'oppression des femmes est spécifique non pas parce que les femmes seraient spécifiques, mais parce que c'est un type d'oppression unique. » Le livre est composé de diverses interventions et entretiens, mais sa préface, « Critique de la raison naturelle », constitue à elle seule un petit essai où Christine Delphy définit sa problématique et son souci de « faire entendre des propos logiques », ce qui est moins facile qu'on ne le croit en un temps où le lyrisme, la religiosité, les proclamations sont préférés au constat. En lisant Xavière Gauthier, Christine Delphy et les intervenants du dossier de *Cités*, qui cherchent à dire, comme Françoise Picq, « le féminisme entre passé recomposé et futur incertain », on peut se laisser aller à espérer qu'on va sortir du discours quasi mystique sur les femmes (on a même vu le retour de la Femme, ce singulier banni par le féminisme) dont la toute fin du XX<sup>e</sup> siècle semble s'être fait une spécialité.

**NAISSANCE D'UNE LIBERTÉ**  
**Contraception, avortement : le grand combat des femmes au XX<sup>e</sup> siècle**  
de Xavière Gauthier.  
Ed. Robert Laffont, 440 p., 22,70 €.

**CITÉS n° 9**  
**L'Avenir politique du féminisme, le cas français**  
PUF, 190 p., 15 €.

**L'ENNEMI PRINCIPAL**  
**Penser le genre**  
de Christine Delphy.  
Ed. Syllepse (69, rue des Rigoles, 75020 Paris), 390 p., 22,87 €.

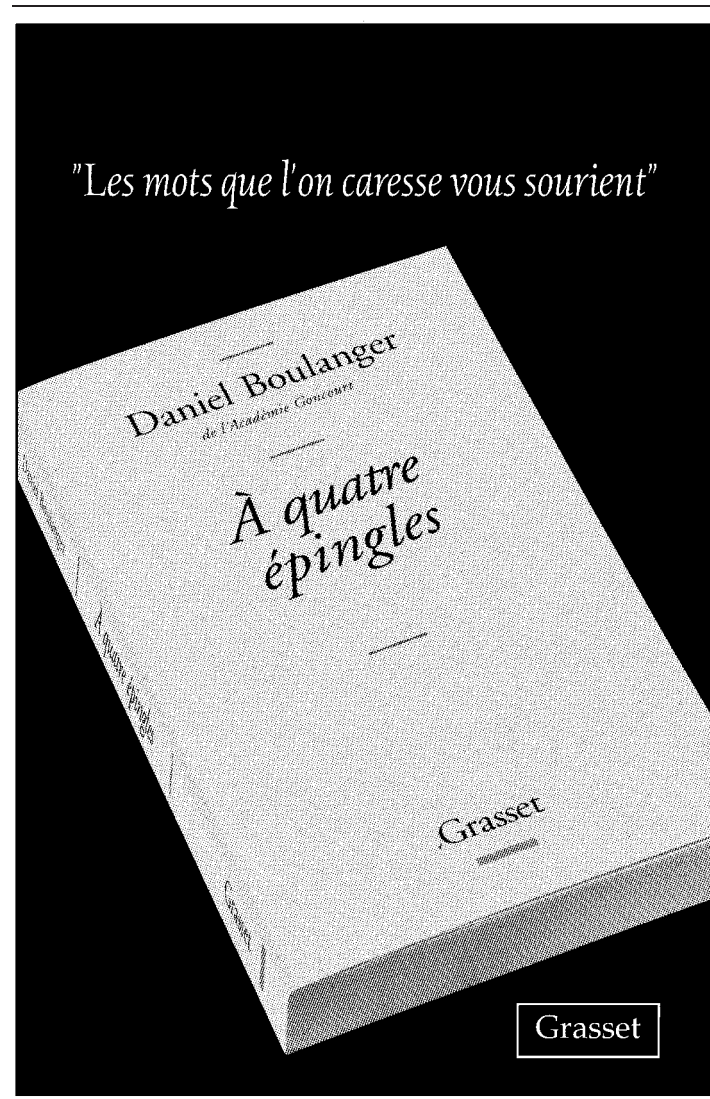
★ Lire aussi notre dossier page IX

# Femmes entre mémoire et avenir

**L**es filles qui sont nées le 5 avril 1971 sont maintenant des femmes de 30 ans. Et celles nées le 27 novembre 1974 auront 28 ans dans quelques mois. Pourquoi ces deux dates ? Parce qu'elles sont emblématiques de ce que Xavière Gauthier nomme « le grand combat des femmes au XX<sup>e</sup> siècle », celui mené pour disposer de leur corps. Le 5 avril 1971, *Le Nouvel Observateur* publiait ce qui devint le « Manifeste des 343 salopes » : un texte signé de femmes, anonymes ou célèbres – Simone de Beauvoir, Gisèle Halimi, Delphine Seyrig, Marguerite Duras, Jeanne Moreau, Catherine Deneuve, Agnès Varda, Ariane Mnouchkine, Anne Zelinski, Christine Delphy... –, toutes désireuses de risquer cet-

Le 27 novembre 1974 fut adoptée en France la loi sur l'IVG. Près de trente ans après, alors que les législations en Europe restent très disparates, qu'en France certains n'hésitent pas à remettre en cause cette liberté, Xavière Gauthier en retraçant, avec force témoignages, ces années de luttes et de souffrances, offre un rappel nécessaire

te affirmation, punie par la loi de 1920 : « Je déclare avoir avorté. » Simone de Beauvoir, qui, dès *Le Deuxième sexe* (1949), avait soulevé cette question, reçut, dans le magazine, la semaine suivante, cette délicate réponse : « Il est regrettable que votre mère n'ait pas pu mettre en pratique vos précieux conseils. » Malgré tout, quelque chose était en marche, qui aboutit le 27 novembre 1974 à l'adoption d'une loi sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG). La femme qui la défendait, Simone Veil, ministre de la santé de Valéry Giscard d'Estaing, récemment élu, fut soutenue par l'opposition de gauche d'alors, mais dut subir les accusations les plus affreuses – y compris celle d'être nazie, elle qui avait été déportée à Auschwitz à 16 ans... Grâce à ces événements et à tout le mouvement qui les a portés, préparés, accompagnés, une terreur a été bannie de la vie des femmes : « tomber enceinte », comme on disait alors, et c'était bien une chu-



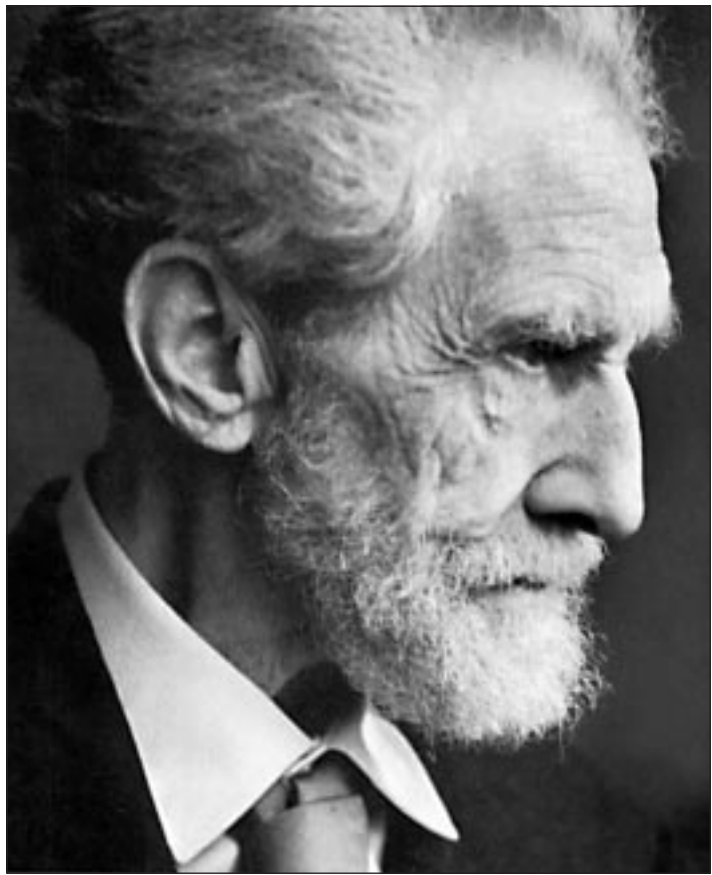


# LITTÉRATURES

## POÉSIE AMÉRICAINE

### L'épopée d'Ezra Pound

La réédition de ses fameux « Cantos » est un événement. A l'heure où se construit l'Europe, on plonge dans une œuvre monumentale, un classique du XX<sup>e</sup> siècle



LUC FOURNOL

#### « LE HALL DE L'ENFER »

À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, au temps de la constitution de l'Europe, de l'établissement d'une nouvelle monnaie (l'euro), des questions sur la mondialisation, la lecture des *Cantos* engage plus que jamais un retour rétrospectif sur le siècle passé et sur ses classiques : Joyce, Céline, Pound. Né aux Etats Unis, à Hailey (Idaho) en 1885, mort à l'hôpital SS. Giovanni e Paolo, à Venise (Italie), en 1972, Ezra Pound, pour le meilleur et pour le pire, assumera dans son œuvre, et notamment dans *Les Cantos*, l'essentiel de ce qui constitue un siècle dont les bouleversements se réalisent expressivement dans la monstruosité des deux grandes guerres mondiales.

Si *Les Cantos* se présentent comme une sorte d'épopée, le récit poétique d'événements propres à l'établissement de la culture occidentale, et de ses fondateurs, ils n'en sont pas moins étroitement liés à l'aventure d'un homme, à la vie, à la sensibilité propre de leur auteur, et à son temps.

C'est significativement que, en 1962, lors d'un entretien, Pound déclare avoir commencé à écrire

*Les Cantos* « vers 1904 », date à laquelle il a découvert *La Divine Comédie* de Dante, bien que l'on sache que le projet du poème ne commence à se réaliser qu'en 1915.

Ces deux dates n'en sont pas moins significatives. *Les Cantos* commencent avec la découverte de l'œuvre de Dante, dans une université américaine, et Pound s'engage dans leur rédaction, à Londres, l'année même où il apprend la mort dans les tranchées, de son ami le sculpteur Henri Gaudier-Brzeska.

Très vite *Les Cantos* sont habités par les souvenirs de la guerre, les amis morts, la situation sociale : « le prix de la vie en Occident », le trafic des armes : « Mon travail m'avait conduit à ne plus voir les guerres l'une après l'autre comme de simples accidents, mais comme partie intégrante du système. » Pound n'en démordra pas, en 1962, à la suite d'une autre guerre bien autrement meurtrière, il déclarera : « J'écris pour m'opposer à cette idée que l'Europe et la civilisation sont damnées. »

#### « LE MUR DES SIÈCLES »

Il fallait sans doute venir d'ailleurs, l'Amérique, et être cet Américain-là, pour prendre la

mesure, l'ampleur poétique, du désastre annoncé, et en assumer la perspective historique. Dès le premier « Canto », épigraphe, fronton à l'ensemble de l'œuvre, Pound annonce la couleur en traduisant, presque littéralement, l'épisode de la descente aux enfers et de la consultation des

#### ■ Marcelin Pleynet

morts par Ulysse, aux chants X et XI de l'*Odyssée*.

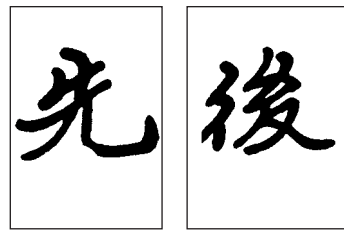
Hommes, œuvres, monuments, documents, histoires, légendes, on pourrait faire figurer en tête des *Cantos* le célèbre vers de Hugo : « J'eus un rêve : le mur des siècles m'apparut. » Mais là où Victor Hugo suit « le grand fil mystérieux du labyrinthe humain : le Progrès », et projette ce qui en est attendu, de ce « progrès », Pound n'attend plus rien. L'expérience, la sienne et celles de ses aînés immédiats, l'ont convaincu : la vérité a déjà eu lieu et elle a été trahie. Dante, qu'il compare à Mencius, reste à penser. Et il s'en explique : « Ça a d'abord commencé comme ça : il y avait six siècles à emballer. Il fallait s'occuper de tout ce qui ne se trouvait pas dans La Divine Comédie. La Légende des Siècles de Victor Hugo ne constituait pas un bilan, mais une compilation de lambeaux d'histoires. Le problème était d'ériger un cycle cohérent, ramenant l'esprit contemporain à celui du Moyen Age après l'avoir soigneusement débarrassé de la culture classique dont il était inondé depuis la Renaissance. »

Mais le Moyen Age lui-même est à repenser et le projet suppose implicitement l'établissement et la conquête d'une autre histoire. C'est donc le sens, la « valeur » des portées historiques d'une culture que, dans son effondrement guerrier, il faut reprendre et repenser, c'est-à-dire écrire autrement. De ce point de vue, le projet des *Cantos* est proprement monumental. Il participe dans sa dynamique, dans ses admirables réalisations, comme dans ses limites, d'une ambition, d'une force et aussi, disons le mot, d'une crispation musculaire et morale sans exemple dans l'histoire de la poésie du XX<sup>e</sup> siècle.

Il faut savoir qu'Ezra Pound a écrit et publié plusieurs volumes de poésies avant de se consacrer, pendant plus de cinquante ans, exclusivement à l'écriture des *Cantos*, qui ne voient le jour qu'à partir du moment où le poète trouve une forme susceptible d'assumer sa vision à la fois ponctuelle, fragmentée, discontinue et panoramique de l'histoire.

L'œuvre d'Ezra Pound s'impose, et produit un événement sans précédent dans l'aventure de la poésie moderne, le jour où le poète découvre l'étude de Fenollosa sur *Le Caractère écrit chinois*. Il en retient que, dans le procès de composition de l'idéogramme, « deux choses adjointes ne forment pas une troisième chose, mais suggèrent une relation fondamentale entre elles ». Fort de cette découverte, qui implique que « lire le chinois ce n'est pas jongler avec des concepts, mais observer les choses accomplir leur destin », Ezra Pound va s'employer à faire dialoguer entre elles, dans l'accomplissement actuel de leur destin, les figures fragmentaires et dispersées, des civilisations, des langues et des cultures. Et plus essentiellement la culture occidentale et la culture orientale, à travers Dante et Confucius. On doit ainsi comprendre que les pictogrammes chinois qui figurent dans les *Cantos* s'imposent comme manifestation essentiellement programmatique de l'œuvre.

Au cours du « Canto LXXVII », Pound accompagne la présence de deux idéogrammes chinois du commentaire : « Savoir ce qui précède et ce qui suit vous aidera à mieux comprendre ce qui se passe. »



#### « LA MUSIQUE »

On entendra que la monumentalité du projet, et sa réalisation, ne sont pas, en conséquence, sans soulever de très nombreuses difficultés d'interprétation et de lecture. Lié au tissu complexe de relations qu'il établit entre des éléments transhistoriques (citations, situations, évocations, références politiques, économiques, linguistiques, artistiques...), chaque « Canto » présente des difficultés, voire des opacités de lecture, qu'il ne faut pas dissimuler. Et moins encore dans la mesure où Pound en revendique le sens porté et l'intelligence mobile. Dans une lettre adressée à Thomas Hardy, en 1921, il écrit : « Je suis parfaitement désireux d'exiger que le lecteur lise avec autant de soin qu'il mettrait pour un texte grec ou latin un peu difficile. »

La poésie de Pound, qui, des années 1920 aux *Cantos pisans* (1948) est de plus en plus didactique, ne fera jamais l'économie de cette exigence. A un jeune poète, admirateur de l'ensemble des *Cantos*, mais qui ne comprend pas pourquoi Pound a mis une partition musicale dans l'un des *Cantos pisans*, Pound répond : j'entends que « vous ne lisez pas la musique ».

C'est là incontestablement un des problèmes que pose cette édition française de l'œuvre de Pound. A l'exception des traductions de Denis Roche, la musique savante manque totalement à la transcription française de la prosodie poundienne. Il en est malheureusement souvent ainsi des traductions. Cela n'en est pas moins particulièrement douloureux appliqué à un poète qui a consacré un temps considérable à ce problème, et dont l'œuvre principale se constitue de l'intelligence active et du jeu musical qui associent entre elles les langues les plus diverses.

Faute « du rythme qui en poésie correspond exactement à l'émotion ou au degré d'émotion à exprimer » (1) on aurait pu attendre, près de trente ans après la mort de Pound, une édition française qui éclairerait le sens et les portées des *Cantos* en les accompagnant d'un index et

d'une chronologie rigoureuse (2). Il n'en malheureusement rien. Sans index, et curieusement clanique, tendancieuse, partielle, la chronologie de cette édition exclut par exemple aussi bien l'histoire de l'Europe que celle des Etats-Unis (qui occupent pourtant une place centrale dans *Les Cantos*) pour s'encombrer de très misérables casseroles poétiques. Tout reste à faire en deçà et au-delà de cette édition qui, comme les précédentes, permet pourtant heureusement d'évoquer aujourd'hui le nom de Pound et de partager avec lui cette certitude :

« Ce que tu aimes bien demeure, le reste n'est que cendre  
Ce que tu aimes bien ne te sera pas arraché  
Ce que tu aimes bien est ton seul héritage  
A qui le monde, à moi, à eux ou à personne ?  
D'abord tu as vu, puis tu as touché  
Le Paradis, même dans les corridors de l'Enfer,  
Ce que tu aimes bien est ton seul héritage,  
Ce que tu aimes bien ne te sera pas volé. »

(1) Ezra Pound, « L'Art de la poésie », traduit par Denis Roche, *Tel Quel*, n° 11, automne, 1962.

(2) Un tel « Index » (*Annotated index to the Cantos of Ezra Pound*) a été publié pour la première fois par John Hamilton Edwards et William W. Vasse, aux Presses de l'Université de Californie, en 1957. Remis à jour en 1974. Il comporte une chronologie très complète des événements politiques, économiques et culturels. C'est un instrument indispensable et fautive duquel *Les Cantos* sont massivement versés au compte du bavardage insignifiant qui constitue aujourd'hui majoritairement le genre poétique.

**LES CANTOS** d'Ezra Pound. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jacques Darras, Yves di Manno, Philippe Mikriammos, Denis Roche, François Sauzey, Flammarion, « Mille & une pages », 980 p., 26 €.

## Livraisons

#### ■ JE VOULAIS ÉCRIRE UN POÈME, de William Carlos Williams

« Jusqu'à ce que je rencontre Ezra Pound, c'était comme avant Jésus-Christ », écrit William Carlos Williams au début de cette autobiographie, qui se présente sous forme d'entretiens avec Edith Heal. Paru à Boston en 1958, cinq ans avant la mort de l'écrivain, l'ouvrage recense et analyse, du point de vue subjectif de l'auteur, les différents recueils qu'il publia à partir de 1909 (éd. Unes, BP 205, 83300 Draguignan Cedex ; traduit par Valérie Rouzeau, 114 p., 18,29 €). Signalons également, chez le même éditeur, par la même traductrice, *Le Printemps et le reste*, dans lequel l'auteur de Paterson, en 1923, répond indirectement à T.S. Eliot, qui venait de publier son grand poème, *The Waste Land*. A sa manière, le médecin de Ruherford plaide pour l'imagination, facteur de « l'élargissement continu de l'entendement » et du progrès de l'intelligence (100 p., 14,63 €).

#### ■ E. E. CUMMINGS, d'Isabelle Alfandary

Les difficultés spécifiques de traduction que présente la poésie de Cummings (1894-1962) ont sans doute empêché d'imposer le nom et l'œuvre du poète en France. L'auteur de cet essai éclairant souligne que « le poème d'E. E. Cummings est ce qui arrive – ce qui arrive sur la page d'un livre, dans la langue américaine, ce qui arrive à la typographie, à la grammaire, ce qui arrive au vers, entre les blancs, à la voix, dans le silence alentour. » (Belin, « Voix américaines », 128 p., 7,60 €). Ont également été récemment traduits : *50 poèmes*, recueil datant de 1939 (Le Taillis Pré, traduit et présenté par Thierry Gilibœuf, bilingue, 23, rue de la Plaine, 6200 Châtelineau, Belgique, 190 p., 18 €), et *Je, six conférences*, suite de six étonnantes conférences autobiographiques données à Harvard en 1952-1953 (éd. Clémence Hiver, traduit et présenté par Jacques Demarcq, 6, rue de la Planète, BP 13, 30610 Sauve, 120 p., 22,87 €).

#### ■ COMMENCEMENTS, de Charles Olson

Serge Fauchereau, dans sa *Lecture de la poésie américaine* (rééd. Somoogy, 1998), compare le Black Mountain College, dont Charles Olson (1910-1970) assura la direction au début des années 1950, comme une sorte de Bauhaus réimplanté en Caroline du Nord. Auteur, en 1947, d'une étude sur Melville, Olson assista au procès de Pound l'année précédente et prit sa défense. Promoteur de « l'énergie cinétique » en poésie, Olson cherche à retrouver la force de l'oralité, tout en prenant ses distances à l'égard des poètes de la Beat Generation. Ce choix de poèmes et de proses donne une vue d'ensemble sur son œuvre (éd. Théâtre typographique, plusieurs traducteurs, fax : 03-80-93-12-20, 110 p., 19,82 €).

#### ■ LES VARIATIONS LORCA, de Jerome Rothenberg

En lisant la traduction de ce recueil, publié en 1990 par Jerome Rothenberg (né en 1931), on ne peut être que frappé par la puissance de sa prosodie. Comme le poète l'explique dans une postface, ces variations ont été composées dans la continuité de traductions qu'il fit des *Suites* de Lorca et du *Poète à New York*. Hommage au poète espagnol, ces *Variations* sont aussi une admirable méditation sur les misères de la guerre (éd. Belin, « L'Extrême contemporain », traduit par Yves Di Manno, 96 p., 18,29 €). P. K.

## Hérauts d'Amérique

Du patriotisme enflammé de Walt Whitman à Wallace Stevens, Louis Zukofsky jusqu'au modernisme de John Ashbery

Même Ezra Pound, qui ne sentait guère d'affinité avec lui, reconnaissait en Walt Whitman un héraut de l'Amérique : « Sa crudité est d'une puanteur formidable, mais il est l'Amérique », décria-t-il en 1909. Cette voix américaine, Whitman la fit résonner en 1855, dès la préface de la première édition des *Feuilles d'herbes* – qui sera suivie de huit autres jusqu'à sa mort en 1892 (1). Ce grand poème en prose, à la fois manifeste et programme, dévoile les thèmes qui seront repris et développés dans les pages du livre. La mission du poète dans la jeune nation – ces « *Etats-Unis aux veines gorgées de matière poétique* » – est de s'en faire le barde, le prophète, de donner enfin toute l'ampleur voulue au « grand psaume de la République ». Sous la plume lyrique et enflammée de ce disciple d'Emerson (qui fut l'un des premiers à saluer le livre, dans l'indifférence ou même l'hostilité générale), l'idée patriotique prend un accent qui étonne nos oreilles européennes, habituées à des nationalismes beaucoup plus étroits et belliqueux. De même, la vertu proclamée du poète (« *Non en lui mais loin de lui les choses sont grotesques ou excéntriques ou perdent leur sens commun* »), lui fait un devoir d'incarner son art en lui donnant une dimension cosmique et religieuse.

Wallace Stevens (1879-1955), ce magnifique poète, est a priori tout aussi éloigné de Pound que de Whitman. A la différence de Pound, et comme son ami William Carlos Williams (comme aussi Faulkner) il ne fit aucun séjour d'apprentissage dans le Vieux Continent. Les racines poétiques de ce discret avocat, responsable d'une compagnie d'assurances à Hartford (Connecticut), sont pourtant du côté de Mallarmé, de la peinture cubiste et de la phénoménologie. Pierre-Yves Pétilion parle d'un « *Emerson comme réinterprété par Husserl* ». Cependant, c'est bien la même Amérique que celle de Whitman, transposée au siècle suivant, qui forme l'horizon visible de Stevens. Non plus l'Amérique des pionniers, mais celle des villes et des entreprises, du souci moderne, des objets, de cette « *rage bénie de l'ordre* » dont il parle dans un célèbre poème d'*Ideas of Order* (2), son deuxième recueil, paru en 1936.

#### « LA RÉBELLION EST UN ART »

Louis Zukofsky (1904-1978), qui fut, avec George Oppen, l'un des membres du groupe objectiviste, eut une ambition comparable à celle du Pound des *Cantos* (et à celle de Williams aussi, dans *Paterson*) lorsqu'il composa les vingt-quatre sections d'un vaste poème très sobrement intitulé *A*, dont l'édition définitive paraîtra en 1979.

Comme l'explique Serge Gavronski dans la préface d'une traduction des chapitres VIII à XI (3), le projet de Zukofsky était d'embrasser l'histoire de l'humanité et de concevoir son poème comme une totalité, jouant sur les rythmes et les formes. Proche du marxisme, il s'en prend aux grands capitaines d'industrie et aux puissances d'argent, « *car la rébellion est un art* », dit-il.

John Ashbery, né en 1927 dans l'Etat de New York, vécut une dizaine d'années à Paris vers 1950-1960. Il lisait alors Raymond Roussel et les oulipiens, Max Jacob et les surréalistes (4). Poète de la modernité, Ashbery a su concilier superbement les héritages européens et américains, notamment dans sa manière particulière de concilier les exigences d'un certain objectivisme et celles du moi. Un moi qui a bien éclaté depuis le temps de Walt Whitman...

#### Patrick Kéchichian

(1) *Le Poète américain*, traduit et postfacé par Catherine Pierre (éd. Mille et Une Nuits, n° 326, 64 p.). Signalons également l'essai d'Eric Athenot qui vient de paraître dans l'excellente collection « Voix américaine » (éd. Belin, 128 p., 7,60 €). Pour *Feuilles d'herbes*, voir la traduction française en deux volumes de Jacques Darras (Grasset, 1989 et 1994).

(2) *Ideas of Order*, traduit par Claire Malroux (bilingue, éd. Atelier la Feu-

graie, 14770 Saint-Pierre-la-Vieille, 140 p., 12,20 €). Les éditions José Corti annoncent pour ce printemps la traduction, toujours par C. Malroux, du premier recueil de Stevens (1923), *Harmonium*. (3) *A (Sections 8 à 11)*, traduit par Serge Gavronski et François Dominique (éd. Virgile « Ulysse Fin de siècle », 3, rue du Colonel-Clère, 21121 Fontaine-lès-Dijon, 122 p., 18,32 €). (4) *John Ashbery. L'Œil de bœuf*, n° 22, décembre 2001, 94, boulevard de La Tour-Maubourg, 75007 Paris, 158 p., 15,24 €). Signalons également l'essai récent d'Antoine Cazé consacré à Ashbery, dans la collection « Voix américaines » (éd. Belin, 128 p., 7,60 €). Un large choix de poèmes a été traduit et publié par Pierre Martory et Anne Talvaz en 1992 chez POL, sous le titre *Quelqu'un que vous avez déjà vu*.

**ANTONIO TABUCCHI**  
sera  
**AUX CAHIERS DE COLETTE**  
le samedi 9 février  
à partir de 17 h.  
à l'occasion de la parution de son roman  
**Il se fait tard, de plus en plus tard**  
(Éd. Christian Bourgois)  
23-25, rue Rambuteau, Paris 4<sup>e</sup>  
Tél. 01 42 72 95 06



# Le cantor d'Alexandrie

En 1965, contraint de quitter l'Égypte, André Aciman part pour l'Italie, puis la France avant New York, où il enseigne la littérature. Dans le prolongement d'« Out of Egypt », « Faux papiers » s'offre comme une variation sur l'exil et la mémoire

Le jour de la rencontre avec André Aciman, un soir d'août 2001, à New York, où il habite, on lui demande de le retrouver au coin de Broadway et de la 106<sup>e</sup> Rue. Là se trouve Straus Park, un lieu-clé de l'écrivain américain, décrit et décrypté, dans l'un des chapitres de *Faux papiers*, comme « une oasis de l'âme, un lieu où, sans raison apparente, les gens s'arrêtent au milieu de leur trajet ». Straus Park est aussi « le carrefour du monde », le mirage mental d'un homme dont l'imaginaire visuel et littéraire, sans cesse soumis à un jeu kaléidoscopique de correspondances poétiques, revient toujours au secret douloureux d'une vie antérieure : l'enfance en Égypte, dans cette Alexandrie qui n'est plus présente que par rémanences, par diffractions, par associations mentales, l'Alexandrie d'un « petit garçon juif prisonnier de l'Égypte antisémite de Nasser », qui, déjà, dans un environnement politique devenu très hostile depuis la crise de Suez, en 1956, ne trouvait rien de mieux, pour échapper au réel, que de passer « la nuit assis à la fenêtre, dans la chambre de [sa] grand-tante, en imaginant qu'il regardait la Seine ».

L'histoire des premières années de sa vie, de sa naissance au départ forcé, en 1965, André Aciman l'a racontée dans des souvenirs, *Out of Egypt* (en français chez Stock) : 340 pages d'une drôlerie et d'une mélancolie

## ■ PORTRAIT

Et toujours il revient au secret douloureux d'une vie antérieure : son enfance égyptienne

colie inextricables, portraits amoureux et subtilement acides d'une Alexandrie cosmopolite et polyglotte où « les langues dominantes étaient l'anglais et le français, même si tout le monde y parlait un mélange de bien d'autres idiomes (...), tandis qu'un mauvais arabe servait à cimenter le tout tant bien que mal ». (...) Ma grand-mère, ajoute Aciman, était assez bonne helléniste pour corriger les Grecs eux-mêmes, elle savait toutes ses prières en latin, et son français écrit, lorsqu'elle était en colère, aurait pu rivaliser avec celui du duc de Saint-Simon. »

La rencontre avec André Aciman a donc lieu à Straus Park. Mais, évidemment, ce n'est pas le Straus Park attendu : c'est un modeste square au milieu des embarras urbains. Il pleut, il fait nuit. Pas de crépuscule flamboyant sur l'Hudson, à travers les arbres de Riverside Drive ; pas d'enfants s'ébrouant à la fontaine ; il n'y a pas davantage, assis sur un banc, le vieux pianiste M. Appelbaum, la vieille M<sup>me</sup> Danziger « qui portait un tatouage sur le bras ».



MICHAEL DAMES

L'écrivain s'amuse de notre dépit. Lui dont la jeunesse fut baignée de soleil, se fiche de la pluie : « Le temps qu'il fait me laisse indifférent. La nourriture aussi », dit-il, un peu plus tard. *Out of Egypt* est pourtant traversé d'évocations sensuelles : l'air marin, les dîners de famille, les thés au balcon d'une villa de l'ancienne Alexandrie, celle de « notre temps », comme dit la vieille pâtissière de la maison Flückiger, où l'écrivain revient quarante ans après, comme à la recherche par avance désabusée d'un pays qu'il sait perdu et qu'il ne retrouve jamais mieux que de loin, très loin du lieu d'origine.

Tout spécialiste et amoureux de Proust qu'est l'éminent professeur Aciman – il enseigne la littérature comparée au Graduate Center de la City University of New York (CUNY) –, il ne joue pas au jeu de la madeleine : il ne mangera pas les gâteaux qu'on lui propose chez Flückiger et, lorsqu'il dîne avec de jeunes professeurs de l'école américaine dans une pizzeria du centre d'Alexandrie, c'est pour constater, avec le ton sec de Jules Renard à la fin de l'illusion optique et poétique du « Cygne », dans les *Histoires naturelles* : « Tout le monde commande une pizza, une salade, une bière. Nous pourrions aussi bien être à Cambridge ou à New Haven. »

De Jules Renard, Aciman n'a pourtant pas le verbe cassant et désenchanté. Il n'a pas non plus la mélancolie languide du poète alexandrin Constantin Cavafy, qu'il cite (« La ville te poursuivra toujours, et aucun bateau ne l'emmènera jamais loin de toi. »). C'est plutôt une sorte de mi-chemin poétique, un intermezzo affectif d'un raffinement extrême, fluide mais d'une grande précision de lexique cependant, écrit dans une langue assez – osons le qualificatif – proustienne dans la rythmique, le phrasé, les cadences et les incises, que le tra-

ducteur Laurent Bury a su restituer dans un français d'une belle musicalité.

« Une lettre d'Illiers-Combray : à la recherche de Marcel Proust » est d'ailleurs le chapitre le moins proustien de *Faux papiers*, à moins qu'il ne le soit tout à fait puisque, après une rude confrontation avec le matériau réel de l'univers de Proust, il faudra à l'écrivain déçu reconstruire son monde proustien d'avant, le perdre pour « mieux le redécouvrir ensuite » dans *La Recherche*, offerte par son père au jeune homme de quinze ans, un soir d'été à Paris – ce père auquel il rend un hommage bouleversant dans le chapitre « Un déjeuner tardif ».

Ces textes, que les éditions Autrement qualifient de « roman » (le sous-titre original est *Essais sur l'exil et la mémoire*), ont été en fait d'abord publiés dans différents journaux et revues anglo-saxonnes. Mais ils forment une suite de variations romanesques sur un même thème, dont la permanence, l'insistance, assurent une cohésion cyclique, jamais forcée.

Les lecteurs des textes publiés depuis par André Aciman dans le *New York Times* sur la boutique d'un luthier, sur Barcelone ou sur les Twin Towers (« Les tours aussi sont mortes », *Le Monde* du 27 septembre 2001) savent que ces récits sont un peu comme les feuillets intercalaires ou satellites d'un récit éternellement recommencé.

Ce que dit *Faux papiers* était déjà, en creux, dans *Out of Egypt*. Du moins ce récit autobiographique est-il soumis, dans *Faux papiers*, à des « arrêts sur image » introspectifs et rétrospectifs tentant de fixer le cours de ces associations en ricochets ininterrompus. Et le texte d'introduction à *Letters of Transit* est, lui aussi, un « arrêt sur image » sur cette question de l'exil permanent, sur cet « entre deux », sur ses inciden-

ces sur la langue choisie et sur l'écriture « par laquelle les écrivains tentent de rester à flot à la fois comme êtres pensants et comme êtres humains ».

André Aciman avoue craindre le voyage à Paris auquel le convie, à la mi-février, son éditeur, pour la promotion de la sortie, en France, de *Faux papiers*. Peur de raviver ce sentiment de rendez-vous manqué, autrefois, avec la France, même s'il avoue aujourd'hui ne pas regretter d'avoir choisi les États-Unis, où il est marié et père de trois fils, et d'avoir choisi la langue anglo-américaine ? Peur de ne pas retrouver ce Paris fantasmagique et ordonné selon les balises de son imaginaire intime ?

Dans « Square Lamartine », l'un des chapitres essentiels du livre, il donne la clé de cette angoisse, une fois encore révélatrice de ces mises en abyme de l'imaginaire, dans un dialogue téléphonique avec une amie américaine installée à Paris : « Selon mon habitude, j'ai dit que je n'aimais pas voyager, que je trouvais toujours Paris fatigant, que j'aimerais beaucoup mieux rester à New York et imaginer de merveilleux dîners à Paris. "Oui bien sûr", a-t-elle acquiescé, vaguement agacée. "Puisque tu vas à Paris, tu n'as pas envie d'aller à Paris. Mais si tu restais à New York, tu voudrais être à Paris. Mais puisque tu ne restes pas, puisque tu pars, fais-moi une faveur." L'exaspération pointait dans sa voix. "Quand tu seras à Paris, dis-toi que tu es à New York en train de rêver de Paris, et tout ira bien." »

Renaud Machart

**FAUX PAPIERS**  
(False Papers, Essays on Exile and Memory)  
d'André Aciman.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Laurent Bury,  
éd. Autrement, « Littératures »,  
192 p., 14,95 €.

## Science-fiction

par Jacques Baudou

# Le naïf et la rouée

**L'AMOUR AU TEMPS DES DINOSAURES**  
(Corrupting D' nice)  
de John Kessel.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Patrick Marcel,  
Denoël, « Lunes d'encre », 346 p., 21,50 €.

Ce roman est dédié à Frank Capra, Ernst Lubitsch, Billy Wilder, Howard Hawks, Preston Sturges et autres ténors de la comédie américaine. Non sans raison puisque c'est là très exactement le registre de l'intrigue que nous conte John Kessel avec une alacrité admirable. Un jeune homme et une jeune femme se croisent, se plaisent et s'aiment. Lui est un fils de famille riche, elle forme avec son père un duo d'escrocs redoutable. Le jeune homme l'apprend, se croit trompé et rompt l'idylle naissante. La jeune femme décide de se venger de très retorse façon. Mais il y a bien sûr, comme il se doit, un happy end...

Pour réussir une comédie sophistiquée, il faut du rythme, des dialogues brillants, une vraie fantaisie, des personnages bien campés (le Naïf et la Rouée), plus complexes qu'il n'y paraît de prime abord. John Kessel se montre tout à fait à la hauteur de l'entreprise ; mais il y ajoute le piment d'un contexte que seule la science-fiction permet : une civilisation qui maîtrise le voyage dans le temps au point d'avoir organisé une véritable industrie du tourisme temporel. Ce qui ajoute à la comédie proprement dite une dimension très singulière, d'autant que l'auteur en profite pour faire entrer dans la ronde un apatosaure plutôt baladeur et Jésus, qui intervient spectaculairement dans un procès de « terroristes » juifs. Le tout se termine gaillardement, à la satisfaction émue du lecteur, par un baiser qui « ne dure pas autant que le crétaé », mais quand même...

■ **FAUX RÊVEUR**, anthologie de Peter Crowther

Cette monumentale anthologie, regroupant deux recueils anglais, a été conçue par son maître d'œuvre pour rassembler des nouvelles d'une longueur comprise entre 60 000 et 240 000 signes : ce que la critique anglo-saxonne désigne par les termes de *novellets* et de *novellas*, par opposition à la *short story* d'une envergure moindre. A cette première caractéristique s'ajoute le fait que l'élite actuelle de la science-fiction et du fantastique britannique figure au sommaire : Kim Newman qui fait se rencontrer ici Andy Warhol et Dracula, Michael Marshall Smith qui s'amuse comme un petit fou avec le thème de l'invasion alien, Stephen Baxter, Paul McAuley, Peter Hamilton. Dans ce sommaire très relevé et qui tient toutes ses promesses, deux textes se détachent du lot : *Tendele* de Ian McDonald qui vient de recevoir le Theodore Sturgeon Memorial Award de la meilleure nouvelle de l'année, distinction qui ne nous paraît aucunement usurpée, et *Les Nuits de Leningrad* de Graham Joyce qui ne relève que très marginalement du fantastique ; ce qui ne l'empêche nullement d'être extrêmement impressionnant. On a rarement traité le thème de la survie de façon aussi magistrale... (éd. Bragelonne, 498 p., 22 €).

■ **L'ALGÈBRE DES ANGES**, de John Gregory Keyes

Deuxième volume d'une trilogie déjantée et convulsive, *L'Algèbre des anges* nous permet de retrouver tous les personnages (ou presque) des *Démons du Roi-Soleil*. Isaac Newton et Benjamin Franklin, qui lui sert d'assistant, sont désormais à Prague, menacés d'invasion par les troupes du tsar Pierre. Adrienne de Mornay de Montchevreuil et Crécy sont déléguées du compagnonnage d'une bande de brigands par les troupes du duc de Lorraine. Quant aux Américains du Nord, sans nouvelles de leurs mères patries, ils ont envoyé une expédition maritime vers le Vieux Continent sous la houlette de Barbe Noire et de Cotton Mather. John Gregory Keyes, qui a du sang indien, ajoute à cette troupe déjà pittoresque, un Peau-Rouge en la personne de Red Shoes, le Choctaw, qui va découvrir, non sans un certain effarement, une Angleterre ravagée par la comète et le chaudron méditerranéen. Tout ce petit monde se retrouvera, au terme de trajectoires échevelées, pour une bataille dantesque dans le ciel et la lagune de Venise. Le lecteur, pris dans l'engrenage caracolant des péripéties, les suit sans reprendre son souffle. Un bonheur... (traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Olivier Deparis, Flammarion, « Imagine », 410 p., 21 €).

■ **TÉRANÉSIE**, de Greg Egan

Pour les purs et durs de la science-fiction, Greg Egan est sans doute aujourd'hui l'auteur le plus représentatif avec sa vision quantique de l'univers qui le fait paraître parfois abscons. « Téransie » est un roman plus accessible au commun des lecteurs, peut-être parce que la science mise ici « en fiction » n'est pas la physique mais la biologie. Sans doute aussi parce que l'énigme génétique qui est au cœur du questionnement romanesque n'intervient qu'assez tardivement, après que Greg Egan nous a fait partager l'odyssée de deux enfants de scientifiques indiens devenus orphelins dans des conditions dramatiques et leur évolution en exil canadien jusqu'à l'âge adulte. Le retour de Prabir, le héros du livre, en Indonésie, n'est pas seulement lié, même indirectement par le biais de sa sœur Madhusree, à l'apparition intrigante de nouvelles espèces animales. C'est aussi l'occasion d'un pèlerinage vers Téransie, l'île où ses parents sont morts. Est-ce le hasard si ce nom qu'il a forgé résulte de la fusion de téra (monstre) et d'annésie ? (traduit de l'anglais – Australie – par Pierre-Paul Durastanti, éd. Robert Lafont, « Ailleurs et demain », 308 p., 21,20 €).

■ **MALHORNE 1 : Le trait d'union des mondes**, de Jérôme Canut

Les éditions du Serpent à plumes inaugurent leur toute nouvelle collection vouée aux littératures de l'imaginaire par le premier volume d'une trilogie intitulée *Malhorne* (un titre réminiscent de Tolkien) qui se présente comme un roman d'aventures fantastique. Un ethnologue découvre au profond de la forêt amazonienne la statue très ancienne d'un homme de race blanche tenant dans ses mains une épée dont la garde porte gravé le mot Malhorne. De retour aux États-Unis, il est contacté par une mystérieuse fondation Prométhée qui le convainc de travailler pour elle, car elle possède les photos d'une statue identique, découverte sur une petite île japonaise. Une étude systématique des statues, une enquête sur ce mot énigmatique : Malhorne, vont conduire l'équipe de la fondation Prométhée de découverte en découverte jusqu'au stupéfiant récit d'un homme qui ne cesse de renaître sous des alias différents et qui se qualifie de « trait d'union entre les mondes » sans être en mesure d'apporter quelque lumière que ce soit à la signification de cette curieuse expression. On saluera ici l'ambition de l'entreprise et, pour autant qu'on puisse en juger à ce premier volume, la réussite de l'auteur qui signe un thriller fantastico-ésotérique extrêmement prenant et fort bien construit, réveillant en écho lointain dans notre mémoire le souvenir du film de Pierre Kast *Les Soleils de l'île de Pâques* (Le Serpent à plumes, Le Serpenteur, 520 p., 18 €).

# De l'autre côté du trottoir

New York 1980. Alors que les golden boys se grisent au Dow Jones et à la cocaïne, Lee Stringer bascule dans le crack et dans la rue. Sur un ton gouailleur et ironique, il évoque cette descente aux enfers

**UN HIVER À NEW YORK**  
(Grand Central Winter)  
de Lee Stringer.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Jean Esch,  
Calmann-Lévy, 294 p., 15 €.

Pendant que les golden boys flambaient la nuit ce qu'ils avaient gagné le jour, pendant qu'ils promenaient leurs costumes Armani dans les endroits branchés de New York, Lee Stringer se livrait à un sport moins reluisant : ramasser des boîtes vides dans les lieux publics, puis les revendre 1 nickel pièce aux commerçants, pour gagner de quoi se nourrir et payer sa dose de crack. C'est à partir de sa propre histoire, qui le fit un jour basculer de son bureau dans la drogue et dans la rue, que l'auteur d'*Un hiver à New York* a construit ce récit saisissant. Où l'on décou-

vre, entre autres, que les univers des golden boys et ceux des sans-abri de New York étaient moins distants qu'ils ne le paraissaient.

Baignés dans la fièvre des années 1980, dominés par l'omniprésence de l'argent, ces deux mondes ressemblent plutôt à deux trottoirs séparés par une avenue – large, il est vrai – où les biens de consommation ne couleraient que d'un seul côté. Sur un bord, la jeunesse dorée, décrite par des romanciers tels que Jay McInerney ou Bret Easton Ellis ; sur l'autre, Lee Stringer. D'un côté, l'argent et la cocaïne ; de l'autre, le fantôme de l'argent et le crack. « Même quand on touche le fond de l'existence, c'est encore le fric qui règne », indique Lee Stringer. Bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler d'une fiction (la construction non chronologique – et passablement pagailleuse –, le ton gouailleur et

très alerte du récit, l'introduction de nombreux dialogues et d'histoires connexes l'éloignent cependant du documentaire et même de l'autobiographie, au sens classique du terme), le texte de Stringer fait comme une sorte de pendant aux livres en question.

Dès ses premiers pas dans la rue, l'auteur apprend donc, à ses dépens, que presque rien n'est pas rien. En moins de temps qu'il n'en faut pour entrer dans un refuge pour clochards, puis pour se faire vider les poches par des policiers furieusement zélés, le narrateur se fait dépouiller des maigres possessions qu'il avait réussi à sauver de la débâcle. Une fois vraiment démuné, le voilà nu, métaphoriquement parlant et prêt à devenir, comme par une seconde naissance, une « personne publique ». Ce manque d'intimité, cette exposition de chaque instant aux regards

des passants, Lee Stringer les dévoile sans aucun apitoiement, sans faux détachement non plus. Se regardant lui-même et observant ses compagnons d'infortune, il fait plutôt preuve d'une lucidité qui oscille entre l'analyse, l'ironie ou l'humour mélancolique.

Quant à sa tendresse, il la réserve à ses amis de la rue – même s'il ne montre aucune rancœur vis-à-vis des différentes forces de l'ordre qu'il lui arrive d'évoquer. A Richard, par exemple, qui fut victime d'une tentative d'assassinat. Parlant de l'agresseur, Stringer note : « Il ne parvint qu'à ajouter quelques os à la longue liste des choses brisées dans la vie de Richard. » Comme si l'écriture, qui lui a permis d'émerger de la rue par l'intermédiaire des journaux de sans-abri, constituait aussi une forme de rédemption.

Raphaëlle Rérolle







### REINALDO ARENAS À LA HAVANE

Un recueil de trois récits captivants par leur rythme haletant et des descriptions apocalyptiques  
page VI



### MARC FUMAROLI

Une enquête sinueuse et incertaine sur le rôle joué par la littérature, en France, tout au long du XVII<sup>e</sup> siècle  
page VII

### ACTUALITÉS

Les éditions Liana Levi fêtent leurs vingt ans et lancent la collection « Piccolo »  
page VIII

### SÉLECTION

Littérature française, étrangère, policiers, science-fiction, essais : les parutions « poches » de janvier  
pages VII et VIII

# Rabah Belamri, le visionnaire

Authenticité de ton, présence généreuse, force lyrique, simplicité de narration, telles sont les marques d'écriture de Rabah Belamri, dans une littérature maghrébine parfois moins rigoureuse

**P**araît enfin en format de poche une œuvre majeure de la littérature algérienne d'expression française. Belamri n'avait que seize ans lorsqu'il perdit la vue, en 1962. L'année aussi de l'indépendance de son pays au terme d'une guerre sanginaire à laquelle il a assisté de loin, mais dont il est, durant les derniers mois, un témoin plus direct. Désormais aveugle, comme son illustre prédécesseur égyptien Taha Hussein, Rabah Belamri va devoir construire son univers poétique intérieur dans une solitude de visionnaire. Il est pourtant peu d'écrivains plus lumineux, plus attentifs au monde qui les entoure, plus lucides, plus pondérés dans le lyrisme assumé et dans la conscience aiguë de soi et des autres.

En 1987, Rabah Belamri a déjà derrière lui une œuvre consistante. Il a publié des souvenirs d'enfance (*Le Soleil sous le tamis*, éd. Publisud, 1991), il a recueilli des contes oraux et des proverbes qu'il a réécrits en français, il a consacré une thèse au poète Jean Sénac et, parallèlement à ces débuts littéraires tournés vers le monde imaginaire et historique de sa Kabylie natale, il a affirmé un tempérament unique de poète, sobre, précis, concis, apparenté

par sa rigueur et la fermeté de ses images et de son ton à René Char et, par la sensualité et l'intransigeance de son regard, à ce Jean Sénac qu'il aura tant contribué à faire connaître. Son œuvre de romancier n'est encore qu'en gestation. Sa vie brève ne lui laissera, hélas, que huit ans pour mener à bien deux autres romans et un troisième, *Chronique du temps de l'innocence* (éd. Gallimard, 1996), inachevé.

#### AU TOURNANT DE L'HISTOIRE

Romancier, poète, critique, chroniqueur, Rabah Belamri n'abandonne jamais une authenticité de ton, une présence généreuse, une force lyrique, une simplicité de narration, qui seront sa marque, dans une littérature maghrébine parfois moins rigoureuse, malgré les grands noms que l'on sait. *Regard blessé* est un pivot essentiel dans l'histoire de la littérature algérienne, parce que l'écrivain fait converger un événement essentiel de sa vie personnelle et un tournant de l'histoire. Le jeune Hassan va devoir être opéré pour un décollement de rétine.

Malheureusement, sa mère Fatim-Zohra, victime de croyances populaires, retarde le moment de l'intervention médicale, convaincue que l'œuvre maléfique des djinns pourra être combattue par des pratiques de sorcellerie et de rebouteux. Et, par ailleurs, les derniers combats rendent hasardeux et dangereux le voyage jusqu'à Alger. Des bombes explosent près de l'hôpital où l'adolescent est enfin opéré. Trop tard. Une

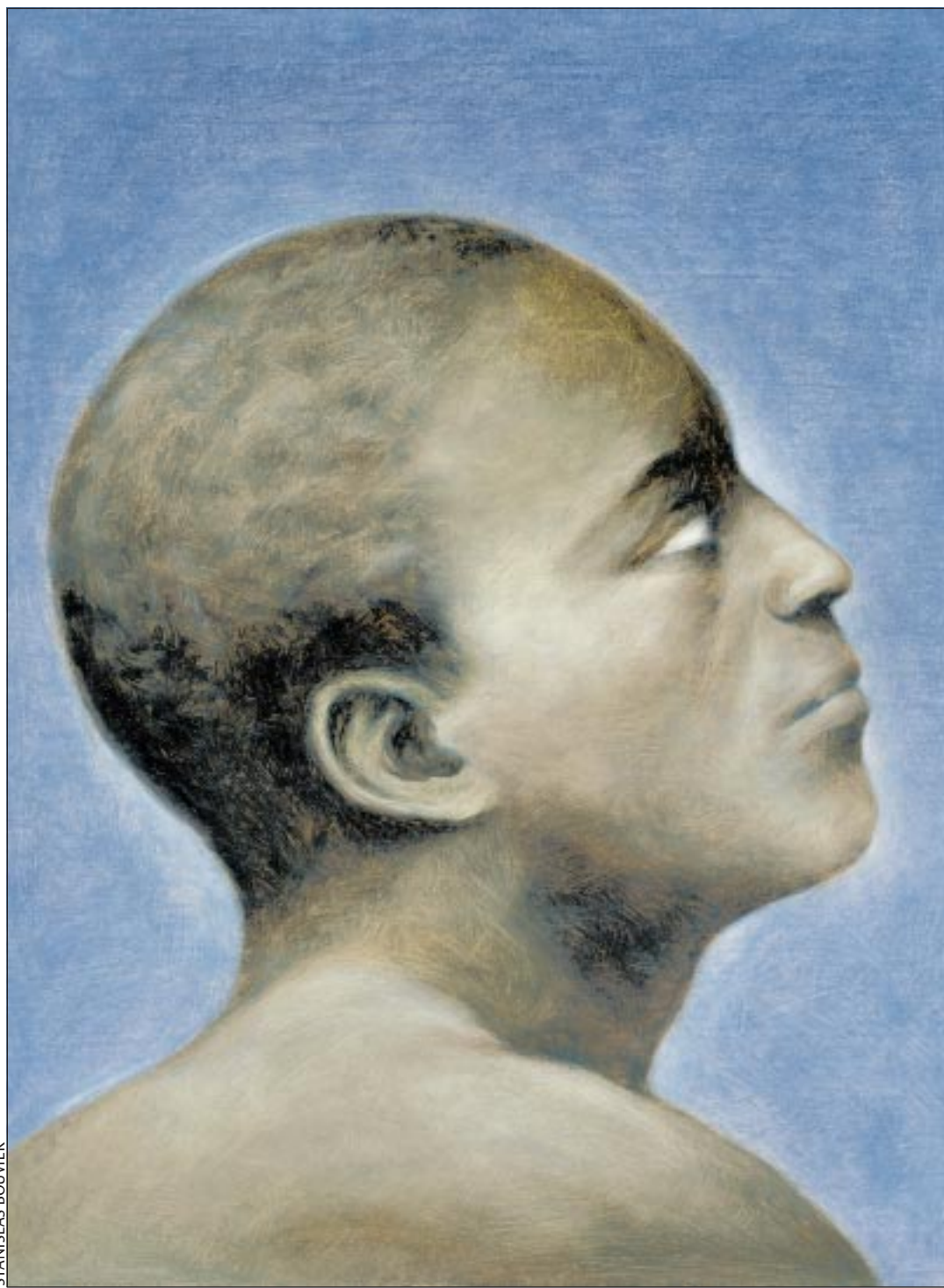
évacuation forcée dans les montagnes peu après l'intervention empêche des soins immédiats.

En dépit ou même à cause d'une ultime intervention « magique », tout n'est désormais qu'ombre, avant de devenir nuit définitive. Autour de Hassan, le monde s'agite, s'agresse, se tue. L'indépendance algérienne est acquise dans un grand désordre et une terrible violence, qui annoncent de pénibles lendemains. Mais Hassan est encore plus tourné vers son propre passé que vers cet avenir douloureux. Cette enfance, à laquelle Rabah Belamri restera si fidèle, est la source de toute sa sensibilité. Des éclairs de réminiscences viennent interrompre la continuité du récit, lui donnant toute sa force émotionnelle.

On s'est souvent demandé si la cécité de Rabah Belamri n'avait pas intensifié cette capacité d'isoler dans ses récits des sortes de cellules imaginaires, rêvées, issues d'une mémoire constamment au travail. Son temps narratif était fragmenté de sauts dans le temps, comme si jamais la richesse de son enfance, qui l'avait mis en communication directe avec un univers fantastique, irrationnel, dominé par les femmes, ne devait être épuisée par l'adulte, par ailleurs, profondément rationnel, impartial, modéré dans ses jugements jamais impulsifs ni haineux, qu'il était devenu. La grandeur de ce livre n'est pas seulement due à l'émotion que suscitent les événements racontés, elle tient surtout au rythme très singulier de la narration, à ces incursions du passé de la petite enfance, à cette perception fragmentée de la réalité, à ce sentiment diffus d'une présence poétique au monde.

René de Ceccatty

**REGARD BLESSÉ**  
de Rabah Belamri.  
Gallimard, « Folio »,  
208 p., 3,50 €.  
Première édition :  
Gallimard, 1987.



STANISLAS BOUVIER

### EXTRAIT

« Aidé par un vieux du village, l'enfant creusa la tombe. Le soleil était déjà haut, et le fer de la pioche cognait avec force sur la terre durcie par l'été. Quand le vieil homme retourna au village pour la levée du corps, l'enfant se coucha au fond de la tombe, les paupières closes. La fraîcheur de la terre parcourut ses membres épuisés, l'inonda de volupté.

« Au crépuscule, il revint au cimetière où rien ne bougeait. L'ardeur du jour était à présent apaisée. Il avançait comme un somnambule sans prendre garde où il posait les pieds. Il foula les tombes, à peine visibles entre les cailloux et les buissons desséchés. Il s'approcha de la tombe neuve avec ses pierres dressées, et, lentement, il dégrafa sa braguette.

« L'enfant marchait dans les dunes, titubant. Il avait mal à son sexe, dans son corps, dans sa tête. Le mal montait de la terre, entraînait en lui, grandissait, incandescent,

comme un tourbillon de guêpes affolées. Il voulait courir, mais la nuit pesait sur lui, menaçait de l'enfoncer sous la terre. A l'aube, il s'assit sur une pierre au bord d'un petit étang, à l'intersection de deux seguias. Il y avait maintenant un grand silence dans son corps. Autour de lui, l'univers changeait d'aspect. Il regardait la lumière qui venait de se poser sur les palmiers, sur son visage, sur ses mains, sur l'eau qui coulait à ses pieds. Elle était légère et apportait à toute chose sérénité et beauté. Il s'agenouilla au bord de la seguia, jeta sur son visage de l'eau avec ses mains réunies, puis se tourna vers l'Orient, les paupières baissées. Quand il ouvrit les yeux, le ciel, la terre, les arbres, les pierres avaient disparu. Seule l'eau continuait à murmurer tout près de lui. Il avança la main, tâta le bord de la seguia caressa l'eau. » (*Regard blessé*, p. 112-113.)

## Un cauchemar miniaturisé

En quinze chapitres, Pierre Mérot avance hardiment jusqu'aux contrées du délire

**PETIT CAMP**  
de Pierre Mérot.  
Préface de Dominique Noguez.  
Parc (14, rue Emile-Desvaux,  
75019 Paris),  
94 p., 7 €.

Charles Fourier revu par le marquis de Sade et corrigé par Lautréamont. Mickey enfermé dans un système concentrationnaire particulièrement raffiné. On pourrait ainsi multiplier les images, sans parvenir à décrire avec précision le contenu de ce petit livre très singulier. Une singularité qui s'avance hardiment jusqu'aux contrées du délire.

Pierre Mérot – né en 1959, il a déjà publié, il y a plus de dix ans, deux romans aux éditions de La Différence – ne nous dévoile rien

de ses intentions, de ses idées ou sentiments. Il ne nous offre aucun appui, ce qui évidemment augmente la séduction de son livre. « Tout dans cet univers semble pris dans l'étrange douceur d'une torture généralisée », écrit justement Dominique Noguez qui apporte, en même temps que sa caution, quelques éléments de description, sinon d'explication dans une préface qui nous sauve un peu de la totale perplexité. Laissons-nous conduire par ce bon guide, autant qu'il se peut. Etant entendu qu'à la fin, il faudra lui lâcher la main, avancer seul.

*Petit Camp* comporte quinze chapitres répartis en trois parties d'inégales longueurs et cent quatre-vingt-dix paragraphes numérotés. Il est question d'une communauté aux contours parfaite-

ment indistincts ; il y a là des Garagistes qui se réunissent en conseil, un Obsédé qui semble jouir de quelque pouvoir, des animaux sans noblesse (poules, cafards, cochons...), une bibliothèque végétale... Tout ce petit monde s'agite avec cruauté et s'active selon d'improbables directions dans le but, semble-t-il, de former bientôt une cité idéale, la « Nouvelle Leipzig » (mais pourquoi Leipzig ?). Dans ce « cosmos paradoxal », souligne Dominique Noguez, « le cauchemar est souvent miniaturisé ». Sur tout cela flotte une sexualité plutôt morose et déglinguée. La bienveillance prend parfois une curieuse tonalité : « Pour protéger les femmes contre l'avenir noir, on les concentra dans un petit camp dont on confia

la direction à l'Obsédé. Et l'autombe tomba. »

Certes, on peut chercher longtemps le sens de la fable, croire le tenir, et puis non. « Dieu relève-t-il de notre compétence ? », est-il demandé au fragment 16, qui se continue ainsi : « Non, absolument pas. De cette vérité nous sommes assurés, et nous jugeons que nous pouvons la recevoir sans scrupule comme le premier principe de notre littérature. » Et plus loin, au numéro 170 : « Non, nous ne nommerons pas le paradis ! Sachons simplement qu'il est fait de défaites et de recommencements, ce en quoi il reste constamment à notre portée. » C'est peut-être l'âpre leçon de ce petit livre sobrement, presque raisonnablement délirant !

Patrick Kéchichian



## ROMANS POLICIERS

par **Gérard Meudal**

### Serial vengeur

**CHATON : TRILOGIE** de Jean-Hugues Oppel.  
Rivages/Noir,  
350 p., 9,44 €. Inédit.

Chaton, c'est mignon comme nom, mais qu'on ne s'y trompe pas, celui qui se fait appeler ainsi, alias Richard Kitten, alias Hans-Peter Poesje, est un redoutable tueur, d'autant plus implacable qu'il a une revanche à prendre. Kitten est une sorte d'agent secret, exécuteur de basses besognes dans toutes sortes d'affaires louches. Un jour, estimant qu'il en savait trop, son propre réseau a décidé de l'éliminer mais n'est parvenu qu'à massacrer sa femme, ses enfants et ses chats. Kitten a décidé de venger sa famille, ses chats particulièrement. Expert du maniement des armes et du piratage informatique et, surtout, n'ayant plus rien à perdre, Kitten fait beaucoup de dégâts. Face à une telle détermination, la commissaire Valérie Valencia est pratiquement impuissante. D'abord, parce qu'elle se heurte rapidement aux pressions des milieux politiques, qui n'aiment pas qu'on vienne fouiner dans des affaires classées secret défense. Ensuite, parce que si Kitten est un fou dangereux dont elle ne peut approuver les méthodes, ses victimes, trafiquants de drogue, financiers véreux, etc. ne sont pas exactement le genre de citoyens qu'on a envie de protéger. Sans être trop explicite, Oppel multiplie les allusions transparentes à des affaires qui éveillent forcément quelques échos dans l'esprit du lecteur : vente de fréquences, blanchiment d'argent sale, financement occulte des partis politiques. Le contexte préélectoral dans lequel se déroule l'action ne fait que renforcer l'impression de « déjà vu ». Tout en évitant le simple pamphlet, le roman d'Oppel joue habilement de l'actualité, ce qui donne une force de frappe supplémentaire à ce tableau effarant, mais assez réaliste, des coulisses de la politique.

#### L'INCONNUE DE PESHAWAR, de Cheryl Benard

Qu'un homme d'affaires américain soit assassiné à Peshawar et c'est l'incident diplomatique garanti. En sans doute davantage dans le contexte actuel. Mais le livre a été écrit en 1998 aux Etats-Unis. On ne peut qu'admirer la connaissance précise que l'auteur semble avoir de cette région frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan. Il est vrai que son mari, avec qui elle a écrit entre autres un essai politique sur l'Iran, est afghan et travaille actuellement pour l'administration Bush. Mais le propos de Cheryl Benard est ici de dénoncer sur le mode comique la condition faite aux femmes dans cette région du monde. Le principal suspect est une femme mais allez donc la retrouver dans un pays où on ne voit même pas leur regard ! L'enquête se transforme en une sorte de jeu de piste délirant qui pastiche le roman policier classique pour user constamment du quiproquo et du malentendu, entre l'homme et la femme, entre l'Orient et l'Occident, etc. (Traduit de l'anglais [Etats-Unis] par Oristelle Bonis. 10/18. 300 p., 7,29 €).

## SCIENCE-FICTION

par **Jacques Baudou**

### Uchronie savoureuse

**MAD**  
de Daphné du Maurier.  
Traduit de l'anglais par Maurice-Bernard Endrèbe,  
Livre de poche, 378 p., 5,95 €. Première édition : Albin Michel, 1974.

De Daphné du Maurier, on célèbre toujours les romans des années 1930-1940 : *Rebecca* – qui a été élu à la « Bouchercon », la convention annuelle du roman policier américain, meilleur roman criminel ou policier du XX<sup>e</sup> siècle ! –, *L'Auberge de la Jamaïque* ou *L'aventure vient de la mer*. Mais les œuvres de la fin de sa carrière ne sont pas moins intéressantes, qui s'éloignent de sa veine gothique pour explorer de tout autres territoires. C'est le cas de *Mad*, son dernier roman, publié en 1972 en Grande-Bretagne, et qui, à l'époque, pouvait être classé dans la catégorie de la « politique-fiction ». Daphné du Maurier y imaginait en effet qu'après que le pays eut quitté le Marché commun les dirigeants politiques et économiques britanniques s'associaient de façon très étroite aux Etats-Unis pour former l'Euro. Comme ils avaient négocié cette alliance secrètement, au mépris des principes les plus élémentaires de la démocratie, sans aucun recours au verdict populaire, et qu'ils étaient tout à fait conscients que cela ressemblait fort à un coup de force, ils avaient fait appel aux troupes de leur allié pour prévenir les troubles et étouffer dans l'œuf toute contestation...

*Mad* raconte ce qui arrive dans un petit village de Cornouailles où une actrice à la retraite, dont le surnom donne son titre français au volume, n'accepte pas de se voir traiter chez elle en étrangère et entre dans la résistance. Une résistance non violente – sauf accident – qui va donner bien du fil à retordre tant aux marines chargés de maintenir l'ordre qu'aux politiciens qui ont accepté ce « débarquement ». Publié aujourd'hui, cet ouvrage qui démontre l'étonnant talent de narratrice de Daphné du Maurier peut être considéré comme une uchronie savoureuse et salutaire : les marines finissent par quitter ce petit coin de Cornouailles où ils ont réussi à se mettre toute la population à dos. Et on n'oublie pas de sitôt le portrait féroce croqué de cette Américaine venue exporter sa « culture », ni l'extravagante *Mad* et sa tribu, ni non plus ce fantôme qui apparaît en fine dans ce réjouissant paysage de fantaisie...

#### UN CANTIQUÉ POUR LEIBOWITZ, de Walter M. Miller Jr

Ce roman, paru originellement en 1959, est, sans doute aucun, l'une des plus belles œuvres que la science-fiction nous ait données, l'un de ces chefs-d'œuvre intemporels qui conjuguent qualité d'écriture et thématique pertinente. Roman mosaïque en trois époques, d'inspiration ouvertement religieuse, ce « cantique » traite d'un monde régressif post atomique, de la réitération cyclique de l'histoire et de la folie des hommes. Œuvre singulière et unique, elle brille toujours d'un éclat incandescent (Gallimard, « Folio S-F », 462 p., 8 €).

## La chair de La Havane

Les trois récits de Reinaldo Arenas donnent libre cours à l'imagination délirante ou aux descriptions apocalyptiques, fruit de l'urgence absolue de vivre de l'auteur

**VOYAGE A LA HAVANE (Viaje a La Habana)** de Reinaldo Arenas. Traduit de l'espagnol (Cuba) par Liliane Hasson, Actes Sud, Babel, 179 p., 7 €. Première édition : Presses de la Renaissance, 1990.

Né à Cuba en 1943, dans une famille paysanne pauvre, Reinaldo Arenas a commencé à écrire très jeune. Engagé auprès des révolutionnaires peu avant leur victoire, en 1958, ses illusions partent rapidement en fumée. Ses critiques contre le pouvoir et son homosexualité lui valurent de connaître la prison et les camps de réhabilitation par le travail. Il quitte l'île en 1980, au cours de l'exode de Mariel, en compagnie de milliers de « rebus de la société » expulsés par le régime cubain. Victime du sida, il metta fin à ses jours à New York, en 1990. Un seul de ses livres avait été publié dans son pays.

Les trois récits de ce recueil captivent par leur rythme haletant ou palpitant, donnent libre cours à l'imagination délirante ou aux descriptions apocalyptiques ; ils sont le fruit de l'urgence absolue de vivre. Le premier, *Tant pis pour Eva*, écrit à La Havane en 1971,



met en scène un couple obsédé par l'art vestimentaire et la reconaissance.

Dans le deuxième, *Mona*, daté de Miami en 1986, il est question de la réincarnation de la Joconde. Le troisième, qui donne son titre au recueil, terminé à New York en 1987, décrit le retour d'un *marileto* à La Havane. Chacun d'eux se nourrit d'éléments biographiques et des thèmes prépondérants de l'auteur passés au crible de l'humour noir, de l'ironie et de l'auto-dérision : trahison, recherche de

l'identité, affirmation de l'homosexualité, survie, résistance et critique politique sont développées dans des jeux de miroir et des mises en abîme.

*Tant pis pour Eva* porte, dans son titre même, sa propre contradiction : le monologue de la dénommée Eva, sorte de Pénélope couturière, où alternent les « je » et les « tu », les souvenirs et l'espoir, est condamné au cercle vicieux.

Avec *Mona*, on a affaire à un conte fantastique situé à New York en 1986, bâti sur le principe du manus-

crit trouvé. Par l'intermédiaire de textes de présentation et de notes en bas de page, s'établit un jeu d'allers et retours dans le temps où Arenas se mentionne lui-même en tant qu'« écrivain justement oublié » en 2025.

Les imbrications entre auteur et personnage sont encore plus frappantes dans *Le Voyage à La Havane*, récit à la troisième personne dans lequel s'intercalent des passages à la première personne particulièrement émouvants.

Jean-Louis Aragon

## La musique du prince

Le retour de Charles d'Orléans, « l'écolier de Mélancolie »

**EN LA FORÊT DE LONGUE ATTENTE**  
Et autres poèmes  
de Charles d'Orléans.  
Edition bilingue de Gérard Gros,  
Postface de Jean Tardieu,  
Poésie/Gallimard, 520 p., 9,15 €.

Charles d'Orléans est enfin sorti de son purgatoire. Le prince-poète emprisonné pendant vingt-cinq ans en Angleterre, après la bataille d'Azincourt, a fait de multiples séjours à l'ombre pendant sa longue postérité. Le voilà en « Poésie/Gallimard », dix ans après la belle édition du Livre de poche, en « Lettres gothiques ». Il existe même une sélection d'œuvres de « l'écolier de Mélancolie », en Livre de poche à 1,5 euro.

Tombé dans l'oubli plusieurs fois, il est toujours réapparu, tant la fine plainte de ses vers se rattache à la partie la plus essentielle et la plus fragile de la poésie française : la musique. Sa lignée de poètes s'étend à Nerval, Baudelaire, Verlaine, Eluard, Aragon et Jean

Tardieu, mais aussi à Debussy, qui l'a mis en musique, et à Matisse, qui l'a magnifiquement enluminé.

Il faut commencer d'ailleurs par lire le texte, mis en postface, que Jean Tardieu a consacré à ce poète, qui a accompagné toute sa vie : « Vous êtes enfin revenu, Charles, et nous nous réjouissons tous de votre retour. Depuis que nous vous connaissons mieux, homme à la gravité souriante, souvent vêtu de noir, rêveur, et bon, nous vous aimons davantage. »

Né en 1394, mort en 1465, Charles d'Orléans n'est pas un prince-poète d'une période lointaine. Sa poésie nous touche : « Aveugle su, ne sçay ou aler doye :/De mon baston, affin que ne forvoye./Je vois tastant mon chemin ça et là / C'est grant pitié qu'il convient que je soye/L'omme esgaré qui ne scet ou il va. » Tardieu encore : « Je vois un homme d'autrefois, soudain redevenu jeune comme le jour. Il a consommé, rêvé sa vie pour en extraire quelques sons essentiels, c'est-à-dire pour détourner le cours des raisons du monde au profit

d'un pressentiment d'une grande importance, l'un des premiers à avoir su (maladroit dans ses actes, mais savant en poésie) utiliser les mots de la langue française à des fins de magie. »

On peut regretter qu'une partie des poèmes cités par Jean Tardieu ne soient pas repris dans l'anthologie qui précède. Fallait-il également traduire systématiquement ces textes ? La langue de Charles d'Orléans est d'une grande limpidité, plus compréhensible aujourd'hui que celle de Villon. Une orthographe modernisée et des notes pourraient suffire.

L'édition est sérieuse, mais la traduction est souvent contestable. Exemple : « De balader j'ay beau loisir/Autres deduis me sont cassez./Prisonnier suis, d'Amour martir,/Hélas ! et n'est ce pas assez », devient « Pour les ballades, j'ai du temps/On me supprime tous loisirs./Prisonnier et martyr d'Amour,/Hélas : n'est-ce donc pas beaucoup ? ». Que sont magie et musiques devenues ?

A. S.

## Des vies bousculées

Haruki Murakami juxtapose les répliques du drame de Kobé

**APRÈS LE TREMBLEMENT DE TERRE**  
de Haruki Murakami.  
Traduit du japonais  
par Corinne Atlan,  
10/18, 158 p., 6,40 €. Inédit.

Il ne faut pas confondre Ryu Murakami et Haruki Murakami, même s'ils sont de la même génération, sont devenus célèbres dans les années 1980, ont été lancés à grand renfort de publicité, car avec le temps le premier reste un peu confiné dans la cyberlittérature, alors que le second s'affirme comme un véritable écrivain, en particulier avec *Les Chroniques de l'oiseau à ressort* (Seuil, 2001), puis avec un essai sur l'attaque au gaz sarin dans le métro de Tokyo publié en anglais sous le titre *Underground : The Tokyo Gaz Attack and the Japanese Psyche* (Harvill Press), qui a été très bien reçu par la critique aux Etats-Unis. Les six nouvelles juxtaposées qui composent ce recueil ont

toutes non pour thème, mais en arrière-plan le terrible tremblement de terre du 17 janvier 1995 qui a fait plus de 6 500 morts à Kobé, dans une région qui n'avait pas connu de séisme depuis trois siècles. Chaque petit texte dépeint avant tout des gens, des gens simples, un vendeur de matériel audio, un jeune homme qui n'a jamais connu son père, ou d'autres plus intellos, une femme médecin qui cherche un peu de repos, en Thaïlande, à la montagne, des étudiants ou un jeune écrivain malheureux en amour mais en pleine ascension.

Aucun d'entre eux n'est directement touché par le tremblement de terre, ils habitent tous ailleurs, loin de la ville sinistrée. Tous pourtant en subissent les « répliques », mais ces secousses sont émotionnelles, pas physiques, et leur destin imperceptiblement ou de façon conséquente va en subir les répliques, on assiste à des tremblements de vie par effleurement, par petites touches, par fré-

missements. La parole glisse, douce et terrible. Des questions surgissent, planent.

Une femme quitte son mari, cinq jours après le tremblement de terre, en lui laissant un mot : « Le problème, c'est que tu ne m'apportes rien (...). Vivre avec toi, c'est comme vivre avec une bulle d'air. » Une petite fille n'arrive plus à dormir, elle fait des cauchemars, mais ce sont les adultes autour d'elle qui sont remis en question. Un homme rentre chez lui et trouve une énorme grenouille de deux mètres de haut appelée « Crapaudin », qui lui demande de faire un acte héroïque pour sauver d'autres vies. Un jeune homme surnommé « Crapaudin » fuit sa mère trop belle, trop fantasque, trop mystique, et danse, danse à en perdre haleine. Une jeune femme se lie d'amitié avec un homme plus âgé qui aime faire des feux de camp sur la plage, la nuit. Ne reste qu'un peu de nostalgie, comme un sourire de chat.

Martine Silber

## Poudre, scorbut et abordage

**CORSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE**  
Voyages, aventures et combats  
de Louis Garneray.  
Phébus, « Libretto »,  
358 p., 10,50 €. Première édition : Phébus 1984.

On l'a décrit avec une « gueule de connard, son bérêt, son vieux mégot ». Cette description date sans doute de l'époque où, retraité des aventures de pirates, il était devenu peintre de la marine sous la Restauration. Mais, embarqué à treize ans en 1796 sur une frégate pour réaliser ses « rêves de combats », Louis Garneray fut d'abord et surtout l'un des compagnons de Surcouf, un pirate des mers du Sud où Français et Anglais (maîtres des Indes) se livrèrent, depuis les débuts de la Révolution, une lutte acharnée. Quand les caisses de la République sont à sec, le ministère encourage ses « corsaires » officiels (investis de lettres de marque) à dévaliser les navires marchands ennemis, eux-mêmes encadrés par des vaisseaux à canons.

Riches en péripéties (apprentissages, guerre de course, abordages et combats, captivité, naufrage), ses Mémoires, si authentiquement romanesques (initialement publiés en feuilleton dans un journal, *La Patrie*, après que le ministère en eut refusé l'édition à cause de ses excès d'enthousiasmes et que diverses gazettes les aient refoulées au prétexte qu'elles sentaient trop le gouddron), retracent donc l'impatiente initiation d'un intrépide matelot qu'une brute au grand cœur déniaise dans les bordels de Manille, et que fascine la fièvre de l'or autant que la promptitude de ses compagnons de mer à jouer du couteau. Presque infemale rythmée par l'odeur de poudre, les ravages mortels du scorbut, la « sublime boucherie » des abordages sanglants à la hache, au sabre et au poignard, décrite avec un œil de peintre autant que de reporter. Un classique de la littérature de mer au même titre que les Mémoires (du camp opposé) du capitaine Hornblower, dont Raoul Walsh tira ce magnifique film : *Capitaine sans peur*, avec Gregory Peck.

Jean-Luc Douin

★ Egalement disponible, du même auteur, en Libretto : *Le Négrier de Zanzibar*.



# Du pouvoir de la littérature

Marc Fumaroli a tenté de comprendre pourquoi la poésie et la prose lui semblaient avoir exercé en France, au XVII<sup>e</sup> siècle, une « fonction originale »

**LA DIPLOMATIE DE L'ESPRIT De Montaigne à La Fontaine** de Marc Fumaroli. Gallimard, « Tel », 572 p., 9,50 €. Première édition : Hermann, 1994.

Bien sûr, il y aura eu Corneille et Racine, Bossuet et Fénelon. Ceux-là auront mis en scène l'orgueil, la passion, la véhémence, le sublime. Comment évoquerait-on la France des derniers Valois et des premiers Bourbons sans distinguer l'audace et la singularité de ses écrivains prestigieux ? Sans doute. Mais à tant fréquenter la France classique, Marc Fumaroli verrait plutôt en eux autant d'« oiseaux rares ». L'essentiel, à ses yeux, pourrait bien être ailleurs s'il s'agit d'expliquer pourquoi le XVII<sup>e</sup> siècle a fixé les traits de la nation française tels que nous les reconnaissons aujourd'hui encore.

Pendant vingt ans – le plus ancien des quinze essais présentés ici date de 1971, le plus récent de 1992 –, Fumaroli a tenté de comprendre pourquoi la littérature lui semblait avoir exercé en France, au XVII<sup>e</sup> siècle, une « fonction originale » qu'elle

n'aurait exercée dans un aucun autre Etat européen.

L'enquête s'est révélée sinieuse et incertaine, la route faite de détours et de chemins de traverse. Fumaroli s'est plongé dans les manifestes de Blaise de Vigenère (mort en 1596) et dans les traités de Charles Paschal (mort en 1625), deux pionniers, théoriciens de l'art de la prose. Il a repéré dans les *Essais* de Montaigne les premiers accents d'une « *éloquence du for intérieur* » qui semble bien s'être opposée aux conventions de la vie de cour. Il a fouillé les Mémoires des plus obscurs pour découvrir qu'ils mettaient l'historiographie royale en procès, mais aussi ceux du cardinal de Retz cherchant à témoigner pour la liberté face à l'habitude d'obéissance. Il s'est attardé sur « *l'art de bien parler* », cher à l'époque, pour souligner ce que cet art a pu emprunter à « *une foule de genres littéraires* » : aux récits, aux anecdotes, aux portraits, aux maximes... Il a montré comment les jeux d'esprit, qu'on les parle ou qu'on les écrive, ont favorisé l'établissement, en marge de la Cour, d'une « *civilisation du loisir* ». Il a repéré parmi les remèdes trouvés en France à la mélancolie – une

mode, alors, dans toute l'Europe – un goût particulier pour l'« *ardeur généreuse de la raison* ». Il a fait apparaître dans les *Contes* de Perrault une « *éducation de la douceur* » et dans les *Fables* de La Fontaine une expression singulière du sourire, le « *sourire du sens commun* ».

Et alors ? Ce n'est qu'en rapprochant les uns des autres les éléments de son enquête que Marc Fumaroli a découvert qu'ils conduisaient tous au même carrefour : la « *nature politique* » de la littérature française du moment. Alors qu'au sein des populations d'Italie, d'Angleterre, d'Espagne régnait un « *accord tacite* » scellé par la foi religieuse, la loyauté politique, la stabilité des mœurs, c'est la discorde et la versatilité qui se manifestaient en France, une « *curieuse absence du sentiment élémentaire de ce qui réunit* ».

Quand la poésie et la prose d'art exaltent l'*ingegno*, en Espagne, l'*ingenio* en Italie, le *wit* en Angleterre, autant de formes du génie national, on en est attaché, en France, à une tâche prioritaire : assurer la continuité de la nation, en finir avec la querelle religieuse et l'anarchie qui avaient secoué le royaume à plusieurs reprises au

cours du Moyen Age. Puisqu'il n'existait pas dans ce pays de « *sagesse civile moyenne* » qui puisse servir de socle à l'unité nationale, ce serait, note Fumaroli, à la littérature de la lui fournir. En commençant par réveiller, discrètement, à force de diplomatie de l'esprit, un « *sens commun fuyant* » pour en faire la chose la mieux partagée du royaume. Dans cette thérapeutique, la prose française fera merveille. Fumaroli excelle à dévoiler comment la nécessité et la ruse auront conduit à souder la nation en inventant le « *style qui se cache* ».

André Meury

★ **A signaler : la parution des *Maximes, Mémoires et œuvres diverses de La Rochefoucauld* (Livre de poche, « Pochothèque », 1 158 p., 23,75 €). L'ouvrage, bien illustré, comporte dans un premier ensemble l'édition qui fait autorité de Jacques Truchet (revue par Marc Escola) des *Maximes*, le texte de la première édition, les maximes écartées ou supprimées, des documents complémentaires et les *Réflexions diverses*. Une deuxième partie regroupe les *Portraits* et des textes autobiographiques.**

# Le rendez-vous manqué du pacs

**AMOURS ÉGALES ? Le pacs, les homosexuels et la gauche** de Daniel Borrillo et Pierre Lascoumes. La Découverte, « Sur le vif », 144 p., 7,50 €. Inédit.

Voté en octobre 1999, le pacs rencontre désormais, sondage après sondage, l'approbation de près de deux tiers des Français. Daniel Borrillo, juriste, maître de conférences à l'université Paris-X - Nanterre, et Pierre Lascoumes, sociologue, directeur de recherche au CNRS, constatent cette adhésion de la société civile mais ne s'en contentent pas. Pour eux, cette réforme du statut conjugal est inachevée : elle n'assume pas une pleine égalité des droits entre couples homosexuels et hétérosexuels. « *Ce qui aurait pu être un très beau combat politique pour les partis de gauche restera comme un exemple de leur incapacité à écouter et à comprendre les mouvements sociaux* ».

Et, en particulier, à s'emparer, ne serait-ce que pour en débater, de la revendication portée par une partie du milieu associatif : l'ouverture du mariage civil

aux personnes de même sexe. Pourquoi cette proposition a-t-elle été jugée d'emblée « *extrémiste* » ? Par impossibilité conceptuelle à se départir de normes « *hétérosexistes* », répondent les auteurs, étayant leur démonstration sur le rappel des prises de position d'un certain nombre de psychanalystes, sociologues, anthropologues, etc.

Ces autorités scientifiques se sont arc-boutées sur la défense d'un ordre symbolique fondé sur la différence des sexes, que la reconnaissance du mariage homosexuel aurait menacé d'anéantissement. Même s'ils affirmaient se différencier des tenants de l'ordre moral, ces experts ont rejoint les autorités religieuses et les parlementaires les plus conservateurs : tous se sont accordés pour dire qu'il fallait mettre fin à des situations d'injustice, tout en déniait aux couples de même sexe l'accès à un statut identique aux couples hétérosexuels. Et le pacs, pour les auteurs de cet essai militant mais rigoureux, n'est jamais que la traduction législative d'une homophobie implicite, qu'il reste à dépasser.

Eric Lamien

## Livraisons

■ **PENSER LA TECHNIQUE**, sous la direction de Thomas Ferenczi

Les organisateurs du douzième Forum patronné par *Le Monde*, la ville du Mans et l'université du Maine s'étaient proposés, en octobre 2000, d'apporter des éléments de réponse à la question : « *Où nous emportent les techniques ?* » L'éditeur, de son côté, a réparti les vingt-quatre communications présentées au cours du colloque, selon leurs thèmes en cinq chapitres. Outre la philosophie (avec Heidegger dans le rôle principal), la technoscience, le bio-pouvoir (autour notamment de Peter Sloterdijk), l'art et les avancées de la biologie font donc l'objet chacun d'un volume autonome (éd. Complexe, de 72 à 160 p., de 5,34 à 7,17 €).

P. K.

■ **ANDRÉ CITROËN**, de Christine Hemar

Il y a de la fulgurance dans le destin d'André Citroën ! Né en 1878, mort en 1935, en cinquante-sept ans d'existence seulement, il a marqué de sa griffe la seconde révolution industrielle. Pris dans la tourmente de la crise de 1929, le constructeur automobile aux deux chevrons a fait faillite, un an avant sa mort. Issu d'une famille juive, polonaise par sa mère, hollandaise par son père, André Citroën, naturalisé français au moment où il entre à l'École polytechnique, est un exemple de réussite et d'intégration, dans une France marquée par l'affaire Dreyfus puis la première guerre mondiale. Génie de l'automobile, il a été en rivalité avec Louis Renault et a rencontré Henry Ford. André Citroën a aussi révolutionné le monde de la publicité, que ce soit avec sa croisière noire puis sa croisière jaune, ou son illumination avec son nom en lettres rouges sur la tour Eiffel. Christine Hémar, professeur d'histoire, retrace, d'une plume alerte, ce destin hors norme (Hatier, « Figures de l'Histoire », 100 p., 8 €).

A. B.-M.

■ **LE CONCEPT DE CRITIQUE ESTHÉTIQUE**

**DANS LE ROMANTISME ALLEMAND**, de Walter Benjamin

Ce fut la thèse de Benjamin, soutenue à Berne en juin 1919 et dont la rédaction lui fut pénible. On ne peut manquer de rechercher, aujourd'hui, les thèmes dont il fit ensuite sa philosophie de l'art. A travers une étude critique féroce de l'attente de Fichte, Schlegel, Novalis et Hölderlin, la pensée benjaminienne trouve ses premières formulations, semées d'éclairs. Tel celui-ci : l'ironie « *représente la tendance paradoxale de construire encore l'œuvre en la démolissant* » (traduit de l'allemand par Philippe Lacoue-Labarthe et Anne-Marie Lang, Flammarion, Champs, 190 p., 6,71 €).

Ph. D.

■ **GÉOPOLITIQUE DU CHIISME**, de François Thual

Auteur de vingt-cinq ouvrages de géostratégie, histoire et politologie, François Thual fut critiqué naguère pour son insistance sur le poids grandissant des chiïtes (15 % du milliard de musulmans). La réédition en poche, actualisée mais non modifiée, de sa *Géopolitique du chiïsme* montre que le chercheur avait vu juste. Du Liban à l'Afghanistan aujourd'hui, de l'Inde à l'Irak sans doute demain, les chiïtes sont devenus des acteurs déterminants au sein du monde islamique et dans ses rapports avec les autres sphères politico-religieuses. François Thual nous fait en outre découvrir des sectes issues du chiïsme (zaïdisme au Yémen, alaouisme en Syrie et Turquie, « azérisme » en Azerbaïdjan, etc.) dont le rôle ne fait sans doute que commencer. De plus, l'auteur s'exprime clairement sur un univers enchevêtré à l'extrême (« *Arléa-Poche* », 155 p., 6 €).

J. -P. P.-H.

■ **DOM CASMURRO ET LES YEUX DE RESSAC**, de Joaquim-Marias Machado de Assis

Les éditions Métailié poursuivent pour notre plus grand bonheur la réédition en poche de l'œuvre du grand écrivain brésilien Joaquim-Marias Machado de Assis, né en 1839, décédé en 1908. Il faut dire qu'Anne-Marie Métailié a appris, dit-elle, le portugais en lisant *Dom Casmurro* et *les yeux de Ressac*, qu'elle a publié en 1982. Mulâtre, descendant d'esclaves, il s'est toujours présenté comme un écrivain à l'européenne, distingué, bourgeois, honoré, fondateur de l'Académie des lettres brésiliennes dont il fut le premier président. Ses romans et ses nouvelles regorgent d'ironie, de folie, d'humour, de scepticisme narquois. Son style et ses intrigues ouvrent des failles, font éclater le temps, l'intrigue, la narration. Dom Casmurro est un chef-d'œuvre sur la jalousie, le soupçon, la trahison. A lire et à relire (traduit du portugais [Brésil] par Anne-Marie Quint. Métailié, « Suite brésilienne », 336 p., 10 €).

M. Si.

Paraisent en même temps des nouvelles inédites sous le titre *La Théorie du médaillon et autres contes*, traduit du portugais par Florent Kohler, 154 p., 6,50 €.

■ **JOURS DE COLÈRE**, de Jorge Volpi ; **LES PRIÈRES DU CORPS**, d'Eloy Urroz ; **IMPOSSIBILITÉ DES CORBEAUX**, d'Ignacio Padilla

Publiées conjointement au Mexique, en 1994, dans un recueil intitulé *Tres bosquejos del mal* (Trois esquisses du mal), ces nouvelles ont été écrites par trois des fondateurs du mouvement littéraire dénommé « *crack* ». Agés de moins de 35 ans, ces jeunes auteurs entendent ainsi se démarquer de leurs aînés de la génération du « boom », tant sur le plan thématique – le Mexique ne constitue plus une source d'inspiration directe – que sur le plan esthétique – leur écriture est épurée, aux antipodes du réalisme magique. Point commun entre ces trois récits, les imbrications entre rêve et réalité : machiavélique manège à trois pour Volpi, expériences érotiques d'un adolescent chez Urroz, plongée dans l'enfer du doute à bord d'un transatlantique avec Padilla (traduits de l'espagnol [Mexique] par Marianne Millon, Mille et une nuits, respectivement 91 p., 138 p. et 132 p., 7,5 €, 8,99 € et 8,99 €).

J.-L. Ar.

# Les tréfonds de l'économie

Daniel Cohen part à la recherche des mutations sourdes, celles qui ont marqué le XX<sup>e</sup> siècle dans la manière dont se répartit le travail

**NOS TEMPS MODERNES** de Daniel Cohen. Flammarion, « Champs », 162 p., 5,79 €. Première édition : Flammarion, 1999.

Daniel Cohen n'aime pas les idées faites pour épater le lecteur. « *La fin du travail* » n'a pas plus d'épaisseur pour lui que « *la fin de l'Histoire* ». Il répond : « *Ce n'est pas de faire moins travailler les gens que le capitalisme est coupable, mais de vouloir les faire travailler plus* » lorsqu'ils ont un emploi. Le prix de son ouvrage, court et d'une grande clarté, est d'aller chercher, face à nombre d'idées reçues, ce qui bouge dans les tréfonds de l'économie.

La grande transformation du XX<sup>e</sup> siècle se situe dans la manière dont se répartit le travail. Pour la production des « *objets* », l'emploi est resté très stable

d'hier à nos jours, que l'on regarde la France ou les Etats-Unis, environ 40 % de la population active.

Même constatation pour ce qu'on appelle « *l'intermédiation* » (commerce, banques, assurances), qui occupe environ 20 % de l'ensemble des actifs. Le grand basculement a fait passer « *la production de l'homme par la terre (agriculture) à la production de l'homme par l'homme (éducation, santé)* ».

Si l'on regarde maintenant la nature du travail, on se rend compte que la structure de commandement est plus radicale qu'elle ne l'était sous le fordisme. Le travailleur a certes plus d'autonomie, donc plus de responsabilités. Ce n'est plus l'effort physique ou bien l'attention qui est en jeu, « *c'est désormais la subjectivité même du travailleur qui est en cause* ». Et cet engagement conduit beaucoup plus vite au stress.

On touche là une limite du travail humain. N'en trouve-t-on pas une, également, du côté de la consommation ? David Cohen ne croit pas à la saturation des besoins, mais il analyse une nouvelle tension entre deux types de consommation : celle du versant « *privé* » (alimentation, loisirs, habillement, nature, etc.) et celle du versant « *public* » (santé, éducation, environnement). Le consommateur moderne dicte ses propres choix aux producteurs, mais il est désemparé lorsqu'il doit se déterminer pour le lycée de ses enfants ou pour une opération chirurgicale.

La transformation des règles du capitalisme dans la firme a été profonde au cours des vingt dernières années, passant de l'ère des managers à celle des actionnaires. La règle d'or est devenue le dégage-ment du plus gros profit dans le plus court terme, entraînant fusions et licenciements à haute dose. La Bourse se moque du capi-

tal humain, mais non les chefs d'entreprise, qui ont vu une majorité de fusions échouer du fait de cet oubli. Tout le problème est aujourd'hui de récupérer la « *valeur* » du partenariat dans l'entreprise.

On appréciera également la volonté de Daniel Cohen de désacraliser la politique économique (l'important est que les autorités monétaires en Europe soient aussi attentives à la baisse de l'inflation qu'à sa hausse). Répondant enfin à la question « *Pourquoi le malaise contemporain ?* », Daniel Cohen fournit deux explications. Premièrement, la révolution de nos temps modernes n'est pas achevée : il lui manque une régulation sociale spécifique. Deuxièmement, le monde technique libère l'homme de la nécessité, il ne le libère pas de la technique elle-même. A méditer.

Pierre Drouin

Daniel Cohen est éditorialiste associé au *Monde*.

Cette liste est une sélection des livres de poche parus dans le courant du mois de janvier 2002. Elle a été élaborée avec la collaboration des éditeurs. Une liste plus complète est disponible sur [www.lemonde.fr/livres](http://www.lemonde.fr/livres)

## LITTÉRATURE FRANÇAISE

**ARAGON Louis**  
*Le Collaborateur et autres nouvelles*  
Gallimard, Folio, n° 3618, 128 p., 2 €.

**BENACQUISTA Tonino**  
*La Boîte noire et autres nouvelles*  
Gallimard, Folio, n° 3619, 128 p., 2 €.

**BESSON Patrick**  
*Accessible à une certaine mélancolie*  
Le Livre de poche, n° 15217, 192 p., 4 €.

**BIZOT François**  
*Le Portail*  
Préface de John Le Carré.  
Gallimard, Folio, n° 3606, 448 p., 5,80 €.

**BLEYS Olivier**  
*Pastel*  
Gallimard, Folio, n° 3607, 400 p., 5 €.

**COUAO-ZOTTI Florent**  
*L'Homme dit fou et la mauvaise foi des hommes*  
Serpent à plumes, Motif, 224 p., 6 €.

**DIB Mohammed**  
*L'Incendie*  
Seuil, Points, n° 952, 192 p., 5,50 €.

**DJEBAR Assia**  
*Vaste est la prison*  
Le Livre de poche, n° 15222, 352 p., 5,50 €.

**DRAY Julien**  
*Etat de violence*  
J'ai lu, n° 6073, 224 p., 4,50 €.

**FERDI Saïd**  
*Un enfant dans la guerre*  
Seuil, Points virgule, n° 36, 208 p., 5,50 €.

**G. DANTEC Maurice**  
*Le Théâtre des opérations. Journal métaphysique et polémique*  
Gallimard, Folio, n° 3611, 720 p., 6,30 €.

**GARNIER Pascal**  
*Vue imprenable sur l'autre*  
Zulma, Quatre-Bis, 156 p., 11,50 €.

**HUSTON Nancy**  
*Prodiges*  
Actes Sud, Babel, n° 515, 192 p., 6 €.

**KOUROUMA Ahmadou**  
*Allah n'est pas obligé*  
Seuil, Points, n° 940, 224 p., 6,95 €.

**LAMBRICHS Louise L.**  
*Journal d'Hannah*  
L'Olivier, Petite bibliothèque de l'Olivier n° 33, 276 p., 11 €.

**MICHEL Hubert**  
*Requiem pour une huître*  
Seuil, Points, n° 943, 160 p., 5,50 €.

**MORAND Paul**  
*Hécate et ses chiens*  
Gallimard, L'imaginaire, n° 452, 112 p., 6 €.

**NOGUEZ Dominique**  
*Les Martogons*  
Gallimard, Folio, n° 3614, 352 p., 5 €.

**PAVLOFF Frank**  
*Après moi, Hiroshima*  
Zulma, Quatre-Bis, 160 p., 11,50 €.

**PESKÉ MARTY**  
 *Ici le chemin se perd*  
Phébus, Libretto, 512 p., 11,90 €.

**PONTALIS J.-B.**  
*Fenêtres*  
Gallimard, Folio, n° 3642, 176 p., 5 €.

**RAGON Michel**  
*Georges et Louise*  
Le Livre de poche, n° 15216, 192 p., 4,40 €.

**ROBERTS Jean-Marc**  
*Les Enfants de fortune*  
Seuil, Points, n° 951, 176 p., 5,50 €.

**SEGONZAC Gilbert de**  
*Les Chemins du sel*  
Découvertes/Gallimard, n° 111, 160 p., 12,96 €.

**TONG CUONG Valérie**  
*Gabriel*  
J'ai lu, n° 6074, 160 p., 4 €.

**TONNERRE Jérôme**  
*Le Petit Voisin*  
Gallimard, Folio, n° 3615, 224 p., 5 €.

**TROUILLOIT Lyonel**  
*Rue des Pas-Perdus*  
Actes Sud, Babel, n° 517, 144 p., 6 €.

**VOLKOFF Vladimir**  
*L'Enlèvement*  
Le Livre de poche, n° 15223, 608 p., 8 €.

**WEITZMANN Marc**  
*Marriage mixte*  
Le Livre de poche, n° 15221, 288 p., 6 €.

**WERBER Bernard**  
*L'Empire des anges*  
Le Livre de poche, n° 15207, 448 p., 6,10 €.

## LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

**BENARD Cheryl**  
*L'Inconnue de Peshawar*  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Cristelle Bonis, 10/18, Domaine étranger, n° 3372, 304 p., 7,30 €.

**BROWN Larry**  
*Père et fils*  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Pierre Furlan. Gallimard, Folio, n° 3608, 448 p., 7 €.

**CALVINO Italo**  
*Aventures*  
Traduit de l'italien par Maurice Javion, Jean-Paul Manganaro, Jean Thibaudreau et Roland Stragliati. Seuil, Points, n° 953, 256 p., 6,95 €.

**HARNUM Robert**  
*La Dernière Sentinelle*  
Traduit de l'anglais par Jean-Pierre Massias. J'ai lu, n° 6087, 192 p., 4,50 €.

**HARRIS Eddy L.**  
*Harlem*  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Christine Denizon, 10/18, Domaine étranger, n° 3353, 288 p., 7,30 €.

**CAPOTE Truman**  
*Cercueils sur mesure*  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Henri Bobillot. Gallimard, Folio, n° 3621, 120 p., 2 €.

**COETZEE John Michael**  
*Scènes de la vie d'un jeune garçon*  
Traduit de l'anglais (Afrique du Sud) par Catherine Glenn-Lauga. Seuil, Points, n° 947, 192 p., 5,95 €.

**DIAZ Jesus**  
*Les Paroles perdues*  
Traduit de l'espagnol (Cuba) par Jean-Marie Saint-Lu. Métailié, n° 53, 332 p., 10 €.

**FITZGERALD Francis Scott**  
*La Sorcière rousse précédée de La Coupe de cristal taillé*  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Suzanne Mayoux. Gallimard, Folio, n° 3622, 128 p., 2 €.

**MCCRERY Nigel**  
*Effets secondaires*  
Traduit de l'anglais par Agnès Girard. J'ai lu, n° 6012, 320 p., 6 €.

**MUSIL Robert**  
*Cvres pré-posthumes*  
Traduit de l'allemand par Philippe Jaccottet. Seuil, Points, n° 954, 192 p., 5,95 €.

**POWYS Theodore Francis**  
*Le Capitaine Patch*  
Traduit de l'anglais et préfacé par Henri Fluchère. Gallimard, L'imaginaire, n° 453, 252 p., 9,90 €.

**POWYS Theodore Francis**  
*Le Capitaine Patch*  
Traduit de l'anglais et préfacé par Henri Fluchère. Gallimard, L'imaginaire, n° 453, 252 p., 9,90 €.

**HOFFMANN E. T. A.**  
*Les Elixirs du diable*  
Traduit de l'allemand par Alzir Hella et Olivier Bournac. Stock, 454 p., 9,60 €.

**JAMES Henry**  
*Daisy Miller*  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Michel Pétris. Gallimard, Folio, n° 3624, 108 p., 2 €.

**LOUIS Adrian C.**  
*Colères sioux. Les Guerriers d'Iktami*  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Danièle Laruelle. Gallimard, Folio, n° 3613, 464 p., 8 €.

**MUSIL Robert**  
*Cvres pré-posthumes*  
Traduit de l'allemand par Philippe Jaccottet. Seuil, Points, n° 954, 192 p., 5,95 €.

**POWYS Theodore Francis**  
*Le Capitaine Patch*  
Traduit de l'anglais et préfacé par Henri Fluchère. Gallimard, L'imaginaire, n° 453, 252 p., 9,90 €.

**POWYS Theodore Francis**  
*Le Capitaine Patch*  
Traduit de l'anglais et préfacé par Henri Fluchère. Gallimard, L'imaginaire, n° 453, 252 p., 9,90 €.



## EN BREF

■ **ÉDUCATION** : les éditions Garnier - Rue des Ecoles lancent une collection parascolaire, « Bloc-notes », destinée aux collégiens, tant en français qu'en mathématiques, histoire-géographie, physique-chimie, sciences de la vie et de la terre. Constitués d'une trentaine de fiches synthétiques sur 48 pages, ces petits ouvrages servent à faire le point sur les connaissances et à combler les lacunes. La collection publie 16 titres, tirés à 80 000 exemplaires, et mise sur un prix attractif : 1,95 €. Selon le succès de ces premiers ouvrages, « Bloc-notes » envisage de renouveler l'expérience pour les langues vivantes et les matières technologiques.

■ **HISTOIRE** : des petites biographies de personnages historiques, cela devrait ravir les impétrants du baccalauréat, mais aussi tous les curieux. Les premières livraisons témoignent d'un véritable éclectisme : du baron Haussmann à Marie Curie en passant par Otto von Bismarck, André Citroën (voir p. VII), Alfred Dreyfus, Gandhi, Pasteur ou Victor Hugo, bien sûr. Intitulée « Figures de l'Histoire », cette nouvelle collection des éditions Hatier part d'un récit chronologique, largement et intelligemment illustré de cartes et de photos, complété de témoignages « pour » ou « contre », de petits encadrés, de fac-similés de documents d'archives, de lettres, d'articles de presse. Juste ce qu'il faut (chaque volume est vendu 8 €).

## Les vingt ans des éditions Liana Levi

Une nouvelle collection de semi-poches, « Piccolo », va accueillir les classiques de la maison

Nouvelles de Chine

Une très grande envie de faire de l'édition conjugée à une « bonne dose d'inconscience » ont conduit Liana Levi, de nationalité italienne, d'abord correspondante en France de différents journaux italiens, à créer sa propre maison, à Paris, en 1982. Après avoir pris de nombreux contacts et rencontré des personnalités du monde éditorial français, et en particulier Jérôme Lindon et Jean-Marie Borzeix, elle a vite compris que la clef de voûte, c'était « la diffusion et la distribution ». Pendant deux ans, elle restera associée à Sylvie Messenger, avant de prendre son indépendance. « La difficulté et le plaisir d'une petite maison, c'est d'être sur tous les métiers à la fois : sur le texte en tant qu'éditeur au sens propre, mais aussi sur la promotion et sur le commercial. Et on revêt souvent les trois casquettes au cours d'une même journée. »

On peut ajouter à cela que les éditions Liana Levi, contrairement à d'autres petits éditeurs, ne se sont pas limitées à un seul domaine : on y fait de tout, de la littérature, mais aussi des essais, de l'histoire, de beaux livres illustrés et même, à partir du mois de mars, des guides de voyages d'un modèle inconnu jusqu'ici puisés consacrés à la population des pays visités et non aux lieux et aux paysages (« L'Autre Guide » en coédition avec Le Seuil). « Je



J.-J. PALLOT

suis incapable de me restreindre, j'aime bien aborder plein de sujets différents, c'est à chaque fois un nouveau pari. Par exemple, quand on a commencé à faire des livres illustrés, c'était très intéressant parce que cela permettait d'aborder un nouveau métier. Autre avantage, tout le montage est fait à Milan, ce qui me permet de maintenir un lien fort avec l'Italie. »

Bien entendu, les débuts n'ont pas été faciles. Il fallait convain-

cre les agents et les éditeurs. « Cela a bien pris dix ans... mais j'ai été aidée par la chance : personne ne voulait plus publier Primo Levi. Moi oui. Et c'est ce qui m'a permis de démarrer. »

Avec près de 300 titres au catalogue, elle a constaté que, si elle ne publiait pas de best-sellers, en revanche elle rééditait chaque année sept ou huit titres, des « long sellers », et c'est en partie de là qu'est venue l'idée de créer une collection de

semi-poches. « Nous possédions aussi de très courts textes et cela nous donnait la possibilité de les publier. » Après trois ans de discussions, de réflexions, de propositions, maquette, choix du papier, choix des premiers textes, tout est prêt et les quatre premiers titres de la collection « Piccolo » seront en librairie à partir du 14 février : *Un conseil avisé*, inédit de Sholem Aleikhem, *Yasmina*, d'Isabelle Eberhardt, *Washington Square*, de Henry James, et, en hommage à « l'ange gardien » de la maison, avec qui elle n'a, tient-elle à préciser, aucun lien familial, Primo Levi, un autre texte inédit : *Poeti*. Quatre autres suivront le 16 avril : *Quatre heures du matin*, d'Ernest J. Gaines, *Traîne-savates et autres contes ferroviaires*, de Sholem Aleikhem, *L'Affaire Lerouge*, du premier auteur de romans policiers français, Emile Gaboriau, et *La Coquette*, de Linda Cirino. Et d'autres encore, en octobre. Chaque livre coûtera entre 5 euros (pour les petits textes) et 12 euros.

Aujourd'hui, Liana Levi peut être contente. Même si elle reste toujours assez secrète et réservée, c'est elle qui représente les petits éditeurs au bureau du Syndicat national de l'édition (SNE), et c'est encore elle qui, tout en ayant gardé sa nationalité italienne, préside France Editions, l'instance chargée de promouvoir le livre français à l'étranger.

**SANS DOUTE** pour célébrer le Nouvel An chinois 2002, les éditions Bleu de Chine - créées en 1994 - lancent une collection de poche qui s'intitule « Chine en poche ». Trois nouveautés, trois courts romans de trois jeunes écrivains : Diao Dou, Qiu Huadong et Wang Chao, qui ont en commun une écriture moderne de la Chine urbaine d'aujourd'hui, sur fond de bars et de karaoké, de prostitution, de corruption, mais aussi de quête d'amour ou de réalisation de soi. Trois histoires ancrées dans la réalité de la Chine d'aujourd'hui. Une vision qui tranche sans doute avec ce que l'on lit plus couramment.

*Jumeaux*, de Diao Dou (10,37 €), est un roman policier dont l'intrigue repose sur un adultère passionné et survolté. Un crime fera reposer tous les soupçons sur les amants dont l'une est la femme du frère de l'autre... *Voyage au pays de l'oubli*, de Qiu Huadong (8,84 €), est un récit douloureux sur la désillusion amoureuse, la mort et l'oubli, à travers un long voyage en Chine, entrepris par un homme et la femme qui a été son amour de jeunesse, perdue, retrouvée et perdue encore. *L'Orphelin d'Anyang* (5,18 €) est le texte d'un film, réalisé par Wang Chao (ancien assistant de Cheng Kaijie), sélectionné par la Quinzaine des réalisateurs à Cannes en 2001 et qui sortira en salles le 13 mars. Trois vies de pauvres gens qui se débattent pour survivre.

M. Si.

M. Si.

**RIEL Jorn**  
*Un gros bobard et autres racontars*  
Traduit du danois par Susanne Juul et Bernard Saint Bonnet. 10/18, Domaine étranger, n° 3368, 160 p., 6,40 €.

**SCHNITZLER Arthur**  
*Mourir*  
Traduit de l'allemand par Robert Dumond. Stock, 154 p., 7,50 €.

**SCIASCIA Leonardo**  
*Mort de l'inquisiteur*  
Traduit de l'italien par Mario Fusco. Gallimard, Folio, n° 3631, 128 p., 2 €.

**SHE Lao**  
*Histoire de ma vie*  
Traduit du chinois par P. Bady, Li Tche-houa, F. Moreux, A. Peyraube et M. Vallette-Hémery. Gallimard, Folio, n° 3627, 96 p., 2 €.

**TUNSTRÖM Göran**  
*Le Buveur de lune*  
Traduit du suédois par Marc de Gouvernain et Lena Grumbach. Actes Sud, Babel, n° 516, 312 p., 8 €.

**VERONESI Sandro**  
*Les Vagualâmes*  
Traduit de l'italien par Michel Breitman. 10/18, Domaine étranger, n° 3374, 320 p., 7,30 €.

**WHARTON Edith**  
*Les dieux arrivent*  
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Jean Pavans. J'ai lu, n° 6075, 480 p., 7 €.

## ROMANS POLICIERS

**ALEXANDER Bruce**  
*Brigands et galants*  
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Jean-Noël Chatain. 10/18, Grands détectives, n° 3369, 384 p., 7,80 €.

**BOBINSON Patrick**  
*Menace invisible*  
Traduit de l'anglais par Bernard Blanc. Le Livre de poche, n° 17211, 448 p., 6,50 €.

**BRUSSOLO Serge**  
*Iceberg Ltd*  
Le Livre de poche, n° 17213, 256 p., 4,50 €.

**COATMEUR Jean-François**  
*La Bavure*  
Le Livre de poche, n° 17214, 288 p., 5 €.

**DARNAUDET**  
*Boris au pays vermeil*  
Baleine, Le Poulpe, 156 p., 5,95 €.

**DELEPIERRE Philippe**  
*Bouquet final*  
Baleine, Instantanés de polar, 146 p., 5,95 €.

**GALLART Rémy**  
*Les Huns dealent au soleil*  
Baleine, Le Poulpe, 216 p., 5,95 €.

**HIGGINS CLARK Mary**  
*Avant de te dire adieu*  
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Anne Damour. Le Livre de poche, n° 17210, 448 p., 6,40 €.

**MARKLUND Liza**  
*Studio Sex*  
Traduit du suédois par Christofer Bjurström. Le Livre de poche, n° 17212, 416 p., 6 €.

**PEARS Iain**  
*L'Affaire Raphaël*  
Traduit de l'anglais par Georges-Michel Sarotte. 10/18, Grands détectives, n° 3365, 304 p., 6,90 €.

**PEARS Iain**  
*Le Comité Tiziano*  
Traduit de l'anglais par Georges-Michel Sarotte. 10/18, Grands détectives, n° 3366, 304 p., 6,90 €.

## SCIENCE-FICTION

**ARNAUD G.-J.**  
*Les Mômes du massacre*  
Fleuve noir, n° 6, 288 p., 5,95 €.

**GREENLAND Colin**  
*Le Pays de cocagne*  
Traduit de l'anglais par Luc Carissimo. J'ai lu, n° 6089, 608 p., 8,50 €.

**HICKMAN Weis**  
*Dragons d'une flamme d'été*  
Fleuve noir, Lancédragon, n° 42, 256 p., 5,34 €.

**LUCENO James**  
*L'Eclipse des Jedi, les agents du chaos*  
Tome 2. Fleuve noir, 288 p., 5,34 €.

**R. R. MARTIN George**  
*Le Trône de fer. 3. La Bataille des rois*  
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Jean Sola. J'ai lu, n° 6090, 416 p., 7,50 €.

**RHODAN Perry**  
*Projet paladin*  
Fleuve noir, n° 163, 256 p., 5,34 €.

**ZIMMER BRADLEY Marion**  
*Sara*  
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Hubert Tezenas. J'ai lu, n° 5511, 256 p., 5,50 €.

## JEUNESSE

**ALLAN Nicolas**  
*Hôpital Hilltop. Au feu ! Le Fantôme de l'hôpital. Joyeux anniversaire, Dr Matthews ! Coup de cœur à Hilltop*  
Hachette Jeunesse, 24 p., 4,50 €.

**ARROU-VIGNOD Jean-Philippe**  
*Bon anniversaire*  
Gallimard Jeunesse, Folio junior, 96 p., 2 €.

**BEAUDE P. M. et ARROU-VIGNOD J.-Ph.**  
*Ocre suivi de Statuette de jade*  
Gallimard Jeunesse, Folio junior, 78 p., 2 €.

**CAPOTE Truman**  
*L'Invité du jour*  
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Georges Magnane et M.-E. Coindreau. Gallimard Jeunesse, Folio junior, 80 p., 2 €.

**CHABAS Jean-François**  
*La Guerre des plaines bleues*  
Couverture illustrée par Manchu. Hachette Jeunesse, Le Livre de poche Jeunesse, 224 p., 4,50 €.

**DAHL Roald**  
*Coup de gigot*  
Traduit de l'anglais par Elisabeth Gaspar et Hilda Barberis. Gallimard Jeunesse, Folio junior, 128 p., 3 €.

**GUDDLE**  
*Journal secret. 1. Un studio sous les toits*  
J'ai lu, n° 6092, 96 p., 4,50 €.

**GUTMAN Claude**  
*Mes affaires, c'est mes affaires*  
J'ai lu, n° 6094, 64 p., 4 €.

**HEMINGWAY Ernest**  
*Trois coups de feu*  
Traduit de l'anglais par Céline Zins. Gallimard Jeunesse, Folio junior, 128 p., 3 €.

**LAROUSSINIE Claire**  
*Pour du gravier dans nos chaussettes*  
L'Ecole des loisirs, 128 p., 7,50 €.

**LE CLÉZIO J. M. G.**  
*La Grande Vie*  
Gallimard Jeunesse, Folio junior, 96 p., 3 €.

**LEVINE Gail Carson**  
*Sandrillé et la colline de verre*  
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Marie-Claude Mapaula. L'Ecole des loisirs, 96 p., 8 €.

**LEVINE Gail Carson**  
*Sonora, la princesse au long sommeil*  
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Marie-Claude Mapaula. L'Ecole des loisirs, 104 p., 8 €.

**MARIE et JOSEPH**  
*Pas de bouffe pour Foufouille*  
Syrus Jeunesse, Mini Souris noire, 32 p., 2,90 €.

**MARTIN Anne M.**  
*Mallory fait la grève !*  
Illustré par Philippe Munch. Traduit de l'anglais par N. Simon. Gallimard Jeunesse, Folio junior, 154 p., 5 €.

**MEYNARD Daniel**  
*La Vache et le Vaudou*  
L'Ecole des loisirs, 154 p., 8 €.

**MEYNARD Daniel**  
*Vol libre*  
L'Ecole des loisirs, 168 p., 8,50 €.

**MOISSARD Boris**  
*La Vie à coups d'éponge*  
L'Ecole des loisirs, 182 p., 9 €.

**MOKA**  
*Le Petit Cœur brisé*  
L'Ecole des loisirs, 168 p., 8,50 €.

**MORAVIA Alberto**  
*Les rêves de maman produisent des monstres*  
Traduit de l'italien par Diane Ménard. L'Ecole des loisirs, 96 p., 8 €.

**OPPEL Jean-Hugues**  
*Pierre qui roule n'amasse pas mahouisse*  
Syrus Jeunesse, Mini-Souris noire, 32 p., 2,90 €.

**PETIT Xavier-Laurent**  
*153 jours en hiver*  
Flammarion, Castor poche, 72 p., 4,50 €.

**PETIT Xavier-Laurent**  
*Miée*  
L'Ecole des loisirs, 112 p., 7,50 €.

**PREUSS Gunter**  
*Bo, l'enfant pluie*  
Traduit de l'allemand par A. Georges. Flammarion, Castor poche, 113 p., 4 €.

**ROMEJKO Laurent**  
*Zoom sur le climat*  
Illustrations en infographie, studio Wag. Hachette Jeunesse, 48 p., 5,95 €.

**SMITH Roland**  
*Expédition Yéti ! Femmes : le pouvoir impossible*  
Pauvert, 252 p., 17,50 €.

**STEVENSON Robert-Louis**  
*Le Diamant du rajah*  
Traduit de l'anglais par Charles Ballarin. Gallimard Jeunesse, Folio junior, 128 p., 3 €.

**UBAC Claire**  
*Ouled Roumia, ou Comment se faire des amis*  
L'Ecole des loisirs, 168 p., 8,50 €.

**VAN BELLE Anita**  
*Magic Cookies*  
Gallimard Jeunesse, Folio junior, 96 p., 2 €.

**VAXELAIRE Daniel**  
*Les Naufragés de la Cigale*  
Flammarion, Castor poche, 151 p., 4,50 €.

**WELLS H. G.**  
*Histoire de feu M. Elvsham*  
Traduit de l'anglais par D. Davray et B. Kozakiewicz. Gallimard Jeunesse, Folio junior, 80 p., 2 €.

**WILDE Oscar**  
*L'Anniversaire de l'infante*  
Traduit de l'anglais par François Dupuigrenet-Desroussilles. Gallimard Jeunesse, Folio junior, 80 p., 2 €.

**YTAK Cathy**  
*Journal secret. 2. Vous appelez ça des vacances ?*  
J'ai lu, n° 6093, 96 p., 4,50 €.

**ZIMMERMANN Daniel**  
*La Vie galopante d'Alexandre Dumas*  
Couverture illustrée par Frédéric Mauve. Hachette Jeunesse, Le Livre de poche Jeunesse, 288 p., 5,20 €.

## ARTS

**COHEN Leonard**  
*Musique d'ailleurs*  
Tome 2. 10/18, Musiques & Cie, n° 2819, 384 p., 8,50 €.

**DYER Geoff**  
*Jazz Impro*  
Traduit de l'anglais par Rémy Lambrechts. 10/18, Musiques & Cie, n° 3373, 240 p., 6,90 €.

**REMY Pierre-Jean**  
*Callas, une vie*  
10/18, Musiques & Cie, n° 3376, 336 p., 8,50 €.

## ESSAIS CRITIQUES

**BAGUENARD Jacques**  
*La Décentralisation*  
PUF, Que sais-je ?, n° 1879, 128 p., 6,50 €.

**BEGOUT Bruce**  
*Zéropolis*  
Allia, 128 p., 6,10 €.

**BERTINI Marie-Joseph**  
*Bertini : le pouvoir impossible*  
Pauvert, 252 p., 17,50 €.

**BILLETER Jean-François**  
*Leçons sur Tchouang-Tseu*  
Allia, 160 p., 6,10 €.

**BORIE Jean**  
*Le Célébataire français*  
Le Livre de poche, n° 4324, 192 p., 5,50 €.

**CAMUS Albert et KOESTLER Arthur**  
*Réflexions sur la peine capitale*  
Introduction et étude de J. Bloch-Michel. Gallimard, Folio, n° 3609, 288 p., 5,80 €.

**CARBASSE Jean-Marie**  
*La Peine de mort*  
PUF, Que sais-je ?, n° 1834, 128 p., 6,50 €.

**CASTERA Bernard de**  
*Le Compagnonnage*  
PUF, Que sais-je ?, n° 1203, 128 p., 6,50 €.

**Collectif**  
*La Peine de mort*  
En coédition avec le journal *Le Monde*, J'ai lu, n° 491, 126 p., 1,52 €.

**Confédération paysanne/Attac**  
*Changer de politique agricole*  
Mille et une nuits, Petits livres, 142 p., 2,50 €.

**DUPLESSIS Yvonne**  
*Le Surréalisme*  
PUF, Que sais-je ?, n° 432, 128 p., 6,50 €.

**ENGELS Friedrich et MARX Karl**  
*Du colonialisme en Asie-Inde, Pakistan, Perse*  
Postface de Gérard Filoche. Mille et une nuits, Petite collection, n° 372, 112 p., 2,50 €.

**FARRÈRE Claude**  
*Fumée d'opium*  
Postface de Muriel Détrie. Mille et une nuits, Petite collection, n° 373, 128 p., 2,50 €.

**FOURIER Charles**  
*Tableau analytique du coucage*  
Postface de Romain Petit. Mille et une nuits, Petite collection, n° 369, 64 p., 2,50 €.

**GARNIER Philippe**  
*Une petite cure de frou PUF*, Perspectives critiques, 144 p., 16 €.

**JACQUARD Albert**  
*A toi qui n'es pas encore né(e)*  
Le Livre de poche, n° 15213, 192 p., 4 €.

**JACQUARD Albert**  
*E = CM2*  
Seuil, Points virgule, n° 39, 96 p., 3,95 €.

**JUNQUA Daniel**  
*La Presse, le Citoyen et l'Argent*  
Gallimard, Le Monde actuel, n° 71, 352 p., 9 €.

**KLOSSOWSKI Pierre**  
*Sade mon prochain*  
Seuil, Points essais, n° 472, 192 p., 7,50 €.

**LAFARGUE Paul**  
*La Légende de Victor Hugo*  
Postface de Romain Basso. Mille et une nuits, Petite collection, n° 371, 88 p., 2,50 €.

**MANNONI Octave**  
*Freud*  
Seuil, Points essais, n° 474, 160 p., 6,95 €.

**MONOD Théodore**  
*Et si l'aventure humaine devait échouer*  
Le Livre de poche, n° 15215, 288 p., 5 €.

**MONOD Théodore**  
*Révérence à la vie*  
Le Livre de poche, n° 15214, 196 p., 4 €.

**RUSSEL Bertrand**  
*Eloge de l'oisiveté*  
Traduit de l'anglais par Michel Parmentier. Allia, 48 p., 6,10 €.

**SALOMON PAUL**  
*La Sainte Folie du couple*  
Le Livre de poche, n° 16578, 320 p., 5,10 €.

**SÉNÈQUE**  
*Lettres à Lucilius*  
Postface de Cyril Morana. Mille et une nuits, Petite collection, n° 370, 110 p., 2,50 €.

**WINNICOTT D. W.**  
*Jeu et réalité. L'espace potentiel*  
Préface de J. B. Pontalis. Gallimard, Folio essai, n° 398, 288 p., 5 €.

## PHILOSOPHIE

**BAGUENARD Jacques et BRUN Jean**  
*L'Epicurisme*  
PUF, Que sais-je ?, n° 810, 128 p., 6,50 €.

**DUMONT Jean-Paul**  
*La Philosophie antique*  
PUF, Que sais-je ?, n° 250, 128 p., 6,50 €.

**NOVALIS**  
*Le monde doit être romantisé*  
Traduit de l'allemand par Olivier Scheffer. Allia, 144 p., 6,10 €.

**ONFRAY Michel**  
*L'invention du plaisir. Fragments cyrénaïques*  
Le Livre de poche, n° 4323, 288 p., 6,50 €.

**POPELARD Marie-Dominique**  
*Ce que fait l'art. Approche communicationnelle*  
PUF, Philosophiques, 128 p., 7,50 €.

**REVAULT d'ALLONES Myriam**  
*Le Dépérissement de la politique. Généalogie d'un lieu commun*  
Flammarion, Champs-Flammarion, 314 p., 7,77 €.

**SCHOPENHAUER Arthur**  
*Aphorismes sur la sagesse dans la vie*  
PUF, Quadrige, 192 p., 9 €.

**TOLAND John**  
*Clidophorus*  
Traduit de l'anglais et présenté par Tristan Dagron, Allia, 96 p., 6,10 €.

**WITTGENSTEIN Ludwig**  
*Remarques mêlées*  
Traduit de l'allemand par Gérard Granel. Présentation et notes par Jean-Pierre Cometti. Flammarion, GF-Flammarion, 200 p., 7,17 €.

## HISTOIRE GÉOGRAPHIE

**BAUBEROT Jean**  
*MATHIEU Séverine*  
*Religion, modernité et culture au Royaume-Uni et en France (1800-1914)*  
Seuil, Points histoire, 272 p., 9 €.

**BORDONOVE Georges**  
*Les rois qui ont fait la France. Clovis*  
J'ai lu, n° 6082, 320 p., 6,50 €.

**RAJSFUS Maurice**  
*La Rafle du Vél d'Hiv'*  
PUF, Que sais-je ?, n° 3606, 128 p., 6,50 €.

## SCIENCES

**BRADU Pascal**  
*L'Univers des plasmas. Du Big Bang aux technologies du III<sup>e</sup> millénaire*  
Flammarion, Champs-Flammarion, 232 p., 8,69 €.

**DURAND Daniel**  
*La Systémique*  
PUF, Que sais-je ?, n° 1795, 128 p., 6,50 €.

**PENROSE Roger**  
*Les Deux Infinis et l'Esprit humain*  
Traduit de l'anglais par Roland Omnès. Flammarion, Champs-Flammarion, 220 p., 6,71 €.

**RENCK Jean-Luc et SERVAIS Véronique**



L'histoire de la lutte des femmes pour imposer la contraception et l'avortement, retracée par **Xavière Gauthier**, s'est-elle close avec le XX<sup>e</sup> siècle ? (page 1).

Comment **Caroline Eliacheff** et **Nathalie Heinich** renouvellent-elles l'approche des relations conflictuelles entre mères et filles ? Jusqu'à quand les historiens

continueront-ils à écrire la biographie des reines en privilégiant la vie privée sur la vie publique ? Panorama de l'actualité éditoriale sur « le deuxième sexe »

## Sur un couple turbulent

A partir de romans et de films, Caroline Eliacheff et Nathalie Heinich explorent les relations mère-fille

**MÈRES-FILLES**  
une relation à trois  
de Caroline Eliacheff  
et Nathalie Heinich.  
Albin Michel, 420 p., 21,90 €.

Les « ravages » (le mot est de Lacan) des relations entre mères et filles ont déjà fait l'objet de quelques livres, dont celui (à base de cas cliniques) du pédiatre Aldo Naouri (1) et celui (décliné à partir des cas de M<sup>me</sup> de Sévigné, Marlène Dietrich, Camille Claudel, Marguerite Anzieu, Christine Papin et la Lol V. Stein de Duras) de la psychanalyste Marie-Magdeleine Lessana (2). La psychanalyste Caroline Eliacheff et la sociologue Nathalie Heinich ont entrepris de les ré-explore en mettant en commun les acquis de leurs deux disciplines pour analyser ce champ conflictuel à partir de fictions, littéraires et cinématographiques, qui ont à leurs yeux l'avantage de sortir de l'expérience individuelle et contingente pour « construire un imaginaire commun », « constituer une ressource collective », apaiser la douleur de celles qui souffrent de « ces ratés relationnels » en leur montrant que « ce qu'elles vivent d'indicible, d'informulable, voire d'im-pénétrable, d'autres l'ont exprimé par des images et des mots. » Elles rappellent à ce titre les travaux de Bruno Bettelheim sur les vertus thérapeutiques des contes de fées, et l'intuition de Serge Tisseron : « Les mêmes angoisses rapportées à un spectacle public deviennent comme par enchantement un objet de socialisation. »

Sept cas de figures sont répertoriés, offrant un éventail des types de liens mères-filles en fonction de plusieurs critères. D'abord, selon le rapport de la génitrice à la maternité : certaines sont plus mères que femmes, comme l'« héroïne » du *Matri-moine* d'Hervé Bazin atteinte de « maternité », « inflammation de la maternité » aboutissant à un culte « gynécolithique » de l'enfant-roi, ou comme l'Anna Magnani de *Bellissima*, de Visconti, qui projette ses désirs d'ascension sociale sur sa fillelette ; d'autres sont plus femmes que mères, comme l'Emma Bovary de Flaubert, ou l'Ingrid Bergman de *Sonate d'Automne* d'Ingmar Bergman, cinéaste suédois pour qui toute femme vit avec un assassin qui a le visage de sa mère.

Deuxième critère : la façon dont la fille appréhende sa mère (supérieure, inférieure, jalouse, injuste, défaillante...). Les exemples sont pris chez Elizabeth Goudge, la Comtesse de Ségur, Annie Ernaux, Balzac, Jane Austen, Violette Leduc, Joyce Carol Oates. Troisième critère : la dimension temporelle, donc mobile, de la relation. Mères-chaperons, mères-loi, mères marieuses, etc... lorsque la fille est amenée à vivre sa sexualité, devenir mère à son tour, vieillir... Voir Henry James, Goethe, Marivaux, Gyp, Daphné du Maurier, Charlotte Brontë, Colette... Sont ciblés au passage les mères frustrées accablant leur fille de toute la charge négative qu'elles portent en elle, comme dans *Pas de printemps pour Marie* d'Alfred Hitchcock, où Tippi



« Leçon de Piano » de Jane Campion (1992)

Hedren devient kleptomane, phobique et frigide à cause d'une mère revêche et prostituée. Les mères rivales en amour, comme dans le splendide *Mirage de la vie* de Douglas Sirk. Ou les modèles d'incestes platoniques dont *La Leçon de piano* de Jane Campion offre une illustration fiévreuse.

Plutôt que de parler d'amour (puis-que même les maltraitances mater-

nelles se font au nom de l'amour), Caroline Eliacheff et Nathalie Heinich insistent sur le fait que pour qu'une relation mère-fille soit bonne, il faut que le tiers ne soit pas exclu. Le tiers, c'est la mère en cas d'inceste père/fille. C'est la fille dans le cas de mères trop vouées à être épouses, amantes, ou obnubilées par leur réussite professionnelle. C'est le partenaire sexuel rejeté ou absent dans le cas

de mères dont la fille devient l'unique objet de jouissance. C'est enfin le père dans le cas d'inceste mère/fille, dont *La Pianiste* d'Elfriede Jelinek récemment filmée par Michael Haneke avec Isabelle Huppert et Annie Girardot offre l'exemple le plus monstrueusement masochiste. Dans cette œuvre, la fille céli-bataire habitant avec sa mère est surveillée comme si elle avait dix ans,

s'engue dans le spectacle régressif de la télévision, se livre à l'achat compulsif de vêtements, s'adonne au voyeurisme dans des officines pornographiques, s'automutille le sexe avec une lame de rasoir et s'interdit d'avoir une relation intime avec un garçon.

On aura peut-être compris que cet ouvrage (où se mêle théorie et fiction) n'est pas seulement destiné aux lectrices susceptibles de se reconnaître dans tel roman ou tel film. Il offre aussi une passionnante radiographie artistique, ainsi qu'une esquisse de réflexion sur l'exclusion du tiers qu'est le père à une époque où l'on peut devenir mère sans avoir de relations sexuelles (procréation médicalement assistée) ou sans connaître le géniteur (insémination avec donneur). Les auteurs ne militent pas plus pour un retour à la traditionnelle autorité masculine que pour une idéalisation féministe de la féminité. Elles insistent sur la condition indispensable à l'harmonie du couple mère-fille : cette « relation à trois » n'excluant ni la mère, ni la fille, ni le père... ou ce tiers qui doit éviter la confusion des identités, être différenciateur et médiateur, empêcher l'emprise d'une personne sur une autre.

Jean-Luc Douin

(1) *Les Filles et leur mère*, éd. Odile Jacob 1998.

(2) *Entre mère et fille : un ravage*, paraît en poche (« Pluriel »). Marie-Magdeleine Lessana publie son premier roman, *Chambre d'accusation* (Pauvert, 186 p., 15 €).

## Souveraine ambiguïté

Fait-on la biographie d'une reine comme celle d'un roi ? La contagion de l'intime au détriment du politique

Alire Peter Englund, le cardinal Mazarin déplorait, dans ses échanges avec le roi d'Espagne Philippe IV, la propension des femmes de son temps à vouloir tout régenter, « y compris les affaires d'Etat ». Hormis la saveur du propos d'un diplomate devenu principal ministre par la grâce d'une reine régente, Anne d'Autriche, la remarque dit assez la difficile acceptation, dans une société « masculine », de l'incarnation féminine de l'autorité politique. « *Pallas du Nord* » – puisque l'hyperbole héroïque est la solution commode pour évoquer la femme en la déshumanisant –, la reine Christine de Suède ne conteste pas cet opprobre, elle qui rend grâce à Dieu qui, bien que l'ayant « condamnée au sexe le plus faible », l'a aussi exemptée « de toutes ses faiblesses ordinaires ». Dans ses Mémoires, l'ancienne souveraine est sans nuance : « Il est presque impossible qu'une femme se puisse acquitter dignement des devoirs du trône, soit qu'elle gouverne pour elle-même, ou pour son pupille. L'ignorance des femmes, la faiblesse de leur âme, de leur corps et de leur esprit, les rendent incapables de régner. »

Est-ce une raison pour que bien souvent les historiens et essayistes ne se penchent sur les figures de souveraines que pour satisfaire une curiosité de l'intime sans rapport avec le parti pris en vigueur pour peindre leurs homologues masculins ? Récemment, Anka Muhlstein proposait ainsi un montage curieux sur les régentes, *Reines éphémères, mères perpétuelles* (Albin Michel, 320 p., 19,67 €), réduites à la trilogie Catherine de Médicis/Marie de Médicis/Anne d'Autriche, compilation (parfois incertaine) d'informations classiques, dont l'objet avoué, mais

troublant pour qui se défie de l'« infranchissable distance psychologique » – le XVI<sup>e</sup> siècle serait donc si proche du nôtre ? –, est de répondre à l'angoissante question : « L'amour maternel suffit-il à garantir le désintéressement d'une femme de pouvoir ? »

Même l'honnête travail de Verena von der Heyden-Rynsch, *Christine de Suède. La Souveraine énigmatique* (traduit de l'allemand par Philippe Giraudon, Gallimard, 256 p., 22 €), sacrifie la période du règne proprement dit (1632-1654) au profit d'un retour préalable sur l'androgynie supposée de la dame, puis de la longue séquence où la reine, convertie au catholicisme, parcourt une Europe partagée entre fascination, enthousiasme et détestation. Une ambivalence récurrente, d'Aliénor d'Aquitaine à Marie-Antoinette, comme si la dimension personnelle du personnage devait forcément primer sa lecture politique.

Récemment, il n'est guère que la *Marie-Thérèse d'Autriche*, de Jean-Paul Bled (Fayard, 536 p., 23 €), qui respecte la stature de la femme d'Etat sans la vassaliser à la curiosité plus ou moins saine de l'intime.

Le plaidoyer enflammé de l'historien, qui se fit déjà biographe de *François-Joseph* (Fayard, 1987), va à contre-courant d'une historiographie qui néglige encore l'impératrice, oubliée au regard de sa contemporaine la Grande Catherine. Campant le formidable foyer de tensions d'une Europe centrale fausement unifiée, Bled restaure, contre le modèle Joseph II, la statue d'une souveraine charismatique, dont il fait un modèle de monarchie énergique, pragmatique, qui se voulut la « mère de ses peuples »... puisqu'on n'échappe pas à la superposition des images.

Philippe-Jean Catinchi



Claude Lanzmann et Simone de Beauvoir

■ **SIMONE DE BEAUVOIR**, de Gérard Bonal et Malka Ribowska

Gérard Bonal, qui signe le texte avec Malka Ribowska, amie de Beauvoir, n'avait pu lire le livre de Jean-Luc Moreau, qui précède qu'au 103 boulevard du Montparnasse, quand Simone de Beauvoir y naquit, le 9 janvier 1908, le café La Rotonde n'y avait pas encore été ouvert (il le sera en 1911). Ce doit être à peu près la seule erreur du livre. On y trouve des photos peu connues de Simone de Beauvoir dont une avec Claude Lanzmann et une faite pour un peintre : nue, de dos, surprise par un ami photographe de Nelson Algren chez qui elle était allée prendre une douche. L'histoire du Castor dévorant Paris est bien racontée, on envie son appétit, ses bonheurs, ses joies professionnelles d'écrivain. L'auteur a raison de noter que Sartre-Beauvoir, c'est devenu un quartier. Saint-Germain-des-Prés ? Montparnasse ? Les deux, mon général (Seuil/Jazz Editions, 172 p., 29 €).

Par ailleurs, Gérard Bonal publie *Besoin de province*, une délicate et délicate promenade buissonnière qui traque, au cœur des plus grandes villes, l'idée que Bonal, avec Colette, dont l'ombre accompagne tout son parcours, se fait de ce qu'il appelle « province » : une allure, une humeur... (Seuil, 220 p., 17 €).

■ **LE PARIS DE JEAN-PAUL SARTRE ET DE SIMONE DE BEAUVOIR**, de Jean-Luc Moreau

Dans ses *Carnets de la drôle de guerre*, Sartre écrit : « Et je pourrais dire un jour – demain peut-être – ce que Paris fut pour moi. » Il l'a dit, dans *L'Age de raison* et *Le Sursis*. Ce livre-ci le dit, et, mieux encore, le montre. Une fête ? Comme pour Hemingway ? Non, le lieu de sa naissance, celui de sa vie tout entière (à part trois années calamiteuses à La Rochelle, durant l'adolescence), celui de sa mort, de son enterrement. Et le lieu de son grand amour nécessaire avec Simone de Beauvoir, et de ses grandes amours avec les Contingentes. Pour Beauvoir aussi, lieu de naissance, lieu de vie, lieu de mort. Mais surtout, pour tous les deux, quelle vie intense, quelle participation vigoureuse aux débats de leur temps ! Avec de très belles photos d'hier (dues à des photographes célèbres ou anonymes) et d'aujourd'hui (prises pour ce livre par Bruno Barbey), la ville vit à toutes les heures du jour et de la nuit, dans les quartiers de Montparnasse et de Saint-Germain-des-Prés. Il manque celui de la place Dancourt (aujourd'hui place Charles-Dullin) où se dresse le théâtre de l'Atelier, décor de *L'Invitée* (éd. du Chêne, 168 p., 39,90 €).

■ **LES BELLES HÉRÉTIQUES**, de Gwendoline Hancke

L'auteur est allemande, mais, prise de passion pour le Moyen Age méridional, elle a écrit en français cet essai sur les croyantes et « parfaites » – fidèles qui ont reçu le consolamentum – de la noblesse (les moins mal connues, grâce aux registres inquisitoriaux et aux demandes de restitution de biens). Établissant la part du succès de l'hérésie chez les femmes due à la faiblesse d'un monachisme féminin qui aurait pu combler leurs aspirations spirituelles, l'historienne souligne aussi l'inégalité de fait sinon de droit entre les hommes et les femmes, dont la documentation, lacunaire, peine à établir la réelle participation à la vie de la foi cathare. Un travail suggestif sur le lien femme/hérésie qui jouera bien au-delà du XIII<sup>e</sup> siècle (préface d'Anne Brenon, éd. L'Hydre [24250 Castelnaud La Chapelle], 128 p., 15 €).

■ **FEMMES, LE POUVOIR IMPOSSIBLE**, de Marie-Joseph Bertini

A défaut d'être nécessairement convaincant, ce livre mérite d'être lu, en raison même de l'irritation qu'il peut provoquer par son côté péremptoire et définitif sur une question – les femmes, leur image, leur place, leur pouvoir – pour laquelle s'imposeraient plutôt la nuance, la mise en doute incessante des stéréotypes. Or, sous couvert de dénoncer les figures de femmes récurrentes dans le discours des médias – l'Égérie, la Muse, la Madone, la Mère, la Pasionaria –, Marie-Joseph Bertini en donne une vision parfois simpliste, notamment de la figure de la Pasionaria, que se sont souvent réappropriées les femmes journalistes. Sa longue évocation d'une grande figure de Pasionaria du XX<sup>e</sup> siècle, la communiste espagnole Dolores Ibarruri, aurait pourtant dû l'inciter à plus de perspicacité. De même l'étonnant livre de Catherine Millet, *La Vie sexuelle de Catherine M.*, méritait mieux que quelques clichés sur la « passivité fondamentale » de son auteur – en particulier une interrogation sur l'image des hommes que donne le texte de Catherine Millet (Pauvert, 252 p., 17,50 €).

■ **LE DEUXIÈME SEXE** : Une relecture en trois temps, 1949-1971-1999, sous la direction de Cécile Coderre et Marie-Blanche Tahon. Des textes qui se proposent d'« amorcer une réflexion critique sur la contribution du Deuxième sexe aux débats théoriques féministes des deux dernières décennies » (éd. du Remue-Ménage, DEQ, 30, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, 176 p., 21,19 €). Quant aux actes du Colloque international organisé à Paris en 1999 pour le cinquantenaire du *Deuxième sexe*, ils paraîtront prochainement aux éditions Syllepse.

■ **VIOLENCES ET CORPS DES FEMMES DU TIERS-MONDE, le droit de vivre pour celles qui donnent la vie**, de Jacqueline Des Forts

Ce n'est pas seulement un cri de colère, mais un texte très informé, avec chiffres à l'appui et abondante bibliographie, dressant le terrible bilan de la situation des femmes, notamment des mères (qui souvent meurent en accouchant), dans les pays en développement (L'Harmattan, 268 p., 20,60 €).

■ **PAR-DELÀ LE MASCULIN ET LE FÉMININ**, de Claude Lévesque

« L'insistance du discours actuel sur le corps ou sur la dualité et la complémentarité des sexes » n'est-elle pas elle-même « un recours déguisé à la nature, un naturalisme qui n'ose s'affirmer ouvertement » ? C'est ce que veut démontrer ce professeur de philosophie à l'université de Montréal, dans ce monde où tout se passe « comme si la différence sexuelle s'offrait d'emblée à la perception, au simple constat » (Aubier, « La psychanalyse prise au mot », 318 p., 19,5 €).

■ **FEMMES ET SOCIÉTÉS A L'AUBE DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE**

Le n°140 de la revue *Raison* propose un entretien avec Simone Veil, ainsi que des articles sur le travail des femmes, la mixité, la conquête de la libre maternité... (Nouvelles éditions rationalistes, 14, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris, 144 p., 12,20 €)

■ **PETIT TRAITÉ DE LA FAIBLESSE, de la légèreté et de l'inconstance qu'on attribue aux femmes mal à propos**, de Gabrielle Suchon(1632-1703). Traduction en français moderne, introduction et notes de Séverine Auffret (Arléa, 160 p., 14 €).



## L'angoisse du chercheur face au vide

Retrouvés en 1996 à Genève, des manuscrits inédits de Ferdinand de Saussure permettent d'entrevoir la recherche tourmentée d'un linguiste de génie

**ÉCRITS DE LINGUISTIQUE GÉNÉRALE**  
de Ferdinand de Saussure.  
Édités par Simon Bouquet  
et Rudolf Engler,  
Gallimard, « Bibliothèque de philosophie », 340 p., 22 €.

C'est une belle demeure du XVIII<sup>e</sup> siècle, pas loin de la place Neuve, à Genève. Jardin avec tilleuls et bassin, cour pavée. C'est ici que vécut le Saussure durant des générations. Notamment Horace Bénédicte, celui de l'expédition du Mont-Blanc, dont les gravures sont en évidence sur les murs. C'est là aussi que Ferdinand de Saussure, revenu de Paris en 1891 pour des raisons mal éclaircies, s'ennuya, écrivit et s'angoissa. Au fond, un pavillon avec d'anciennes boiseries, qu'on nomme « l'Orangerie », abrite un cabinet de travail. Toutes sortes de paperasses s'y morfondaient en silence. Jusqu'au jour de 1996 où, la maison changeant de mains, il fut question de vider l'Orangerie. « Nous avons trouvé un monceau de documents empoussiérés, humides, des manuscrits de toute la famille Saussure dont personne ne s'occupait visiblement depuis des années », déclare un témoin (1). Parmi ces vieux papiers, un extraordinaire manuscrit du grand linguiste, *De l'essence double du langage*.

Ce texte est aujourd'hui édité pour la première fois, avec d'autres écrits, dont certains déjà connus. Cette publication constitue un événement important. On ne possédait en effet, jusqu'à pré-

sent, qu'un très petit nombre de pages de ce génie énigmatique. L'homme qui a bouleversé sans le savoir les sciences humaines de notre temps demeure encore largement dans l'ombre. Ce solitaire qui eut pour fils spirituels, bien plus tard, des penseurs aussi divers que Roman Jakobson, Claude Lévi-Strauss, Roland Barthes ou Algirdas Julien Greimas, au point qu'on le considérait, à tort ou à raison, comme le père fondateur du structuralisme, n'est pas un personnage facile à cerner.

## LATIN, GREC, SANSKRIT...

Sans doute sait-on qu'il est né en 1857 dans une famille aristocratique et savante, qu'il se passionne jeune pour les langues, soutient à 21 ans, à Leipzig, un *Mémoire sur le système primitif des voyelles dans les langues indo-européennes*. Le sanskrit n'a pas plus de secret pour lui que le grec et le latin. Toutefois, à l'École des hautes études, à Paris, c'est le gothique et le vieux haut-allemand qu'il enseigne, à partir de 1881, durant une dizaine d'années. Alors qu'on lui propose le Collège de France, ses oncles le rappellent en Suisse. Il y revient pour épouser une jeune aristocrate qui apporte en dot le château de Vufflens, où Ferdinand de Saussure mourra en 1913 après quelque vingt ans de silence genevois. S'il enseigne à l'Université, où des disciples recueillent le fameux *Cours de linguistique générale*, il ne publie pratiquement rien. On sait qu'il s'intéresse à des choses apparemment bizarres, que ce soit les

anagrammes dans la poésie latine ou le spiritisme avec le docteur Flournoy.

La lecture des inédits révèle une intelligence inquiète, aux prises avec un objet qui semble insaisissable. La langue, telle que Saussure l'aborde, donne le sentiment de se dérober toujours, n'offrant jamais de prise. Il découvre en effet que la linguistique n'a pas d'objet : nulle part elle ne rencontre une réalité première, évidente, un point de départ s'offrant à elle comme sont les végétaux pour le botaniste ou le ciel pour l'astronome. La première, peut-être la plus déconcertante, de ces cinq ou six vérités simples que Saussure met au jour et ne cesse de tenter d'exprimer, c'est que la langue est sans unité de départ, sans donnée première. Rien ne signifie par soi-même. Tout ne devient porteur de sens que par opposition, par différence. Et sans terme positif : chaque élément n'existe qu'en se définissant par rapport à l'autre.

Environ un siècle plus tard, cette conception est devenue familière. Nous ne percevons presque plus ce qu'elle a d'abyssal ou de vertigineux. Le mérite du manuscrit de Saussure est de nous faire entrevoir cette sorte de calme effroi qu'il dut continuellement traverser pour poursuivre. Comme si la plénitude même de la parole se révélait vide. On imagine volontiers que le linguiste eut plus d'une fois le vertige en constatant que l'émergence perpétuelle du sens provient du jeu d'éléments tous négatifs. Le texte en conserve maints témoignages : frag-

ments très brefs, parfois décousus, phrases inachevées, mots laissés en suspens à des emplacements cruciaux, etc. En fin de compte, un doute permanent semble pousser Saussure à transformer la révolution mentale qu'il est en train d'opérer en un processus sans fin ni validité : « En linguistique on peut se demander si le point de vue où on envisage la chose n'est pas toute la chose, et par conséquent en définitive si nous partons sur un seul point de quelque chose de concret, ou s'il n'y a jamais eu autre chose que nos points de vue indéfiniment multipliables. »

## DU LIVRE IMPOSSIBLE

On perçoit des difficultés du même ordre dans le chemin qu'emprunte Saussure pour dissocier radicalement l'histoire de la langue et son fonctionnement présent. Les linguistes, avant lui, essayaient de rendre compte du système de la langue par l'évolution de ses formes. L'un des apports fondamentaux de Saussure est de scinder les deux points de vue : la langue comme système s'étudie au présent, et n'a rien à voir avec son histoire, qui est d'un autre ordre. Cette disjonction entre synchronie et diachronie a été, depuis lors, mille fois enseignée. Ici, les notes du linguiste donnent à voir la recherche à l'état naissant, le tâtonnement tantôt étonné et tantôt douloureux du génie inventant des ruptures sans y croire.

« Cela finira malgré moi par un livre où, sans enthousiasme ni passion, j'expliquerai pourquoi il n'y a



Ferdinand de Saussure

pas un seul terme employé en linguistique auquel j'accorde un sens quelconque », écrivait Ferdinand de Saussure, en 1894, à son collègue et ami Antoine Meillet. Il n'écrivit jamais ce livre impossible. Trop d'enthousiasme et trop d'angoisse sans doute l'en empêchèrent. D'année en année, entre les cafés de Genève et le château de sa femme, l'homme qui tentait

en silence de percer l'énigme de la langue ne fit qu'amasser des notes destinées à dormir dans l'Orangerie. Heureusement, rien qu'une centaine d'années. Elles sont superbes.

Roger-Pol Droit

(1) Entretien de Vincent Barras, professeur d'histoire de la médecine, avec Isabelle Rüf (*Le Temps*, 23 juin 2001).

## Structuralisme, grandeur et décadence

De Saussure à Lacan, Jean-Claude Milner retrace le programme du structuralisme, et son effacement dans l'opinion française

Le structuralisme ne fut pas simplement un mouvement des années 1960, une dénomination plus ou moins artificielle où se trouvaient rangés sous la même étiquette des auteurs fort distincts. Ce fut aussi, et surtout, un vaste et plus ancien paradigme de recherche, qui trouve ses fondements chez Saussure et son *Cours de linguistique générale* et semble disparaître avec les

changements de perspective introduits par Chomsky et la grammaire générative. Tel est l'argument de départ de cet essai de Jean-Claude Milner, remarquablement conduit et d'une lecture toujours stimulante. Rassemblant en un tout des articles déjà publiés et d'autres inédits, le linguiste et philosophe souligne d'emblée la distinction entre le programme de recherche structuraliste, qui s'ouvre avec Saussure

au début du siècle et se poursuit à travers les figures singulières d'un certain nombre de savants, et, d'autre part, la rumeur propagée quelque temps par les médias, appelés ici simplement le Journal. Ces deux phénomènes n'ont pas la même consistance, évidemment, ni la même temporalité. Jean-Claude Milner les traite, à juste titre, séparément.

La part la plus importante, à tous les sens, est consacrée au programme scientifique du structuralisme. Il a constitué en effet, durant plusieurs décennies, une ambition de grande envergure pour les sciences humaines : il s'agissait de fonder la scientificité de l'étude des faits humains, en commençant par la langue et en appliquant les modèles linguistiques à l'étude des mythes, des systèmes de parenté, des échanges symboliques de toutes sortes.

Jean-Claude Milner retrace le périple de cette vaste tentative en évoquant les points de rapprochement et les spécificités de Dumézil, Benvéniste, Barthes et Jakobson, jusqu'à ce qu'il considère comme « l'hyperstructuralisme » de Lacan.

L'autre fil est constitué par l'examen de ce qu'on a dit du structuralisme, de manière positive ou négative, entre les années 1960 et 1970. Ce que constate pour finir Jean-Claude Milner, dans la France d'aujourd'hui, c'est l'effacement presque complet de cet épisode majeur : « Tout se passe comme si rien n'avait eu lieu au XX<sup>e</sup> siècle, ni dans le savoir ni dans l'opinion. » Les perspectives autrefois ouvertes paraissent s'être refermées : « Qu'il s'agisse des données, des méthodes, des notions, Saussure n'a pas existé. » Il reste toutefois à se demander si cet essai, par son existence même, n'annonce pas un retour de ces pensées dont il constate l'oubli.

R.-P. D.

**LE PÉRIPLE STRUCTURAL**  
Figures et paradigmes  
de Jean-Claude Milner.  
Seuil, « La couleur des idées »,  
250 p., 21 €.

## Que change cette édition ?

Ces inédits de Saussure confirment, mais aussi complètent et rectifient, ce qu'on pouvait savoir de ses conceptions linguistiques

On pouvait encore dire, il y a peu, que « Saussure n'a pas publié ce qu'il a écrit et n'a pas écrit ce qui a été publié sous son nom ». Pour sa première partie, la boutade reste exacte, à l'exception près des deux œuvres de jeunesse que sont le génial *Mémoire sur le système primitif des voyelles dans les langues indo-européennes* et la très estimable thèse de syntaxe sur *L'emploi du génitif absolu en sanscrit*. Le premier date de 1878, la seconde de 1881 : après cette date, Saussure – il avait vingt-trois ans – n'a plus publié que de rares articles de plus en plus brefs. Toutes ses autres productions, en linguistique et dans d'autres domaines – plusieurs milliers de pages – restaient totalement inédites quand il mourut, en 1913. Mais la seconde partie de la boutade est maintenant inexacte : les *Écrits de linguistique générale* publiés par Simon Bouquet et Rudolf Engler sont entièrement et exclusivement de la plume de Saussure, à la différence de l'« édition standard » – parfois dite « vulgate » – du *Cours de linguistique générale*. Elle a été publiée en 1916 par Charles Bally et Albert Sechehaye, essentiellement selon les notes des auditeurs des trois cours professés par Saussure de 1907 à 1911. C'est ce texte, pratiquement inchangé, qui est périodiquement réédité chez Payot, assorti, depuis 1972, des notes de Tullio de Mauro qui livrent une part de l'édition critique donnée en 1968 par Engler.

D'où viennent donc les textes aujourd'hui révélés ? Il faut ici distinguer, en s'aidant de la brève « Préface des éditeurs ». Il y a d'une part des textes totalement inédits : d'abord un projet de livre – 70 pages – intitulé *De l'essence double du langage*. De quand date-t-il ? Les éditeurs sont très discrets sur ce problème, faute sans doute de documents décisifs. Mais on sait qu'à plusieurs reprises, notamment en 1891 et 1894, Saussure a émis l'intention d'écrire un livre. En 1911, il a fait état de certaines « notes » rédigées, mais « perdues dans des monceaux ». Ce sont

peut-être ces notes qui ont été retrouvées en 1996 dans l'orangerie de la maison familiale des Saussure, à Genève. A cette ébauche s'ajoutent de nombreux autres fragments, exhumés dans les mêmes conditions que le projet de livre. Il s'agit par exemple de *Nouveaux Items* – brèves réflexions, toutes inaugurées par le mot *item* – ou de très sobres *Notes sur le discours*.

A ces inédits absolus s'ajoutent d'autre part des textes déjà publiés dans l'un ou l'autre des deux tomes de l'édition critique d'Engler : par exemple, les *Anciens Items* ou les *Notes pour un article sur Whitney*, l'un des rares linguistes fréquemment cités par Saussure.

Quels sont les enseignements qu'apporte l'ensemble de ces textes au lecteur exclusif de l'édition standard ? Il convient d'abord de le rassurer : c'est bien Saussure qu'il a lu dans la « vulgate », quoi qu'en laissent entendre nos deux préfaciers. Selon eux, Bally et Sechehaye « ont rédigé de bout en bout » l'édition standard. C'est beaucoup trop vite dit : l'édition critique d'Engler lui-même suffit à le montrer. Même si c'était vrai, il faudrait tenir compte d'une donnée évidente : pendant plus de quarante ans – de 1916 à 1957, date de la publication par Robert Godel des *Sources manuscrites du Cours de linguistique générale* –, Saussure n'a été lu que dans l'édition standard.

Il reste que les textes aujourd'hui révélés permettent de compléter et, parfois, de corriger certaines vues du *Cours*. Dans la suite de l'*Introduction à la lecture de Saussure* de Bouquet (1), les éditeurs mettent l'accent sur les aspects épistémologiques de la réflexion saussurienne. Les réflexions de ce type, présentes dans l'édition standard, reviennent de façon insistante dans les textes inédits : ainsi Saussure pose périodiquement le problème des « opérations » du linguiste. A commencer par la première d'entre elles : la construction de son objet.

Il faut signaler deux autres

aspects. C'est d'abord la mise en place de la langue comme *sémiologie*, dans le sens *objectif* de « système de signes totalement indépendant de ce qui l'a préparé et tel qu'il existe dans l'esprit des sujets parlants ». Le second trait, lié au premier mais plus important encore, c'est précisément le surgissement du « sujet parlant » et de sa production : le « discours ». Non certes qu'ils soient absents de la « vulgate ». Mais ils y sont quelque peu occultés. Ici, ils s'affichent au cœur de la réflexion de Saussure, dans leur relation avec la langue. « La langue n'est créée qu'en vue du discours, mais qu'est-ce qui sépare le discours de la langue, ou qu'est-ce qui, à un certain moment, permet de dire que la langue entre en action comme discours ? (...) Que faut-il pour que nous ayons l'idée qu'on veut signifier quelque chose en usant des termes qui sont à disposition dans la langue ? C'est la même question que de savoir ce qu'est le discours. »

Ce qui se dessine ici, plus nettement que dans la « vulgate », c'est bien le projet d'une linguistique qui tienne compte de la relation entre le système de la langue et la « force active » qui – sous le nom de *parole* – produit le discours.

Je n'ai parlé que de points de doctrine. Le lecteur des *Écrits* en goûtera aussi l'écriture, à la fois hésitante et élégante, parfois atteinte par des accès d'angoisse. Ils laissent leur trace dans le texte par des silences, inévitablement marqués par des blancs. Ces blancs du discours saussurien correspondent à des noeuds particulièrement « serrés » de la réflexion. On l'a compris : c'est par les blancs qu'il faut commencer à lire Saussure.

Michel Arrivé

(1) *Introduction à la lecture de Saussure*, de Simon Bouquet (Payot, « Bibliothèque Payot », 1997).

★ Le prochain volume des *Cahiers de l'Herne*, dirigé par Simon Bouquet, sera consacré à Saussure. Il sera pour l'essentiel constitué par les communications présentées, en juin 2001, au colloque « Saussure après un siècle ».

## magazine littéraire

N° 406 - février 2002

l'effet  
DELEUZE

philosophie, esthétique, politique

ENTRETIEN : Didier Decoin

Chez votre marchand de journaux : 5,35 €

Le Magazine littéraire sur Internet : www.magazine-litteraire.com

## OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 22,87 €

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- |   |  |  |
|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> Italo Calvino        | <input type="checkbox"/> Georges Perec         | <input type="checkbox"/> Oscar Wilde             |
| <input type="checkbox"/> Albert Camus         | <input type="checkbox"/> Céline, le Voyage     | <input type="checkbox"/> Stefan Zweig            |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Duras     | <input type="checkbox"/> Hermann Hesse         | <input type="checkbox"/> Ludwig Wittgenstein     |
| <input type="checkbox"/> Jean Starobinski     | <input type="checkbox"/> Rabelais              | <input type="checkbox"/> Thomas Mann             |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar | <input type="checkbox"/> L'existentialisme     | <input type="checkbox"/> André Malraux           |
| <input type="checkbox"/> Sade                 | <input type="checkbox"/> Paul Verlaine         | <input type="checkbox"/> Apollinaire             |
| <input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz    | <input type="checkbox"/> Aragon                | <input type="checkbox"/> Les vies de Proust      |
| <input type="checkbox"/> George Sand          | <input type="checkbox"/> Michel Foucault       | <input type="checkbox"/> Les écrivains cinéastes |
| <input type="checkbox"/> Joseph Conrad        | <input type="checkbox"/> Cioran                | <input type="checkbox"/> Cervantès               |
| <input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke   | <input type="checkbox"/> Schopenhauer          | <input type="checkbox"/> J.M.G. Le Clézio        |
| <input type="checkbox"/> Guy de Maupassant    | <input type="checkbox"/> Vladimir Jankélévitch | <input type="checkbox"/> Michaux                 |
| <input type="checkbox"/> Lévi-Strauss         | <input type="checkbox"/> Ionesco               | <input type="checkbox"/> Mallarmé                |
| <input type="checkbox"/> Jean Genet           | <input type="checkbox"/> F. Scott Fitzgerald   | <input type="checkbox"/> Pierre Bourdieu         |
| <input type="checkbox"/> Roland Barthes       | <input type="checkbox"/> Descartes             | <input type="checkbox"/> Les libertins           |

Nom : .....

Adresse : .....

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01.45.44.14.51 - Fax : 01.45.48.86.36

www.magazine-litteraire.com



# Alain Minc au jour le jour

Un an de réflexions sur la planète et ceux qui la mènent

**LE FRACAS DU MONDE**  
Journal de l'année 2001  
d'Alain Minc.  
Seuil, 458 p., 20 €.

Auteur fécond s'il en est, Alain Minc a publié, en vingt ans, une bonne vingtaine de livres. Du *Syndrome finlandais* à *La Vengeance des nations* ou *L'ivresse démocratique*, leurs sujets étaient les plus divers, mais ils n'en avaient en général qu'un chacun. Son nouveau livre en a mille : il s'agit en effet d'un journal, au sens premier du terme. Alain Minc use d'autant plus largement de la liberté qu'il lui est ainsi donnée de toucher à tout ce que ce volume prend place dans une série créée en 1991 par les Editions du Seuil sous le titre *Journal de la fin du siècle*, aujourd'hui devenu *Journal du nouveau siècle*, dont chaque tome est l'œuvre d'un auteur différent.

S'il fallait trouver un trait commun à ceux qui ont devancé Minc dans cette collection, on serait tenté de dire le plaisir, et peut-être plus encore le besoin, d'écrire, de noter les mille et une réflexions qu'inspirent au jour le jour la contemplation de l'univers et la fréquentation de ceux qui, à des titres et des échelons divers, le mènent. Alain Minc n'a de ce point de vue rien à leur envier : il est la vivacité incarnée et se plaît à dire les choses sans y aller par quatre chemins. C'est ainsi qu'il exécute à proprement parler Pierre Bourdieu, dont il n'imaginait sans doute pas qu'il ne serait plus là pour lui répondre. Ou qu'il reproche, à tort, à Jean-Pierre Chevènement de s'être toujours trompé.

Une date coupe naturellement en deux cette chronique de la première année du siècle : le 11 septembre. Que retenir de ce qu'en retient Minc ? « Les sociétés civiles constituent la ligne de front. Aussi se militariseront-elles : non au sens de leurs systèmes de valeurs, mais des protections et des systèmes de sécurité... Ce

n'est pas une guerre qui a commencé. Car qui dit guerre suppose un commencement et une fin : nous allons apprendre à vivre avec un mal endémique comme nous le faisons avec les accidents de la route », puis, après un coup de chapeau à la « domination éclatante du Monde » sur la presse quotidienne, un passage assez saisissant sur la « société israélienne, préfiguration de ce que nous allons progressivement devenir... L'Occident sera un immense Israël, aussi libre et aussi tendu, aussi démocratique et aussi surveillé ». Il y a, certes, du vrai dans cette comparaison, mais à l'heure où l'Etat hébreu a confié son destin à Ariel Sharon, mieux vaudrait sans doute ne pas trop l'employer... D'autant que l'auteur, qui se présente en fin de compte comme athée et « mauvais juif », avec une certaine attirance pour le catholicisme, se pose ailleurs à juste titre beaucoup de questions sur ce pays « bizarre et bigarré, efficace comme le cinquième Etat des Etats-Unis, nerveux comme on l'est au Moyen-Orient, déchiré entre le laisser-aller moral et la théocratie des rabbins ».

On vient de parler du Monde, dans le redressement duquel l'auteur a joué à plusieurs reprises un rôle essentiel, comme président depuis 1985 de la Société des lecteurs et également, depuis 1994, du conseil de surveillance. Certains ont du mal à s'y faire, tant la « mondialisation heureuse » dont il s'est fait l'apôtre plus convaincu que toujours convaincant leur paraît éloignée des valeurs habituellement défendues par notre journal. C'est oublier qu'ils ont en commun un profond respect du pluralisme et de l'indépendance d'esprit, et accessoirement que les apports, y compris par ses lecteurs, de capital extérieur indispensables au sauvetage du « grand quotidien du soir » devenu aujourd'hui à tous égards le premier journal français, sont intervenus hors de toute ingérence dans sa ligne éditoriale.

A s'attarder ainsi sur ce que le jargon juridique appelle notre « publication », *Le Monde*, on risquerait cependant de perdre de vue l'ampleur de l'éventail des sujets qu'au risque de se faire attaquer pour superficialité Minc a traités. Elle met en évidence sa puissance de travail, étayée par une rare maîtrise de son emploi du temps. Bien qu'on ne compte pas ses rencontres, ses voyages, ses repas avec tel ou tel, il trouve apparemment moyen de lire ou au moins de feuilleter sérieusement deux bouquins par semaine en moyenne. Et pas seulement les nouveautés qui lui parviennent en pile, et dans lesquelles il s'est plongé huit jours après l'attaque du World Trade Center, ce qui nous vaut par exemple de jolis aphorismes sur Jean d'Ormesson, « qui fait de la superficialité son carnet de bal », ou son ami Bernard-Henri Lévy, « le meilleur esprit des enfants de 68, le seul dont l'itinéraire ne va pas (...) à l'aigreur académique ou l'ironie réactionnaire ».

## CROQUIS

Minc ne fait pas que lire : il relit. Jusqu'aux *Mémoires* de Goethe, qu'il juge un peu surfait, le père de *Faust* n'ayant manifestement pas fait le poids face à Napoléon. La « lecture en boucle » d'*A la recherche du temps perdu* et des *Mémoires d'outre-tombe* est, assure-t-il en toute simplicité, son « benedicite quotidien ». Mais il y a aussi Benjamin Constant, Flaubert, Malraux, Aragon, Sartre, Camus, et jusqu'à l'*Histoire de la Restauration* de Lamartine, « mauvais poète, historien flou, mais excellent journaliste ». Chacun ses goûts... Alain Minc a trop celui du portrait pour ne pas croquer aussi nombre de nos contemporains. Il ne cache pas son admiration pour Bernard Pivot, Nicole Notat, Laurent Fabius, DSK, Georges Kiejman, Joshka Fisher, Jean-Marie Messier ou Tony Blair, mais n'est guère impressionné par les candidats à l'Elysée.

Pour lequel votera-t-il ? Il ne le sait pas trop. De toute façon, il est convaincu que l'identité du vainqueur ne changera pas grand-chose. « Il ne s'agira que d'élire le président et le conseil général de ce canton qu'est, à l'échelle du monde, la France, et encore notre choix se limite-t-il, pour des raisons qui tiennent à notre pedigree idéologique, à un radicalisme au fumet populiste et à une social-démocratie aux relents archaïques... La course de chevaux politiques sera distrayante mais elle est dénuée d'importance... Nos gouvernants n'auront comme d'habitude d'autre liberté que de se fixer

sur les boussoles mondiale et européenne... » Comment concilier cette remarque désabusée, passablement inattendue sous la plume de quelqu'un qui se veut avant tout homme d'action, datée du 31 décembre, avec les coups de chapeau répétés adressés auparavant à Tony Blair, grâce auquel le Royaume-Uni sait si bien se faire entendre ? Avec le reproche adressé ici ou là au discours de nos dirigeants de n'être pas à la hauteur de la situation, de laisser la langue française céder de plus en plus de terrain à « l'anglais d'aéroport » ?

Minc aime bien les Etats-Unis et s'agace volontiers des réactions anti-américaines de beaucoup de Français. Mais il est trop cultivé pour ne pas savoir que plus un pouvoir est fort, plus il a besoin d'un contre-pouvoir. C'est à quoi doit servir, notamment, l'Europe. Qu'elle y parvienne ou non dépendra bien évidemment de la place qu'il tiendra la France et qui suppose qu'on y voie à l'évidence qu'elle ne se considère pas comme un simple canton. On aurait aimé qu'Alain Minc, si disert sur tant d'autres sujets, s'étendît un peu plus sur celui-là...

André Fontaine

Alain Minc est président du conseil de surveillance du Monde.

## Livraisons

### LES PAUPIÈRES DU VISIBLE, de Philippe Arnaud

Ecrivain, critique, scénariste, Philippe Arnaud avait seulement commencé de bâtir ce qui s'annonçait comme une réflexion féconde, singulière, exigeante envers l'écriture comme envers l'art de l'écran. Il s'est noyé, à 45 ans, le 19 octobre 1996, laissant plusieurs ouvrages personnels ou collectifs, dont un *Robert Bresson* mémorable, et des textes épars. Ce sont ces « Ecrits de cinéma », comme l'indique le sous-titre, qui sont ici rassemblés : articles et conférences, ils composent avec érudition et finesse le tableau inachevé mais infiniment suggestif de l'intelligence du cinéma comme expérience sensorielle, hantée par les lumières et les ombres de l'inconscient, traversée par les échos de l'histoire des arts (éd. Yellow Now / Côté cinéma, 250 p., 12,96 €). J.-M. F.

### MONSIEUR HUBERT DESCHAMPS DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, de Geneviève Latour

Une biographie, magnifiquement illustrée et mise en page, de celui que Bertrand Poirot-Delpech traite en préface de « sublime ganache ». Mort en 1998, celui en lequel Simone Signoret voyait un sosie de Humphrey Bogart fut un inoubliable acteur de cabaret de la Rive gauche, qui avouait dans son numéro le plus célèbre avoir « beaucoup lu, beaucoup bu, beaucoup souffert ». Membre des Branquignols, bête de théâtre et second rôle mythologique au cinéma, il s'illustra en « médiocre, grognon, ivrogne, peloteur tête » dans *La Gueule ouverte* de Maurice Pialat et on le compara alors à Michel Simon pour saluer sa prestation (éd. Jean-Michel Place, 190 p., 18 €). J.-L. D.

### ALGER, CHRONIQUE URBAINE, de Jean-Jacques Deluz

Formidable plongée dans Alger que cette chronique urbaine – à tous les sens du terme – d'un architecte suisse, arrivé en 1956 au pied de la Casbah et qui passera là, dans les méandres et la lumière d'El Djezaïr, quarante ans de sa vie. On entre dans ce livre, scandé de photos, de dessins et de plans, comme on part en voyage, de la rue Shakespeare au boulevard du Télémy, du ravin de la Femme-Sauvage au quartier de Bab el-Oued. On y croise l'architecte Pouillon, mais aussi l'écrivain Mouloud Mammeri et l'ancien porteur de valises Jean-Marie Boëglin. On y voit l'Algérie de Boumediène et celle, si proche, de la montée en puissance des islamistes, comme jamais on ne les avait vues (éd. Bouchène, 246 p., 53,36 €). C. S.

### DU TRUCAGE AUX EFFETS SPÉCIAUX

Un numéro spécial, sous la direction de Réjane Hamus-Vallée, consacré aux trucages cinématographiques de Méliès à aujourd'hui, l'image de synthèse, la révolution numérique, les grands « truqueurs », John Carpenter en tête (*CinémAction*, n°102, 106 bd Saint-Denis, Courbevoie 92400, 240 p., 19 €). J.-L. D.

## Dans l'intimité de Giacometti

David Sylvester fut l'ami et le modèle de Giacometti. Il lui a consacré un livre remarquable de précision et d'intelligence de la création

**GIACOMETTI**  
de David Sylvester.  
Traduit de l'anglais  
par Jean Frémon,  
éd. André Dimanche,  
214 p., 33,54 €.

Voici un livre assez mal composé, avec des brisures et des digressions. Il ne relève d'aucun genre connu. On y trouve des morceaux autobiographiques, des bouts de conversation, de longues descriptions, de brèves anecdotes, des analyses stylistiques et des considérations sur les paysages alpins au nord du lac de Côme. On y trouve quelques redites, comme si l'auteur n'avait pas eu l'envie de se relire. Et voici un livre comme on doit souhaiter que s'en écrive un sur chaque grand artiste, tant il démontre ce que peuvent une familiarité extrême et une non moins grande liberté.

Sur Giacometti, l'ouvrage nécessaire était, jusqu'à présent, l'admirable opuscule de Jean Genet paru en 1957. Il faut y ajouter celui-ci. Quelques points communs rassemblent du reste les deux auteurs. Pas plus que Genet, Sylvester n'aimait l'école, qu'il quitta à quinze ans, en 1939. Tout comme Genet, il a été des amis de l'artiste et son modèle. De ses amis à partir de 1948, ayant fait sa connaissance grâce à Kahnweiler, et de ses modèles à partir de 1960, Giacometti le lui ayant demandé. A cette date, Sylvester achevait ce qui serait une monographie du sculpteur. Il en repoussa la publication, afin de l'enrichir de son expérience de modèle. Deuxième contretemps en 1964 : Giacometti vient à Londres et enregistre des entretiens avec Sylvester. En 1966, l'artiste meurt. Il serait temps que le livre paraisse, mais il ne paraît pas, Sylvester s'engageant dans deux autres entreprises, son dialogue avec Bacon et son catalogue rai-

sonné de Magritte. Son Giacometti, commencé dans les années 1950, n'a donc paru qu'en 1994 et la traduction française aujourd'hui, alors que Sylvester est mort en 2001.

Cette genèse à épisodes et retards explique la structure du livre – son absence de structure. L'ordre chronologique n'y est en rien respecté, pas plus que le devoir d'exhaustivité. Quoique l'auteur suggère qu'il éprouve de la passion pour certains dessins de Giacometti, il ne consacre aucun

### De New York à Lausanne



Deux expositions rendent hommage à Giacometti depuis quelques jours. A New York, le Metropolitan Museum accueille l'exposition *Surréalisme : le désir débridé* qui s'est tenue l'année dernière à la Tate Modern, à Londres (*Le Monde* daté du 2-3 décembre 2001). Une belle part y est faite à l'auteur de la *Femme éborgnée* et autres visions entre érotisme et macabre. A Lausanne, la Fondation de l'Hermitage consacre une exposition monographique aux *Années de maturité* de Giacometti : excellente occasion d'étudier une fois de plus – on n'est pas près de s'en lasser – les relations entre plâtres, bronzes, dessins et peintures. L'une et l'autre expositions durent jusqu'au 12 mai.

développement aux œuvres sur papier. Bien qu'il ait posé pour un portrait peint, il écrit essentiellement sur la sculpture. Pas sur toute : sur l'entre-deux-guerres et les années 1940 surtout. Les plâtres et les bronzes plus tardifs le retiennent moins. Quand il serait assez logique qu'il en traite, il préfère évoquer les différents paysages de montage dans lesquels Giacometti a grandi et vécu et les origines protestantes de sa famille. Puis, sans prévenir, à partir de la page 136, il introduit un personnage captivant, Isabel, qui fut l'épouse du sculpteur Epstein, posa pour Picasso et Derain et, sous le nom d'Isabel Rawsthorne, pour Bacon, lequel a peint d'elle des dizaines de portraits. Quand elle s'appelait,

du nom de l'un de ses maris, Isabel Delmer, elle fut l'amie, la maîtresse et la correspondante de Giacometti. Sylvester révèle donc des lettres inédites de l'artiste, de longues lettres.

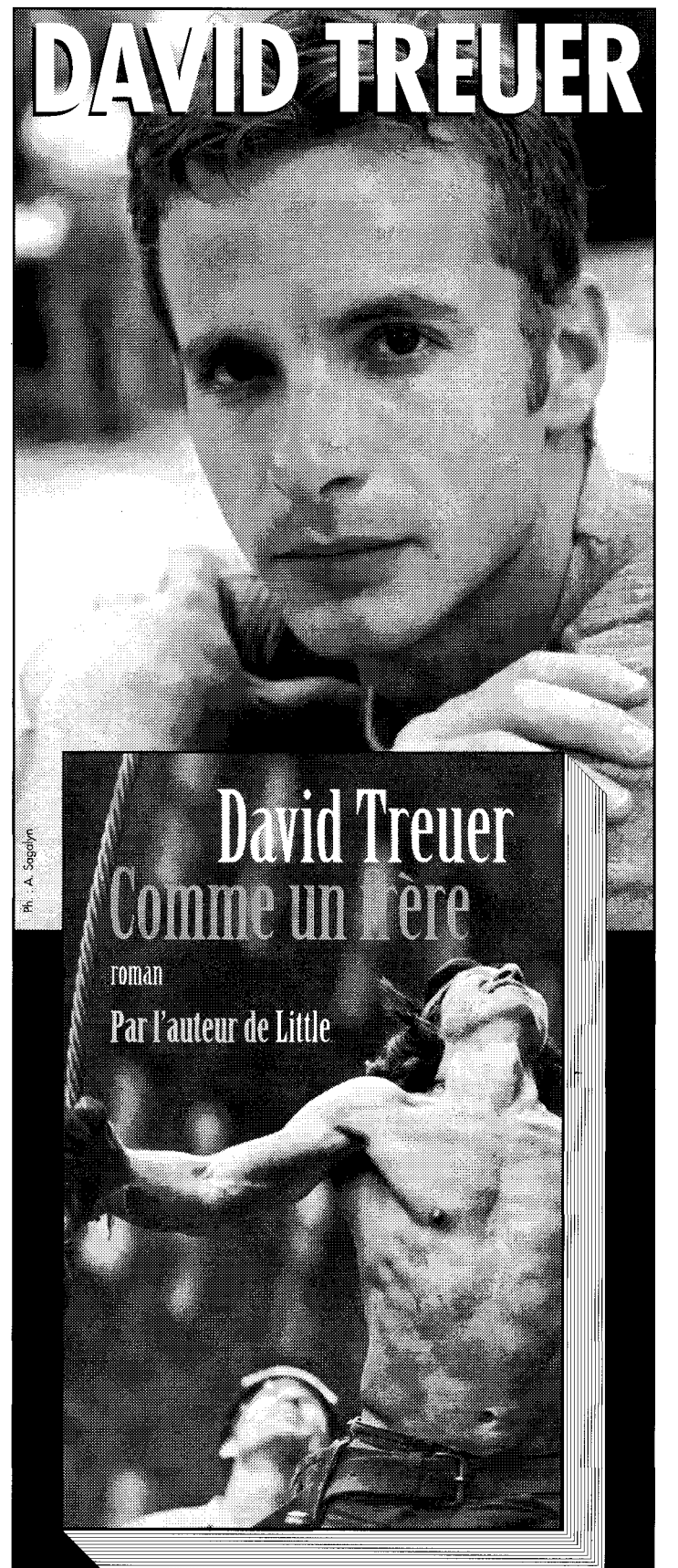
En 1938, il lui raconte que, s'éveillant tôt, il voit pour la première fois au-dessus de lui « un fil de poussière » attaché au plafond. Il est « en continu mouvement, formant des grandes courbes, soulevant, baissant, tendant la tête ou la gardant presque immobile pendant que le corps avait les mouvements

c'est-à-dire qu'elles perdaient toute signification et, au lieu de regarder l'écran, je regardais les voisins qui devenaient pour moi un spectacle totalement inconnu. » Cette épreuve de l'inconnu est capitale. Elle liquide d'un coup toute connaissance a priori des formes et contraint à tout recommencer à partir de rien, ou de très peu, en tâtonnant, en détruisant, en reconstruisant. Sylvester le note : si Giacometti faisait et défaisait plusieurs fois la même sculpture, ce n'était pas dans l'espoir de l'améliorer, mais afin de s'approcher de plus en plus du sujet en renouvelant intégralement chaque fois l'expérience depuis le début. Il cherchait la trajectoire parfaite allant du sujet à l'œuvre en fonction des sensations éprouvées en présence d'une tête ou d'un corps.

Sylvester agit de la même façon : il prend et reprend les œuvres, il tourne autour. Ses descriptions sont si précises et matérielles qu'il parvient à créer l'illusion qu'on est en train de tripoter, de soupeser un Giacometti. Son attention aux textures, aux grains, aux teintes, aux réactions des surfaces à la lumière est exemplaire. Il travaille œuvre après œuvre, lentement, en phénoménologue de la création, mais empirique et modeste, indifférent aux systèmes. Aussi son livre est-il une leçon de critique et d'histoire de l'art, fondée sur un principe unique : on n'est jamais trop proche des œuvres ni trop attentif aux moindres de leurs détails.

Sylvester ne conclut pas. Il reproduit simplement une conversation avec Giacometti : « Que ça donne ou que ça ne donne pas quelque chose, après tout, ça m'est égal ; mais moi, j'y gagne, j'y gagne en travaillant, parce que j'ai l'impression, ou au moins l'illusion, de voir tous les jours la réalité un peu différente, et toujours un peu plus passionnante. »

Philippe Dagen



“Une date dans l'histoire de la littérature américaine.”

CHRISTOPHE MERCIER, LE POINT

ALBIN MICHEL



L'ÉDITION FRANÇAISE

Andrea Camilleri : « Je viendrai au Salon du livre à mes frais »

Pour l'écrivain sicilien, en Italie, « il est presque impossible de faire quoi que ce soit sans tomber sur une propriété, totale ou partielle, de Berlusconi »

● **Gallimard gagne contre Bibliopolis.** Gallimard a gagné son procès contre l'éditeur électronique Bibliopolis, qui contestait la façon dont Gallimard avait suspendu, en juin 2000, le projet de rapprochement entre les deux sociétés (*Le Monde* du 8 décembre 2000). Le tribunal de commerce de Paris a débouté, mercredi 30 janvier, Bibliopolis de toutes ses demandes et l'a condamné à payer 1 euro de dommages et intérêts et 20 000 euros de frais de procédure.

● **La France, Cuba et les bibliothèques.** La France est l'invitée d'honneur de la Foire du livre de La Havane, du 7 au 17 février. Pour le ministère des affaires étrangères, « au-delà de la promotion de l'édition française, la présence d'auteurs et d'intellectuels français à cette manifestation doit contribuer au débat d'idées au sein de la société cubaine, particulièrement sur la liberté d'expression et la liberté de création ». L'écrivain Zoé Valdés et l'association des Amis des bibliothèques cubaines demandent aux participants de témoigner leur « solidarité » à l'égard des « bibliothécaires indépendants persécutés ».

● **Le procès Houellebecq en septembre.** Le procès de l'écrivain Michel Houellebecq, poursuivi avec le magazine *Lire* par quatre associations musulmanes, pour injure raciale et incitation à la haine religieuse, a été fixé au 17 septembre par le tribunal correctionnel de Paris. Dans *Lire*, l'écrivain avait estimé que « la religion la plus con, c'est quand même l'islam ». Son roman *Plateforme* n'a pas été attaqué, ni son éditeur, Flammarion, car il s'agit d'une « œuvre de fiction », a souligné l'avocat de la Mosquée de Paris, M<sup>e</sup> Jean-Marc Varaut. Flammarion était allé faire part de ses regrets, à la Mosquée de Paris, le 11 septembre, avant les attentats. Flammarion publie le 15 février un essai du recteur de la Mosquée, Dalil Boubakeur : *Les Trois Défis de l'islam*.

● **Les éditeurs et la justice.** Le groupe de littérature générale du Syndicat national de l'édition dénonce « avec vigueur les attaques dont viennent d'être victimes » deux livres condamnés par la justice : *Ben Laden, la vérité interdite* de Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié (Denoël) a été interdit en Suisse ; *Services spéciaux Algérie 1955-1957* du général Aussaresses (Perrin) a été condamné pour apologie de crimes de guerre. Les éditeurs « rappellent que l'investigation comme le témoignage sont indispensables au plein exercice de la liberté d'expression ».

● **A NOS LECTEURS**

En raison de contraintes de pagination, nous ne pouvons publier dans ce numéro le discours de réception, jeudi 7 février, de Gabriel de Broglie à l'Académie française. Son hommage à Alain Peyrefitte et le discours de Maurice Druon sont disponibles sur notre site Internet ([www.lemonde.fr/livres](http://www.lemonde.fr/livres)).

Andrea Camilleri (édité chez Fayard, au Fleuve noir et chez Métailié) est l'écrivain italien le plus populaire. Auteur de romans policiers sur la Sicile d'hier ou d'aujourd'hui, Camilleri a vigoureusement attaqué Silvio Berlusconi. Alors que la polémique après les déclarations de Catherine Tasca, refusant d'inaugurer le Salon du livre avec Silvio Berlusconi, font rage dans l'édition (*Le Monde* du 31 janvier), Andrea Camilleri explique dans un entretien au *Monde* qu'il viendra au Salon à ses frais, pour éviter les « rencontres très déplaisantes ».

« Vous avez dit que Silvio Berlusconi était le "mal absolu", vous avez publié des fables apocalyptiques sur l'avenir de l'Italie. Quel bilan faites-vous de son action ? »

« Une série de lois (sur les faux bilans, les commissions rogatoires, les droits de succession, le rapatriement de capitaux) qui intéressent et favorisent un cercle très restreint de personnes. Les autres lois qu'ils ont essayé de faire passer sont en train de faire descendre dans la rue des centaines de milliers de travailleurs, d'employés, d'étudiants, de journalistes, de professeurs. Les magistrats ont publié dans les principaux quotidiens, à leurs frais, une lettre exprimant leur désaccord avec certains actes du gouvernement qui tendent à les délégitimer. Ce malaise n'est-il que le fruit de notre imagination apocalyptique ? Ou est-il le résultat tangible des premiers mois du gouvernement Berlusconi ? »

« Silvio Berlusconi est populaire. Il donne l'impression de se nourrir des critiques. Comment construire un discours d'opposition efficace ? L'Europe devrait-elle être plus ferme ? »

« Produire un discours d'opposition efficace serait la tâche des partis d'opposition. A condition

suis convaincu que l'Europe ne tardera pas à connaître le vrai visage de la prétendue politique européenne de ce gouvernement.

« Quelle a été votre réaction après les déclarations de Catherine Tasca. Cela a choqué un certain nombre d'éditeurs italiens. Qu'en pensez-vous ? »

« Vous faites partie des écrivains invités au Salon du livre. Allez-vous venir ? Dans quel cadre ? »

« J'avais exprimé de la perplexité à l'idée de participer au Salon parce que j'ai un âge avancé et que je redoute une accumulation d'engagements. Ce n'est pas une excuse, j'essaierai, si ma santé me le permet, de venir

noms de Consolo, de Tabucchi, de Sanvitale, et de tant d'autres qui s'engagent presque quotidiennement. J'ai moi-même publié (et je continue à le faire) des articles et des interviews dans *Micromega*, *L'Unità*, *L'Espresso*. Depuis quelques semaines, en Italie, les écrivains, les intellectuels et tous ceux qui critiquent l'actuel gouvernement italien sont raillés et présentés comme de ridicules prophètes d'apocalypse. Il y a quelques années, Umberto Eco a écrit un livre intitulé *Apocalittici e integrati* ("Apocalyptiques et intégrés"). Si nous sommes apocalyptiques, eux sont intégrés (ou meurent d'envie de l'être).

« Etes-vous toujours prêt à publier pour des maisons appartenant à Silvio Berlusconi ? »

« La maison d'édition Mondadori a une tradition telle que la question du propriétaire n'est pas décisive. Cet éditeur a même publié des hommes politiques d'opposition. Mondadori a, en 1998, édité trois de mes livres, comme l'ont fait Rizzoli et Sellerio, cette dernière restant mon point de référence. Par ailleurs, en Italie, il est presque impossible de faire quoi que ce soit sans tomber sur une propriété, totale ou partielle, de Berlusconi.

« Le commissaire Montalbano, héros de vos polars, va-t-il enquêter sur Berlusconi ? »

« Le commissaire Montalbano s'occupe de crimes de sang. Et puis le commissaire Montalbano appartient au monde de l'imagination, Berlusconi à la réalité. »

Propos recueillis par Alain Salles (traduits de l'italien par Serge Quadrupani)

« L'Incorrigible » : une fable inédite de Camilleri

Dieu apparut en rêve au Cavalieri (1). Ce dernier le reconnut aussitôt, car le Seigneur était exactement comme on le représentait, avec sa grande robe et sa grande barbe blanche.

« Je suis venu te trouver, dit Dieu, pour te faire comprendre que ton ambition immodérée, ton insatiable soif de pouvoir sont absolument ridicules. Même si tu devais conquérir l'univers entier, tu resterais toujours un rien. L'univers, mon fils, est fini.

« Qu'entendez-vous par là ? demanda le Cavalieri.

« Je vais t'expliquer, répondit Dieu. Imagine que je possède une collection composée de milliers et de milliers de bouteilles de champagne. J'en ai débou-

ché une, et ce que vous appelez le Big Bang n'était rien d'autre que le bruit du bouchon qui sautait, j'ai rempli un verre, et je m'apprête à le boire. Les étoiles que vos astronomes voient naître et mourir ne sont que les bulles qui se forment et qui explosent. Et tu es à l'intérieur de ce verre et ce verre est ton univers. Mais dès que j'aurai bu mon champagne, votre univers disparaîtra. Tu as compris ?

« Parfaitement, répondit le Cavalieri. Et combien ça me coûterait d'acheter toute votre collection ? »

(traduit de l'italien par Serge Quadrupani)

(1) « Le Chevalier » : titre honorifique de Berlusconi, souvent utilisé dans la presse italienne pour le désigner.

qu'ils en aient la capacité. Mais cette capacité semble, pour le moment, manquer. Quant à l'Europe, je n'ai rien à dire. Le renvoi sans préavis du ministre des affaires étrangères, la position italienne à l'égard de l'Airbus, les obstacles dressés contre le mandat d'arrêt international, les déclarations antieuropéennes du ministre Bossi, le blocage de la nomination des magistrats italiens à l'Office anti-fraude européen, tout cela devrait faire réfléchir les Européens. Je

« J'aurais volontiers évité, par amour de la patrie, d'intervenir dans ces polémiques, mais la lecture de ce qu'a déclaré Berlusconi au *Figaro* du 30 janvier m'a fait changer d'idée. M<sup>me</sup> Tasca a exprimé un état d'âme. Avec sincérité et non pas "diplomatiquement". Mais je voudrais poser une question à mes compatriotes scandalisés : étiez-vous scandalisés quand des expressions encore plus graves ont été prononcées par nos ministres à propos de leurs collègues belges ou français ? »

durant les derniers jours à mes frais, de manière à ne pas avoir d'obligations de participer à quoi que ce soit et seulement pour la joie de saluer mes éditeurs, mes lecteurs, mes traducteurs. En échappant aussi au risque de rencontres très déplaisantes.

« On a le sentiment que les intellectuels italiens sont plutôt silencieux sur Berlusconi. Vous-même êtes plus discret, alors que vous avez publié des critiques cinglantes sur Berlusconi. Pourquoi ? »

« A l'heure actuelle, je ne crois pas que les intellectuels soient plutôt silencieux. Je pourrais avancer les

Pierre Jourde et l'« illustration du bredouillis »

La télévision calque désormais ses débats sur le Café du commerce. Et voilà que cette dévotion à la brève analyse de comptoir gagne l'Université en la personne de Pierre Jourde, enseignant à Grenoble-III et auteur d'un livre sur « les perversions du système éditorial » et du monde littéraire. Cet ouvrage, fourre-tout que son manque de rigueur empêche de considérer comme un essai et dont le caractère pamphlétaire frise l'injure, dénonce l'abandon par les grands éditeurs de toute ambition de publier des textes exigeants et le brouillage des repères culturels engendrant, à ses yeux, une mise sur le marché de « produits » médiocres, un étalage d'une « littérature de grande consommation » où se cultive le goût du « pensum pour jobards », la « psychologie d'alcôve » et la frénésie du témoignage, de la violence et du sexe.

Oscillant entre la hargne, la mauvaise foi, l'accumulation de citations détachées de leur contexte et la volonté délibérée de ridiculiser ses cibles, Pierre Jourde étreint « l'avarice narcissique » de Christine Angot, le « cacà excrété par un cerveau constipé » de Marie Darrieussecq, le « lyrisme de pacotille » d'Olivier Rolin qui serait à la littérature « ce que Richard Clayderman est à la musique », les manières « barbaracartlandiennes » et « freudolacaniques » de Camille Laurens (dont il semble n'avoir lu que le dernier ouvrage), le « petit récit vétilleux » sentant « la littérature morte » dont les éditions de Minuit se sont faits les spécialistes... Dans l'enfer de Jourde, ces symptômes de ce qu'il appelle la « littérature rouge » (syntaxe complexe et métaphores flamboyantes) et la « littérature blanche » (minimalisme et parataxe voyante) voisinent avec l'« écriture écru » des « moins que rien » dont Delerm et Holder sont les gens de peu. A peine le temps de reprendre sa respiration catarrheuse, et Jourde fait à propos de

Michel Houellebecq, « *Droopy du pamphlet sociologique* », un numéro de danse du ventre à la Normande (« Certes... Mais... On ne peut ignorer... Cependant... ») qui aboutit à cette conclusion navrante : « Faut-il penser que cette œuvre, par sa sincérité, son humour, transcende sa médiocrité, ses pulsions répugnantes ? Je n'ai pas la réponse. »

Le professeur Jourde aime-t-il des auteurs contemporains ? Des quatre dont il fait l'éloge, retenons Valère Novarina, parce que ce qu'il en dit (« illisible », « logorrhée amphigourique ») est ce qu'il reproche deux cent trente pages plus tôt à Mehdi Belhaj Kacem (« dégoulinade verbale ininterrompue »).

Jourde serait-il incohérent ? Oui. Trop perméable aux rumeurs. Aveuglé par un mépris de la presse et des éditeurs qui confine au grotesque. Et aussi inexact. Contrairement à ce qu'il prétend, ces auteurs ironiquement représentatifs à ses yeux de la « littérature de qualité » n'ont pas été honorés par le Goncourt ou le Femina. Ils l'ont été par « Le Monde des livres », certes... C'est là qu'il veut en venir : le journal que vous êtes en train de lire est « responsable de la médiocrité de la production littéraire française ». Et Jourde y va de sa diatribe, qui ne serait que ridicule si elle n'était particulièrement insultante pour ceux qui participent au supplément littéraire du *Monde*. Celui-ci serait « l'Organe officiel du Combattant Majeur », manière « journalienne » de désigner Philippe Sollers. Tout ce qui s'y écrit serait « verrouillé » par lui et son « clan ». Et, évidemment, seul un « affidé quelconque » pourrait vous affirmer le contraire. Eh bien, je l'affirme.

Jean-Luc Douin

★ *La Littérature sans estomac* (éd. L'Esprit des péninsules, 334 p., 20,5 €).

Les polémiques s'amplifient

Les polémiques se poursuivent sur l'Italie de Berlusconi, avant le Salon du livre de Paris, du 22 au 27 mars. Plusieurs écrivains ne souhaitent pas faire partie de la délégation italienne. Vincenzo Consolo a pris la parole, mardi 5 février, lors de la conférence de presse de présentation du Salon du livre, pour dire qu'il ne voulait pas « être l'invité du gouvernement italien ».

Le vice-président du syndicat des éditeurs italiens, Gianni Vallardi, a rappelé que « les éditeurs italiens souhaitaient que le Salon soit inauguré au plus haut niveau de l'Etat ». « On ne doit pas confondre les problèmes politiques avec ceux de l'édition, du développement de la culture et du livre », a indiqué M. Vallardi, qui est aussi président de la branche livre de Rizzoli, propriétaire de Flamma-

tion. Liana Levi, présidente de France Edition, a souhaité que « nous ayons l'occasion de débattre de tout », lors du Salon. La Fnac a placé son café littéraire sous le thème : « Livre, culture, démocratie et tolérance ».

L'affaire a déclenché une tempête au Syndicat national de l'édition (SNE). Dans un communiqué, le SNE estime que « l'accueil des autorités qui représentent leur pays relève simplement de la courtoisie. (...) Il n'appartient pas au Syndicat national de l'édition d'exprimer à ce sujet des positions de nature politique ». Une précédente déclaration parlant d'« esprit d'amitié et de complicité » pour recevoir « les hautes autorités italiennes » avait suscité une vive réaction de Fayard et de Christian Bourgois (*Le Monde* du 31 janvier).

A. S.

**PRIX ROMAN 2001**  
France Télévision  
**2 3 5**

**MADAME ANGELOSO**  
FRANÇOIS VALLEJO

« Le corset de Madame Angeloso est presque un personnage à lui seul. Personne, sauf Danuta, n'a le droit d'y toucher. »  
(J. Savigneau, *Le Monde*)

**L'ABBE GREGOIRE ou UN COMBAT POUR LES DROITS DE L'HOMME**  
par Rita HERMON-BELOT, Yves BENOT, Marcel DORIGNY et Bernard PLONGERON

MERCREDI 13 FÉVRIER à 18H

à LA LIBRAIRIE DES **puf**

49, Bld St Michel  
PARIS 5<sup>e</sup> - tél. 01 44 41 81 70

**AGENDA**

■ **LE 9 FÉVRIER. GUYOTAT.** A Paris, dans le cadre des rencontres philosophiques des carrefours de l'Odéon, Jacob Rogozinski recevra Pierre Guyotat pour un débat accompagné d'une lecture (à 15 heures, Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 75006 ; grande salle, entrée libre, rens. : 01-44-41-36-44).

■ **LE 9 FÉVRIER. MONTAIGNE.** A Paris, la BNF propose une table ronde sur le thème « Montaigne, les deux visages des *Essais* » (à 15 heures, site François-Mitterrand, quai François-Mauriac, 75013 ; petit auditorium, rens. : 01-53-79-41-18/19) et, le **13 FÉVRIER**, la soirée thématique des « Grandes figures littéraires du XX<sup>e</sup> siècle », sera consacrée à **ARTAUD** (à 18 h 30, grand auditorium, rens. : 01-53-79-59-59).

■ **LE 11 FÉVRIER. AFRIQUE.** A Paris, Gallimard et la Maison d'Amérique latine proposent une table ronde dirigée par Jean-Noël Schifano, avec notamment Ananda Devi, Ahmadou Kourouma et Henri Lopes (à 19 heures, 217, bd Saint-Germain, 75007 ; rens. : 01-49-54-75-00).

**Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS LITTÉRAIRES**

**Samuel Beckett**  
Irlandais d'origine installé à Paris, Prix Nobel de littérature, il dressa le constat le plus pathétique, mais aussi le plus drôle et le plus tonique, de l'impuissance humaine.

**La tragédie classique**  
L'interrogation tragique a traversé les siècles. Les passions et les drames des héros de Racine et Corneille nous bouleversent encore. Ils ont inspiré aussi bien Anouilh que Cocteau, Camus ou Koltès.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX